

Evian, vingt-cinq ans après

Il y a vingt-cinq ans, le 18 mars 1962, le général de Gaulle et M. Ben Khedda, président du gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA), annonçaient en même temps à la radio et à la télévision la signature des accords d'Evian, qui mettaient fin à la guerre d'Algérie. Sans doute cet anniversaire ne sera-t-il pas davantage célébré que d'habitude outre-Méditerranée, où l'on considère le cessez-le-feu comme un simple épisode avant l'indépendance acquise le 5 juillet suivant. En France, les blessures sont encore trop vives pour que le dossier soit ouvert avec une totale sérénité.

Ironie de l'histoire, les tentatives de négociations pour nouer des « relations exemplaires » entre les deux pays n'ont guère été appliquées. Ils devaient fournir le cadre de la cohabitation d'un peuple indépendant avec une importante communauté française. Celle-ci ne cesse de diminuer, les prévisions de la libre circulation des personnes, pour faire face aux menaces terroristes, Paris a dû exiger un visa des Maghrébins ; les Français divorcés après un mariage mixte éprouvent les plus grandes difficultés pour faire respecter leur droit de visite à leurs enfants.

Les négociateurs croyaient-ils vraiment que les Français établis en Algérie seraient nombreux à rester sur place après une guerre atroce ? La réponse vient avec même le référendum d'autodétermination auquel ces Français ne pouvaient pas participer. Près d'un million de pauvres gens, affolés par le choix entre « la valise ou le cercueil » que leur proposaient les extrémistes des deux bords, choisirent de partir en hâte.

Des quelques dix mille pleureurs qui décidèrent de demeurer sur leur sol natal, à peine moins de trois mille sont encore vivants. Ces personnes âgées bénéficient souvent de l'aide et de la solidarité de leurs voisins algériens mais désespèrent de voir reconnaître leurs droits par une administration donnant trop souvent l'impression d'attendre que leur problème se règle par extinction. Malgré des promesses répétées, très peu d'entre elles ont pu réaliser leurs biens et transférer leurs avoirs dans une France où elles souhaitent finir leurs jours.

Encore plus amers sont peut-être les Français qui vinrent proposer leurs services à la jeune République par convictions politiques, les « pleureurs rouges ». Ils ont le sentiment que l'Algérie du président Chadli, converti au régime économique, les trouve encombrants et fait un meilleur accueil aux cadres des sociétés avec lesquelles elle a signé les « grands contrats » nécessaires à son développement. Ces contractuels de l'âge héroïque n'ont pas toujours des rapports faciles avec leurs jeunes collègues arrivés plus tard dans le cadre de la coopération entre États. Même ceux-ci ont de moins en moins nombreux : 2500 en 1981 ; 700 aujourd'hui, dont 300 en instance de départ.

Du grand rêve de coopération fraternelle il ne reste plus que quelques hommes exemplaires, tel Mgr Duval, archevêque d'Alger, toujours actif pour animer une communauté catholique faite uniquement d'étrangers — des Français mais aussi des coopérants polonais — dans les rares églises ouvertes au culte.

De douloureux problèmes se posent encore, entre autres celui de l'entretien des cimetières européens. Le contrôle des événements échappait aux négociations des accords d'Evian. Aujourd'hui, il appartient aux gouvernements de « laisser le passé à l'histoire pour construire l'avenir », comme le disait le président Chadli, en novembre 1983, lors de la première visite officielle d'un chef d'État algérien en France.

Un entretien avec le chef des druzes libanais

« Le véritable islam, ce n'est pas celui qui vient de Perse »

L'Organisation de la justice révolutionnaire (OJR) ne s'était pas manifestée, le mardi 17 mars en fin de matinée, plus de quinze heures après l'expiration du délai fixé pour « la sentence de mort » contre Jean-Louis Normandin, retenu en otage depuis le 8 mars 1986. Prenant position dans le différend entre la Syrie et les partisans de l'Iran au Liban, M. Walid Joumblatt, chef des druzes, nous a déclaré : « Le véritable islam, ce n'est pas celui qui vient de Perse. »

MOUKHTARA de notre envoyée spéciale

« On repart à zéro. C'est une nouvelle étape de la guerre du Liban. » Dans un salon de son palais de Moukhtara, imposante bâtisse du seizième siècle, perchée sur un pignon d'où on peut contempler les montagnes enneigées du Mont-Liban, M. Walid Joumblatt, chef du Parti socialiste progressiste (PSP) et dirigeant incontesté de la communauté druze, dresse un bilan sans

illusion des récents événements de Beyrouth-Ouest.

Comme un signe du destin, la deuxième entrée des troupes syriennes dans la partie à majorité musulmane de la capitale libanaise a précédé de quelques trois semaines le dixième anniversaire de l'assassinat de son père, Kamal Joumblatt, le 16 mars 1977.

FRANÇOISE CHIPAUX.

(Lire la suite page 5 et nos informations page 44.)

Réuni sous la présidence de M. Chirac

Le gouvernement met au point son programme d'action

M. Jacques Chirac a réuni ses ministres à l'hôtel Matignon, mardi 17 mars. Ce conseil de cabinet, le quatrième depuis le début de l'année, était destiné à mettre au point le programme d'action du gouvernement avant l'ouverture, le 2 avril, de la session parlementaire de printemps. A l'ordre du jour, trois projets de loi importants : programmation militaire ; aménagement du temps de travail ; référendum d'autodétermination en Nouvelle-Calédonie.



Cohabitation et efficacité économique

L'Elysée, Matignon... et M. Balladur

Les prix n'ont augmenté que de 0,1 ou 0,2 % en février selon l'indice, provoque-t-il par l'INSEE. Une nette amélioration après la forte accélération de janvier (+0,9 %). En revanche, le commerce extérieur est resté déficitaire de 400 millions de francs en données corrigées des variations saisonnières au mois de février. Et s'il s'est redressé, le solde industriel avec 1,4 milliard de francs reste inférieur à la moyenne mensuelle de 1986 (3 %).

Voilà juste un an, les Français imposaient, par leurs votes, une nouvelle répartition des pouvoirs.

Dans le domaine économique, la cohabitation a-t-elle été un obstacle à l'efficacité ou l'a-t-elle, au contraire, favorisée ?

Certes, le président de la République a refusé de signer les ordonnances sur la privatisation comme celle sur l'aménagement du temps de travail. Mais, par rapport au nombre de textes promulgués, la portée de ces refus apparaît dérisoire ; elle a été plus symbolique que réelle : les dénationalisations ont commencé à l'automne avec le succès que l'on sait et, si l'amendement qui permettait de contourner le veto présidentiel sur l'aménagement du temps de travail a été reculé par

le Conseil constitutionnel, ce ne sont pas ces deux ou trois mois perdus qui auront modifié une évolution du chômage de toute façon négative, faute d'une croissance suffisante. Aussi répète-t-on à l'envi, au gouvernement comme à l'Elysée, que « la cohabitation n'a influé en rien sur la décision économique ».

Le président de la République n'est intervenu sur aucun des grands dossiers macro-économiques, si ce n'est lors du conseil des ministres consacré au budget de 1987 pour feindre de s'étonner de la bonne volonté avec laquelle certains ministres acceptaient des sacrifices. Il n'a pris la parole sur aucune des affaires

industrielles, pas même sur le difficile dossier du téléphone et de la CGCT où il aurait pu manifester sa préférence pour une solution européenne. Et si, sur l'Europe justement, M. Mitterrand a plaidé pour une augmentation des ressources propres, un accroissement des dépenses de recherche (type Euréka) et pour que la France ne sorte pas du système monétaire (SME), c'était sur un sujet où l'accord était assez large pour que cela n'apparaisse pas comme une intervention inopportune.

BRUNO DETHOMAS. (Lire la suite page 40.)

Le fonds Silguy à l'Institut néerlandais

L'ingénieur de Quimper et ses peintres

En offrant une sélection de toiles des « écoles du Nord », comme on disait naguère, conservées dans la capitale du Finistère, l'Institut néerlandais nous invite à redécouvrir et à réfléchir sur les ressources de la province, sur ses figures oubliées.

par André Chastel

Ces tableaux, d'où proviennent-ils ? D'un legs fait par un ingénieur breton, élève en 1804 de la toute jeune Ecole polytechnique, qui amassa sans bruit des estampes (plus de sept mille) et des tableaux (plus de mille) ; il en fit don à sa mort (1864) en demandant seulement à la ville qu'on dispose tout cela dans un local convenable, « près de l'hôtel de mairie ».

Le comte Jean-Marie de Silguy avait donc un sens civique parfait. Quimper n'avait pas de musée ; on en bâtit un ; il fut inauguré en 1872, après la guerre. Des dons intéressants s'ajoutèrent en 1894 au fonds Silguy. Le tout dormait un peu sous les combles. Le réveil vint d'avoir lieu. Le musée s'est enrichi tout récemment de quelques achats brillants : la Leçon de lecture, curieux tableau marital de 1630 environ, par Grebber, un

peintre de Haarlem, et la Charité, une allégorie drapée dans la soie et le velours, d'un maître d'Utrecht. Le lot étant ainsi relevé, une délégation des petits maîtres du dix-septième siècle est passée de l'Oder à la Seine.

Il faut remonter à l'hiver 1970-1971, où l'on put voir au Petit Palais un panorama assez impressionnant des tableaux hollandais, « betaves » disait le catalogue de J. Vergnet-Ruiz, tirés des collections publiques françaises. C'était une redécouverte qui obligeait à s'interroger sur l'entrée de tant de toiles nordiques chez les princes et les bourgeois.

Sur plus de deux cents toiles, une ou deux de Quimper figuraient discrètement, dont les Fruits de Surinam (Guyane) sur fond noir, d'un spécialiste des exotismes travaillant à Amsterdam. Dès le dix-septième siècle, on regardait donc avec plaisir ces scènes de genre familières, voire un peu grivoises, ces paysages touffus, ces figures douloureuses dont Rembrandt avait créé le modèle. La clé en est bien connue : quand on était las du « grand goût » et des formes nobles italiennes, on se tournait vers les champions traditionnels de la peinture directe, irrégulière

et forte, vers les genres dits mineurs et les petits maîtres. Il restait à en mesurer la portée et à pousser l'inventaire : le dépoussiérage de Quimper en est la conséquence.

Mais le phénomène Silguy ne relève pas directement de l'évolution du « goût ». Cet ingénieur n'avait rien, à ce qui semble, d'un grand amateur méthodique : il achetait un peu le tout-venant, à bas prix si possible, et surtout dans les ventes, qui, au dix-neuvième siècle, étaient de plus en plus nombreuses. On le sait, parce que Silguy conservait les catalogues : il y en avait, dans sa bibliothèque, quatre cents pour les années 1846 à 1853 où il se trouvait à Paris, dans l'incroyable tourbillon créé par le commerce des peintures.

Un contemporain de Silguy, Louis Lacaze, un peu peintre, un peu médecin, trouvait le moyen d'acquiescer avec une foule de tableaux français exceptionnels la Bethsabée de Rembrandt et la Bohémienne de Frans Hals. Notre ingénieur n'est pas Lacaze. De sa famille, il avait hérité deux scènes gaies et décoratives de Cauley (qu'on croyait des Francken) : il y ajouta des fleurs, des portraits.

(Lire la suite page 12.)

Accord industriel «le Monde»-Hachette

Pour la nouvelle imprimerie d'Ivry-sur-Seine. PAGE 39

Les élections en Finlande

La poussée des conservateurs rendra difficile la formation du gouvernement. PAGE 3

Prisons privées aux Etats-Unis

Gestion électronique et discipline. PAGE 10

Le Monde

SCIENCES ET MÉDECINE

■ Les mécomptes du mouton français. ■ Domestication et morphologie. ■ Le SIDA à New-York. ■ Secteurs de pointe : l'ingénieur dans l'entreprise. Pages 19 à 22

Fujitsu renonce à Fairchild

L'expansion japonaise dans les secteurs de pointe freinée aux Etats-Unis. PAGE 39

Fécondation «in vitro»

La Catho de Lille poursuivra ses expériences malgré le « non » du Vatican. PAGE 44

Le sommaire complet se trouve page 44

4 GRANDS AUTEURS 4 GRANDS SUCCÈS

JEAN BERNARD
de l'Académie française
Et l'âme ? demande Brigitte
La pensée, la morale, les passions
confrontées aux progrès des sciences du système
nerveux. Une méditation
brillante et profonde autour de questions essentielles.

YEHUDI MENUHIN
La leçon du maître
La vie et le talent de l'un de nos plus grands musiciens.

SHUSAKU ENDO
L'extraordinaire voyage
du Samourai Hasekura
Au XVII^e siècle, une très riche aventure spirituelle.

CHAÏM POTOK
La harpe de Davita
La justesse de ton, la vérité de cette enfance
racontée avec une rare force.

BUCHET/CHASTEL
18, rue de Condé - 75006 Paris

Etranger

Le débat sur la défense et le contrôle des armements

Sir Geoffrey Howe appelle les Européens à mieux coordonner leurs efforts

Le secrétaire du Foreign Office, Sir Geoffrey Howe, a plaidé, le lundi 16 mars, en faveur d'une plus grande unité de vues des Européens en matière de sécurité et pour le maintien de la discussion nucléaire en Europe. A propos de « la réponse du numéro un soviétique à l'offre de l'OTAN d'éliminer les Forces nucléaires intermédiaires (FNI) », a précisé M. Howe, des perspectives réelles existent, pour la première fois, d'accords qui pourraient déboucher sur des réductions importantes des armes nucléaires, ce qui serait un résultat historique. Le chef de la diplomatie britannique, qui parlait devant l'Institut royal des relations internationales de Bruxelles, a ajouté : « Un plus grand effort de défense de la part des Européens, qui pourrait être canalisé à travers l'Union de l'Europe occidentale (UEO), peut contribuer à un pilier européen plus substantiel au sein de l'Alliance atlantique et donner aux Etats-Unis de quoi répondre aux sceptiques sur le maintien de leur propre contribution à la défense européenne. »

Les sept pays membres de l'UEO (Grande-Bretagne, France, RFA, Italie et les trois du Benelux) ont

décidé, il y a deux ans, une revitalisation de l'organisation par la tenue régulière de réunions des ministres des affaires étrangères et de la défense. « Si nous voulons que nos préoccupations particulières d'Européens soient clairement perçues et prises en compte dans les négociations entre les Etats-Unis et l'URSS, nous devons en débattre clairement entre nous et parvenir, là où c'est possible, à des vues communes : c'est ce que nous tentons de faire au sein de l'UEO. » Mais, a ajouté Sir Geoffrey, « l'Alliance atlantique doit rester le seul forum de décision en matière de défense », et prendre garde, pour le long terme, au fait que l'Europe « n'a plus la même importance que par le passé » dans la réflexion stratégique américaine.

« Un sincère intérêt »

M. Mitterrand, dans un entretien publié par le quotidien italien *Corriere della Sera* du mardi 17 mars, réaffirme, d'autre part, que la proposition soviétique d'éliminer les missiles nucléaires à moyenne portée basés en Europe doit « être considérée avec un sincère intérêt ». Le pré-

sident de la République ajoute : « Je suis personnellement en faveur de telles négociations (...). Bien évidemment, l'élimination (des missiles) doit être équilibrée, simultanée et contrôlée. » M. Mitterrand a appelé aussi à une collaboration européenne en matière d'industrie spatiale, « car c'est un secteur décisif pour l'avenir. Nous devons garantir une autonomie européenne et éviter un monopole dans l'espace des Etats-Unis et de l'Union soviétique ».

De son côté, la quatrième session des pourparlers soviéto-américains sur la réduction des essais nucléaires a repris lundi à Genève après une interruption de plus d'un mois.

Enfin, des entretiens soviéto-américains portant essentiellement sur les conflits régionaux ont débuté lundi matin à Moscou, annonce l'agence Tass. Ils concerneront le désarmement, les droits de l'homme et les questions bilatérales, a-t-on indiqué de source américaine. La délégation des Etats-Unis est dirigée par M. Michael Armacost, sous-secrétaire d'Etat, et celle de l'URSS, par M. Iouri Vorontsov, premier vice-ministre des affaires étrangères. — (AFP, Reuters.)

Après les déclarations de M. Jacques Delors

M. Mitterrand n'est pas hostile à la réunion des Douze sur les euromissiles

STRASBOURG de notre envoyé spécial

M. François Mitterrand s'est déclaré favorable à l'initiative, lancée par M. Jacques Delors, président de la commission des Communautés européennes, de réunir un Conseil européen qui préparerait une position commune des chefs d'Etat et de gouvernement européens sur la proposition soviétique de démantèlement des euromissiles. L'initiative de M. Delors, a expliqué le président de la République, est une bonne initiative. Il existe un certain nombre de lieux, l'OTAN et l'Union de l'Europe occidentale, par exemple, où sont débattues de telles questions. Je ne suis pas hostile à ce qu'il y en ait d'autres.

Le chef de l'Etat assistait, le lundi 16 mars, à une phase de l'exercice national « Alrex-87 » de l'armée de l'air française. A cette occasion, il s'est fait présenter le centre de détection et de contrôle de la

défense aérienne de Drachenbrom et la 33^e escadre de reconnaissance basée à Strasbourg. L'exercice « Alrex-87 » mobilise pendant onze jours d'affilée la presque totalité des effectifs et des moyens de l'armée de l'air, pendant que huit armées de l'air allié prêtent leur concours (le Monde du 8 mars).

A Drachenbrom, M. Mitterrand s'est fait présenter la station radar qui, dans l'est de la France, peut prendre le relais du PC de la défense aérienne de Taverny (Val-d'Oise). A Strasbourg, il a vu les Mirage F-1 CR de reconnaissance photographique ou infra-rouge.

En réponse aux questions des journalistes sur la défense européenne, le chef de l'Etat a estimé que « c'est un grand sujet à l'ordre du jour depuis longtemps et qui le restera encore ».

« Tout ce qui peut dans les esprits, dans les volontés, dans les méthodes et les pratiques organiser une meilleure harmonisation des

forces des pays alliés est bon, a affirmé M. Mitterrand. Mais des progrès en ce sens, il n'y en a pas assez à mon gré. »

Cependant, il a rappelé que c'était à l'actuel président de ce conseil européen, le premier ministre belge, de mettre éventuellement en application l'idée de M. Delors. « Les ministres des affaires étrangères et les ministres de la défense des pays européens se rencontrent déjà régulièrement », a ajouté M. Mitterrand, et ce sont là des éléments d'une concertation européenne qui se mettent en place. Mais il n'y a pas d'urgence, pas de nécessité. »

Invité à dire ce que lui inspirait le rapprochement des dates 16 mars 1986, dernières élections législatives, et 16 mars 1987, le chef de l'Etat a eu cette très brève et très sèche réponse : « Cela fait deux 16 mars de suite. Et la France continue. »

JACQUES ISNARD.

M. Rocard : « Il faudra éviter de baisser la garde face à M. Gorbatchev »

« Tant que M. Gorbatchev maintiendra un déséquilibre majeur en sa faveur dans tous les domaines militaires, il faudra éviter de baisser la garde », explique M. Michel Rocard dans un entretien paru le lundi 16 mars dans le dernier numéro de *Défense active*, une lettre mensuelle éditée par le général Etienne Copel (chef de réserve).

A propos des négociations sur les euromissiles, M. Rocard affirme : « Il ne faut pas se limiter aux euromissiles. Il faut inclure les missiles de courte portée, sans prendre, cependant, le risque d'une dénucléarisation de l'Europe qui est très dangereuse aussi longtemps que subsiste l'immense déséquilibre conventionnel et chimique que l'on voit entre l'Est et l'Ouest. » Il faut

aussi veiller de très près aux conditions de contrôle d'un éventuel accord », ajoute M. Rocard qui n'approuve pas du tout, parce qu'elle est « très exagérée », l'expression « un Munich deux » de l'Europe lancée par M. Jean-Marie Daillet (le Monde du 10 mars) si l'option « zéro » de M. Gorbatchev était retenue.

« Il faut arriver à des conversations équilibrées et réalistes, estime M. Rocard, en étant pleinement conscient des graves dangers de « découplage » entre les Etats-Unis et l'Europe. » Le député socialiste des Yvelines considère que l'Europe doit faire preuve, en la matière, de « lucidité », à commencer par la France qui « s'est trop souvent montrée arrogante ».

« Nous devons être respectueux de nos alliés, explique M. Rocard, et savoir accepter, dans notre vision de la défense de l'Europe, des préoccupations qu'ils jugent essentielles et dans les termes mêmes où ils les formulent. La décision d'emploi des armes nucléaires stratégiques doit rester, bien sûr, purement nationale. Mais il ne faut pas décider unilatéralement la menace contre nos intérêts vitaux dépasse nos frontières. En dehors des cas qui peuvent conduire le président de la République à utiliser l'armement nucléaire national, en particulier à la suite d'une agression sur notre propre territoire, il me paraît clair qu'on ne peut pas « passer au nucléaire » sur le sol de nos alliés sans en discuter avec eux. »

NATIONS UNIES

La création d'un Office pour la recherche de l'information va mettre un terme à un monopole de fait des Soviétiques

NEW-YORK (Nations unies) de notre correspondant

Le secrétaire général des Nations unies, M. Javier Perez de Cuellar, vient d'annoncer la création d'un « Office pour la recherche et la collecte de l'information », dont la tâche est ainsi définie : « Rechercher, centraliser et redistribuer au sein du secrétariat toutes informations d'ordre politique ayant trait aux activités du secrétaire général. » Plus précisément, le nouvel office devra « évaluer les tendances générales, préparer des études de situation concernant les pays et les régions où les Nations unies exercent une activité diplomatique, fournir des informations d'alerte (« early warning »), maintenir le contact avec les banques de données informatisées, surveiller les mouvements de réfugiés et l'évolution des situations d'urgence » et, enfin, « participer à la préparation des discours et des documents portant sur la signature du secrétaire général ». Divisé en sept services, l'Office est placé sous la direction d'un ancien secrétaire général adjoint, en l'occurrence le diplomate israélien James Jonah. Reprenant sous sa coupe plusieurs services jusqu'ici indépendants, M. Jonah répondra de ses activités directement devant le secrétaire général et aura la capacité d'appuyer le secret « confidentiel » sur les informations de son choix. Il pourra celles-ci auprès de trois sources essentielles :

huit agences de presse, soixante-quinze centres d'information des Nations unies à travers le monde et « diverses sources officielles et privées ».

Des bulletins seront élaborés plusieurs fois par jour à l'attention du secrétaire général, qui décidera de leur éventuelle divulgation. La collecte et le tri de l'information seront informatisés, ce qui est une nouveauté dans une organisation qui ignore encore souvent l'ordinateur.

Si la surveillance des agences et des revues de presse ne posent aucun problème particulier, il n'en va pas de même pour les « évaluations des tendances » et pour les diverses informations « confidentielles » que le service sera amené à recueillir. Le fonctionnement du système faisant appel aux services des centres d'information, il est tentant d'y voir l'annonce d'un véritable « réseau de renseignement », celui que Dag Hammarskjöld, qui se méfiait des Etats membres, avait déjà de mettre en place. Les responsables de ces centres seront-ils transformés en « informateurs confidentiels » ? Si tel est le cas, leur situation deviendra singulièrement compliquée en raison des susceptibilités locales, auxquelles il leur sera très difficile de faire face. Imagine-t-on le représentant des Nations unies, dans un pays dictatorial, transmettant, « en clair », des informations critiques à l'égard du gouvernement local, lorsque l'on sait que même un pays démocratique comme la France a

vigoureusement protesté contre la manière dont les services de l'ONU avaient analysé les dernières élections législatives ? Certes, le chiffrage des transmissions est envisagé à terme, mais il est certain que les Etats membres refuseront les modifications des règlements qu'un tel changement supposerait.

La nouvelle responsable des services de l'information, M^{me} Thérèse Savigny (Canada), qui coiffe les centres d'information, semble hériter devant les aspects non résolus de la réforme. Mais ses réticences ne sauraient être comparées à celles des Soviétiques, qui voient s'écrouler un véritable empire, bâti patiemment depuis trente ans. Grâce au principe au fort des « postes techniques », Moscou avait réussi à garder le contrôle de l'information interne, notamment du Bulletin qui, quatre fois par jour, fournit une synthèse des informations internationales aux membres du secrétariat et aux missions. Rédigé par des diplomates soviétiques dans un style que l'on imagine aisément, le Bulletin faisait l'objet d'innombrables critiques de la part de nombreuses délégations. Le « département soviétique », comme on appelle le département des affaires politiques et du Conseil de sécurité, dirigé traditionnellement par un Soviétique, perd ainsi un outil important, même si une partie du personnel chargé actuellement du Bulletin est reprise par le nouvel organisme.

CHARLES LESCAUT.

TURQUIE : après de difficiles négociations

Renouvellement pour cinq ans de l'accord de défense entre Washington et Ankara

ISTANBUL de notre correspondant

Un chassé-croisé diplomatique a lieu cette semaine entre Ankara et Washington avec la signature aux Etats-Unis d'un accord de coopération économique (DECA) par M. Vahit Halefoglu, ministre turc des affaires étrangères, et la visite à Ankara de M. Caspar Weinberger, secrétaire américain à la défense.

La Turquie assure le contrôle des détroits et de l'accès à la Méditerranée, et possède des frontières avec l'Irak, l'Iran et la Syrie. C'est l'importance stratégique de ce pays pour les Etats-Unis.

L'accord de défense et de coopération économique, arrivé à expiration en décembre 1986 et renouvelé pour cinq ans le lundi 16 mars, traite notamment du droit des Etats-Unis à entretenir des bases en Turquie. La perte de l'allié iranien en 1979 a fait de l'Anatolie l'avant-poste oriental du système de surveillance américaine : en plus d'une vingtaine de systèmes de détection, les Etats-Unis surveillent, à partir du centre de Sinoe, les essais de missiles soviétiques et les activités de l'URSS en mer Noire. Les Américains disposent de plusieurs bases aériennes, dont la plus importante, celle d'Incirlik, près d'Adana, abrite des bombardiers nucléaires. Ces bases peuvent être utilisées moyennant autorisation préalable des autorités turques.

La Turquie, engagée depuis 1980 dans un effort d'amélioration de ses

relations avec les pays arabes et islamiques, a plus d'une fois répété que ces bases ne seraient employées que dans le cadre de l'OTAN, en réponse aux efforts des Etats-Unis pour élargir ce droit d'usage au-delà d'une éventuelle réponse à une attaque des pays membres du pacte de Varsovie. Pourtant, la presse continue de s'interroger régulièrement sur l'éventualité de leur utilisation par les forces d'intervention rapide américaines dans un conflit hors zone, au Moyen-Orient.

Le contentieux gréco-turc

Le renouvellement du DECA, paré en décembre 1986, lors de la visite à Ankara de M. Richard Perle, secrétaire adjoint américain à la Défense, démissionnaire depuis, a été l'objet de difficiles négociations, et le malaise qui en a résulté risque d'être renforcé par divers votes du Congrès. La Turquie n'a pas obtenu la levée demandée des quotas d'importation sur les textiles. Les 490 millions de dollars d'aide militaire sont inférieurs non seulement à la somme initialement demandée par Ankara, mais également au montant fixé par le précédent DECA (739 millions de dollars). Un certain équilibre a été rétabli grâce à des conditions financières avantageuses (312 millions non remboursables, 178 millions à faible taux d'intérêt, réamortissement de la dette turque aux Etats-Unis), et à la livraison prévue de matériels militaires, dont quarante avions Phantom, provenant des surplus américains pour une valeur de

300 millions de dollars. En revanche, les 185 millions de dollars d'aide économique prévus dans l'accord viennent d'être refusés par le Congrès.

Ce vote a relancé l'opposition du Parti populaire social-démocrate (SHP) au renouvellement du DECA, en ces termes, et son président, Erdoğlan Inönü, a sollicité, sans succès, un veto du président Evren. Si le choix atlantique rassemble l'opinion, opposition comprise, et n'est jamais remis en cause, la position américaine sur le contentieux gréco-turc a souvent donné lieu à des manifestations d'anti-américanisme. L'ambassadeur américain à Ankara, qui a imposé après l'intervention turque à Chypre en 1974 et, après une période de tension, remplacé par une clause de non-utilisation à Chypre du matériel fourni, dénoncé ici comme une condition politique inacceptable. Les déclarations de M. Perle, affirmant que les forces turques à Chypre sont « en position défensive » et ne menacent pas la partie grecque de l'île, et l'annulation par Athènes de la visite que M. Weinberger devait effectuer en Grèce ont été bien accueillies, mais l'opinion reste sensible.

Enfin, l'adoption récente par une commission du Congrès d'un projet de commémoration du « génocide arménien » a amené le président Evren à annoncer qu'il annulerait la visite qu'il doit effectuer aux Etats-Unis si cette loi était votée.

MICHEL FARRÈRE.

La visite de M. Bariani au Bangladesh et au Népal

Renforcement de la coopération économique

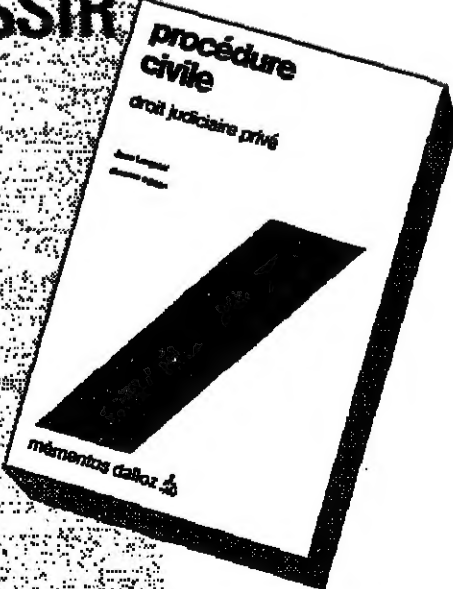
M. Didier Bariani, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, a dressé, le lundi 16 mars devant la presse, un bilan positif de la tournée qu'il vient d'effectuer au Bangladesh et au Népal (le Monde du 9 mars), qui coïncidait pratiquement avec la visite du ministre, M. Jean-Bernard Raimond, en Inde. Il s'agit pour la diplomatie française d'être plus présente dans cette partie du monde » et de prêter attention à des pays qui, sans avoir la taille du géant indien, « ont besoin d'un bref de partenariat international », ce qu'ils fonctionnent en tant que tels », a estimé M. Bariani. Cet enjeu régional, a-t-il ajouté en substance, justifie que Paris ne se brasse pas sur les positions adoptées par Dacca et Katmandou sur le problème de la Nouvelle-Calédonie — comme New-Delhi, ces deux pays ont voté aux Nations unies pour l'inscription du « Caillon » sur la liste des territoires à décoloniser. On laisse d'ailleurs entendre au Népal que ce vote de principe pourrait être modifié si une coopération française plus active se mettait en place.

M. Bariani a ainsi promis aux Népalais des efforts accrus en vue d'assouplir les conditions de nouveaux protocoles financiers en cours de négociation pour la production pharmaceutique locale et l'équipement hydroélectrique de la rivière Seti, ainsi qu'un renforcement des activités du centre culturel français. A Dacca, M. Bariani a signé une convention fiscale excluant la double imposition, destinée à favoriser les investissements d'entreprises françaises au Bangladesh. Après l'installation, en voie d'achèvement, d'une station française de télédétection destinée à l'observation des ressources naturelles, le Bangladesh s'intéresse aujourd'hui à des offres de Renault pour des autocars, et d'Alcatel pour un projet de 50 000 lignes téléphoniques.

[M. Bariani a indiqué que son séjour au Bangladesh visait à réparer l'omission que constituait le fait qu'aucun ministre français ne s'était rendu dans ce pays depuis 1971. M. Bernard Bariani avait précédemment effectué un voyage au Bangladesh en tant que secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, le 23 février 1975.]

LE DROIT DE RÉUSSIR

Le droit de réussir, c'est pouvoir disposer facilement de tous les ouvrages synthétiques sur tous les sujets d'examen, indispensables pour comprendre vite et retenir longtemps les 80 mementos Dalloz abordant toutes les questions juridiques et économiques que l'on connaît l'étudiant d'aujourd'hui.



LES MEMENTOS DALLOZ — ESSENTIELS — SYNTHETIQUES — EFFICACES

إلى كل من يريد النجاح

Europe

FINLANDE : le résultat des élections législatives

Progrès de la droite et incertitude pour la formation du prochain gouvernement

La progression des conservateurs finlandais, en voix et surtout en sièges, pourrait leur permettre de participer au gouvernement, après vingt et un ans d'opposition. Mais les négociations entre les principaux partis — conservateurs, centristes et sociaux-démocrates — s'annoncent ardues. Les seules surprises de ce scrutin sans passion sont la stabilité des communistes, en voix, et l'échec relatif des Verts, qui n'ont pas réalisé le percé attendu.

HELSINKI
de notre envoyé spécial

Les partis « bourgeois » sortent renforcés des élections législatives du dimanche 15 et du 16 mars. Les partis non socialistes disposeront de 120 sièges (+ 4) dans la nouvelle Assemblée, contre 76 (- 8) pour les sociaux-démocrates et les deux mouvements communistes, et de 4 (+ 2) pour les Verts, qui ne cachent pas, lundi soir, leur déception. Les derniers sondages, en effet, leur accordaient environ dix mandats.

Les conservateurs sont les vainqueurs de ce scrutin. Avec 23,2 % des voix, ils progressent seulement d'un point par rapport à 1983, mais la mathématique électorale finlandaise, qui avantage les grands partis dans la répartition des sièges, fait qu'ils gagnent 9 sièges (53 au lieu de 44). La droite s'est rapprochée petit à petit du centre au cours des dix dernières années et espère participer à un gouvernement de coalition. Pendant la campagne électorale, le dirigeant des conservateurs, M. Ilkka Suominen, a donné un profil résolument social à son parti, au point que la gauche trouvait que certaines de ses idées « méritaient d'être discutées ».

Avec 24,3 % des suffrages, les sociaux-démocrates demeurent la première formation politique de Finlande, mais ils enregistrent un recul

assez important en voix (26,8 % en 1983), qui se traduit par une perte d'un siège (56 au lieu de 57). L'écart qui les sépare des conservateurs n'est plus que de 1,1 point. Pour M. Erkki Liikanen, secrétaire général du parti, cet échec relatif a deux raisons : « Depuis vingt ans, dit-il, nous constituons la principale force politique des gouvernements de coalition, et ce n'est un secret pour personne que le pouvoir use, en second lieu, nous n'avons pas réussi à mobiliser tous nos électeurs ».

Participation en baisse

De fait, les Finlandais ont boudé les urnes. Le taux de participation au scrutin s'en est ressenti : 75,9 % cette année, soit 5,1 points de moins qu'il y a quatre ans. Au total, on compte 56 sièges pour les sociaux-démocrates, 53 pour les conservateurs et 58 pour l'ensemble constitué par les centristes (ex-agriculteurs) et les libéraux, qui avaient conclu des alliances électorales dans de nombreuses circonscriptions. Les centristes de M. Paavo Väyrynen, ministre des affaires étrangères, gagnent trois sièges (40), le Parti suédois, qui défend les intérêts de la minorité d'expression suédoise, obtient 13 sièges (+ 2), et l'Union

chrétienne, avec 5 sièges (+ 3), progresse également. Le centre jouera un rôle-clé dans les prochaines discussions sur la formation du gouvernement.

Ces législatives ne bouleversent pas vraiment le paysage politique. Mais elles auront quand même réservé quelques surprises. Les Verts, d'abord, ne font pas le bond de avant prévu par les sondages. Ils recueillent 4 % des suffrages (contre 1,5 % en 1983) et n'auront que quatre députés au lieu de deux dans la nouvelle Assemblée. Selon l'un de leurs porte-parole, cet échec relatif est dû au fait que « les grands partis ont pris peur à quelques mois de la consultation et ont commencé à récupérer un certain nombre d'idées des écologistes. Les électeurs ont préféré voter utile ».

La deuxième surprise est de taille, les communistes, malgré leurs divisions internes, perdent très peu de voix. Ils obtiennent 13,6 % des suffrages, soit 0,4 point de moins qu'il y a quatre ans. La Ligne démocratique populaire (SKDL), qui regroupe les eurocommunistes et des socialistes de gauche, totalise 9,4 % des voix (- 0,5), tandis que les minoritaires « orthodoxes » de l'Alternative démocratique (qui s'identifient encore les intellectuels et qui a flirté avec les Verts pendant la campagne) additionnent leur score de 1983 : 4,2 %

	SIÈGES		VOIX (en %)	
	1983	1987	1983	1987
SOCIAUX-DÉMOCRATES	57	56	26,8	24,3
CONSERVATEURS	44	53	22,2	23,2
CENTRISTES	37	40	16,7	17,7
DÉMOCRATES POPULAIRES (eurocommunistes)	17	16	9,9	9,4
PARTI RURAL	16	9	9,7	6,4
PARTI SUÉDOIS	11	13	4,6	5,3
ALTERNATIVE DÉMOCRATE (communistes orthodoxes)	10	4	4,1	4,2
UNION CHRÉTIENNE	3	5	3	2,6
PARTI CONSTITUTIONNEL	2	6	0,4	0,1
ÉCOLOGISTES/VERTS	2	4	1,4	4,1
DIVERS	1	8	0,2	1,7

YUGOSLAVIE : après les incartades d'intellectuels et d'étudiants slovènes

Des chefs militaires froncent les sourcils

Les récents appels d'intellectuels slovènes à plus d'autonomie pour leur République et certaines initiatives jugées insolentes de la part de la jeunesse ont conduit des responsables militaires yougoslaves à sortir de leur réserve habituelle.

BELGRADE
de notre correspondant

Régulièrement présents aux innombrables réunions du parti et à tous les niveaux, les militaires se distinguent par leur silence. Ils écoutent, prennent des notes et se retiennent. Le public n'a jamais entendu un militaire participer, par exemple, aux polémiques sur les rapports entre la Fédération, les républiques et les provinces autonomes, sur la réforme constitutionnelle ou tel autre sujet habituel d'effervescence. Les militaires ne s'expriment que pour les problèmes qui, à leur avis, pourraient mettre en cause l'unité de la Yougoslavie ou son système social, dont ils se proclament les gardiens. C'est ainsi que le ministre de

la défense, l'amiral Mamula, à Zagreb, et le général Cvetković, commandant des forces militaires à Sarajevo, viennent de signer les ordres des « nationalistes » et de la « droite bourgeoise », la dévotionnisme idéologique des masses médias, des maisons d'édition, de la culture et de l'historiographie.

Pourquoi cet étonnement ? La revue *Novi Revija*, de Ljubljana, a publié, sur deux cent cinquante pages, un supplément spécial dans lequel des intellectuels slovènes comme nient, dans une série d'articles la légitimité des décisions prises par le parti pendant la guerre. La Slovénie aurait ainsi été « frustrée » de ses droits nationaux. Ces intellectuels reprochent également au parti d'avoir éliminé ses alliés chrétiens et libéraux de la résistance pour imposer le monopole communiste. Enfin, d'avoir renoncé, en 1945, sous la pression de Moscou, à faire valoir les droits de la Slovénie sur Trieste et la province autrichienne de Carinthie. Invokant des arguments historiques, politiques, culturels et idéologiques, ils considèrent comme injustifiée la formation des Républi-

ques du Monténégro, de la Macédoine, de Bosnie-Herzégovine et de la province autonome de Vojvodine. Dans leur revendication d'une autonomie plus vaste encore pour la Slovénie, ces intellectuels vont jusqu'à faire état de la nécessité de créer une armée slovène. Les textes de *Novi Revija*, intitulés « programme national slovène », ont révélé, en substance, l'apparition d'un mouvement séparatiste exprimant le mécontentement de la république la plus développée de la Fédération.

L'affiche scandaleuse

La contestation a pris une ampleur inattendue chez les jeunes, et notamment chez les étudiants de l'université de Ljubljana. Ils se sont prononcés contre le « rituel de la célébration de la Journée de la jeunesse », c'est-à-dire, en réalité, de l'anniversaire de Tito. Comme, cette année, c'était à leur tour d'organiser cette manifestation, ils ont apporté une profonde modification à un cérémonial en vigueur depuis une quarantaine d'années. Ils ont tout proposé une affiche représen-

tant un jeune athlète levant bien haut d'un main le drapeau yougoslave frappé de l'étoile rouge à cinq branches et de l'autre le « bison tchèque » du relais traditionnel organisé par les jeunes à l'occasion de l'anniversaire de Tito.

Au dernier moment, quelque'un des députés, cette affiche, qui devait être diffusée dans le pays tout entier, était la copie conforme d'une affiche éditée en 1936 par le III^e Reich pour célébrer le « superman » germanique. Seule différence, celui-ci portait dans une main le drapeau nazi frappé de la croix gammée et de l'autre un flambeau éclairant le monde aryen.

Ce fut le scandale, le régime ayant vu à la tentative de ridiculiser Tito, personnage intouchable. Le jury qui avait approuvé l'affiche fut dissous. Le procureur demanda la poursuite en justice de ses auteurs, ces derniers se sentant défendus en expliquant que, par la substitution aux symboles nazis de symboles yougoslaves, ils avaient exprimé « la victoire sur l'obscurantisme fasciste ».

De jeunes Slovènes exigent également qu'un service civil soit substitué au service militaire, que les objets de conscience soient dispensés de porter des armes (droit reconnu aux seuls adhérents des sectes nazaréenne et des Témoins de Jéhova) ; la Yougoslavie devrait prouver, selon eux, son pacifisme, en commençant la première à se désarmer. Autant d'exigences rejetées par la direction de l'État et du parti et donc par l'armée.

Néanmoins, les jeunes ont obtenu un vaste soutien des intellectuels slovènes et de tous les intellectuels serbes du « comité pour la défense de la liberté d'expression de Belgrade ».

Rien d'étonnant alors que le général Conic ait déclaré à Sarajevo : « Une attaque contre Tito est une attaque contre notre révolution et les acquis de la guerre de libération, et notre contre-attaque sera résolue et sans compromis ». L'avertissement ne prêche pas à équivoque. Dans une Yougoslavie désintégrée par la crise politique et économique, l'armée est l'unique structure nationale.

PAUL YANKOVITCH.

URSS : le congrès des journalistes

Vifs débats mais réélection sans surprise de M. Afanasiev

MOSCOU
de notre correspondant

Le sixième congrès des journalistes soviétiques, qui s'est tenu à Moscou du samedi 14 au lundi 16 mars, a donné lieu à de vifs affrontements entre conservateurs et partisans du changement. M. Victor Afanasiev, rédacteur en chef de la *Pravda*, a été réélu président de l'Union des journalistes, institution qui compte quatre-vingt-cinq mille membres. Le précédent congrès avait eu lieu en 1982.

Le secrétaire général du parti, M. Gorbachev, n'a pas participé aux travaux, laissant à M. Ligatchev (numéro deux et responsable de l'idéologie) le soin de donner le « la ». Dans l'esprit de M. Ligatchev, les journalistes doivent contribuer au changement par leurs critiques et ne pas hésiter à mettre en cause personnellement des cadres incompétents ou corrompus. M. Ligatchev estime que cette méthode fera ressortir les avantages du système socialiste lui-même.

Pourquoi brouiller les radios étrangères ?

M. Afanasiev se situe entre les responsables de presse les plus conservateurs, qui souhaitent maintenir intégralement la « langue de bois », et les « nouveaux journalistes » au style plus moderne et parfois très agressif (1). Son élection a donné lieu à un véritable happening. Les sept cent cinquante congressistes devaient élire une direction collective d'environ deux cents personnes. Un journaliste des *Izvestia* a demandé que le vote ait lieu à bulletin secret. Il s'agit d'une pratique courante pour un congrès de ce genre, mais aucune liste écrite des candidats n'avait été préparée.

Il a donc fallu imprimer ce document à la hâte ; après une suspension de séance, les congressistes avaient le droit de barrer des noms, d'en rajouter d'autres. Il serait évidemment intéressant de savoir combien de voix M. Afanasiev a obtenues, mais on l'ignore encore. La direction collective ainsi élue a ensuite procédé à la désignation de son président et d'un bureau. Selon toute vraisemblance, cela s'est fait à main levée.

Un des affrontements les plus vifs de ces trois jours du congrès a opposé deux vedettes de la presse écrite : M. Iouri Joukov (*Pravda*) a rappelé le souvenir de l'année 1946 pour dire que les journalistes travaillaient mieux en ce temps-là ; M. Alexandre Bovine (*Izvestia*) a vertement répliqué à cet éloge, peut-être ironique, du bon vieux temps stalinien, en réclamant davantage d'indépendance d'esprit de la part des journalistes soviétiques.

M. Bovine a aussi dénoncé le brouillage des stations de radio étrangères et violemment critiqué — ce qui est exceptionnel dans une enceinte de ce genre — deux institutions soupçonnées de saboter la politique dite de « transparence » : le ministère de la défense et celui des affaires étrangères.

Le commentateur des *Izvestia*, qui fut chargé un temps de rédiger les discours de M. Brejnev, a aussi expliqué avec amertume qu'il était impossible à un journaliste soviétique d'écrire un article critique après un voyage dans un des États du pacte de Varsovie. Comprenez qui pourra : M. Joukov, qui jouait le rôle de stalinien de service, s'est dit « tout à fait d'accord » avec M. Bovine, qui faisait plutôt figure de « libéral ».

Les considérations matérielles n'étaient pas absentes de l'esprit des congressistes. Plusieurs ont demandé des augmentations de salaires et l'amélioration des conditions de travail. Mais l'essentiel a consisté en un débat profond entre ceux qui veulent accélérer le changement dans la société soviétique et ceux qui craignent un dérapage.

Le congrès a, selon le compte rendu officiel, « appelé tous les travailleurs de la presse soviétique à traduire d'une manière exacte, imagée et vive, la restructuration en cours dans le pays, ainsi que la politique de transparence, de démocratisation et d'accélération du développement économique et social ».

Les dogmes ont été opportunément rappelés. Les journalistes doivent « défendre de manière combative et énergique le mode de pensée communiste, critiquer tous les aspects de l'idéologie bourgeoise et réfuter les mensonges sur le mode de vie socialiste et la politique extérieure de l'Union soviétique », affirme la résolution adoptée à la fin du congrès.

DOMINIQUE DHOMBRES.

(1) M. Afanasiev est rédacteur en chef de la *Pravda* depuis 1976, ce qui lui a donné largement le temps de soutenir la politique de Brejnev jusqu'au déclin, et puis celle de ses successeurs Andropov et Tchernenko.

● Rupture d'un barrage au Tadjikistan. — La rupture, le lundi 16 mars, d'un barrage au Tadjikistan (Asie centrale soviétique), due à des pluies torrentielles, a provoqué le mort de dix-neuf personnes ; neuf autres sont portées disparues et six sont hospitalisées dans un état très grave, selon l'agence soviétique Tass (nos dernières éditions du 17 mars).

Cette catastrophe a été annoncée avec une rapidité exceptionnelle par l'agence Tass, quelques heures seulement après la rupture du barrage. — (AFP.)

Le blocage partiel des salaires suscite de vastes mouvements de grève

Belgrade. — Les mouvements de grève, phénomène courant depuis plusieurs années dans la Yougoslavie socialiste, se sont multipliés ces derniers jours à un rythme jamais vu, suscitant une vive inquiétude dans les milieux dirigeants, surtout en ce qui concerne les risques de troubles sociaux. Les syndicats ont réagi à une situation économique chaque jour plus dramatique, qui se traduit notamment par une inflation incontrôlable et une dette extérieure de près de 20 milliards de dollars. Le gouvernement a appliqué récemment des mesures de blocage partiel des salaires ; en même temps, nombre de travailleurs sont tenus de rembourser le « trop perçu » en décembre 1986 et janvier 1987.

Les premières réactions à ces mesures, qui prévoient notamment une évolution de la masse salariale conforme aux gains de productivité, ont éclaté lors du versement des salaires début mars. Devant la raucerie de leurs enveloppes, les travailleurs ont débarrassé un peu partout. A la fin de la semaine dernière, la presse

signalait une dizaine de mouvements de grève pour la seule ville de Zagreb (Croatie), puis des grèves en Slovénie, Bosnie-Herzégovine et Serbie.

La mécontentement touche à présent tous les secteurs : on a noté pour la première fois le débrayage de médecins du Centre clinique Fabro de la faculté de médecine de Zagreb et le mécontentement de trois cent cinquante agriculteurs d'une coopérative de Kraljevo (sud de Belgrade), qui réclament une amélioration de leur situation matérielle.

Une inflation de plus de 130 %

Pour atténuer l'impact de ces mesures et apaiser les esprits, le gouvernement a proposé une nouvelle lecture de ses lois et a suggéré que les amputations des salaires soient étalées sur trois mois. Mais ceux qui sont dans le secret de cette « nouvelle lecture » affirment que « rien ne changera ».

Les mesures d'austérité ne déplaisent pas seulement aux tra-

vailleurs. Le directeur d'une grande maison de prêt-à-porter de Belgrade, Bako, ne cache pas lundi son inquiétude : la loi sur le blocage des salaires est, selon lui, « inacceptable », surtout dans la textile, branche la moins payée en Yougoslavie.

Ses vus sont partagées par d'autres responsables de grandes entreprises, dont le principal fournisseur de Belgrade en pain, Milsko-Pekarna Industrija, qui a annoncé une nouvelle hausse de 15 % en moyenne de ses prix, décision qui pourrait être généralisée, comme l'a fait, de nouvelles manifestations de mécontentement. D'autant que les autres produits de première nécessité et les services ne cessent d'augmenter, menaçant de porter l'inflation annuelle à plus de 130 %.

Selon les syndicats, en 1982 la Yougoslavie a enregistré seulement 174 mouvements de grève. Deux ans plus tard, ce chiffre était de 393, et l'an dernier il se situait aux environs de 800. — (AFP.)

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 650572 F
Télécopieur : (01) 45-33-06-31
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Directeur : André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauriol (1969-1982)
André Lemaître (1982-1985)

Date de la société :
cent ans à compter
du 10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, journaliste.

Administrateur général :
Bernard Woutet.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.

Correspondant en chef :
Claude Salas.

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-35-91-82 ou 45-55-91-71

Tél. MONDIPUB 266 136 F

Le Monde (USPS 785-910) is published daily, except Sundays for \$ 400 per year by Le Monde c/o Speedprint, 45-45 39 th street, L.I.C., N.Y. 11104. Second class postage paid at New-York, N.Y. postmaster : send address changes to Le Monde c/o Speedprint U.S.A., P.M.C., 45-45 39 th street, L.I.C., N.Y. 11104.

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE

584 F 972 F 1 404 F 1 880 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse : défectueux ou
provisaires : nos abonnés sont invités à
formuler leur demande deux semaines
avant leur départ. Joindre la dernière
bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire
tous les noms propres en capitales
d'imprimerie.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 38-15 - Tapez LE MONDE

Imprimé
à Paris
7, rue des Italiens
PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57437

ISSN : 0395 - 2037

Amériques

ÉTATS-UNIS : l'affaire Pollard

La communauté juive est embarrassée par l'attitude d'Israël

WASHINGTON
correspondance

La décision du gouvernement israélien d'ouvrir une enquête officielle n'a pas entièrement apaisé les remous ni dissipé les préoccupations créées par l'affaire de l'espion Pollard dans la communauté juive aux États-Unis. Un très grand nombre de juifs américains éprouvent, en effet, un certain malaise. Ils acceptent mal la réalité, celle d'un État d'Israël vendeur d'armes et d'espionnage, son meilleur allié. Une réalité qui contredit l'image idéale qu'ils se font toujours de l'État hébreu. Pour certains d'entre eux, le problème du « double loyauté » se pose d'une manière embarrassante.

Les grandes organisations juives sont d'abord préoccupées des retombées de l'affaire sur les relations israélo-américaines, et notamment sur l'imposant soutien financier (3 milliards de dollars annuels) accordé par Washington. Aussi bien,

une délégation de la grande organisation B'nai B'rith de retour d'Israël a mis en garde contre un tel risque.

Ces organisations craignent également les effets de l'affaire sur de larges secteurs de l'opinion publique. Ainsi l'American Jewish Committee a demandé à un institut spécialisé de sondages de déterminer dans quelle mesure les récents événements ont ravivé l'antisémitisme latent aux États-Unis.

Cette préoccupation explique les articles très critiques à l'égard d'Israël écrits par plusieurs journalistes juifs dans diverses publications, ainsi que la déclaration de M. Abram, président de la Conférence des présidents des principales organisations juives, à la veille de son départ pour Israël à la tête d'une délégation de quarante organisations. Celui-ci a parlé de la « juste » sanction (emprisonnement à vie) commise par Pollard. Et il a relevé la « profonde inquiétude » du public devant la promotion accordée par le

gouvernement israélien au colonel Sella et à M. Raphaël Eitan, impliqués dans l'affaire. Néanmoins, réserves et craintes n'altèrent en rien la fidélité victorieuse de la grande majorité des juifs américains envers Israël ni le soutien moral et financier que leurs grandes organisations apportent à Jérusalem.

Du côté officiel, l'affaire Pollard a mis en évidence les vues divergentes du ministère de la justice et du département d'État. M. John Martin, principal procureur dans les affaires d'espionnage, a exprimé sa déception devant la coopération « sélective » des autorités d'Israël qui, a-t-il dit, ne lui ont « pas donné toutes les informations et lui ont menti ». Le département d'État est ainsi dans l'embarras, car il apparaît comme ayant voulu limiter la portée d'une enquête sur une affaire d'espionnage que M. Weinberger, ministre de la défense, a désigné comme l'une des plus graves dans l'histoire des États-Unis. Le ministère de la justice ainsi que de nombreux membres du Congrès estiment en tout cas que, loin d'être une opération improvisée menée par des amateurs, les activités de Pollard étaient organisées en haut lieu.

Malgré tout, les liens avec Israël sont trop étroits, l'influence du lobby israélien est trop forte pour que le mécontentement à l'égard d'Israël se traduise par des sanctions sévères. Jusqu'à présent, tous les éléments ou les regrets exprimés par Israël ont toujours été acceptés sans difficulté. Pour la première fois cependant, si la coopération des autorités israéliennes continuait à être défectueuse, de légères mesures punitives pourraient être envisagées, mais qui n'impliqueraient pas une réduction de l'assistance financière et militaire des États-Unis à Israël.

HENRI PIERRE.

CHILI : à la veille du voyage du pape

La presse d'opposition fait preuve d'un étonnant dynamisme

SANTIAGO
de notre envoyé spécial

Sauf en période d'état de siège, on les trouve chaque lundi à la meilleure place dans les kiosques de la capitale, *Apel*, *Analisis*, *Cauce*, *Fortín Mapocho* : ce sont les hebdomadaires de l'opposition, qu'on appelle joliment à Santiago la presse alternative. On peut ajouter la *Bicicleta*, une feuille culturelle et satirique pour la jeunesse, et *Hoy*, très critique à l'égard du régime mais plus prudent à force de recevoir des coups. Et encore quatre stations de radio, Radio Cooperativa, Radio Chilena, Radio Santiago et Radio Carrera, qui bénéficient des meilleurs taux d'écoute.

Assassinats
de journalistes

Des tirages modestes pour chaque hebdomadaire (environ 25 000 exemplaires). Mais un succès du succès évident. Les enquêtes et les commentaires de la presse alternative sont attendus avec intérêt, et inquiétude, par le gouvernement et la classe politique. Infatigables, remuants, insolents et audacieux, ses collaborateurs tapent à tour de bras sur le régime, dénoncent petits et grands scandales, exploitent la moindre brèche, publient les déclarations des chefs de file de l'opposition politique et religieuse et même les textes du Parti communiste, illégal.

Ils interpellent les forces armées et réclament inlassablement le départ du général Pinochet. Une

irrévérence systématique pratiquée par des tribunes pleines de gaieté et d'enthousiasme mais qui commencent à leur coûter. « Nous vivons, dit le directeur de l'un des revues, sous la menace permanente. Nous sommes tolérés, pas acceptés. »

Sans doute. Mais la présence ouverte, souvent provocante, de cette presse contestataire dans un pays où la moindre manifestation de rue est immédiatement réprimée, illustre le combat difficile, fénel, mais ambigu et subtil, que se livrent le gouvernement Pinochet et une opposition multiforme, empêtrée dans ses contradictions et ses querelles de personnes.

Poursuites, perquisitions, censures, menaces d'expulsion, arrestations et interminables batailles judiciaires. « Il a fallu, dit un rédacteur de *Cauce*, du courage, de la patience et surtout perdre la peur. » Une dizaine de journalistes ont été assassinés en dix ans, le dernier en date étant Carrasco Tapia, rédacteur en chef de *Analisis*, juste après l'attentat contre Pinochet.

En 1976, *Analisis* et *Apel* n'étaient que des feuilles confidentielles, à diffusion restreinte, bénéficiant de la protection indirecte de l'Église. En 1980, à la faveur du plébiscite sur la nouvelle Constitution, *Apel* et *Analisis* apparaissent dans les kiosques mais se traitent encore de politique internationale. La véritable ouverture commencée en 1983 avec la mobilisation sociale, les protestations, les partis politiques clandestinement interdits mais qui donnaient de la voix. *Cauce* et *Fortín Mapocho* grossissent les rangs de la presse contestataire.

Pas pour longtemps. L'état de siège est proclamé en 1984 suite de violentes manifestations de rue. Les semi-tolérés entrent dans la clandestinité. « La véritable but de l'état de siège, comme en 1986, était de faire taire la presse d'opposition », dit un journaliste d'*Apel*.

Le silence est relatif. Les journaux interdits changent de nom, de format, d'imprimerie, réimpriment leurs effectifs. *Apel*, par exemple, devient le *SIC*, le service d'information confidentielle, et *Cauce* s'intitule en 1984 *Entre amis*. Des bulletins très modestes mais diffusés

presque au grand jour. « Sans aide, ajoutent les responsables, nous n'aurions pas pu survivre. » Le collège des journalistes, contrôlé depuis 1983 par l'opposition, a organisé l'assistance financière et morale. « Même les journalistes de la presse gouvernementale », précise Jorge Andrés Richards, vice-président du collège, ont alors accepté de verser un jour de salaire par mois pour le fonds de solidarité. »

Enfin
des quotidiens

Nouvelle épreuve de septembre 1986 à janvier 1987, l'état de siège était rétabli après l'attentat contre le général Pinochet. Nouvelle plongée dans une clandestinité relative et nouvelle renaissance après la levée de l'état de siège, une mesure que le régime devait absolument adopter à la veille du voyage au Chili du pape Jean-Paul II. Dans la foulée, et dans l'euphorie, l'équipe de *Fortín Mapocho*, aidée par des hommes de la gauche chrétienne comme Sergio Bizar, ancien ministre d'Allende, a décidé de franchir un pas risqué, de passer au quotidien. Date de sortie : fin mars. Le pape arrive le 1^{er} avril à Santiago. A la même date, la presse chilienne démocratique sera plus riche d'un autre quotidien du matin, *Epoca*, de tendance plutôt démocrate-chrétienne. *Epoca*, qui s'inspire nettement d'*El País* de Madrid, vira haut. Cent mille exemplaires le premier jour, davantage que le *Mercurio*, le copain de la presse mondiale de langue espagnole. Emilio Philippi, un professionnel solide, a pris la barre d'*Epoca* après avoir été directeur de *Hoy*, et paraît très confiant. « Il y a un marché, dit-il. Un climat et beaucoup d'espérance. C'est une nouvelle bataille passionnante. » Le *Mercurio*, menacé dans son monopole de fait par *Epoca*, avait décidé d'adopter une ligne plus « démocratique » et ne soutiendrait pas la candidature de Pinochet en 1989. Petites causes... Les « petits » de la presse alternative s'interrogent, vaguement inquiets. « Que deviendront-ils quand la presse sera vraiment libre ? »

MARCEL NIEDERGAANG.

A TRAVERS LE MONDE

Algérie

Deux Basques de l'ETA
ont quitté
le territoire

Alger (AP). — L'Algérie a annoncé, lundi 16 mars, le départ vers une destination inconnue des deux Basques de l'ETA — MM. Inaki Arcañada Mendia et María Belén González Parulba — qui se trouvaient aux côtés de Domingo « Txomin » Turiso, chef présumé de la tendance dure du mouvement, lors de sa mort dans un accident d'automobile le mois dernier. Cette mesure devrait lever le dernier obstacle à la visite du ministre espagnol des affaires étrangères, M. Francisco Fernández Ordóñez, attendu à Alger les 30 et 31 mars.

Les circonstances de l'accident avaient provoqué une tension dans les relations algéro-espagnoles. Madrid avait, en effet, demandé des explications en apprenant la présence dans la voiture de « Txomin » des deux autres « réfugiés » basques. Tous deux sont soupçonnés d'appartenir au « commando de Madrid », auteur de plusieurs attentats dans la capitale espagnole.

L'Espagne avait demandé sous quel statut l'accès du territoire algérien avait été accordé aux deux Basques. Alger avait répondu que ceux-ci ne bénéficiaient pas de l'asile politique et qu'ils quitteraient le pays sous peu.

Chine

Trois publications
fermées par les autorités

Pékin. — Trois publications de deux provinces de Chine ont été fermées récemment par les autorités pour avoir publié des articles en faveur de la « libéralisation bourgeoise », a-t-on appris le lundi 16 mars. Le rédacteur en chef de la *Tribune de la jeunesse du Hubei* (centre de la Chine), M. Zhao Xuehai, a déclaré au téléphone que sa revue était accusée d'avoir « propagé la libéralisation bourgeoise », et que ses journalistes, bien que percevant toujours leur salaire, faisaient actuellement l'objet d'une enquête pour déterminer leur responsabilité respective. Mrs. You Linus, rédactrice en chef du *Journal des sciences de l'Anhui* (est), a, de son côté, indiqué que sa revue hebdomadaire avait été fermée par les autorités vers la mi-février pour des raisons similaires. Enfin, de sources informées, on a indiqué qu'une autre publication paraissant tous les dix jours, le *Journal des informations scientifiques de l'Anhui*, avait été fermée. Les autorités ont ordonné en février, pour le même motif, la fermeture de trois publications dans la zone économique spéciale (ZES) de Shenzhen. — (AFP.)

[C'est dans la province de l'Anhui que l'astrophysicien Peng Lieli, me des trois personnalités exilées récemment du Parti communiste pour avoir tenu des propos jugés hostiles au régime, exerçait principalement sa profession de chercheur (le Monde du 12 mars).]

PEUGEOT 309, 19 VERSIONS 3 ET 5 PORTES, LA GTI EN TÊTE



Darl'mat

DARL'MAT
CONCESSIONNAIRE
PEUGEOT TALBOT
146 Bd DE GRENELLE
75015 PARIS ☎ 45 75 62 80

SCIENCES PO

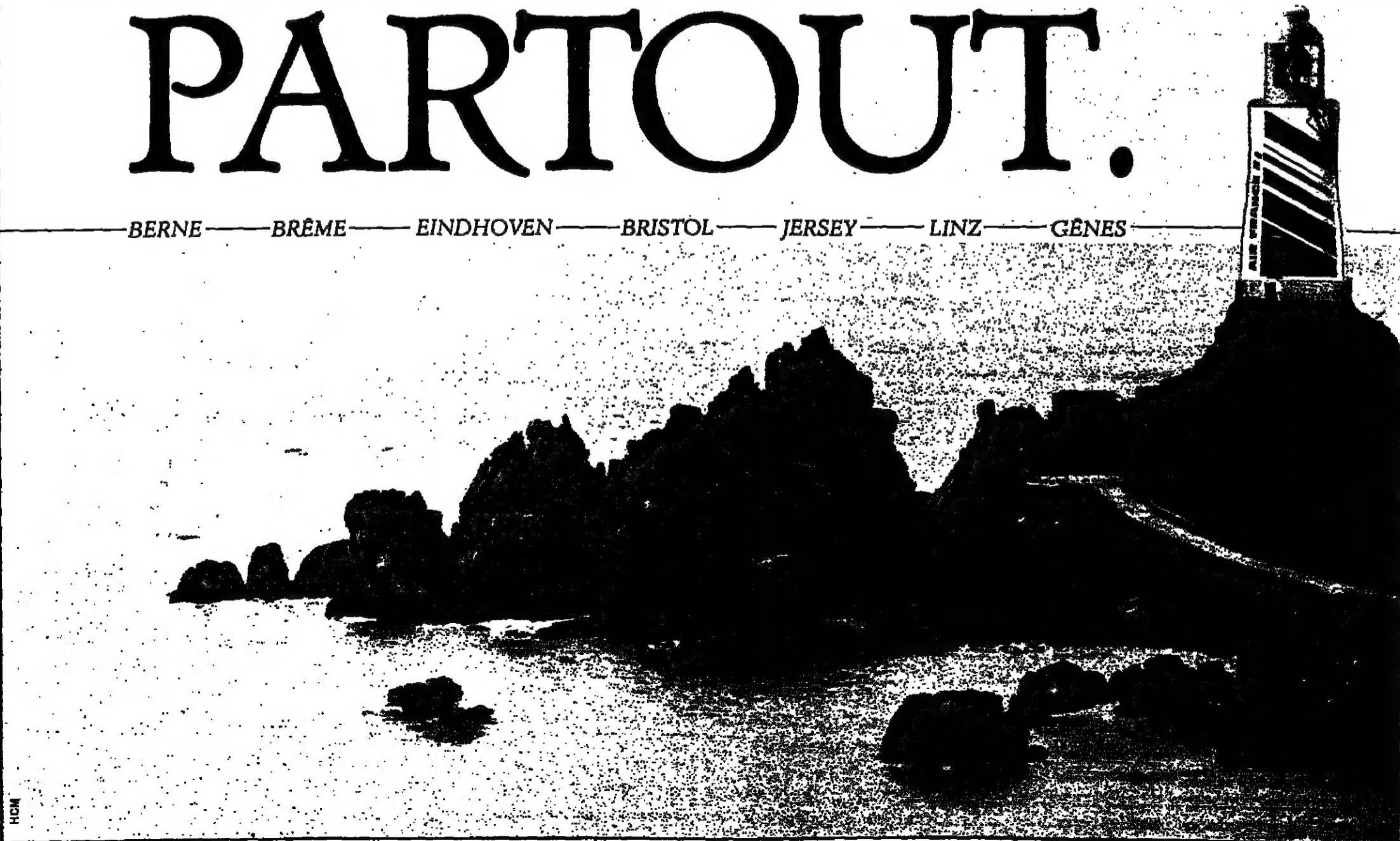
La seule école qui depuis 20 ans vous offre une grande : Directeur et professeurs, anciens de SC PO ou de ENSA. Taux de réussite exceptionnelle. Sélection sur dossier. Entrée 1^{re} et 2^e années : 15 000 F ; concours ENA. Préparation à temps complet sur place et par correspondance. Occ. contre 3 lettres. 57, rue Charles-Lafitte, 92200 Neuilly 47.45.00.78 ou 47.22.94.94.

Nouveau :
prépa
CELSA

I CEPES

PARTOUT.

BERNE — BRËME — EINDHOVEN — BRISTOL — JERSEY — LINZ — GÈNES



مكتبة
الكتاب

Proche-Orient

Un entretien avec Walid Joumblatt

« Le véritable islam, ce n'est pas celui qui vient de Perse »

(Suite de la première page.)

Quelques heures auparavant, dans le village qui précède le village aujourd'hui dynamité de Deir-Dourit où a été tué Kamal Joumblatt, alors chef tout-puissant du Mouvement national libanais (coalition des partis de gauche alliés aux Palestiniens), le jeune chef druze, acclamé par une foule qui lui est acquiescente, a défilé une plaque à la mémoire de son père. Chassé de Beyrouth-Ouest par l'entrée de l'armée syrienne après une semaine de violents combats, sa milice est aujourd'hui à l'honneur. Alors qu'un détachement de la police militaire du PSP, treillis vert olive, bérets rouges, gants blancs, bécotement au canon, lui rend les honneurs, des centaines de miliciens, parmi lesquels d'anciens responsables de quartiers de Beyrouth, scandent : « Nous offrons notre sang pour le sauvegarder, Walid Bey. »

Sans amertume apparente, « Ce n'est pas un échec », dit-il. M. Joumblatt assume la responsabilité du commencement de la bataille de Beyrouth-Ouest, dans laquelle ses miliciens, alliés à ceux du Parti communiste (PCL), ont affronté six jours durant et avec des succès notables ceux de la milice chiite Amal. Pourquoi ? « Cela ne pouvait pas continuer. La liquidation des cadres du PC était systématique dans le Liban sud. Le sort du PCL rappelle celui du Tudekh ou celui des libéraux en Iran. Quand j'ai été prévenu que le siège du PCL de Tarik Jaldé [secteur de Beyrouth-Ouest] était assiégé par Amal, j'ai pris ma décision. Il y a des positions de principe. Ce sont nos alliés. On ne peut pas les abandonner face à un certain

Condamnation de l'ancien président du FMA à soixante-dix-neuf ans de prison. L'ancien président du Fonds monétaire arabe (FMA), M. Jawad Hachem, accusé dans l'affaire du détournement de 100 millions de dollars des caisses de cet organisme, a été condamné, le 16 mars, par la chambre criminelle du tribunal d'Abou-Dhabi, à 79 ans de prison.

Le tribunal a également condamné trois des anciens collaborateurs de M. Hachem, tous de nationalité libanaise, à des peines de 79 ans, 75 ans et 30 ans et demi de prison. Les quatre accusés, actuellement en fuite à l'étranger, ont été jugés pour contumace. Reconnus coupables de malversation, d'abus de confiance et d'usage de faux, ils devront verser au FMA des amendes allant de 80 à 30 millions de dollars. — (AFP.)

obscurantisme musulman. L'islam, ce n'est pas celui qui vient de Perse. C'est autre chose, et personne ne peut contester le mien. »

Les Soviétiques ont-ils joué un rôle dans cette affaire ? « On les a mêlés à cela peut-être parce que le congrès du PCL s'est tenu chez moi à Baakline et que M. Karen Bratens [membre du comité central du PCUS] était là. Mais il ne m'a pas donné de feu vert. Il m'a dit : je vous comprends, mais peut-être faut-il être un peu plus modéré. »

Quoi qu'il en soit, l'ambassadeur soviétique au Liban, M. Vasili Kolotoucha, était au premier rang des personnalités venues entourer le chef druze qui lui a prodigué des égards particuliers. D'ailleurs, M. Joumblatt affirme, quand on lui demande si l'URSS est son meilleur allié : « C'est un allié politique très important, qui présente une certaine garantie. »

Aucune chance de réconciliation entre Arafat et Assad

S'attendait-il à la riposte de Damas ? « Arrive ce qui arrive, dit-il. Je ne m'y attendais pas. Mais les Syriens étaient furieux et ont menacé. Ils croyaient à un complot entre moi et Arafat. Nous sommes affublés aujourd'hui du qualificatif « d'arabistes israéliens », et le PCL est accusé d'être le représentant du Mossad au Liban. C'est ridicule. C'est stupide. »

Que peut-on attendre de la « pacification » syrienne à Beyrouth-Ouest ? « Pacifier Beyrouth sans un projet politique est très fragile, souligne M. Joumblatt. Nous espérons que ce retour sera positif. Mais les données politiques de la guerre du Liban n'ont pas changé. Israël est à Jezzine [à 15 km de Moukhtara]. Amine Gemayel et le bloc libérationniste [phalangiste] sont toujours là. Les Américains attendent. Israël va-t-il profiter de la situation pour enlever les Syriens ? Cela fait douze ans que la Syrie essaie d'aboutir à un compromis politique avec l'extrémisme chrétien. Ce n'est pas possible. C'est comme si la Syrie avait passé un accord politique avec les frères musulmans à Hama (1). »

L'échec présidentiel

« Les chrétiens ne sont pas des phalangistes, mais les phalan-

gistes restent phalangistes. Amine Gemayel, Georges [chef de la milice chrétienne des forces libanaises], Chamoun, c'est la même chose, à quelques nuances près. »

A quoi, dans ces conditions, peuvent aboutir les négociations interlibanaises qui ont repris à Damas ? « Le papier que nous sommes en train de discuter est le même », lâche M. Joumblatt, blasé. « On attend maintenant l'échec présidentiel (septembre 1988). Mais nous luttons pour des réformes démocratiques sur le plan politique. L'économie, on ne peut pas y toucher, l'armée non plus. Pourtant, entre une armée syrienne et une armée américaine, il y a une différence. Il faut changer toute la structure interne de l'armée. Elle doit avoir une certaine orientation arabe. De toutes façons, affirme encore M. Joumblatt, je suis contre une armée forte au Liban. Les militaires sont tenés par les coups d'Etat. »

A propos du sort des Palestiniens dont une délégation était présente à Moukhtara, M. Walid Joumblatt est net et clair : « Je considère que, pour la cause palestinienne et libanaise, nous avons besoin d'un élément armé palestinien au Liban. Les Palestiniens ont besoin d'être armés pour garantir leur survie et pour continuer leur lutte, certes d'une façon différente d'avant 1982. Mais on ne peut pas les réduire au statut de réfugiés sous la botte de l'armée libanaise. »

Mais, ajoute le dirigeant druze : « Le plus grand handicap pour tout le monde est la politique d'Arafat contre la Syrie et vice versa. Or il n'y a pas de chance de réconciliation entre Arafat et Assad. Arafat va à la dérive, comme d'habitude, bêtement. Pères ne lui donnera pas Jérusalem, ni mon ami le roi Hussein, Amman. La route de la Palestine passe par Moscou et non par Washington. Arafat est trop pressé. Je le comprends. Je le connais bien. Mais je ne vois pas l'avènement de la Palestine pour la génération future. C'est une nouvelle croisade. »

Quelle solution pour la guerre des camps qui se poursuit toujours ? « Un plan de paix à Beyrouth ne peut pas survivre avec la guerre des camps. Arafat a fait ce qu'il a voulu faire. Cela a réussi dans une certaine mesure, mais il est temps d'arrêter pour ces pauvres réfugiés de Chatila et de Bourj-Brajneh qui sont entrain de mourir. »

Cette lutte contre les Palestiniens à en tout cas été à l'origine, selon M. Joumblatt, de la rupture avec Amal. « Depuis la première guerre des camps en 1983, notre alliance avec le mouvement chiite, dit-il aujourd'hui, était fragile. La guerre des camps a créé un clivage. De toute façon, c'est difficile, ajoute le chef druze, d'avoir une alliance entre la communauté druze et la communauté chiite. Mais peut-être le pourrions-nous entre le PSP et Amal en tant que partis politiques. »

Pour ce dirigeant de trente-huit ans qui a hérité par pouvoir dynastique de la direction de la communauté druze, mais aussi des aspirations nationalistes arabes de son père, la montée du Hezbollah constitue d'autant plus un danger qu'elle est parallèle à « l'extrémisme » chrétien. « Je continue, dit-il, la lutte de mon père pour l'arabisme. Mais malheureusement, entre les maronites qui regardent l'Occident et les chiites qui se tournent vers la Perse, que va-t-il rester de l'arabisme au Liban ? Le temps ne joue pas en notre faveur. Les mouvements religieux se développent. Les partis politiques de gauche sont refoulés du sud du Liban et remplacés par l'Iran. Un Iran fervent, musulman et qui a de l'argent. »

Le Hezbollah doit s'expliquer sur la relation américano-iranienne, affirme encore M. Joumblatt. L'histoire des livraisons d'armes américaines à l'Iran est très louche. Je comprends que l'affaire des otages soit un problème humain à régler. Mais il y a une question politique plus importante que Terry Waite (2) et les autres. Il y a toujours eu des relations entre la Perse et les juifs. C'est une constante. La Perse a envie d'avoir un accès sur la Méditerranée. »

La Syrie peut-elle tolérer cette influence du Hezbollah pro-iranien ? « Je ne crois pas que l'intérêt stratégique de la Syrie soit d'avoir un régime islamique au Liban. C'est un danger. Elle ne peut pas l'accepter. Mais, elle a d'autres considérations comme la guerre du Golfe par exemple. »

Sur ses relations avec la Syrie, qui sont pour le moins tendues, M. Walid Joumblatt se veut réaliste. « Nous avons la mer, Israël et la Syrie, dit-il. Nous avons choisi la Syrie par intérêt et par tradition. Quarante jours après la mort de mon père (assassiné à cinquante mètres d'un barrage

syrien), je me suis rendu à Damas malgré tout ce qui s'était passé. Nous sommes arabes. Cela passe par Damas. Les druzes ont toujours été les gardes-frontières de l'islam et de l'arabisme. Nous ne serons jamais les gardes-frontières d'Israël. Qui veut jouer ce rôle ? Bêtement, certains maronites, et maintenant certains chiites. »

Dix ans après l'assassinat de son père, quel bilan M. Walid Joumblatt tire-t-il de sa propre expérience politique ? « Je crois que j'ai plus ou moins concrétisé le rêve de mon père et son désir. Nous avons un parti et des institutions. Avant, il n'y avait qu'un homme. En plus, nous avons maintenant notre petite milice [la mieux entraînée du Liban et qui bénéficie directement de l'armement soviétique] et c'est une garantie. C'est le plus important. Au cas où il m'arriverait une

accident de voiture [allusion à la mort de son père mitraillé dans sa voiture], il est important que quelqu'un puisse prendre la relève. »

Un pragmatisme dont il a bien besoin pour naviguer au plus près entre les écueils. En attendant ces hypothétiques réformes politiques auxquelles il ne croit guère pour l'instant, M. Joumblatt, dorénavant seul maître du Chouf — les chrétiens en ont été chassés après la guerre de la montagne en septembre 1983 — développe le pays druze et protège au mieux les intérêts de sa communauté.

FRANÇOISE CHIPAUX.

(1) En février 1982, la Syrie avait déposé dans le sang une révolte des Frères musulmans à Hama. La répression avait fait dix mille morts environ.
(2) M. Terry Waite, émissaire de l'archevêque de Canterbury, a disparu au Liban il y a deux mois.

SANKARA le rebelle

LE LIVRE QU'IL FAUT LIRE SI ON VEUT ENCORE ESPÉRER

240 PAGES DONT 16 DE PHOTOS

FORMAT 14,5 x 21 CM

JEUNE AFRIQUE LIVRES

Sankara le rebelle

de THOMAS SANKARA

DEJA PARU NELSON MANDELA

COLLECTION "DESTINS", GROUPE JEUNE AFRIQUE

VENTE ET RENSEIGNEMENTS

AUX BUREAUX DE DIFFRESS (TEL. 1/42.65.69.30)

VENTES PAR CORRESPONDANCE ÉCRIRE À :

DIFFRESS, 3, RUE ROQUEPINE, 75008 PARIS (FRANCE)

PRIX : FRANCE EUROPE : 63 F.F. FRANCO DE PORT

AUTRES PAYS : 70 F.F. FRANCO DE PORT

RÈGLEMENT PAR CHEQUE BANCAIRE

(UNIQUEMENT FRANCE MÉTROPOLITAINE) OU PAR MANDAT POSTAL

(AUTRES PAYS) À L'ORDRE DE DIFFRESS.

ENCORE 12 NOUVELLES DESTINATIONS AIR FRANCE EN EUROPE.

CATANÉ — LONDRES-STANSTED — LONDRES-GATWICK — LUGANO — SHANNON

Air France vole au-devant des besoins de ses passagers. Au cours du premier semestre 1987, 12 nouvelles lignes compléteront le réseau européen qui comptera 68 destinations au départ de Paris, plus 19 villes desservies au départ de la Provence.

La fréquence des vols est accrue vers Milan, Stuttgart, Oslo, Edimbourg, Porto. Londres à elle seule est desservie 86 fois par semaine.

Enfin, les hommes d'affaires voyageant en Europe avec Air France profitent de l'excellent rapport confort-service-prix de la Classe Affaires.

Air France donne ainsi à ses passagers des raisons supplémentaires de lui être fidèles.

AIR FRANCE
INNOVE

CE QUE JE CROIS



هناك اعتقاد خاطئ

هكذا من الأصل

... Le Monde • Mercredi 18 mars 1987 7

PRIVATISATION DE TF1



J'y crois, parce que la majorité des téléspectateurs de TF1 sont des femmes. Parce que nos journaux croient aux femmes, nous nous battons avec nos 6 millions de lectrices pour leur proposer une télévision qui les intéresse.

Evelyne PROUVOST
Groupe Marie-Claire



Je crois à l'exactitude, celle que j'ai apprise du journalisme économique : le respect des faits et la précision de l'information. L'économie sera un des points forts de la Une.

Jean-Louis SERVAN-SCHREIBER
Groupe Expansion



Je crois à la création. Créer c'est "penser à côté", c'est faire progresser l'aventure de l'homme sans renier les acquis de son passé.

François DALLE



Je crois à une télévision capable de faire partager au grand public les œuvres de l'esprit. C'est le but qu'ont toujours poursuivi les Editions Gallimard. Ce même but, nous voulons l'atteindre avec une télévision ouverte à toutes les idées, à toutes les cultures : avec la Une.

Claude GALLIMARD
Editions Gallimard



Je crois à la qualité récréative par l'image, à la vie en direct avec l'événement, au rassemblement chaleureux des compétences. Mon espoir est que TF1 traverse les frontières et devienne la première chaîne de télévision européenne.

Robert MAXWELL
Pergamon Media Trust



Je crois à une liberté qui ne se dissocie pas : la liberté d'un journal, la liberté d'une télévision, la liberté d'entreprendre, la liberté d'exercer sa profession, la liberté de se soigner. Tout cela est une seule et même chose.

Docteur Marie-Claude TESSON-MILLET
Le Quotidien Du Médecin



Je crois à l'avenir de la production française. Au premier rang des producteurs français de cinéma, producteur de télévision à Paris, Munich, Londres, Sydney, New York, je veux que la Une soit le principal soutien de l'industrie française des images.

Antoine de CLERMONT-TONNERRE
Editions Mondiales



Je crois au sérieux et à l'indépendance de l'information. C'est, depuis quinze ans, l'obsession des journalistes du Point. Ce sera l'obsession de TFL.

Jacques DUQUESNE
Le Point



Je crois à l'enthousiasme. Au Seuil, nous publions ce que nous aimons. Je crois à une télévision capable de parier sur l'inattendu. Une télévision ouverte à la littérature qui bouge, à l'art qui surprend, à la pensée qui dérange.

Michel CHODKIEWICZ
Editions Du Seuil



Je crois à la réconciliation de la morale et du profit. Je crois de la même façon que culture et divertissement sont compatibles. Nous l'avons voulu pour la FNAC. Nous le voulons pour TFL.

Jean-Louis PETRIAT
Groupe G.M.F.



Je crois que l'équipe qui permettra à TF1 de gagner le championnat du Monde des Images est : professionnelle, conquérante, internationale, solidaire et homogène, dispose de gros moyens... et d'un peu de chance.

Bernard TAPIE



Je crois aux hommes et aux femmes de qualité. Ceux qui font TF1, comme ceux qui vont m'aider à la rendre encore plus créative et plus performante. Ainsi, la Une restera la première dans les sondages et dans vos cœurs...

Francis BOUYGUES

LA UNE, NOUS Y CROYONS.

Politique

Les « états généraux » du libéralisme

M. Madelin déplore le silence des intellectuels libéraux

Un an après le verdict favorable des urnes, les libéraux français (et leurs ultras) sont écartelés entre la morosité et l'enthousiasme, entre l'impénitence et la certitude de faire triompher tôt ou tard leur vision du monde.

Ainsi sont-ils apparus le lundi 16 mars, au fil des tables rondes de leurs « états généraux » convoqués à Paris par trois tenants réels de cette doctrine qui procède incessamment son caractère non doctrinaire ; MM. Jacques Garrello, enseignant, qui préside l'Association pour la liberté économique et le progrès social ; René de La Portalière, président de la Fondation de la liberté, et Michel Prigent, président des Cercles universitaires.

La morosité : « S'il n'y a pas de dégoût du libéralisme », a dit M. Garrello, il y a des libéraux dégoûtés. En vain ce dernier ont-ils espéré que dans certains domaines « les choses aillent plus vite » (réforme fiscale, lutte contre les « rigidités » qui minent l'emploi...). Ou qu'elles suivent un cours différent. Dans l'ordre des privatisations par exemple, où quelques-uns soupçonnent que ce pari, gagné certes, fut un pari trop facile et qu'il est mieux valu porter le fer de la dénationalisation ailleurs : sociétés en mauvaise posture ou transports aériens.

Autre amertume dans les rangs libéraux : à quel bon privatiser si la

réalité du pouvoir dans les entreprises échappe aux millions de petits actionnaires dispersés pour demeurer dans les mains de quelques gros porteurs et de l'omnipotente technocratie à la française ?

On voit aussi, dans d'autres domaines, les libéraux s'impaciter. Devant ce qui leur apparaît comme une faillite du système de protection sociale, pourquoi, demandent-ils, ne pas essayer d'autres solutions, privées dans certains cas et concurrentielles ?

Mais, lorsqu'il s'agit de l'éducation et de l'écrasante « tyrannie du statu quo » qui y règne (retrait du projet Dovaquet considéré d'autre part comme faible par son contenu et présenté selon une méthode déplorable), les libéraux n'ont pas de mots assez durs.

Mal (ou bien) leur en a pris, M. Nicole Catala et M. Jacques Valade, respectivement secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale et ministre délégué chargé de la recherche et de l'enseignement supérieur, qui auraient dû être présents, s'étaient fait excuser au dernier moment. Mais, absents ou présents, ils n'ont pas échappé à une unique critique : la texture libérale a horreur du vide dont elle soupçonne l'activité gouvernementale dans la sphère de l'enseignement.

De la palette nuancée qui va des souhaits insatisfaits à la nette injonction de laisser la société civile agir

comme bon lui semble, il n'y a, pour certains libéraux, qu'un pas. Ainsi M. de La Portalière, qui se déclare surtout préoccupé par l'échec de 1992 (le grand marché européen), avertit cependant : « En 1988, nous voterons pour des hommes. Certes, nous ne voterons pas pour des hommes qui savent pour nous ce qui est bon pour nous. Nous voterons pour ceux qui nous laisseront faire, qui laisseront faire les entrepreneurs de liberté. »

Ouvrir une brèche dans la Sécurité sociale

M. Alain Madelin, ministre de l'Industrie, des P et T et du tourisme, venu conclure les « états généraux » du libéralisme, n'a rien à craindre. Paragone de la doctrine et, en principe, de sa mise en œuvre, fleuron de la célèbre « bande » qui fait du libéralisme son label, il peut sans trembler se soumettre au schibboleth (1) dont M. de La Portalière et ses amis menacent plus d'un homme politique.

Le sachant, il ne pouvait qu'user largement de son avantage. Non, le 16 mars 1987 ne fut pas un triste anniversaire, contrairement à ce qui se dit où s'écrit un peu partout, a-t-il longuement expliqué : « Nous avons tout sauf honte de ce que nous avons fait. » Et encore : « Il n'y a pas un jour où le libéralisme ne marque de points en France. »

Certes, « il arrive souvent que ces points soient des points de suspension » et M. Madelin a parfois à déplorer une autre timidité : « Le silence des intellectuels libéraux » car il est décisif de maintenir une pression constante dans le domaine des idées.

M. Madelin a donc peu d'états d'âme. Mais beaucoup de projets : « Ouvrir une brèche » dans le système actuel de Sécurité sociale et même inventer les sécurités sociales ; promouvoir « le médium économique et humanitaire » ; proposer des « solutions libérales » pour le tiers-monde ; imprimer une marque libérale aux institutions. Un programme, en somme.

MICHEL KAJMAN.

(1) Epreuve de vérité.

Une élection municipale

MOSELLE : Heyange (premier tour).

Inscr., 10 422 ; vot., 6 487 ; suffr. expr., 6 287. Liste div. d. conduite par M. Alphonse Bour-gasser, 3 033 voix ; liste PS conduite par M. Jean Michels, cons. mun. d'Hayange, 1 654 ; liste PC conduite par M. Raymond Gatti, 1 600. Il y a ballottage.

[La liste div. d., qui recueillit 48,24 % des suffrages, arrive en tête de cette consultation partielle organisée à la suite de la démission des conseillers d'Hayange et de Rungwiller, fusionnés depuis 1972. Cette liste amène de près de 3 points le score réalisé, en 1983, par la liste divers droite, alors emmenée par M. Leyder et qui avait obtenu 45,45 % des suffrages.]

En 1983, la liste d'union de la gauche, conduite par M. Jambel (PS), l'avait emporté dès le premier tour, avec 4 516 suffrages et avait obtenu 26 élus, contre 3 763 suffrages à celle emmenée par M. Leyder, qui avait eu 7 élus.]

Au terme d'une semaine de voyage

Les « cinq constatations » de M. Barre dans les « territoires français d'Amérique »

POINTE-A-PITRE de notre envoyé spécial

Réalités et perspectives pour les Antilles et la Guyane. C'est ainsi que pourrait s'intituler le discours « de confiance et d'espoir » prononcé par M. Barre, le dimanche 15 mars, à Pointe-Noire (Guadeloupe), en conclusion du voyage d'études d'une semaine effectué par l'ancien premier ministre dans les « territoires français d'Amérique ».

M. Barre a tenu dans ce discours à réaffirmer deux principes fondamentaux qui peuvent être ainsi résumés : sans les DOM, la France n'est pas une puissance mondiale ; sans la France, les DOM n'ont pas d'avenir. « Il ne peut, a-t-il déclaré, y avoir un avenir pour les départements français d'outre-mer sans la concours résolu et généreux de la France. S'il venait à s'interrompre, ce serait l'éclatement de l'économie de ces départements et la marche rapide vers leur déclin et leur sous-développement. »

Au terme de cette semaine, M. Barre a établi cinq constatations. — Les nouvelles institutions liées à la décentralisation et la régionalisation ne sont pas parfaites mais elles fonctionnent. « La vague territorialiste » est une nécessité. La décentralisation a le double avantage de favoriser « une certaine décentralisation politique » et de « responsabiliser » les élus locaux. Il faut donc, selon M. Barre, en finir avec « la guerre des statuts ». Néanmoins, l'ancien premier ministre est favorable au rétablissement d'un

certain pouvoir d'arbitrage des préfets.

— L'ampleur du problème du chômage, caractéristique selon lui d'un insuffisant niveau de développement.

— L'économie des DOM, fragile, est « devenue au cours de ces dernières années plus fragile et plus vulnérable encore ». Cette réalité de base a déclenché le départ de Lyon, exige un effort particulier de tous, sans tomber dans l'illusion, trop longtemps répandue dans les pays en voie de développement, selon laquelle, en quelques années, il serait possible de rattraper le niveau des pays industrialisés.

— La nécessité d'un effort en vue d'une association plus étroite entre les responsables économiques et sociaux et les responsables du pouvoir central. La décentralisation doit s'accompagner d'une large déconcentration.

— La double urgence, pour l'avenir de ces départements des Antilles, « d'avoir une participation active, à travers la France, à l'évolution de la communauté européenne » et « de participer au développement de la zone Caraïbe ». Sur ce dernier point, M. Barre a néanmoins demandé que chacun « ait une vue lucide de la réalité ». « Je ne sous-estimerai pas, a-t-il précisé, que se développe rapidement une illusion caribéenne. Celle-ci offre des perspectives mais si l'on considère la Caraïbe comme la nouvelle solution miracle, on risque de rencontrer le même illusion et la déception. » M. Barre préconise une phase transitoire instaurant « une communauté économique caribéenne analogue à un marché commun de la Caraïbe ».

Assainissement et développement

A partir de ces cinq constatations, M. Barre juge indispensable pour la vie économique de ces départements français d'Amérique l'ouverture d'une phase d'assainissement de deux à trois ans pour ouvrir, à l'aube du vingt-et-unième siècle, sur une phase de développement. Cet assainissement économique peut être selon lui, effectué à quatre conditions : une agriculture sauvegardée, des actions de diversification notamment au niveau des commerces et des services, une industrie du bâtiment renforcée et un tourisme de qualité promu.

Au niveau social, il a particulièrement insisté sur la formation, la recherche d'une diminution durable des charges pesant sur les entreprises fixées dans les départements d'outre-mer et une réalisation « progressive et par étapes » de la parité sociale globale. Sur ce sujet, M. Barre a précisé que cet objectif « ne signifiait pas une identité sociale entre la métropole et les départements d'outre-mer, mais que la France se donnait pour objectif de porter le niveau de vie de ses fils d'outre-mer à proximité de celui de ses fils qui se trouvent en métropole ». Cet objectif, a-t-il encore précisé, ne peut être atteint « sans que les excès de certains avantages ne soient corrigés ».

Enfin, M. Barre a tenu à réaffirmer que devrait être préservée, dans les départements d'outre-mer, « la paix civile ». Une paix civile qui ne peut, à ses yeux, que correspondre « à un ordre public accompagné du dialogue social et du dialogue politique et s'appuyant sur la justice ».

DANIEL CARTON.

BIBLIOGRAPHIE

« Une femme, Simone Veil », de Michel Sarazin

Le poids d'un passé tragique

Femme en politique, à l'avant-scène depuis plus de dix ans, constamment au premier plan des sondages, première femme ministre, à part entière de la V^e République, première présidente d'un Parlement européen élu au suffrage universel, avocate infatigable des droits de l'homme et de la cause européenne, régulièrement sur les rangs pour Mitterrand : à plus d'un titre, Simone Veil méritait les honneurs de l'édition. Curieusement aucun biographe ne s'était jusqu'à présent occupé de l'histoire particulière de ce personnage de la politique française.

C'est tout à l'honneur de Michel Sarazin, journaliste au service politique du Journal du dimanche, d'avoir été le premier à oser se lancer dans cette aventure. Car c'est bien une aventure que de prétendre retracer, sans grossir inutilement le trait, l'histoire douloureuse et émouvante de la jeune juive prise dans le tourbillon des années 40. On ne comprend rien en effet au personnage complexe de Simone Veil si l'on méconnaît ou sous-estime le poids tragique de son passé. Le livre de Michel Sarazin a le mérite de le rappeler avec vérité.

Même si l'on peut regretter son manque d'investigation sur cette période — comblé par un abus de témoignages extérieurs empruntés aux nombreux livres qui racontent le désespoir de l'Holocauste — l'auteur déniche parfaitement la clé du personnage Simone Veil.

« Il n'est pas douteux, écrit-il, que la déportation constitue la cause principale du regain de conscience juive que Simone Veil vivra plus tard. En plus elle estime aujourd'hui que son engagement européen puise ses racines dans cette même expérience... Le principal enseigne- »

ment que Simone Veil a tiré de ces mois de pure douleur est sans doute l'acuité du regard sur les gens... A son refus du machisme, la déportation ajoute chez elle des certitudes qui transforment les individus en simples machines. » Tout est dit.

Le reste, pourrait-on dire, n'est que littérature, ce que, par une plume alerte et distante, Michel Sarazin manie fort bien. Les secrets du couple qu'elle forme avec son mari Antoine, expert muet du sérial politique. Ses cinq ans au ministère de la Santé sous Giscard. Son combat permanent pour l'Europe. Son aversion constante pour l'intolérance. Les attaques souvent ignobles qu'elle doit continuer de supporter de la part d'une partie de la droite et que certains seraient aujourd'hui tentés d'oublier.

Cet ouvrage resserre utilement toutes les pièces du puzzle Veil, l'itinéraire d'une grande dame qui a toujours refusé toute étiquette si ce n'est celle de la raison. « Simone Veil, conclut Michel Sarazin, représente dans l'opinion une attitude plus qu'un projet, une conscience plus qu'une alternative, un magistère plus qu'une puissance. » Est-elle imprévisible comme le juge l'auteur ? Certainement. D'ailleurs, si l'opinion la flirte, la classe politique n'a jamais été en vérité aussi aversée elle de ses sarcasmes. Comme si au bout du compte elle était un peu pour tous une mauvaise conscience, rappelant à toute occasion, selon le beau mot de Goethe, que « nul ne s'est jamais perdu sur le droit chemin... ».

D. C.

* Une femme, Simone Veil, de Michel Sarazin. Editions Robert Laffont, 305 p., 95 F.

(Publié)

- Vous travaillez depuis au moins cinq ans ;
- Vous n'avez peut-être aucun diplôme ;
- Vous souhaitez améliorer votre capacité d'analyse et de décision.

Vous pouvez désormais obtenir, dans les conditions créées pour vous, un titre de haut niveau :

le DIPLOME DE L'INSTITUT D'ÉTUDES POLITIQUES de GRENOBLE

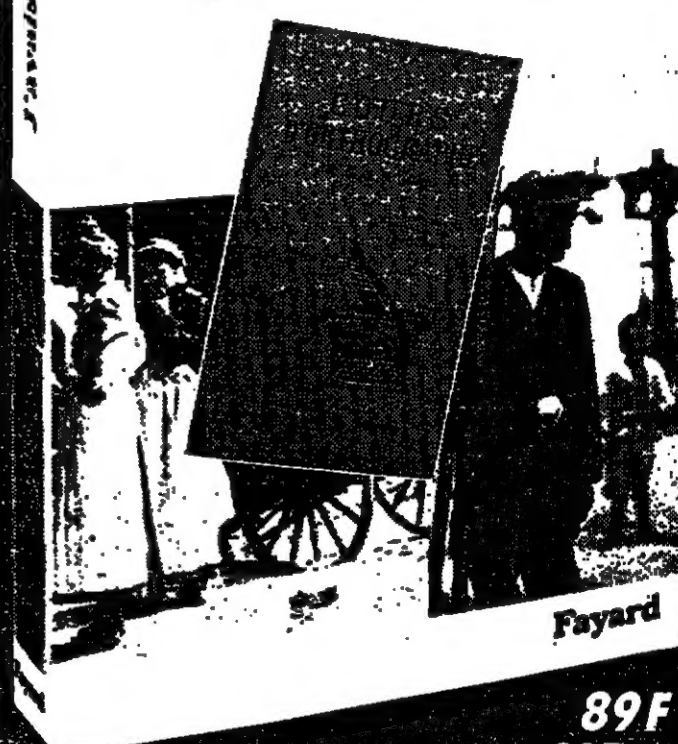
Pour tout renseignement :

Écrire à l'IEP, BP 45, 38402 SAINT-MARTIN-D'HÈRES CEDEX

Date limite des candidatures : 24 avril 1987

Prenez votre BLED

Edouard Bled avec la collaboration d'Odette Bled
J'avais un an en 1900



89F
337p.

Qui ne rêverait d'avoir un maître comme lui, qui expliquerait le calcul et l'orthographe comme il raconte la dure et douce vie de la famille Bled avant 1914, dans une rue où chacun se tendait la main, où chaque petit bonheur additionné finissait par en faire un grand, où les enfants chantaient avec les parents la douceur de vivre et d'aimer. "J'avais un an en 1900", c'est beaucoup plus que les souvenirs d'un maître d'école, qu'une histoire d'instiit. C'est l'Histoire tout court, à travers le regard d'un homme qui croit toujours aux valeurs traditionnelles de la France, et qui a foi en son prochain.

Sylvie Genevoix. Jours de France

FAYARD

Les prisons aux Etats-Unis : une privatisation au stade expérimental

Le système pénitentiaire américain comporte trois types d'établissements : des prisons fédérales, des prisons d'Etat et, à l'intérieur de chaque Etat, des maisons d'arrêt de comté où sont détenus les prévenus et les condamnés à des peines inférieures ou égales à un an. La grande majorité des détenus se trouve dans les prisons d'Etat ou dans les maisons d'arrêt des comtés.

A cause de cette variété et du manque de coordination d'un Etat à l'autre, voire d'un comté à l'autre, il est difficile de réunir des statistiques précises sur le nombre des détenus comme sur celui des prisonniers incarcérés dans des prisons privées. Les spécialistes s'accordent à estimer que les Etats-Unis détiennent dans leurs prisons environ sept cent cinquante mille pensionnaires. Seuls, deux mille cinq cents à dix mille d'entre eux seraient incarcérés dans des établissements gérés par le secteur privé. A l'évidence, l'Amérique n'en est pas encore, loin de là, à posséder un système pénitentiaire dominé par la concurrence et le profit.

Ce sont les autorités des comtés qui sont les plus sensibles aux avantages de la privatisation. En déclarant inconstitutionnelles et illégales les conditions de détention dans plusieurs prisons de comté surpeuplées et vétustes, la Cour suprême et les tribunaux, saisis par des détenus, ont exercé une réelle pression sur les élus locaux. Impressionnés par les risques d'avoir à payer de substantiels dommages et intérêts aux détenus plaignants,

les autorités des comtés ne demandent souvent qu'à se débarrasser de la gestion de leurs prisons en la mettant dans les mains de spécialistes plus compétents.

Les autorités fédérales, pour leur part, ont prudemment engagé quelques expériences de privatisation, notamment pour ce qui concerne la détention des immigrés clandestins en attente de refoulement. Quant aux Etats, une trentaine d'entre eux semblent actuellement travailler avec des sociétés privées, L'Etat, en général, se garde le contrôle des pénitenciers et transfère au secteur privé les établissements où les conditions de détention ne sont pas de haute sécurité (camps de travail, régime de semi-liberté, etc.). Mais plusieurs Etats dont les pénitenciers sont notoirement surpeuplés seraient en discussion avec des sociétés privées pour la construction de nouveaux établissements. Le moindre coût et la rapidité d'exécution des travaux sont les raisons les plus généralement invoquées pour justifier l'appel au privé.

Comme en France, la privatisation des prisons est loin de faire l'unanimité. Le barreau américain a demandé de surcroît à toute extension de la politique de privatisation avant que ne soient tirés les enseignements des expériences en cours. Diverses personnalités professionnelles ont élevé leur voix dans le même sens. A côté d'arguments d'ordre idéologique (l'emprisonnement, partie de l'œuvre de justice, ne peut en aucun cas être laissé en des mains privées), leurs raisons sont

bien résumées dans un article de M^{me} Ira P. Robbins, professeur à l'université de Washington (*Wall Street Journal* du 23 février) : « Faire du profit, le mode de gestion des prisons est inapproprié, alors que cela ne favorise ni la baisse de la surpopulation carcérale (surtout si la société gestionnaire est payée à proportion du nombre de ses prisonniers ou si son personnel bénéficie d'une distribution de titres) ni les alternatives à l'incarcération, sans même parler de problèmes plus généraux de politique criminelle (...). De plus, certains mécanismes financiers utilisés pour la construction des établissements privés aboutissent à éliminer le contrôle des pouvoirs publics (...). La société privée qui, en Pennsylvanie, de façon particulièrement maladroite, proposait de construire une prison sur le terrain qu'elle avait payé un dollar et qui n'était autre qu'une ancienne décharge de produits toxiques illustre bien quelle peut en être la conséquence. »

Enfin, une autre réserve est parfois faite : les risques de prise de contrôle du système carcéral par la mafia. L'exemple de quelques syndicats, notamment celui des *Teamsters*, entièrement contrôlés par des troupes attirées par les dizaines de millions de dollars de cotisations qui alimentent le système privé de protection sociale (chômage, maladie et retraite), montre que l'argument n'est pas qu'une simple vue de l'esprit.

G. M.

« Aussi longtemps que vous fournissez un meilleur service il n'y a pas de problème avec le profit »

PANAMA-CITY (Floride)
de notre envoyé spécial

Il y a avant et après. Avant, directeur de la prison d'Eastham (Texas), établissement dépeint comme l'un des plus durs de tous les Etats-Unis, David Myers régnait sur deux mille quatre cents détenus. Après, directeur de la tranquille prison de Panama-City (comté de Bay, Floride), David Myers n'a plus sous son autorité que trois cent vingt pensionnaires.

Avant, David Myers gagnait 48 000 dollars par an, habitait dans un vaste logement de fonction, bénéficiait d'une voiture, d'argent pour ses frais de représentation, et utilisait ses prisonniers pour entretenir sa maison. Après, David Myers gagne presque autant, mais il paie désormais son automobile, sa femme de ménage et les services que lui fournissent gratuitement les détenus.

David Myers n'est pourtant pas mécontent de son sort, bien au contraire : entre « avant » et « après », ce fonctionnaire de l'administration pénitentiaire qui, lorsqu'il était jeune, rêvait d'entrer à la CIA ou au FBI a rencontré la Corrections Corporation of America (CCA) ; depuis, c'est comme s'il avait recommencé une nouvelle vie.

CCA est une société privée qui conçoit, construit et gère des prisons privées. L'un de ses fleurons est précisément la maison d'arrêt de Panama-City, dont David Myers est le directeur. Pourquoi a-t-il « pantouflé » chez CCA ? David Myers, quarante-trois ans, look de *rock star* (gentil garçon) des années 70, costume-cravate, mais bottes texannes, oppose le dynamisme du privé à la routine du public. Autisme comme et souvent livide. D'un même élan, David Myers étend son propos : « Dans ce pays, dit-il, nous payons les gens à ne rien faire. Le gouvernement s'est bureaucratisé, l'Etat n'est pas adapté pour répondre aux besoins de la société. Lorsque j'étais dans le secteur pénitentiaire public, il me fallait au minimum deux heures pour mettre en œuvre la moindre décision ; aujourd'hui, en trente minutes, tout est arrangé. »

Le rendez-vous
de Panama-City

Le barreau américain est-il rétif à la privatisation des prisons ? David Myers n'en a cure : fils et fils d'avocats, il n'a pas de mots assez durs pour stigmatiser cette profession de « parasites » qui profite des subtilités du système judiciaire pour faire leur beurre. « Savez-vous pourquoi un sergent à sonnette ne mord jamais un avocat ? demande-t-il, malicieux ? Par courtoisie professionnelle. » Puis, sérieux : « Pourquoi les gens ne nous confieraient-ils pas les prisonniers, alors qu'ils n'hésitent pas à envoyer leurs proches dans des hôpitaux privés, lorsqu'il faut leur ouvrir le ventre ? »

La référence aux hôpitaux privés — fort nombreux outre-Atlantique — n'est pas fortuite. Bien que n'apparaissant sur aucun organigramme de la société, le principal investisseur de CCA, M. Massey Birch, est également fondateur de Hospital Corporation of America, firme qui possède et gère plusieurs hôpitaux privés à travers le pays. L'affaire, paraît-il, marche ruissellement, et M. Birch, « capitaliste professionnel », n'a eu qu'à se donner le mal d'appliquer au secteur de l'incarcération la recette qui lui avait si bien réussi dans celui de la santé. Avec 80 % des établissements pénitentiaires

privés, CCA est aux Etats-Unis la principale société du genre, drainant vers elle des économies de bourgeois persuadés que la prison constitue un secteur d'avenir. Emise à 9 dollars, l'action CCA est actuellement cotée aux alentours de 8 dollars, mais les investisseurs, persuadés d'avoir fait le bon choix, ne semblent guère inquiétés. « Aussi longtemps que vous fournissez un meilleur service, constate sur le ton de l'évidence un petit porteur, il n'y a pas de problème avec le profit... »

Pour l'instant, CCA semble n'avoir aucun problème majeur. Dirigeant



déjà sept établissements pénitentiaires de différents types (fermés ou ouverts pour jeunes et adultes), la société est en train de négocier une dizaine d'autres contrats, notamment au Texas, où elle envisage d'ouvrir une maison centrale de 2 000 places.

Depuis que la France envisage de privatiser son système pénitentiaire, parlementaires, journalistes, hauts fonctionnaires et responsables de tous niveaux se succèdent à Panama-City, première prison américaine à avoir été privatisée. Consciente de l'importance de l'enjeu, CCA entretient à Paris une petite équipe, antenne d'une société qui entend bien ravir une part du marché français à ses concurrents. A l'automne dernier, une mission parlementaire, dirigée par M. Pierre Mazeaud, député RPR de Haute-Savoie, a fait le voyage. Son rapport, publié par l'Assemblée nationale, souligne en termes contents l'intérêt des prisons privées pour ce qui relève du coût.

John Hutt, assureur et commissaire — c'est-à-dire du local — du comté de Bay chargé des questions pénitentiaires, est lui, franchement enthousiaste. La délégation française qu'il a rencontrée comptait dans ses rangs M. François Asensi, député communiste de Seine-Saint-Denis. « C'est la première fois que je mangeais à la table d'un communiste », dit, en mimant l'effroi, le commissaire. Il n'empêche : communistes ou pas, les députés français ont été longuement chapitrés par M. Hutt, qui ne tarit pas d'éloges sur les avantages des prisons privées.

Il y a quelques années, pourtant, la prison de Panama-City était son cauchemar. C'était l'époque où, comme dans la plupart des comtés qui abritent une prison, l'établissement était régi par le shérif et ses hommes. Situation classique : la prison était surpeuplée, la drogue s'échappait comme sur un marché, les prisonniers étaient mal-

traités, et tout cela coûtait les yeux de la tête au contribuable. Lorsque des détenus ont engagé des poursuites pour protester contre leurs mauvaises conditions de détention, les élus du comté de Bay n'ont plus vu vers qui se tourner. Dans les Etats voisins, plusieurs comtés avaient déjà été condamnés à verser d'astronomiques dommages-intérêts à des prisonniers, et les juges de Panama-City se voyaient déjà assaillis à la fin de la nuit.

C'est là qu'est apparue, tel Superman, CCA, une société toute neuve avec, dans la poche, 45 millions de dollars de crédits bancaires et, à sa tête, un homme d'affaires expérimenté, M. Turner, président du tribunal pour enfants de Memphis. Un juge comme dans les films américains : il est élu, il aime le bourbon, il porte un costume sombre et un gros diamant à l'annulaire droit, il est assis dans un fauteuil de cuir à bascule, et son bureau, tout lambrissé, est tapissé de diplômes et de photos où il sert la main à des personnalités.

Dans un coin de la pièce, à côté du drapeau américain et de sa table de travail, une batterie d'écrans de télévision et de hauts parleurs lui permettent de voir ce qui se passe dans les salles de cuir et d'écouter comment travaillent les juges placés sous son autorité.

Sans manières, le juge explique qu'il s'est adressé à une société privée pour construire et gérer le centre de détention pour mineurs, « car cela correspondait à [sa] philosophie », et, aussi, parce que venant de faire rénover son tribunal, il lui semblait impossible d'obtenir des élus locaux une rallonge budgétaire pour la prison. Pourquoi CCA ? Le représentant de la société, présent à l'entretien, cligne des yeux.

« Hey, Judge ! apostrophe-t-il, avec un curieux mélange de respect et de familiarité, le magistrat, le journaliste voudrait savoir pourquoi nous avons été choisis. » Aimablement, le juge répond à l'invité : « Je ne connaissais pas d'autres compagnies que CCA », rétorque-t-il.

De fait, le principal actionnaire de CCA, Michael Birch, est originaire de Nashville (Tennessee). Quant à son oncle, le président-directeur général, Thomas W. Besley, il a longtemps été président du Tribunal républicain dans le même Etat. « Ici les relations avec le business sont bonnes », conclut le juge.

En accompagnant le visiteur, l'homme de CCA souligne, comme en écho : « Nous avons le temps pour nous. Nous convaincrions les sceptiques, déjà nous faisons des profits. Nous sommes la solution... »

GEORGES MARION.

EDUCATION

M. Devaquet et Matignon

Masochisme

« Un bachelier ne rencontrera aucun barrage pour entrer à l'université », déclarait M. Devaquet dans le *Monde* du 26 novembre, alors que la contestation étudiante commençait à prendre des proportions inquiétantes. La formule était suffisamment frappante pour faire la « une » de notre journal sur trois colonnes. Chacun pouvait, en effet, constater qu'elle était en parfaite contradiction avec l'article 31 de la loi présentée par ce même ministre, qui disait : « Les établissements d'enseignement supérieur déterminent chaque année les conditions d'accès aux différentes formations. » Si les universités peuvent déterminer les « conditions d'accès », il peut bien y avoir « barrage ».

Deux interviews de M. Devaquet qui viennent de paraître simultanément dans le *Nouvel Observateur* et le *Journal du dimanche* éclairent cette contradiction. L'ancien ministre y révisé, en effet, que l'expression « conditions d'accès » ne figurait pas dans son texte initial. Elle avait été imposée par M. Yves Durand, conseiller du premier

ministre pour les questions d'éducation, qui l'avait fait substituer à celle de « critères d'orientation » choisie par M. Devaquet, ce qui avait un sens tout différent. L'ancien ministre des universités explique qu'il espérait « verrouiller » le texte dans un sens non sélectif, par ses déclarations publiques et par les décrets d'application.

Il ajoute que, pressé par d'autres sujets urgents (en particulier par la défense du CNRS), il n'a pas demandé l'arbitrage du premier ministre sur ce point. Mais lui en a pris : les deux partis mots introduits par M. Durand ont largement été à l'origine de sa chute et de la plus grave crise politique qu'a connue M. Chirac. Cela n'a toutefois pas empêché M. Durand de conserver son poste à Matignon.

Un ministre qui défend un texte qu'il condamne (et qui le condamne), un chef de gouvernement qui conserve un « conseiller » qui le mène à la catastrophe... On ne savait pas les hommes politiques aussi masochistes.

F.G.

RELIGIONS

Un appel des évêques de l'Est et de l'Ouest

« L'Europe violette » plaide pour l'unité

L'Europe « violette » prend forme. Pour la première fois, après une réunion près de Darmstadt, en Allemagne fédérale, du 6 au 8 mars, les présidents de vingt et une conférences épiscopales de l'Europe de l'Est et de l'Ouest ont rendu public, le 17 mars, un « message » à tous les catholiques et aux « hommes de bonne volonté de toute l'Europe » (1).

C'est un appel à « bâtir la paix, en restaurant la confiance entre les peuples de l'Est et de l'Ouest ». Les signataires n'oublient pas que les divisions religieuses sont liées en Europe et demandent aux chrétiens d'être davantage « attachés à la cause de l'accomplissement ».

Mais ces divisions aujourd'hui sont multiformes : politiques, idéologiques, militaires, culturelles. Il existe, écrivent les présidents des conférences épiscopales d'Europe, « deux modèles de société incompatibles : pas de communication libre de personnes et d'idées, disparité de langage, et surtout une accumulation jamais vue d'armes et une course aux armements qui causent une angoisse persistante ».

« L'Eglise ne saurait accepter cette division et cette tension, poursuit ce document. Nous nous sentons responsables devant Dieu et les peuples d'Europe de les aider à vaincre ces divisions. »

Comment ? Par un rétablissement de la « confiance réciproque » : libre circulation des hommes, échange d'informations, coopération occu-

nique, échange scientifique, recherche d'un droit international commun. Quant au désarmement, « de même que la confiance réciproque a favorisé la course aux armements, de même on a surtout besoin aujourd'hui de confiance ».

Un appel à la liberté religieuse dans tous les pays d'Europe conclut ce document : « L'Eglise se déclare solidaire de tout homme de bonne volonté, dans chaque régime politique et social. Mais elle exige de plein droit, pour ses propres fidèles et leurs frères croyants — qu'ils soient chrétiens ou de quelque autre religion — la pleine liberté de vivre leur foi et leur religion. Aussi demande-t-elle à tous les responsables politiques de renoncer sans restriction à toute pression à l'encontre des croyants ».

(1) Le président du Conseil des conférences épiscopales d'Europe (CCEE) est le cardinal Basil Hume, archevêque de Westminster (Angleterre), auquel va succéder, début mai, le cardinal Carlo Maria Martini, archevêque de Milan. Ce texte est signé des présidents des conférences épiscopales d'Angleterre et d'Irlande, d'Autriche, de Belgique, de Pologne, du Luxembourg, d'Allemagne fédérale, de Yougoslavie, de Bulgarie, de Malte, de Hongrie, d'Italie, de Roumanie, de Suisse, des Pays-Bas, du Portugal, de Grèce, de Finlande, de France, d'Ecosse et d'Espagne. N'ont pas signé, en revanche, ceux de Bulgarie, de Tchécoslovaquie, de Lituanie et de Turquie.

DÉFENSE

Un propos de M. Hernu sur la réunification de l'Allemagne

Une coupe malencontreuse a altéré des propos de M. Charles Hernu qui s'interrogeait, le samedi 14 mars, à Lyon, sur l'Europe de la défense à l'occasion de l'assemblée générale du Groupe parlementaire d'étude et de réflexion militaires et stratégiques, qu'il préside (le *Monde* du 17 mars). Nous rétablissons ce texte : « La République fédérale d'Allemagne est attachée à conserver des relations économiques et diplomatiques avec les pays de

l'Est, du fait de sa volonté d'une réunification politique des deux Allemagnes, à notamment expliqué l'ancien ministre de la défense. C'est un pays, à sa façon, otage des Soviétiques, et, dans ces conditions, pourquoi le national-socialisme qui en résulte serait-il mieux que le national-socialisme ? L'Union soviétique exerce une stratégie de coercition sur l'Allemagne fédérale. C'est une question nouvelle sur laquelle les Français s'interrogent. »

Sous la plume de son spécialiste militaire, Jean-Pierre Ravery, l'*Humanité* du mardi 17 mars commente les propos de M. Hernu. « Ce que signifie cette phrase, écrit le quotidien du PCF, c'est qu'une Allemagne en paix avec le monde qui l'entoure serait aussi condamnable qu'une Allemagne nazie. L'affirmation n'est pas seulement scandaleuse. Elle est aussi méprisable. »

ChallengeE

L'avenir des jeunes s'inscrit en anglais. L'apprendre, le pratiquer, le vivre en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis. GRANDS PRETENDANTS A L'ANGLAIS. Centres internationaux. Sessions intensives. Actuelles sportives à volonté. 34-36 South Street - Landing West - Sussex (Angleterre). Tél. de France : composer le 19-44-803-787-878 - A Paris 43-42-48-84.

Société

Paris en embouteillages

Les commerçants et artisans de Paris se sentent brimés par la multiplication des interdictions de stationnement, les contraventions qui pleuvent et les enlèvements de véhicules en fourrière. Ils s'en plaignent dans une lettre ouverte au maire de Paris et demandent une modification du rôle des policiers. De leur côté, les chauffeurs de taxi protestent contre l'idée lancée par M. Georges Sarre, président du groupe socialiste au Conseil de Paris, qui propose de lever le nombre des taxis dans la capitale, et d'augmenter le nombre des taxis dans la circulation.

Quelle mouche a donc piqué les élus parisiens ? M. Jean-Pierre Blandin (UDF), adjoint au maire chargé de la circulation, lance à grand fracas des propositions draconiennes, aussitôt rejetées par la Ville. Un autre adjoint, celui-ci chargé de la voirie, prépare un Livre blanc. M. Jacques Dominati lance quelques idées dans la presse. De son côté, M. Georges Mesmin, maire du seizième arrondissement, se prépare à intervenir publiquement. M. Alain Juppé lui-même, adjoint aux finances et au budget, donne des signes d'impatience.

Une seule et même explication à cette soudaine effervescence ? La situation de la circulation et du stationnement s'aggrave, disent les élus. Cela ne peut plus durer. Le malcontentement des Parisiens va se retourner contre nous. En ne faisant rien, nous prenons un risque politique. A défaut d'agir, il faut au moins prendre des décisions. La situation serait-elle devenue soudain insupportable ? Faute d'un instrument d'observation permanent et scientifique, chacun se fonde sur ses impressions subjectives. C'est à vrai dire M. Jean-Pierre Blandin, le nouveau directeur de la circulation à la préfecture de police, derrière la création d'un observatoire statistique de la circulation parisienne. Pour y voir clair enfin !

En attendant, voici quelques indices. Selon une enquête par sondage menée par la direction régionale de l'équipement, en sept ans (1978-1983), le parc des voitures particulières se serait accru de 681 000 unités en banlieue et de 53 000 dans Paris. En revanche, celui des cycles et des motos s'est accru de près de 230 000 unités. Les Français abandonnent les deux-roues, trop dangereux et trop coûteux en assurances, pour les quatre-roues. Et ils s'en servent. Dans les trajets entre la banlieue et Paris ainsi que dans les déplacements à l'intérieur de la capitale, on n'utilise pas davantage les transports en commun, mais la part de la voiture est passée de 33,7 % en 1976 à 34,9 % en 1983. Prévisions pour l'an 2000 : 38 % !

Artères bouchées

Conséquence mesurée par les compteurs de la préfecture : tous les jours entre 1978 et 1983, ce sont près de 220 000 véhicules de plus qui se présentent chaque jour aux portes de Paris. Augmentation : 16 %. Que se passe-t-il dans les artères de la capitale ? La police estime qu'aux heures de pointe environ 700 000 voitures sont parquées de manière régulière, 100 000 autres sont en stationnement illégal, tandis que 120 000 roulent tant bien que mal. Pronostic des spécialistes : il suffit d'un accroissement de 10 % à 15 % des voitures en mouvement pour bloquer tout le centre de Paris.

Y a-t-il un espoir d'inverser la tendance ? Selon une enquête réalisée récemment par la direction de la voirie auprès de banlieusards entrant dans Paris par la poterne des Puapliers (treizième arrondissement), les trois quarts d'entre eux continueraient à prendre le volant même s'ils éprouvaient davantage de difficultés à circuler et à se garer dans la capitale. Et pourtant 80 % de ces conducteurs n'ont nul besoin de leur voiture pour exercer leur métier.

Faut-il se résigner à la montée de la merée automobile ? Ce serait oublier son prix. D'abord en vies humaines : 1 348 morts et 174 000 blessés dans les rues de la capitale au cours de ces dix dernières années, dont les deux tiers sont des piétons et des conducteurs de deux-roues. Des chiffres dramatiques ne diminuent pas dans Paris, alors qu'ils ont tendance à régresser dans le reste du pays. Ensuite, en éner-

gie : la consommation de carburant a augmenté de 25 % en dix ans, pour atteindre 1,1 million de mètres cubes en 1985, record absolu. Bien entendu, la pollution atmosphérique, qui aurait dû diminuer avec l'amélioration des moteurs, se maintient : les Parisiens respirent toujours autant d'oxyde de carbone, d'hydrocarbure, de particules métalliques et de poussières. Quant au réajustement des dépenses, les propriétaires y laissent 3 milliards de francs par an. Dans les artères les plus passantes, ce coût est nettement supérieur, ce coût est nettement supérieur, ce coût est nettement supérieur.

Pertes aussi pour les conducteurs tant en contraventions (1,6 milliard de francs en 1985) qu'en temps dans les embouteillages (11 milliards d'heures en 1985). Pertes encore pour les transports en commun : aux heures de pointe, les bus se traînent à moins de 10 kilomètres à l'heure. Leur faire gagner 3 petits kilomètres à l'heure économiserait 120 millions de francs par an à la RATP.

Verbaliser le problème

Ce gâchis économique, qui, en outre, englobe les Parisiens au point de les rendre scotchés, pourrait-il être évité, au moins en partie ? Beaucoup s'accordent à penser que oui. A une condition : que les déplacements dans la capitale soient gérés globalement, de manière cohérente et sous une autorité politique unique. Au lieu de cela, que voit-on ? La SNCF s'occupe de certaines lignes du RER, la RATP, du métro et des bus ; le Port autonome, des transports fluviaux ; la préfecture de police, du trafic automobile ; la Ville, de l'aménagement de la voirie.

Chacun, bien sûr, fait de son mieux. Ainsi, d'un bunker situé sous la préfecture de police, un ordinateur gère automatiquement les feux tricolores du centre. A côté, dans un vaste amphithéâtre aux parois couvertes d'écrans de télé, quinze hommes en uniforme, reliés par radio à soixante équipes mobiles, pilotent à vue et pendant dix-huit heures par jour la circulation dans la capitale. Sur le terrain, d'autres verbalisent à tour de bras — 7,2 millions de contraventions en 1983, soit 40 % de toutes celles infligées en France ! — et font enlever les véhicules les plus gênants. Mais les conseillers de Paris montent immédiatement au créneau et accusent le préfet de « répression sauvage ». Quand la RATP veut faire respecter ses 114 kilomètres de couloirs réservés, elle est obligée de créer sa propre brigade de verbalisateurs musclés. Malgré l'appui de la préfecture et de la Ville, il lui est impossible de modifier l'itinéraire d'une ligne de bus quand un maire d'arrondissement s'y oppose.

Jacques Chirac lui-même semble s'être ingénié à paralyser la ville. Il a divisé les responsabilités entre trois adjoints, l'un chargé de la circulation, un autre, de la voirie, le troisième, des taxis. « Pour prendre la moindre décision, il faut des années », se plaint l'un d'eux. Exemple : la construction des nouveaux ponts entre les douzième et treizième arrondissements était prévue dès 1977. Premier coup de pioche en 1987.

Pour l'avenir, le conseil économique et social d'Ile-de-France, tout comme la préfecture de police, conseille de ne pas attirer davantage de voitures dans Paris, sous peine d'explosion totale. La Ville qui modifie ses documents d'urbanisme pour que l'on puisse construire partout des bureaux, va obliger les promoteurs de ces immeubles à augmenter leurs places de garage et veut faire construire encore 10 000 places de parking public. Ce sont donc des dizaines de milliers de nouveaux véhicules qui vont se ruer demain vers la capitale.

Jacques Chirac reconnaît qu'il y a « un danger », mais se rassure aussitôt en soulignant que « la situation s'est plutôt améliorée depuis dix ans ». Songe-t-il à corriger l'émissionnement des responsabilités ? Pas le moins du monde. Le maire a-t-il compris que, faute de pouvoirs réels, il perdrait son temps et son crédit à vouloir gérer les déplacements des Parisiens ? Craint-il en bougeant quoi que ce soit de mécontenter ses électeurs automobilistes ? L'absence de volonté politique dans ce domaine est un des aspects les plus énigmatiques de la personnalité du maire de Paris.

MARC AMBROISE-RENDU.

Le Carnet du Monde

Naissances

— **Françoise DUPUIGNET DESROUSSELLIS** et M^{me} née Sheila Mooney, ont le très grand plaisir d'annoncer la naissance de leur fille

Cadix

vendredi 13 mars 1987 à Paris.

— M^{me} et M^{me} Marcel AVIGNON, M^{me} et M^{me} Gilbert DERRIEN, Vénusque et Vincent DERRIEN, ont le grand plaisir de faire part de la naissance de leur petit-fils et de leur fille.

Cherbourg

le 15 mars 1987, à Saint-Denis.

Décès

— M^{me} veuve André AUBREY, Michel Aubrey, François et Nicole Aubrey, Dominique et Véronique Javry, Isabelle Aubrey, ses enfants, Zaria, Benoît, Julien, Edouard, Mathilde et Victor, ses petits-enfants, Les familles Aubrey et Masson, ont la douleur de faire part du décès accidentel de

Délier ALTEIRAC

survenu en Algérie le 13 mars 1987.

Les obsèques ont eu lieu le 17 mars, à Aix-en-Provence.

Cet avis tient lieu de faire part.

108, rue Diderot-Morand, Alger.

— M^{me} Roger Batifoulier, son épouse, M^{me} Alain Batifoulier, M^{me} et M^{me} Christian Batifoulier, ses enfants, Gérard et Clément, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Roger BATIFOULIER

pharmacien,

survenu le 15 mars 1987, dans sa soixante-dix-neuvième année.

Les obsèques auront lieu le mercredi 18 mars, à l'église de Massieu (Castel), à 16 h 30.

11, quai Victor-Angusant, 69003 Lyon.

— M^{me} et M^{me} Guy Bazy, M^{me} Geneviève Bazy, Les familles Morvan, Marill, Carrière, Denis, Cavallier, ont la douleur de faire part du décès de

docteur Jean-François BAZY,

leur fils, frère, neveu et cousin, survenu le 14 mars 1987, à l'âge de trente-quatre ans.

Le service religieux sera célébré le jeudi 19 mars, en la chapelle Saint-Luc, 23, avenue du Fort, à Montrouge, à 10 heures, où l'on se réunira à 16 heures.

Résidence Buffalo, 16, rue de Stado, 92120 Montrouge.

— M^{me} Lily Laskine, son épouse, Et ses nombreux amis, ont la douleur de faire part du décès de

M. Roland CHARMY,

violiniste, chevalier de la Légion d'honneur, professeur de CNRS de Paris, survenu le 11 mars 1987,

L'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité.

Sainte-Péline, 11, rue Chardon-Lagache, 75016 Paris.

— M^{me} Renée CHARRIER, son épouse, M^{me} et M^{me} Bruno Charrier, M^{me} et M^{me} Thierry Charrier, M^{me} David Charrier, ses enfants, Gail et André, ses petits-enfants, M^{me} et M^{me} Yves Charrier, ses parents, M^{me} et M^{me} Marcel Loquet, ses beaux-parents, Ses parents et amis ont la douleur de faire part du décès de

M. René CHARRIER,

survenu le 14 mars 1987, à Paris dans sa cinquante-neuvième année.

L'inhumation au cimetière de Père-Lachaise, aura lieu le jeudi 19 mars 1987, à 13 h 30.

L'inhumation au cimetière de Balzac (Charente-Maritime) dans le caveau de famille aura lieu le vendredi 20 mars 1987, à 14 heures.

Ni fleurs ni couronnes, les remplacer par des dons au profit de la recherche médicale qui seront adressés au siège de l'UNMRIFEN, 1, rue Paul-Bonafant, Paris-9.

Cet avis tient lieu de faire part.

5, rue Valentin-Henry, 75015 Paris.

— M. René Toulade, président de l'Union nationale des mutuelles retraités des instituteurs et fonctionnaires de l'éducation nationale,

président de la Fédération nationale de la Mutualité française, Les membres du conseil d'administration, La direction Et le personnel de l'UNMRIFEN, ont la douleur de faire part du décès de

M. René CHARRIER,

vice-président de l'Union nationale MRIFEN, survenu le 14 mars 1987, à Paris-19.

L'inhumation au cimetière de Père-Lachaise aura lieu le jeudi 19 mars 1987, à 13 h 30.

L'inhumation au cimetière de Balzac (Charente-Maritime) dans le caveau de famille aura lieu le vendredi 20 mars 1987, à 14 heures.

— M. Jean Bonherbe, directeur honoraire de l'ODJ, M^{me} Marie-Aliette Bonherbe, M^{me} et M^{me} Jean-Charles Bonherbe, Robert de Rosville, Laurent, Marianne et Jérôme Bonherbe, M^{me} Aliette Robert de Rosville, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Jean BONHERBE, née Anne-Marie Robert de Rosville, leur épouse, mère, grand-mère et sœur, survenue à Dreux, le 13 mars 1987, à l'âge de quatre-vingt ans.

Cet avis tient lieu de faire-part.

3, place de la Déclaration, 28100 Dreux.

8, rue Georges-Millandy, 92360 Mandou-la-Forêt.

— Yvonne Gecou, sa femme, François et Yves Deroix, Jean-Yves Gecou et Yvonne Lersenne, ses enfants, Nicolas, Alice et Haw-Morgan, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès subit de

Jean GACON,

historien, agrégé de l'université, survenu le 15 mars 1987.

Les obsèques auront lieu le jeudi 18 mars, à 11 h 45, au columbarium du Père-Lachaise.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. Edmond GUILLE,

chevalier de la Légion d'honneur, officier des Palmes académiques, officier de Mérite agricole, médaille de l'éducation physique et des sports, président honoraire de l'Institut administratif, survenu le vendredi 13 mars 1987, dans sa soixante-dix-neuvième année.

On rappelle le souvenir de son épouse

M^{me} Edmond GUILLE,

professeur honoraire de lycée Chopin à Nanay, décédée le 25 août 1986.

De la part de :

M^{me} et M^{me} Françoise Drouot, Les docteurs Hervé et Chantal Guille, ses enfants, Marc, Anne, Bruno, Olivier et Catherine Drouot, Florence, Véronique, et Christophe Guille, ses petits-enfants, Des familles Monnanteuil, Rion, Perrière, Thery et Dadebon.

Selon le vœu exprimé du défunt, l'inhumation aura lieu dans la plus stricte intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M^{me} Drouot : 62, rue des Gardes, 92190 Mondouin.

M^{me} et M^{me} Guille : 25, avenue de la Belle-Gabrielle, 94130 Nogent-sur-Marne.

— M^{me} Guy Ladreit de Lacharrière, M^{me} et M^{me} Daniel Zagari et leurs enfants, M^{me} et M^{me} René Ladreit de Lacharrière, leurs enfants et petits-enfants, M^{me} et M^{me} Jean-Pierre Calvet et leurs enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès, survenu le 10 mars 1987, à Paris, de

M. Guy LADREIT DE LACHARRIÈRE,

vice-président de la Cour internationale de justice et ancien directeur des affaires juridiques au ministère des affaires étrangères.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans la plus stricte intimité, le samedi 14 mars 1987, à Cour-Lacharrière (Arèche).

— Le président Et les membres de la Cour internationale de justice de La Haye ont le très vif regret de faire part du décès de

M. Guy LADREIT DE LACHARRIÈRE,

membre de la Cour depuis 1982, et vice-président depuis 1985,

survenu le 10 mars 1987.

Palais de la Paix, La Haye (Pays-Bas).

(Le Monde du 17 mars.)

— M^{me} Jean-Claude Langellier, son épouse, M^{me} et M^{me} Robert Langellier, ses parents, M^{me} et M^{me} Fernand Desportes, ses beaux-parents, M^{me} et M^{me} Jean-Pierre Langellier, M^{me} et M^{me} Jacky Langellier, ses frères et belles-sœurs, Judith, Valérie et Guillemine, ses sœurs et neveux, Charlotte Callegari, sa filleule, Les familles Massonnet, Lefrançois, Huis, Gascon, Letellier, Bibot, Cadet, Henri, Gantier, Callegari, Lepoutre, Frénoy, Majorel, Wégelin et Olibert, ses oncles, tantes, cousins et cousines, Toute la famille et ses très nombreux amis, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean-Claude LANGEILLIER,

survenu le 14 mars 1987, à Paris-9, à l'âge de trente-sept ans, muni des sacrements de l'Eglise.

Les obsèques religieuses seront célébrées le mercredi 18 mars, à 8 h 30, en l'église des Blancs-Manteaux, 12, rue des Blancs-Manteaux, Paris-4, où l'on se réunira.

Une bénédiction sera dite à 11 heures le même jour en l'église de Chaudon (28210), suivie de l'inhumation au cimetière communal dans la sépulture de famille.

4, rue de Braque, 75003 Paris.

21, Grande-Rue, 28210 Chaudon.

4, rue de l'Abbé-Lamiré, 28100 Dreux.

— M^{me} Marie-Geneviève Leon, et M^{me} Pierre-Benoît Leon et leur fille Marjorie, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Joseph LEON,

officier de Mérite pour la recherche et l'invention, croix de guerre 1939-1945, survenu le 15 mars 1987.

Près pour lui.

La cérémonie religieuse, suivie de l'inhumation dans le caveau de famille, sera célébrée le mercredi 18 mars 1987, à 15 heures, en l'église de Boissière-le-Cautel (Lot).

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. Yves LOYER,

peintre sculpteur, survenu le 15 mars 1987.

De la part de :

Ses enfants, Ses frères et sœurs, Sa famille, Ses amis.

La cérémonie religieuse aura lieu en la chapelle du Père-Lachaise, le mercredi 18 mars 1987, à 10 h 30.

Le cabinet Pierre Loyer a la douleur de faire part du décès de

M. Yves LOYER,

counsel en brevets d'invention, survenu le 15 mars 1987.

La cérémonie religieuse aura lieu en la chapelle du Père-Lachaise, le mercredi 18 mars 1987, à 10 h 30.

M^{me} et M^{me} Jean Langendorff et leurs enfants, M^{me} et M^{me} Xavier Marcellin et leurs enfants, M^{me} et M^{me} Bruno Marcellin et leur fille, M^{me} et M^{me} Philippe Marcellin et leur fille, M^{me} et M^{me} Claude Chevalier et leurs filles ont la douleur de faire part du décès de

M. Guy MARCILLE,

chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, survenu en son domicile, dans sa quatre-vingt-septième année, le 16 mars 1987, muni des sacrements de l'Eglise.

Le service religieux sera célébré en l'église Notre-Dame-de-Grâce de Passy, 10, rue de l'Annonciation, Paris-16^e, le vendredi 20 mars, à 10 h 30.

L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille au cimetière du Montparnasse.

2 bis, rue Schaffer, 75116 Paris.

— M^{me} et M^{me} Pierre Caries, M^{me} et M^{me} Vincent Dubois, Pierre, Antoine, Julien et Emilie, Le docteur et M^{me} Michel Dubois, Sophie et Thomas, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Jane PIET,

née Lhooet, leur mère, grand-mère et arrière-grand-mère, rappelee à Dieu le 14 mars 1987, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

La cérémonie religieuse a été célébrée dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

45 bis, avenue de Villiers, 75017 Paris.

Argi Zabala, 64210 Bidart.

— On nous prie d'annoncer la mort de

M^{me} Robert RICARD,

né Guillaume Audoulet, décédé le 14 mars 1987, des suites d'un accident, à l'âge de soixante-dix-neuf ans.

De la part de :

Marie-Anne et Claude Guirlet et leurs enfants, François et Bernard Rosé et leurs enfants, Elisabeth et Alain Lestang et leurs enfants, François-Xavier et François Ricard-Juglaret et leurs enfants, Marjorie et Philippe Rosé et leurs enfants, Monique Ricard, Remy Ricard, Pascal Ricard, ses enfants et petits-enfants, M^{me} François Bertrand, sa sœur, Les familles Dominique Audoulet, Massiani, François Audoulet, Bertrand, Sibiri, Sourdil, Guiraud, Pasteau, Delacourte.

Les obsèques auront lieu le jeudi 19 mars, à 8 h 30, en l'église Saint-Jacques-du-Haut-Pas, 252, rue Saint-Jacques, à Paris 75003.

7, rue Michelée, 75006 Paris.

— Les amis de

Léon CELLIER

auront pour lui une pensée affectueuse en ce cinquante-neuvième anniversaire de sa mort.

— Nancy, le 19 mars.

Il y a un an, disparaissait tragiquement notre fils

Françoise-Frédéric SOURDIVE.

Il reste présent parmi nous.

Avis de messes

— M. Philippe Torrecilla informe ses amis et les amis de

M. Jean-Marie ROUME,

secrétaire général du Groupement national des coopérateurs, qu'une messe sera célébrée à son intention par Mgr Vermeir, en l'église Notre-Dame-de-Paris (petite chapelle), le 18 mars 1987, à 12 heures.

Le Monde EST A VOUS

Samedi 21 mars à La Villette

La première assemblée générale de la Société des lecteurs du Monde se tiendra :

SAMEDI 21 MARS A 15 HEURES

dans la Grande Halle de La Villette

Ouverture des portes à 14 heures.

Accès direct : métro Porte de Pantin.

A l'occasion de cette assemblée, le Monde présentera, sur plusieurs stands, ses activités nouvelles, ses projets, la maquette de la future imprimerie d'Ivry, et organisera une série de rencontres avec les journalistes.

Cette journée est réservée aux membres de la Société des lecteurs du Monde. Ils peuvent venir accompagnés ; toutefois, les capacités d'accueil pour les enfants sont limitées.

Les membres de la Société des lecteurs du Monde qui ne pourront assister à l'Assemblée générale sont invités à renvoyer d'urgence leur pouvoir à : Société des lecteurs, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 03.

THÉÂTRE

« Richard III », de Shakespeare, vu par Francis Huster
Frankenstein dans « Scarface »

L'histoire d'Angleterre vue par Francis Huster met en scène un grand polar noir avec détectives et gangsters, fureurs et assassinats.

Quarante-deux acteurs et six musiciens : Francis Huster a vu grand pour sa mise en scène de *Richard III*, de Shakespeare.

L'adaptation française est de Huster lui-même. Elle n'est ni plus ni moins approchée que d'autres : elle a du corps, du rythme, des sonorités. Les calembours et les expressions vertes, par moments, qui détonnent, sont de Shakespeare : en français, d'habitude, ils sont atténués, contournés. Huster est plus direct, et ses équivalences des jeux de mots sont drôles.

Pas de décor. Juste un cadre noir, un fond noir. Et des lumières blanches assez simples. Dans ce vide noir, les actions sont comme télescopées, mais au ralenti, un peu comme dans les cauchemars que nous faisons la nuit. Fureurs et assassinats se trouvent dans leur élément : une peur nocturne et une obscurité.

Richard III, le duc de Buckingham, le duc de Norfolk, etc., sont vêtus comme les détectives et les gangsters des films policiers américains. L'histoire d'Angleterre, ici, s'anime très naturellement dans ces trench-coats et ces feutres, car *Richard III* est une pièce policière, pas à la Agatha Christie, mais carrément style *Série noire* : Richard III assassine tout ce qu'il trouve sur son chemin. C'est un monstre, il calcule, projette, méprise, domine, tue. Et il séduit. Il n'a pas une seconde de laisser-aller. C'est un Frankenstein survolté jouant *Scarface*, mais il est chef d'Etat.

Des photos de Hitler le montrent, lui aussi, en imper et chapeau mou. Le thriller de Shakespeare est plus « évident », plus « ressemblant », dans ces cos-



Francis Huster en Richard III

tumes de polars, que dans les vêtements de la cour d'Angleterre du quinzième siècle, trop pittoresques et éloignés. Parce que *Richard III* ce n'est pas *Hamlet* ou *Macbeth*, c'est une action sans poésie, sans méditation. C'est sauvage, rude, sec. Ça ne demande pas un décalage optique, ni une couleur du temps. C'est de l'instinct animal, éternel. Or, il est évident que les tueurs d'Howard Hawks ou de Merwyn Le Roy, à Hollywood, sont la vraie représentation imagée d'un assassin, genre *Richard III*, aujourd'hui. Aussi, dans les costumes choisis par Huster, l'action de Shakespeare file grand train, trouve sa brusquerie réelle, sans être freinée par une imagerie anachronique.

Huster tient le rôle de Richard, évidemment, c'est l'un des quatre ou cinq rôles de l'histoire universelle du théâtre dont rêvent tous

les comédiens. Tous les grands l'ont joué.

Mais Huster est un acteur très singulier, assez névrotique et ténébreux, qui n'extériorise pas. Il nous a donné un *Don Juan* mélancolique, presque prostré, et, en 1985, un *Cid* trouble-fête, rembruni, romantique assez renfermé, sans aucun effet de cape ou de voix à la Gérard Philipe. Son *Richard III* aux verres fumés, plus voilé que bossu, participe de cette même neurasthénie contenue, de ce même secret.

Tous les acteurs, par la volonté de Francis Huster, hurlent et scandent leur texte, avec une même violence impersonnelle monotone. C'est du déclaratoire total, sans nuances. Comme si le texte était affiché, comme s'il défilait en majuscules géantes, noir sur fond mat. Une sorte de masque tragique appliqué aux voix. La « parade sauvage » de

Rimbaud. Pas de psychologie fragile : mais un inventaire tout cru du verbe et de l'acte. Un anti-réalisme de cirque, de meeting, à prendre ou à laisser.

Nous disions : 42 acteurs. Comment les citer tous ? Se détachent peut-être, sur fond de gaulois et de bande dessinée, Dany Kogan, Natasha Perry, Christian Charment, Georges Ser, Hervé Briau, Isabelle Nanty, mais, dominant cette armée, Pierre Clément, seul à imposer une présence irrésistible, habillée, et, bien sûr, Huster.

La musique, tantôt new-yorkaise des années 50, tantôt africaine d'un âge plus lointain, mais « séduisante », est de Dominique Probst. Les costumes, remarquables, sont de Dominique Borg.

MICHEL CORMYOT.

★ Théâtre du Rond-Point, 20 heures.

« Ni chair ni poisson », de F. H. Kroetz

Le quotidien ébloui

Un beau spectacle, poignant et drôle. Quatre comédiens heureux comme des poissons dans l'eau.

D'un côté de la scène, sur un lit conjugal : Helga et Hermann. De l'autre, Emmi et Edgar : ils font, sinon chambre à part, du moins lit à part. Ce sont deux couples jeunes, encore, avec leurs problèmes, comme tout le monde. Emmi travaille dur, et n'a pas d'enfants. Helga reste au foyer, en mère modèle. Hermann et Edgar sont typographes dans la même boîte : Edgar, bien assis sur ses certitudes, son confort, Hermann, plus tête brûlée semble-t-il, idéaliste. Mais les temps changent. Il leur faut choisir entre le chômage ou la photocomposition. Hermann, le syndicaliste militant, négociera curieusement mieux sa mutation, sur le plan professionnel, s'entend. Car côté vie personnelle, l'avenir n'est pas rose. Le quotidien sape, lentement mais sûrement, leur bonheur. Pas assez de temps, de fric, de désir, allez chercher la cause première de ce désordre amoureux.

Les personnages de *Ni chair ni poisson* sont attachants, mais, au fond, pas vraiment sympathiques. Ils sont durs à la tâche, durs dans la vie. Franz Haver Kroetz est Allemand, de l'Ouest, ancien militant communiste, mais aussi vedette du petit écran, et auteur d'une bonne quarantaine de pièces. Son théâtre fut très en vogue dans les années 70, quand un certain réalisme était aussi. Il peint la guerre des sexes, le machisme ambiant, le capitalisme sournois, notre société dite de progrès où l'homme doit s'adapter, ou crever. Sa langue est verte et vive, lyrique aussi. Belle et légère toujours. Il scrute le quotidien, lui prête au scalpel des bouts de chair et les recompose en un tableau violent et drôle, jamais morbide, où les personnages vont jusqu'au bout d'eux-mêmes, de leur crise : Helga croit

bien faire en avortant de son troisième enfant. Edgar refuse de se recycler, s'inscrit au chômage et le vit très mal : « Un pèdre ou un chômeur, c'est pareil », dit-il, blessé dans son orgueil de mâle.

La mise en scène de Gilles Chavassieux défonce les pièges et disperse la grisaille du réalisme. La couleur est partout : sur les costumes, sur la grande toile abstraite qui sert de décor (Georges Braconnier-Berjot) : quelques pans de murs immenses, dont l'un, le plus noir, envahit peu à peu le plateau, resserrant l'espace autour des personnages. A chaque situation, Gilles Chavassieux répond par une image légèrement décalée : quand Edgar, par exemple, fait visiter son aquarium — la fierté de sa vie — à Hermann, de gros poissons descendent des cintres. Et, pour finir, c'est un ours en peluche, gagné à la fête de la bière sur lequel Edgar va se venger avant d'aller se jeter, tout nu, dans une fontaine.

Le lien de chaque scène ainsi corré, les quatre comédiens évoluent comme des poissons dans l'eau. Collette Dompietrini est Emmi, petit bout de femme entêtée : elle ne pense qu'à sa bonté, rêve d'une succursale, ne veut pas d'enfants et balance avec une bonne foi désarmante des énormités à son époux : Jean-Marie Winling, macho aux pieds d'argile, tout simplement merveilleux, soliloquant sur la beauté du plomb, les nuisances de l'écran, le retour à la nature. Il faut le voir faire le stage, bouffer à mains le frigo la nuit — de jour, il a bon, c'est le pain de sa femme. Jacques Bonafé (Hermann) lui oppose sa violence sourde d'adolescent fermant les poings, pour toujours. Marie-Guillevin (Helga) pousse ses laideurs avec l'énergie du désespoir. On la sent peu à peu se briser, très loin.

DOLE QUIROT.

★ Jusqu'au 11 avril, Théâtre de Boulogne-Billancourt.

MUSIQUE

A la Péniche-Opéra

Chanter la bouche pleine

Tout est prêt lorsque vous entrez. Un bon feu brûle dans la cheminée. Cinq messieurs vêtus de bure ou de damas se chauffent les pieds sur chaises en attendant que vous vous asseyiez. Vous venez de quitter les berges obscures du canal Saint-Martin, à la hauteur incertaine du 200, quel de Jemmes, où la Péniche-Opéra est amarrée. Et vous vous retrouvez, la passerelle passée, dans un Moyen Age de fantaisie, comédie en amis (« Voulez-vous dîner ? ») vous a-t-on demandé quand vous arrivez à un « opéra de bouche » qui ne vous laissera pas affamé : même si vous n'avez pas retenu votre couvert à l'une des deux tables dressées pour un repas complet (le service, fort étonnant, fait partie du spectacle), vous serez invité à grignoter pain frais et pâtes d'amande délicieuses que vous aurez distribuées les interprètes, dans le feu de l'action : eux-mêmes n'auront guère cessé de chanter la bouche pleine.

Fine-Gueule (Dominique Vissel), Gobe-Mouche (Bruno Boterf), Motte-en-Bourse (Philippe Cantor), Taille-Boudin (Antoine Sicot) et Claqué-Dent (Claude Debôves) sont respectivement contre-ténor, ténor,

baryton, basse et joueur de luth. Ils composent l'Ensemble Ciment Jenequin quand ils ne chantent pas au sein de Venances Fortunat ou des Arts florissants. Et c'est Jenequin, avec ses chansons de société, mini-pièces de théâtre vocal avec abondance d'onomatopées — *Cris de Paris*, *Caquet des femmes*, *Chant des oiseaux* — qui leur a donné l'idée et la matière principale d'un mini-opéra domestique et culinaire, mis en scène par Mireille Laroche, ponctué par la lecture de vraies recettes (en français moderne, et il n'est pas interdit de prendre des notes) et, comme en place de Grève, par les cabrioles et jongleries d'un joyeux lutin (Frédéric Zipperlin, de chez Annie Fratellini). Des aïeux de Béatrice Massin (de Rie et Danceries) s'écourent même, comme d'une fontaine, un petit vin apparemment recommandable. C'est la seule note détonante d'un spectacle charmant qui se voudrait paillard, qui n'est pas même coquin, mais où quatre gaillards chantent, vu les circonstances, particulièrement bien.

ANNE REY.

★ Jusqu'au 10 avril à la Péniche-Opéra. Tél. : 42-45-18-20.

Les prix de l'académie Charles-Cros

Les prix du disque de l'académie Charles-Cros ont été décernés ce mardi 17 mars. Le prix du président de la République récompense conjointement les chefs d'orchestre Georges Prêtre (disques Castillon, d'André et Roussel chez EMI) et William Christie (Charpentier, Lully et Campra chez Harmonia Mundi), le compositeur Gilbert Amy (Érato) et la chanteuse Isabelle Aubret (Mey). Diverses récompenses vont d'autre part au *Libro de la jungle* de Koczlin chez Chandos, aux concertos pour violon de Sibelius et Tchaïkovski par Viktor Mikhlov (Philips), à l'Intégrale des poèmes symphoniques de Liszt (Hungaroton), aux *Sonates opus 109 et 110* de Beethoven par Guillelmo (DG) à la *Force du destin* de Verdi par Muti (EMI). Les noms de Prince, de Rita Mitsouko, de Charlotte Gainsbourg, de Barney Wilen et de Wynston Marsalis figurent également à ce quarantième palmarès.

● Mort du pianiste accompagnateur Gerald Moore. — Le pianiste britannique Gerald Moore est mort vendredi 13 mars à Buckinghamshire, dans le sud de l'Angleterre. Il était âgé de quatre-vingt-sept ans.

Il fut le « second » de Kathleen Ferrier, mais aussi de Chaliapine, de Hans Hotter, d'Elisabeth Schumann et, plus tard, de Janet Baker, de Dietrich Fischer-Dieskau, de Victoria de Los Angeles.

EXPOSITIONS

L'ingénieur de Quimper et ses peintres

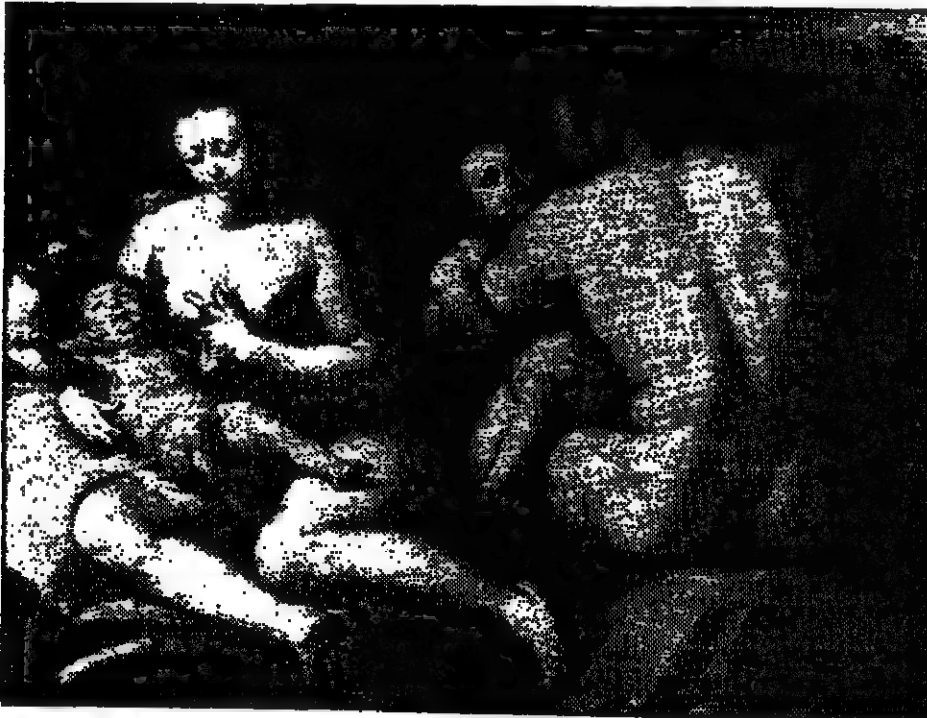
(Suite de la première page.)

Il eut la main heureuse pour les Flamands : une *Mater dolorosa* de Jordaens, fragment acheté en 1846 comme Van Dyck, une superbe étude de Rubens, *modello* étourdissant pour un décor de l'église des jésuites d'Anvers (ce qu'on a repéré plus tard, bien entendu), la *Prémère Famille dans l'Eden*, par Cornelis de Haerlem, présentée comme deux nus énormes...

Goyon, illustre assez bien (ou dépit d'un premier plan repeint) l'effet d'espace lumineux qu'on recherchait à Barbizon ; le petit coin de forêt, attribué à Keirinc, déploie un art très géométrique, comme on allait voir chez Th. Rousseau. Le collectionneur obéit sans le savoir — ou peut-être même consciemment — à une impulsion du goût qui sollicite peintres et amateurs. Autre exemple : un paysage qui consiste en une grande

un ramasseur systématique. Aussi les cartels sont-ils le plus souvent exacts et les attributions sérieuses.

Hélas ! Le contrôle opéré par l'inspection des musées de France, avec le conservateur André Cariou, a abouti à une table de concordance entre le catalogue primitif (1873) et les conclusions actuelles, si ravagées que tout amateur aurait intérêt à la méditer.



« La famille primitive » de Haerlem (1597).

Nous ne saurons jamais les raisons de ces choix précis, des « occasions », sans doute. Mais le climat de cette époque, où triomphe le bric-à-brac, nous le trouvons dans les romans, dans les correspondances, selon l'excellente reconstitution qu'en donne F. Haskell.

La présence d'une demi-douzaine de paysages soulève une grosse question. Dans l'admirable chapitre IX des *Matrices d'aujourd'hui* qui rapporte à grands traits l'évolution de la peinture du paysage au dix-neuvième siècle, et très précisément de 1825 à 1855, Fromentin souligne l'énorme prestige des Ostade, Ryssdaël et Van de Velde. Il a cette formule heureuse : « La Hollande cette fois trouvait à qui parler ».

Dans la collection Silguy, une *Vue de La Haye*, d'un émail de Van

ondulation — un talus et des ombres — peut-être rapproché des scènes vides et fortes de Georges Michel, le paysagiste de Montmartre (qui mourut oublié en 1843). Dans sa section moderne française, Silguy n'en a pas ; mais, en revanche, un Valenciennes, un Corot cédés. Finalement, tout se tient assez bien.

Ainsi, nous nous instruisons de toute part. Mais le plus cruel reste à dire. Dans toutes ces effervescences du « collectionnisme », la critique s'est affaiblie ; une discipline s'est formée et nous sommes devenus capables de corriger des attributions naïves comme celles du polytechnicien trop docile aux étiquettes flatteuses des ventes. J. Vergnet-Ruiz a eu tort de signaler Silguy comme « un véritable amateur, et non pas

Les noms de Brueghel de Velours, de Philippe de Champaigne, ont naturellement disparu des étiquettes : la *Scène rustique*, fauve et grise, qu'on donnait à Van Goyen, revient à Pieter Molijn, etc... Neuf fois sur dix le grand nom s'efface devant un plus petit. Tout le monde se trompait. Il suffit de penser à ce pauvre et merveilleux Balzac, qui, en 1846, achetait des toiles avec des grands noms pour meubler l'hôtel somptueux destiné à accueillir l'« Estragère » ; il aurait compris la manie et les illusions de l'ingénieur breton, il en aurait fait un de ses personnages. Avec un peu d'imagination, nous aussi.

ANDRÉ CHASTEL.

★ Institut océanographique, 121, rue de Lille, 75007 Paris. Jusqu'au 26 avril.

POUR SALLES VOIR LIGNES PROGRAMME

NEWMAN/CRUISE

4 NOMINATIONS OSCARS 1987

«Un coup de maître» LE POINT

«Le premier Grand Film de cette année 1987» STUDIO

UN FILM DE MARTIN SCORSESE

la Couleur de L'Argent

Handwritten text in Arabic script.

هكذا من الأدب

Culture

NOTES

Kenna, photographe et montreur d'ombres

L'air de suite, plombé par un ciel d'encre, inspiré par l'altière stature de la cheminée d'Halifax, on avait pu apprécier voici deux ans en Arles le bel hommage rendu par Michael Kenna à Bill Brandt. Cette ambiance typiquement britannique se retrouve dans la rétrospective inégale de ses dix ans de travaux. Jouant avec l'effet de l'étranger, déformant des visages, son œil débusque de façon impressionniste et voilée la part d'irréel qui se cache au cœur de décors anodins, cadrés en plans nets. Soyons et veloutés, fantomatiques à souhait, les halles, fontaines et toiles des campagnes et parcs embrumés ressemblent d'énigmes douces, de mystères tamisés, de frayeurs enfouies. Piquant la matière sans altérer sa substance, la poésie saine des sites brouillards sans personne, enjuntant une projection muette. Natif du Cheshire, comme le chat évanouit au célèbre sourire de Carroll, Michael Kenna, par l'atmosphère romantique et romanesque de ses compositions, nous entraîne dans son immobilité à l'Angleterre intemporelle de Turner et Constable.

P. W.
* Michael Kenna, 1975-1985, septante-cinq photographies, galerie Michèle Chomette, 24, rue Beaumont, Paris 3^e, jusqu'au 18 avril.

Nivollet peint l'air de la Côte

Il flotte dans l'air un fort parfum de Bonnard, parfum d'amandiers en fleurs et de mimosa. Pierre Nivollet a fait respirer à sa peinture l'air de la Côte. Et, à l'évidence, elle s'en porte mieux : elle a pris des couleurs, elle a la mine fraîche et reposée, elle inspire des pensées de promenade et de farniente.

Que de chemin pour en arriver là, depuis le temps où Nivollet, comme bien d'autres, voulait simplifier et démontrer son art. Revenu dans le sein de ce qu'il faut se résoudre à appeler une « tradition française », il mêle désormais abstraction atmosphérique et paysages. L'œil distingue, dans ses toiles de tons en harmonie, tantôt une mer, tantôt l'esquisse d'un bouquet et, le plus souvent, des feuillages ou des nuées. Les compositions se passent maintenant du secours d'une géométrie jadis un peu indiscrète. Il suffit au peintre de cadrer son sujet, puis, à partir de cette vue, de développer le chromatisme, quitte à dissoudre les formes et à systématiser l'emploi du frottis diaphane.

Ces toiles n'aspirent à aucune profondeur élogieuse et sérieuse. Les sentiments extrêmes leur demeurent étrangers — car rien ne doit troubler la sérénité de la peinture et la délectation du peintre. Lequel réussit souvent à la faire partager à son spectateur et à le charmer un moment. Comme Bonnard, décidément.

Ph. D.
* Galerie Regards, 11, rue des Blancs-Manteaux, jusqu'au 11 avril.

Hommage au cinéaste Mario Ruspoli au Musée de l'homme

Dans le cadre de son sixième bilan, le Comité du film ethnographique a rendu hommage, le lundi 16 mars, au cinéaste Mario Ruspoli, mort le 13 juin 1986, juste avant la publication du magnifique livre *L'art du film* (éditions Bordas). Il accompagnait le tournage d'un film dans les célèbres grottes (ce film faisant partie d'une série télévisée intitulée « L'art au monde des ténèbres »). Le Bilan s'achèvera vendredi 20 mars, à 20 h 30, avec la projection des *Inconnus de la terre* (1961), tourné par Mario Ruspoli dans la Lozère de ses rencontres maternelles, et où il utilisait pour la première fois le prototype de la fameuse caméra Coustan, légère et insoumise. Mario ruspoli inventa alors le terme de « cinéma direct ».

A voir ou à revoir ces ouvrages, on est frappé à la fois par la discrétion du cinéaste et la modernité de son travail. Nullement fier de la technique pour la technique, autodidacte qui se veut à l'écoute de la science, membre du fameux Collège de pataphysique cher à Alfred Jarry, Mario Ruspoli incarne la démarche libre d'un homme de haut lignage, fils de princes romains, qui vécut l'aventure pour le plaisir et ne chercha jamais à faire carrière. Son apparition dans *L'art du film*, le film, reste un modèle. Par delà l'intelligence, l'art, le regard scrupuleux, le cinéaste nous rend participants d'une prodigieuse expérience artistique.

L. M.

PIANO ****
BRENDL
Cyclo SCHUBERT
24-27 avril - 17-19 mai
POLLINI
Cyclo BEETHOVEN
7-22 mai - 1^{er} juin
PERAHIA
Récital : 25 mai
ASHKENAZY
Récital SCHUMANN : 16 juin
ARRAU
BEETHOVEN - LISZT 22 juin
PERAHIA
Récital SCHUBERT
Récital DEUX PIANOS - 29 juin
SALLE PLEYEL
LOC. 45 63 88 73

SALLE PLEYEL - VENDREDI 17 AVRIL, 20 h 30
Pour célébrer le trentième anniversaire du Traité de Rome
ORCHESTRE DES JEUNES DE LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE
Soliste : SIR YEHUDI MENUHIN
Direction : JAMES JUDS
VENDI - BEETHOVEN - STRAVINSKI Loc. 46-63-88-73

IRCAMEio
Ensemble InterContemporain
New London Chamber Choir
direction MICHEL TABACHNIK
Lundi 30 mars 20 h 30
Théâtre de la Ville Location : 42 74 22 77

20 CROISIÈRES A GAGNER
Télérama France inter

JEU-CONCOURS DU 16 AU 27 MARS.

Pour gagner une croisière* pour 2 personnes en Méditerranée, vous écoutez France Inter et vous trouvez le nom de l'animateur dont la voix a été déformée. Pour vous aider, chaque semaine Télérama publie des indices précieux dans ses numéros des 11, 18 et 25 mars. Vous inscrivez le nom de l'animateur et le jour sur une carte postale envoyée avant le lendemain minuit à France Inter, 75777 Paris cedex 16. Votre carte sera peut-être tirée au sort... Le règlement du concours est disponible chez Télérama et France Inter.

*une croisière du 30 avril au 9 mai 87, 10 jours de rencontres avec des personnalités comme Paolo Conte, Jacques Weber et tout l'orchestre d'Avignon, ainsi qu'avec des journalistes de Télérama. Un itinéraire riche en histoire.

Télérama France inter

musique
21 h 30
DU 24 AU 28 MARS
I MUSICI DI ROMA
mardi 24
VIVALDI
mercredi 25
VIVALDI, HAENDL, BOCCHERINI, RESPIGHI
jeudi 26
VIVALDI
vendredi 27
VIVALDI, ALBINONI, PACHELBEL, BONPORTI, HAYDN, BOCCHERINI, MOZART
samedi 28
VIVALDI, HAENDL, BOCCHERINI, RESPIGHI.
PRIX UNIQUE 48 F
2 PL DU CHATELET
42 74 22 77

ORCHESTRE DE PARIS
Directeur Daniel Barenboim
MUSIQUE SYMPHONIQUE
SALLE PLEYEL - 20H30
Mercredi 18, jeudi 19 mars
Samedi 21 mars à 21h
Claudio Peter Flor, direction
WERNER : SYMPHONIE N°1
BRUCKNER : SYMPHONIE N°7
Mercredi 25, jeudi 26 mars
Pierre Boulez, direction
MESSIAEN - STRAVINSKY
MUSIQUE DE CHAMBRE
SALLE CHOPIN-LEYEL
Mardi 24 mars - 18h45
Jean-Pierre Lacombe, violon
Denis Boulez, alto
Guy Bonnard, violoncelle
Michel Benoit, hautbois
SCHUBERT - ROUSSEL - BRITTEN
LOCATION : SALLE PLEYEL - 46.63.07.96

Festival de Pâques
Musique et Art Sacré
19 AVRIL au 26 AVRIL 1987
LOURDES
BACH : Messe en Si
VERDI : Requiem
FAURÉ : Requiem
MAHLER : Chant de la terre
Cérames de :
BEETHOVEN - SCHUBERT - WAGNER
DEBussy - RAVEL
Chœur de l'Université de Budapest
Chœur de Chambre Régional
Tribes Mail-Frydberg
Ensemble Instrumental de Conservatoire de Turin
Orchestre Symphonique MAV de Budapest
Directeur Artistique : Kurt REDEL
Renseignements et locations :
Bureau Festival
Office Municipal du Tourisme
Tél. : 62.94.15.64
65100 LOURDES

HEDDA GABLER
D'HENRIK
MISE EN SCÈNE
FRANCON TRA
MICHEL VITTOZ
NICOLAS SIRE
DOMINIQUE
THEATRE
DE L'ATHENEE LOUVET
LOUIS
BERTRAND BON VOISIN
MUNI JEAN- YVES
CHATELAIN CLAIRE
WAUTHION JEAN-
CLAUDE DURAND
PAR LE THEATRE
DOMAINE THEATRAL-JACQUES TOJA-LA COMPAGNIE ROBERT HOSSEN-C.A.C. D'ANNÉE BLEU 71
47 42 67 27 AGENCES - FIAG

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

Centre Culturel PORTUGAIS 51 av. Léon Joux 18 mars à 20 h 45 (p.a. Valenciennes) T.M.P. CHATELET Jeudi 18 mars à 20 h 30 (p.a. Valenciennes) THÉÂTRE NATIONAL DE L'OPÉRA Vendredi 20 mars à 20 heures (p.a. Valenciennes) Samedi 22 mars à 15 heures (p.a. Valenciennes) GAVEAU Vendredi 20 mars à 20 h 30 (p.a. Valenciennes) Salle PLEYEL Samedi 21 mars à 17 h 15 (p.a. Valenciennes) T.M.P. CHATELET Samedi 21 mars à 20 h 30 (p.a. Valenciennes) Opéra de Lille 22 mars à 17 h 45 (p.a. Valenciennes) Salle PLEYEL Samedi 22 mars à 17 h 45 (p.a. Valenciennes)	P. SANTIAGO Piano BACH, MOZART, VIANA DA MOTA, SCHUMANN, RAVEL. ENSEMBLE ORCHESTRAL DE PARIS Dir. : Armin JORDAN Sol. : Dame Janet BAKER HAENDL, MOZART, MAHLER REQUIEM de VERDI CHOEUR et ORCHESTRE de l'OPÉRA DE PARIS Dir. : LUTMAN ZABROSKY Sol. : DANIELA DESERI, DOLORIA ZAJAC, BRUNO BECCARIA, FRANCO ELLERO, D'ARTEGNA L'ACTION MUSICALE PHILIP MORIS présente piano : JEAN-ÉFFLAIN BAVOUZET HAYDN - RAVEL, STOCKAUSSEN - SCHUMANN CONCERTS PASDELOUP DEVOS Dir. : Gérard KATSARIS BRAHMS, BEETHOVEN FELICITY LOTT Soprano Teresa ZILYS-GARA ORCHESTRE du MOZARTEUM DE SALZBOURG Dir. : Hans GRAFF MOZART Airs de Concert ANNE D'ARCO Piano CHOPIN - LISZT CONCERTS LAMOUREUX BERNEDE Dir. : Jean-Claude FONTANAROSA Sibelius, Sibelius, STRAVINSKY LES MUSICIENS AMOUREUX BEL CANTO Hommage à G. RUBINI PEGGY BOUVREY, MAGALI DAMONTE, BRUCE BREWER, J.J. DOURNIE JEFFREY COHEN piano MERCADANTE, ROSSINI, MEYERBEER, BELLINI EWA PODLES Mozart Jazzy MARCH-WINSKI HAENDL, BRAHMS, CHOPIN, TCHAIKOVSKI PIERRE-ALAIN VOLONDAT MOZART, CHOPIN, SCRIABINE donné au profit de la lutte contre le sida	ÉGLISE ST-EUSTACHE RER métro des Halles Mardi 24 mars 20 h 45 Loc. Idouge à journaux de l'opéra de 18 h à 18 h 30 Tél. 46-63-88-42 et 46-63-88-43 Pern. Opéra Dim. 10 h à 13 h 14 h 30 à 15 h (p.a. Valenciennes) THÉÂTRE NATIONAL DE L'OPÉRA OPÉRA-COMIQUE SALLE FAVART Mardi 25 mars à 20 heures (p.a. Valenciennes) SALLE PLEYEL Mardi 25 mars à 20 heures (p.a. Valenciennes) Opéra de Lille 25 mars à 20 heures (p.a. Valenciennes) SALLE PLEYEL Mardi 25 mars à 20 heures (p.a. Valenciennes) Opéra de Lille 25 mars à 20 heures (p.a. Valenciennes)	11^e GRAND CONCERT LA CRÉATION DE HAYDN LUCIA SCAPPATTO, SCOT WIER, ROGER SOYER Société des chanteurs de Saint-Eustache ORCH. DES CONCERTS DE SAINT-EUSTACHE Violon solo : Jean-Pierre BERLINGEN Dir. R.P. Émile MARTIN L'A.F.A.A. présente : TCHAIKOVSKI EUGÈNE ONEGUINE Concert donné par les ÉLÈVES DU CONSERVATOIRE TCHAIKOVSKI DE MOSCOU ORCH. DES ÉLÈVES DU CONSERVATOIRE NATIONAL SUP. DE MOSCOU DE PARIS Dir. : Leonid NIKOLAEV CONCERT DU 60^e ANNIVERS. DE MSTISLAV ROSTROPOVITCH ORCH. PHILHARMONIQUE DE MONTE-CARLO Dir. : Michel Plasson Sol. : Sophie MUTTER Merle Nordmann SER YEHUDI MENUHIN Soliste Jean-Pierre ACCARDO RAMPAL Paul et Maud TORTELIER BACH, PAGANINI, MOZART, LALO R.V.G. POGORELICH SCARLATTI, BEETHOVEN, CHOPIN PRINTEMPS DES ARTS DE MONTE-CARLO RÉCITALS René Jacobs (17/4) Henryk Sturys et Michel Dalberto (24/4) Daniel Barenboim (2/5) Margaret Price (9/5) Alicia de Lamoignon (10/5) MUSIQUE DE CHAMBRE Quintette Pro Arte de Monte-Carlo (22/4) The Gabriel String Quartet et Michel Lathière (6/5) (Soliste Venet) Dir. : Claudio Scimone (7/5) MUSIQUE SYMPHONIQUE Orchestre Philharmonique de Monte-Carlo Dir. : Lawrence Foster avec Aldo Ciccolini (26/4) Karin Rösner et Lucia Valentini-Terrani (3/5) Los Angeles Philharmonic Orchestra Dir. : André Previn (13/5) BALLET (18-20/5) Ballet de Monte-Carlo JEUNES SOLISTES Miao Qing (25/4) Quintette Verissimo (2/5) Christophe Boulier (9/5) CINÉMA Films d'opéra (17/4-13/5) SCULPTURES à Monte-Carlo Sculpteurs 1987
---	---	---	---

la grande halle la Villette - espace nord
Métro Porte de Pantin

JACQUES WEBER

MONTE CRISTO
ALEXANDRE DUMAS

LOCATION OUVERTE
42.49.30.80 • FNAC

Fondation FNAC
Weber Productions
Carrefour Européen du Théâtre

Communication

Un an de gouvernement Chirac

Au royaume de l'image, le libéralisme reste un trompe-l'œil

Sur le terrain de l'audiovisuel, la cohabitation n'a jamais été à l'ordre du jour. Bien avant les élections de mars 1986, la plate-forme RPR-UDF annonçait une vaste réorganisation du paysage, et la bataille des télévisions privées dans les derniers mois du gouvernement socialiste a encore radicalisé les positions. M. Jacques Chirac n'a pas supporté les conditions d'attribution des cinquième et sixième chaînes, et le maire de Paris n'a pas pardonné le rattachement des assises de la tour Eiffel. Dès le début de la législature, la réforme audiovisuelle est déclarée prioritaire.

Le 10 avril 1986, la première tête tombée : celle, symbolique, de M. François Schœller, président de Télédiffusion de France et vieux fidèle de M. François Mitterrand. Mais, pour aller plus loin, réattribuer la « 5 » et TV6, substituer la Commission nationale de la communication et des libertés à la Haute Autorité, changer les présidents de chaînes, privatiser TF1, il faut passer par la loi.

Ce n'est qu'après un long et difficile débat parlementaire que tous les postes-clés de l'audiovisuel peuvent enfin changer de propriétaire. Deux exceptions pourtant : la présidence de TF1 où M. Hervé Bourges, bête noire de nombreux militants de droite, est protégé par une petite phrase du Conseil constitutionnel

jusqu'à la privatisation de la chaîne ; la direction du Centre national du cinéma, où M. Jérôme Clément, ancien conseiller de M. Pierre Mauroy à Matignon, trouve grâce aux yeux de M. François Léotard.

Devant l'offensive, l'opposition socialiste a, elle aussi, radicalisé ses positions. Elle dénonce le caractère fantôme de la CNCL, mobilise contre la vente de TF1 et promet, dès son retour au pouvoir, de rétablir une Haute Autorité, de renationaliser la Une et de changer les propriétaires des cinquième et sixième chaînes.

La cohabitation n'est pas beaucoup plus aisée au sein même de la majorité. Choix de la chaîne à privatiser, nomination des membres de la CNCL puis des présidents des chaînes provoquent de vives tensions entre le RPR, le PR et les barbares. Le parti de M. Chirac reste persuadé qu'une information disciplinée est une des armes électorales les plus efficaces. Sous la pression d'une base qui réclame en fait une « chasse aux sorcières », le RPR réussit à placer à la tête des télévisions des hommes ou des groupes qui lui sont proches. L'opération irrite fort le ministre de tutelle : M. François Léotard ne cesse d'affirmer que le libéralisme et le contrôle de l'information sont incompatibles et s'agit de voir s'in-

staurer dans la communication un véritable « Etat RPR ». Une crainte largement partagée par les amis de M. Raymond Barre, qui tentent d'éviter le pire en se faisant les avocats d'une limitation des concentrations.

Le pouvoir et la CNCL

La première victime de cette guérilla politique est hélas l'audiovisuel. RPR et UDF avaient inscrit au premier rang de leurs préoccupations la relance de l'industrie de programmes française. Force est de constater que les bouleversements à la tête des principales entreprises du secteur ont plutôt paralysé les investissements dans la production pendant un an. De même, la conférence du nouveau paysage audiovisuel paraît plus politique qu'économique. En mettant en concurrence deux chaînes nationales généralistes, la CNCL crée toutes les conditions d'une vive tension sur le marché publicitaire. Que penseront les cahiers des charges, les engagements des candidats face aux difficultés de financement des télévisions ?

Le gouvernement de M. Chirac, qui souhaitait faire de l'audiovisuel un exemple privilégié de la nouvelle démocratie, doit déchanter. Aux yeux de l'opinion publique comme à

ceux des principaux acteurs nationaux et internationaux du marché, l'Etat ne s'est pas vraiment désengagé. On soupçonne sa présence derrière les choix d'une CNCL qui ne parvient pas à faire croire à son indépendance. On mesure son poids quand il s'agit de fixer le prix de TF1, de limiter les secteurs qui ont accès à la publicité télévisée, de définir les cahiers des charges des chaînes publiques. Pour toutes les entreprises qui souhaitent se lancer dans l'aventure des médias, l'équation de la rentabilité comporte toujours un paramètre politique déterminant, et le libéralisme demeure un trompe-l'œil.

Dans ce secteur trop souvent bouleversé, la deuxième année de la cohabitation ne prévoit pas de répit. Après la privatisation de TF1 se préparent déjà celles de l'ensemble Radio Monte-Carlo-Télé Monte-Carlo et d'Havas, l'entrée de capitaux privés dans Télédiffusion de France et la Société française de production, la transformation de la direction générale des télécommunications en société nationale sur un marché ouvert à la concurrence. Autant d'opérations délicates que la proximité d'élections électorales risque de se transformer en épreuves politiques.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

Un entretien avec M. Maurice Levy

« La décision d'éliminer TV 6 a-t-elle été loyale ? »

Vice-président de Publicis et ancien président de la chaîne musicale remplacée par M. 6, M. Maurice Levy évoque ici l'expérience TV 6, le choix de la CNCL et la question de l'indemnisation.

« TV 6 appartenait déjà au passé, mais elle a été loyale. Qu'en pensez-vous ? »

« Ce n'est pas tous les jours qu'on a la possibilité de construire une télévision. TV 6 fut donc d'abord une grande aventure. Une aventure créative. Plutôt qu'une télévision de tout-venant nous avions choisi une télévision de recherche et de création. A la diffusion de séries déjà vues sur les autres chaînes, nous avons préféré d'autres images, un autre ton. Pas une succession de produits hétéroclites, pour diversifier, mais une antenne cohérente pour un public jeune. »

« Toutes nos études faisaient état d'un rejet de la télévision traditionnelle par la classe jeune, laquelle avait d'ailleurs une expression précise pour qualifier les présentations du journal ou les animateurs jugés trop guindés : « *smoking suits* ». Et puis ce fut aussi la découverte d'une équipe formidable qui se moquait bien de la traditionnelle séparation des fonctions existant à la télévision, et dont les membres s'acquittaient des tâches multiples avec un enthousiasme étonnant. Enfin, il y eut l'épreuve douloureuse de la fin de TV 6. »

« La compétition pour la succession a-t-elle été loyale ? »

« Je préférerais demander : la décision de la CNCL a-t-elle été loyale ? Dans une compétition, les candidats ont le devoir de faire triompher leur projet et le droit d'utiliser différents arguments. Il en va autrement de la décision de l'arbitre, et l'on est en droit de se poser quelques questions. Sur le fond, d'abord, car il est étrange que la CNCL mette sur la même ligne de départ cinq chaînes généralistes. »

« « *Dynamis* », sur la 3 et sur la 6, « *Stas* » et « *Unité* » sur la 1 et sur la 6... Les mêmes films sur les différentes chaînes. Notre quête de fiction différente n'était pas seulement dictée par des considérations financières mais par un vrai souci d'originalité. Je n'arrive pas à comprendre comment la Commission a pu prescrire la décision de faire cette chaîne, qui avait suscité un intérêt considérable et l'adhésion des jeunes. Cela ne s'était encore jamais vu au monde, et traduit une incompréhension totale devant le phénomène. »

« Sur le plan de la procédure, n'avez-vous pas été surpris par la lettre de Météorite-TV (devenu M. 6) promettant 40 % de sa programmation à la CNCL, la seule chaîne de sa catégorie ? »

« Nous n'avons pas eu le temps de réagir ou de surenchérir. Nous n'avons d'ailleurs pas été sollicités pour le faire. Et on peut analyser cela comme une anomalie de fonctionnement. Le dossier était clos, les conditions avaient été publiées. Cet engagement postérieur est donc étrange. Soit il répondait à une demande pressante de la CNCL, et il est alors étonnant qu'il n'y ait pas eu de demande officielle de surenchère. Soit c'était une initiative personnelle du compétiteur, et il est alors étonnant qu'elle ait été prise en compte. »

« Reste la petite fièvre d'avoir été le perdant ayant recueilli le plus de suffrages. Quatre voix pour une option contraire à la décision majoritaire, cela ne s'était jamais vu à la CNCL. »

« On disait les votes secrets... »

« Ils le sont. »

« Des membres vous auraient-ils alors exprimé des regrets sur l'issue du vote ? »

« Si je comptabilisais les appels et les témoignages provenant des « pages », j'arriverais à huit voix. Huit sur treize, ce n'est pas si mal ! »

« L'antenne définitivement éteinte, restait une série de problèmes urgents à régler. »

« En priorité le sort du personnel et le règlement des engagements signés. Une série d'obligations dont la suite, précise la loi, doit être reprise par l'Etat. Dès la mi-février, j'avais écrit pour attirer l'attention du pouvoir sur les conséquences éventuelles d'un arrêt de TV 6. Je viens de recevoir une réponse me donnant mandat, au nom des pouvoirs publics, pour aller en liquidation des contrats. »

« Le 31 mars, l'ensemble du personnel de TV 6 — une quarantaine de personnes — sera licencié. J'ai demandé à ce qu'il y ait une forme de plan de reclassement et si possible un contact avec des entreprises pour placer des collaborateurs. Aucun, c'est sûr, ne sera abandonné. La liste d'autre part est transmise à M. 6, qui, à la demande du gouvernement, pourrait reprendre quelques contrats. »

« Et puis vient la question de l'indemnisation. »

« Une question, c'est vrai, très importante car l'opération s'est révélée pour nous très coûteuse. D'abord, et conformément au traité de concession, l'Etat nous remboursera la totalité des dépenses réalisées pour TV 6. Bref, le capital et les pertes d'exploitation. »

« Concrètement cela représente quel montant ? »

« Permettez que j'en réserve la prime aux pouvoirs publics : disons une somme importante. Cette première étape devrait se régler sans trop de difficulté. La société a été gérée de façon rigoureuse et économique. Aucun chiffre ne devrait donc souffrir de contestation. »

« En revanche, la deuxième partie de l'indemnisation pourrait faire l'objet de discussions quant à son montant. Comment évaluer l'indemnité pour interruption prématurée d'un traité de concession prévu pour dix-huit ans ? La première année d'exploitation — bien que difficile — a montré que TV 6 était en mesure de conquérir une audience, budgets de publicité et recettes, et que son déficit était largement inférieur à celui inscrit dans les comptes prévisionnels. Il y a donc toutes les raisons de penser que l'affaire se serait présentée à l'avenir sous de bons auspices. L'actualisation des profits aboutit là aussi à une forte somme. »

« Comment se présentent les négociations avec la puissance publique ? »

« Les premières discussions ont eu lieu dans une ambiance constructive, nos interlocuteurs venant de trois ministères : les finances, le budget et la culture et communication. Personne, je pense, ne discute le principe de l'indemnité. Un contrat signé avec l'Etat se respecte. Et pendant que nous investissons à TV 6, nous n'avons pas investi ailleurs. »

« Que pensez-vous de la suggestion émise de M. Léotard de lancer une septième chaîne musicale ? »

« Ce n'est pas jouable. En tout cas, il ne faut pas compter sur moi. La chaîne musicale est définitivement morte, dans son format et sa technique, et une remobilisation de ses partisans me semble exclue. D'ailleurs, cette nouvelle chaîne n'aurait aucune chance économique. Comment repartir à zéro dans un marché publicitaire et, lourdement handicapé et une configuration économique qui relève de la gageure ? Ce ne serait pas un défi, ce serait une folie. Quant aux chances techniques, selon qu'on est amable ou pas, on peut dire qu'elles sont voisines de zéro ou en dessous de zéro. Impossible de construire un réseau. A moins que, depuis des années, on n'entrepreneur en France un énorme mensonge sur le nombre de fréquences. »

« Quel diagnostic le publicitaire que vous êtes porte-t-il sur l'évolution du paysage des médias ? »

« Dynamisé, le marché publicitaire va fortement augmenter en volume. Si on prévoit 4 milliards de francs de recettes pour TF1, 1,8 milliard pour A2, entre 800 millions et 1 milliard pour FR 3 et pour la 5, 400 millions pour Canal Plus et 700-800 millions pour M 6, cela porte le marché aux alentours de 9 milliards. Il faut donc trouver un peu plus de 3 milliards de francs de recettes supplémentaires par rapport à la situation actuelle. Ce ne sera pas si facile et impliquera l'augmentation à la fois du nombre de spots, la réduction de la pression publicitaire par franc investi. Encore faut-il que les annonceurs puissent suivre ! Il faut s'attendre de toutes façons à voir souffrir cruellement les chaînes. Les plus fragiles pouraient perdre de l'argent dans des proportions insupportables. De même que certains journaux et radios qui, peut-être, mourront. Car la bataille promet d'être rude. »

« Le fait de n'avoir aucun pied dans un média audiovisuel ne sera-t-il pas à terme un handicap pour un groupe tel que Publicis ? »

« La télévision n'a représenté en 1986 que 0,5 % des recettes du groupe. Nous sommes donc très serins. Nous avons des projets ambitieux sur le plan national et international, dans les médias électroniques, dans la télématique. Et nous ne manquons ni de ressources intellectuelles ni de dynamisme ! »

Propos recueillis par ANNICK COJEAN.

DIGRESSIONS par Bernard Frank

Les trois héroïnes

1. L'héroïne

La surprise de ce premier trimestre en littérature, c'est une espèce de biographie qui a eu une vraie presse — l'auteur est même passé chez Phot, — dont des fragments importants ont été publiés par des hebdomadaires qui ont un public populaire ou du moins qui s'y efforcent (Métis, Elle), l'héroïne, d'Yves Salgues (J.-C. Lattès, 98 F.). Je l'ai repue et j'ai manqué ne pas la lire. Cette héroïne était-elle due à la couverture criarde, au nom de l'auteur qui sans me dire grand-chose me semblait une vieille valeur journalistique pas folichonne, au titre que je trouvais racoleur, au sous-titre, une vie, plus déprimant encore ?

L'important c'est que j'ai changé d'avis, peut-être à cause des raisons citées, tant il est vrai que le mauvais goût vous emporte autant qu'il vous dissuade. Ça dépend de l'heure. M. Salgues est l'auteur de cinq romans, de *Clés de l'art moderne* et d'un recueil de poèmes, les *Chants de Nathaniel*, qui a obtenu le prix Guillaume-Apollinaire en 1943. Depuis 1956 M. Salgues n'avait presque rien publié. Son nom ne figure dans aucun manuel, pas même dans celui de Pierre de Boesdoff, ce qui, lorsqu'on a un certain âge et que l'on est toujours vivant, est un tour de force. L'héroïne fait figure de session de rattrapage. C'est son Sabbot et sa Chasse à courre que vient d'écrire Yves Salgues. On sait que ce type de livre, une fois qu'il s'est fait connaître, est difficile à décrocher des étagères.

L'héroïne est un livre gigogne dans le sens que l'on pourrait en tirer trois ou quatre ouvrages, mais qui ne s'emboîteraient pas forcément. Des souvenirs très anciens, très précis, très précieux qui datent parfois de plus de quarante ans. Des souvenirs littéraires qui valent chers pour l'amateur de ce genre de bibelots, dont je suis. Malgré toutes les pipes du monde, les seringue, les prises, les suppositoires, l'opium, la morphine, l'héroïne, la cocaïne, toutes les drogues, les saloperies imaginables, Yves Salgues s'il n'a pu conserver les six magnifiques papiers collés d'Henri Matisse représentant des « *clous de mer* », cryptogrammes exotiques, animaux imaginaires, bêtes de formes-serpents, corps en extension sans tête, au profil seulement figuré, dont Gontran de Jumiègues lui a fait cadeau, le samedi 26 août 1944, jour de la libération de Toulouse, pour le remercier de ce qu'il avait fait pour lui : ramener sous les balles des miliciens de Darnand, un colis, un précieux paquet, une « *sphère de papier coaltar hérissé de gravillons* » renfermant « *la plus imprévisible et la plus rare des denrées du monde* : l'opium de Bénarès ». Yves Salgues a su garder intact dans sa tête un fabuleux carnet d'adresses, nous permettant ainsi de revoir nos héros favoris : Camus, Malraux, Hemingway, Pierre Herbert, Aragon, Elsa Triolet, Gide, Cocteau, Marc Allégret, Roger Stéphane, et des figures encore plus jeunes par le temps mais si précieuses pour l'amateur, Léon-Pierre Quint, du Sagittaire, Julien Benda, le très très jeune Montand et tant d'autres.

La deuxième livre est un documentaire sur la drogue. Comment l'on devient un drogué. Les différents types de drogue. Leurs effets. Comment s'en procurer. Comment on se fait prendre. Si l'on veut, le roman picaresque et vrai de la drogue. Les différents curés de démission. Ce que la drogue fait d'un homme.

Le troisième livre serait l'irruption de l'amour. Le plus difficile à écrire, à passer la rampe. Les deux premiers touchaient au vif notre curiosité. L'amour n'est jamais facile à

raconter. Et l'est d'autant moins pour un homme qui a une mémoire blanche. « *Il a fallu — et cela m'a pris un temps infini — qu'une mémoire vierge se restructure totalement mes souvenirs* ». A vous de juger si ce livre est aussi réussi que les autres.

Mais à l'évidence ce qui nous amuse ce sont les portraits. Vrai ou faux — car après tout pourquoi Yves Salgues, homme du Midi, n'inventerait-il pas ? — le Malraux résidant du 28 janvier 1944 est succulent. Jamais, me semble-t-il, on n'avait mieux décrit un Malraux aux champs dans sa pèlerine quantaire et le couple qu'il formait avec Joëlle Clotte et lui. Giraudoux venait de mourir : « *Giraudoux, c'est du champagne. On ne le lit pas plus aujourd'hui qu'on ne boit du champagne. (...) Il avait au moins un mérite, remarquez : celui d'être du siècle. Proust, lui, est du dix-neuvième. Ils iront au frigidaire ensemble* ». »

Les « *anciens* » envoient fiévreusement les dérivés qui leur faisaient de l'ombre ou qu'ils ne pouvaient pas piffer aux enfers ou au purgatoire. La « *clé* » ne restera rien de lui. Dommage car il avait un joli brin de plume ou une certaine verve de journaliste, combien de fois ne l'ai-je entendu dans les lettres de Chardonne ! C'est une habitude qui se perd. Les jeunes écrivains ne savent pas : on n'écrit pas lui ; on écrit des bribes, il y a si longtemps, ils sont épuisés plus qu'expéditifs. En dehors de leurs petites boutades, des difficultés qu'ils ont à vendre leurs marchandises et de quatre ou cinq écrivains qui leur servent de fétiches, ils font semblant de ne pas connaître. Le plus fort, c'est que ça doit être vrai. Moins on sait comment les autres écrivaient, et ce qu'ils ont écrit, plus l'on peut écrire comme eux en toute bonne conscience !

2. Nouvelles de l'affaire

Je vous dois un grand merci pour votre sollicitude et ce ne sera sans doute de votre concours si nous mourons sans savoir où et quand M. Dacier est né. Si j'avais pu lui montrer mon courrier dont l'importance a fini par inquiéter mes rédacteurs en chef, dont je partage une fois par semaine le bureau, j'insérerais que le général de Gaulle m'aurait dit que son Appel du 18 juin n'avait pas obtenu une telle fortune en ce beau mois 40. Les deux Français sur trois qui sont le doux rêve de M. Giscard d'Estaing et de tout homme politique responsable, il me semble que je les ai trouvés en suivant ma chère hémisphère. La religion joue un grand rôle dans nos recherches. Vous m'avez fait la remarque que de nombreux dictionnaires, sans indiquer pour autant sa date de naissance, disent que la future M. Dacier avait été baptisée à Preilly-sur-Claise, généralement en 1847 (parfois en 1851).

Un de mes correspondants, médecin à Versailles, m'écrit : « *Or il est habituel que les enfants protestants soient baptisés longtemps après leur naissance. (...) Dès lors pourquoi ne pas penser que M. Dacier soit né à Saumur, qui fut aux septième et dix-septième siècles un grand foyer de protestants (Henri III donna même cette ville aux protestants comme place de sûreté) et fut baptisé ultérieurement à Preilly-sur-Claise (...) où la famille Lefebvre avait une résidence secondaire ou non* ». Un autre met en doute la validité des sources mises en avant par mon confrère Philippe Boucher : « *(...) il serait bon de consulter des ouvrages spécialisés et non les vagues compilations de Bachelet et Déchy ou, plus encore, celle de Michaud qui fourmille d'erreurs, bien*

expliquées si l'on veut considérer qu'un seul personnage s'est attaché à la tâche monumentale de rédiger de tels volumes. » Il me conseille de consulter « *la très remarquable Dictionnaire universel des littératures, de Taperouze (1876)* », que l'ami Robert Sabatier aurait outrageusement pillé dans son *Histoire de la poésie française* !

La lettre magistrale qui devrait dissiper mes doutes me vient d'Alain Rey, directeur littéraire des Robert, coauteur du *Dictionnaire des littératures de langue française*. Lettre d'autant plus intéressante que M. Alain Rey, quand il est Robert, fait notre héros en 1847 à Saumur et quand il est Bordas plutôt à Saumur et en 1854 ! J'entends bien qu'il s'agit de ses collaborateurs, mais enfin il les couvre ! Alors, soyons aimable à l'égard de quelqu'un qui se donne la peine de m'écrire une longue lettre de trois pages, au débotté, « *dès mon retour des tropiques* », qui m'annonce qu'une de ses collaboratrices « *a demandé une recherche aux archives de Saumur qui sera délicate et peut-être peu probante* ». »

En attendant les révélations des archives de Saumur, Alain Rey nous en apprend de belles : le père d'Anne « *dont le vie a été bien étudié* », s'est installé à Saumur en 1651. Premier point. Il venait de Preilly-sur-Claise où il avait eu une fille en 1647. Deuxième point. Il en eut une autre à Saumur en 1654. Troisième point. Mais laquelle était Anne ? Vous allez voir que c'était une autre !

3. Strasbourg

La revue *Autrement*, qui, dans sa série « *Monde* », avait déjà publié des numéros spécialement pour nous mieux faire découvrir des villes telles que New-York, Berlin, Londres, Tokyo, Marrakech, Le Caire et Venise, se dote maintenant de la plus difficile à saisir : c'est qu'il y a de plus proche, que si les Français ont une idée précise des bûchers de Bénarès, ont pressenti tous des descendants du Gange sur un peu, rares sont ceux qui ont visité le musée Ernest-Rupin pourtant installé dans un hôtel Louis-XIII à Brive-la-Gaillarde. Pour remédier à cette lacune, *Autrement* vient de lancer une nouvelle série sur la France qui débute astucieusement par Strasbourg (n° 1, 85 F.). Ainsi nous ne nous sentons pas trop dépayés.

Strasbourg, c'est la France, c'est une affaire presque entendue, nous sommes morts par millions pour qu'il en soit ainsi, mais c'est déjà l'Europe. Il suffit d'y être né une seule fois pour sentir que l'on a un pied qui glisse ailleurs. Et c'est drôle de se dire qu'une ville aussi traditionnelle, peut-être la plus belle ville de France, vous donne souvent, si assise soit-elle, un sentiment de vertige. C'est sur ce mystère en pleine cathédrale que se sont perchés une bonne vingtaine d'écrivains, journalistes, professeurs, poètes, metteurs en scène, architectes, musiciens, hommes politiques, dessinateurs, photographes, restaurateurs (souvent les onze à la fois), sous la direction de Francis Bueb et Brigitte Cuvry-Viel. Bueb-Laurel est avec Tony Schneider, Hardy, de l'Arsenal (mathématiquement fermé le samedi et le dimanche), l'un de ces hommes qui font que l'on ne dort jamais que d'un œil à Strasbourg. Quand j'ai appris que le *Monde* allait s'y installer, j'ai rêvé d'en être le correspondant spécial et permanent. Celui qui sait tout et ne dit rien. En attendant, laissez ce numéro, s'il ne sait pas tout, il vous donnera l'air.

théâtre

CONNAISSANCE
LE NIL SA
ANNIE V
DE HARDY
GILSON
CHRISTIANE
47 43 61 31 4

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision, accompagnés d'articles de présentation, de jugements, d'illustrations et de la liste commentée de tous les films, sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Les émissions signalées ci-dessous par un triangle noir sont celles qui ont fait l'objet d'un article dans le dernier supplément. Les carrés placés après le titre des films expriment notre appréciation : □ A éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mardi 17 mars

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 20.35 Feuilleton : *Dafnia*.
21.25 Série : *Chapeaux melon et bottes de cuir*.
22.20 Documentaire :
Voyage au bout de la piste.
23.15 Journal.
23.35 Magazine : *C'est à lire*.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

- 20.30 Cinéma : *L'inspecteur Harry* ■
Film américain de Don Siegel (1971). Avec Clint Eastwood, Harry Guardino, Rem Santoni, John Vernon.
L'inspecteur Harry, stoïque et solitaire, est le seul fils de San-Francisco capable d'arrêter un dangereux criminel ; quand, fusté de preuves, le meurtrier est relâché, Harry va lui-même rendre sa justice. L'un des films (premier d'une longue série) qui contribuent à faire d'Eastwood la star qu'il est aujourd'hui.
22.05 Magazine : *Cinéma-cinéma*
Bob Rafelson ; Don Siegel ; Marcello Mastroianni (sous réserve).
22.55 Série : *Johnny Staccato*.
23.25 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

- 20.35 Cinéma : *Oros* □
Film américain de Michael Anderson (1976). Avec Charlotte Rampling, Richard Harris, Bo Derek, Will Sampson, Robert Carradine.
Parce qu'un marin sans scrupules a capturé son épouse, elle cherche à se venger et décide une expédition de biologues.
22.10 Journal.
22.35 Télévision régionale.

CANAL PLUS

- 20.35 Cinéma : *Un fantôme pour deux* ■■ Film américain de John Landis (1983). Avec Dan Aykroyd, Eddie Murphy, Ralph Bellamy.
22.15 Flash d'informations. 22.25 Cinéma :

Mon beau-frère a tué mon père ■ Film français de Jacques Rivett (1986). Avec Michel Serrault, Michel Piccoli, Joliet Blanche, Jean-Claude Dreyfus, la femme aux chapeaux ■■ Film américain de Michael Curtis (1949). Avec Kirk Douglas, Lauren Bacall, Doris Day (v.o.). 1.55 Document : *French connection*.

LA 5

- 20.30 Cinéma : *Driver* ■ Film américain de Walter Hill (1978). Avec Bruce Dern, Isabelle Adjani, Ryan O'Neal, Ronco Blackley. *L'incroyable duel que se livrent un détective et un criminel qui est chargé, dans les heures de la nuit, de conduire le véhicule qui servira à la fuite.* 22.00 Série : *Thriller*. D'une pierre deux coups. 23.00 Série : *Mission impossible*. 0.15 Série : *Supercopier*. 1.05 Série : *Jahel*. 1.55 Série : *Star Trek*.

M 6

- 20.30 Cinéma : *King Kong* ■ Film américain de John Guillermin (1976). Avec Jeff Bridges, Charles Grodin, Jessica Lange, René Auberjonois. 22.45 Série : *Brigade de nuit*. Deux croisés. 23.45 Magazine : *Club 6*. 0.00 Flash d'informations. 0.30 Musique : 6 Nuits. 0.30 Flash d'informations. 0.35 Musique : 6 Nuits. 0.45 Flash d'informations. 0.50 Musique : 6 Nuits.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 *Le journal du corps*. Foies : L'alcool pour toujours : La mer, l'homme et leur santé : l'alimentation : Dossier : Foies, la psychiatrie, perspectives et bilan. 21.30 Les nouvelles caisses de la cuisine. Médecine en France. 22.30 Nuits magiques. 0.10 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.15 Musique ensembles : *Carnaval*, transcription de Ravel, pour harpe, cordes et timbales, de Schumann : *Chaque* de J.-C. Renard de Banquet ; Suite pour sept instruments en mi bémol majeur, op. 25, de Schönberg ; *Dawn* de Nijinsky, par le Trio à cordes de Paris et l'ensemble 2ème, dir. Paul McFano ; *Irène Jarky*, soprano ; à 22.30, *L'univers* non tempéré. 24.00 Les séries de France-Musique. Poissons d'or.

Mercredi 18 mars

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 13.50 Feuilleton : *Le faiseur de morts*.
14.40 Feuilleton : *Cœur de diamant*.
15.15 Vitamine.
16.15 *Invité du jour* : Jean-Pierre Mader.
17.00 Football.
Coupe d'Europe des vainqueurs de coupe : *Torpedo de Moscou-Bordeaux*, en direct de Tbilissi (URSS).
18.45 Jeu : *La roue de la fortune*.
19.10 Feuilleton : *Santa-Barbara*.
19.40 *Cocorococoboy*.
19.55 Tirage du *Tao-O-Tao*.
20.00 Journal.
20.30 Tirage du *Loto*.
20.35 Série : *L'heure Simonon*.
Le fils Cardinard. Téléfilm de Gérard Mordillat.
Avec Jean-Pierre Bizon, Caroline Silhol, Camille Clavel.
21.35 Magazine : *De bonne source*.
De Michèle Costa. Avec Henri Garcia, directeur de la rédaction de *L'Équipe*.
22.00 Journal.
22.25 Magazine : *Premier plan*.
D'Alain Bérurier. Actualité cinématographique.
23.40 Football (rediff.).
Torpedo de Moscou-Bordeaux.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

- 13.45 Feuilleton : *Le cœur au ventre*.
14.45 *Terra des bêtes*.
Emission d'Alain Bougrain-Dubourg.
15.10 *Récoré A2*.
17.45 Magazine : *Mambo latin*.
De Billy Bona.
18.05 Feuilleton : *Médecine est servie*.
18.30 Magazine : *C'est la vie*.
18.50 Jeu : *Des chiffres et des lettres*.
19.05 D'accord, pas d'accord.
19.15 Actualités régionales.
19.40 Le nouveau théâtre de Boulevard.
20.00 Journal.
20.30 Téléfilm : *La maison piégée*.
De Michel Favart, d'après G.-J. Arnaud.
Avec Paschou, Amy Roman, Philippe Leclercq, Beaulieu, Jean-Pierre Sautier, Eric Desbois.
22.10 Le dossier d'Alain Ducaux.
Monte-Cristo : le secret.
22.25 Histoires courtes.
23.40 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

- 14.00 Documentaire : *Splendeur sauvage*.
14.30 Caméramenture.
Ski de fond au Sahara.
15.00 Téléfilm : *Les associations contre le crime*.
Le fils du pasteur, d'après Agatha Christie.
15.50 Documentaire : *Archéologie*.
Les grandes invasions dans le nord de la France.
16.00 Documentaire : *La choc des énergies*.
Le temps des pionniers.
17.00 Feuilleton : *Demain l'amour*.
17.25 Dessin animé : *Lucky Luke*.
17.30 Ciné-ité.
18.00 Feuilleton : *Edgar, détective cambrioleur*.
Paroles de bêtes.
18.25 *Le chien sacré du Tibet*.

18.30 Feuilleton : *Flippier le dauphin*.

- 18.57 *Juste ciel* ! Petit horoscope.
19.00 *Le 19-20* de l'information.
19.55 Dessin animé : *Ulysse 31*.
20.05 Jeux : *La classe*.
20.35 Jeu : *L'esprit de famille*.
21.55 Magazine : *Thelassa*.
Quand la coupe est de retour.
22.45 Journal.
23.15 Danse : *Concours chorégraphique international de Bagnolet*.
23.55 *Arché-clip* : Quand le bâtiment va...

CANAL PLUS

- 14.00 *Cabon Cédin*. 14.25 *Téléfilm* : *Les fées du stade*.
14.50 Documentaire : *Chapeaux melon et bottes de cuir* : *Cas de conscience*. 18.00 Flash d'informations. 18.45 Dessin animé. 18.55 Jeu : *Les affaires sont les affaires*. 19.40 Jeu : *Maxibouche*. 19.45 Top 30. 19.55 *Flash d'informations*. 19.55 Feuilleton : *Objetif nuit*. 20.02 Jeu : *Maxibouche*. 20.05 *Strogon*. 20.34 Jeu : *Maxibouche*. 20.35 *Bonnes nouvelles* : *Chaque* dans les salles. 21.00 Cinéma : *Les Bess* □ Film américain d'Ivan Reitman (1981). Avec Bill Murray, Harold Ramis, Warren Oates, Sean Young. 22.40 Flash d'informations. 22.45 Football : *Torpedo de Moscou-Bordeaux*. Match retour des quarts de finale de la coupe des coupes. (En direct de Tbilissi). 0.30 Cinéma : *A coup de crosse* ■ Film franco-espagnol de Vicente Aranda (1983). Avec Bruno Cremer, Fanny Cottençon, Francisco Algor, Berta Cabren, Jan Sen. 2.00 Série : *Winchester à l'assaut*.

LA 5

- 14.10 Série : *Star Trek*. 15.05 Série : *K 2000*. 16.00 Série : *Shérif*, fais-moi peur. 16.50 Dessin animé : *Les Schtroumpfs*. 17.20 Dessin animé : *Princesse Sarah*. 17.45 Série : *Arnold et Willy*. 18.15 Série : *Jahel*. 19.05 Série : *Happy Days*. 19.35 Série : *Mission impossible*. 20.30 Feuilleton : *Racines I* (5^e épisode). 22.10 Série : *Thriller Scrit*. 23.30 Série : *Mission impossible*. 0.30 Série : *Jahel*. 1.10 Feuilleton : *Racines I* (5^e épisode).

M 6

- 14.00 Série : *Laurie*. 15.00 Magazine : *Dé-moi*. 16.00 Dessin animé. 16.30 Jeu : *How la le*. 17.30 Magazine : *Oh ! cinéma*. Actualité cinématographique. 18.00 *Hé des chais*. Les vingt meilleurs films français et internationaux de la semaine. 19.00 Série : *La petite maison dans la prairie*. Il y a une, où on se va ? (1^{re} partie). 19.30 *Journal*. 19.45 Série : *La petite maison dans la prairie*. Il y a une, où on se va ? (2^e partie). 20.20 Jeu : *Le 20.20*. 20.30 Série : *Dynastie*. 21.30 *Téléfilm* : *La loi dans la montagne*. 23.15 Magazine : *Club 6*. 0.00 Flash d'informations. 0.05 Musique : 6 Nuits. 0.15 Flash d'informations. 0.20 Musique : 6 Nuits. 0.30 Flash d'informations. 0.35 Musique : 6 Nuits. 0.45 Flash d'informations. 0.50 Musique : 6 Nuits.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Antipodes. Les écrivains francophones. 21.30 *Musique*. Bourges, musiques haut-parlantes. XVI^e Festival international des musiques expérimentales (juin 1986). 22.30 Nuits magiques. 0.10 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 Concert (dans le 2^e février au Théâtre Majeur) : *Intégrale des airs de concert de Mozart* (1^{re} partie), par l'Academy of Saint-Martin in the Fields, dir. : John Brown ; sol. : Barbara Hendricks, soprano, Gino Quilico, baryton. 23.00 Les séries de France-Musique : à 23.00, *Jazz-Club*, en direct du New Morning, avec le Quintette de Zoot Fletcher.

Informations « services »

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le mardi 17 mars à 0 heure et le dimanche 22 mars à 24 heures.

Dans un flux de nord-ouest, passage mercredi d'une zone pluvieuse suivie d'une arrivée d'air assez froid instable. Cependant, nouveau passage pluvieux en fin de période avec atténuation temporaire de l'instabilité vendredi et samedi.

Mercredi : sur la majeure partie du pays, la journée débutera dans la grisaille et la pluie pour se terminer sous un ciel variable : giboulées, rafales et froid seront alors au rendez-vous.

Le jeudi : il pluviera de la Manche à l'Aquitaine, au Massif Central, à Rhodo-Alpes, à l'île-de-France et au Nord tandis que la neige tombera de la Lorraine à l'Alsace et à la Franche-Comté.

De Midi-Pyrénées au sud du Massif Central et au nord des Alpes, des masses de plus en plus nombreuses viendront assombrir le ciel. Près de la Méditerranée, le soleil brillera encore avec générosité.

En cours de journée, s'établira sur la quasi-totalité du pays un temps froid, venté et instable. Des giboulées de neige se produiront souvent jusqu'à basse altitude, voire en plaine dans le Nord-Est.

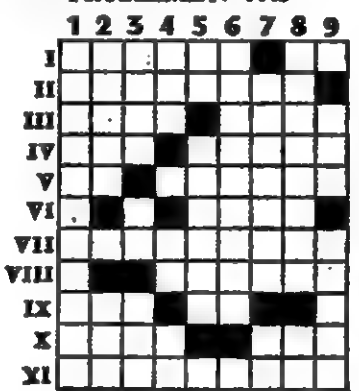
Sur les Alpes et l'ouest des Pyrénées, le temps se gâtera avec de la pluie et de la neige en moyenne montagne sur les Alpes.

Seuls le pourtour méditerranéen et la Corse échapperont à la pluie malgré un ciel de plus en plus nuageux.

Les températures minimales avoisieront 5 à 8 degrés à Bordeaux au temps, au Nord et à la Bretagne, 0 à 3 degrés partout ailleurs.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 443



HORIZONTALEMENT

I. Il faut être bouché pour ne pas subir une telle subtilité. Préposition.
II. Un plus une moitié, plus un dix. — III. Subit d'irréparables outrages. Deux roues à direction arrière. — IV. Ses ouvrages sont perdus. Rassemblement par deux. — V. Font d'un ocoo un coucou. Pénard méritant la pendaison. — VI. Ballade en Allemande. — VII. Montrer l'exemple. — VIII. Pour bercer ou bercer. — IX. Rongeur des sables. Note. — X. Lance-flammes. Animal asséable. — XI. Dépense de fonctions.

VERTICALEMENT

1. Dépôts d'essence. — 2. Pour Marins, ce n'est qu'un sa revoir. Compact. — 3. Non raffiné ou non célèbre. Double point d'appui. Il en prend pour son grade quand on lui fait la leçon. — 4. Ne surgit pas d'un simple coup de baguette. Liquide double. Chef de smalah ou chef de famille royale. — 5. Note. Lien de défiance entre deux marches. — 6. Qui reflète plus du réflexe que de la réflexion. — 7. Aspect refroidissant de « fea ». Divinité. — 8. C'est, en quelque sorte, satisfaire son dada. Argent symbolique. — 9. S'arrache à la force du poignet. Séquelle d'opération.

Solution du problème n° 442

Horizontalement

I. Catcheur. — II. Gare. Ed. — III. Ra. Iglo. — IV. Infirmité. — V. Vé. INT. As. — VI. Erbe. Pub. — VII. Leurs. Si. — VIII. Li. Miel. — IX. Rites. Lei. — X. Inerte. — XI. Es. Senses.

Verticalement

1. Grivèrie. — 2. Cautère. Ans. — 3. Ar. Bulls. — 4. Teinturiers. — 5. Génér. Ste. — 6. Heurt. AM. In. — 7. Etre. Res. — 8. Nausée. — 9. Rembourse.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mardi 17 mars 1987 :

UN DÉCRET
N° 87-172 du 13 mars 1987 modifiant le décret n° 67-868 du 2 octobre 1967 pris pour l'application à la profession de notaire de la loi n° 66-579 du 29 novembre 1966 relative aux sociétés civiles professionnelles.

DES ARRÊTÉS
N° 2 mars 1987 fixant la liste définitive des candidats admis au titre d'ingénieur diplômé par l'Etat (session de 1986) ;
N° 6 mars 1987 portant extension d'un accord national professionnel concernant les entreprises de travail temporaire.

Quant aux températures maximales, elles ne dépasseront pas 3 à 4 degrés dans le Nord-Est et le Nord, 8 à 9 degrés dans le Sud-Ouest, 11 à 13 degrés en Méditerranée et 6 à 7 degrés partout ailleurs.

Le vent d'ouest à nord-ouest sera partout assez soutenu, notamment du Nord aux Pays de Loire et à la Bretagne, ainsi qu'en Méditerranée.

Jeudi 19 mars : le temps sera nuageux sur le littoral méditerranéen, et très nuageux à l'ouest sur le littoral pyrénéen où des pluies se produiront encore le matin.

Sur les autres régions, le temps sera instable avec des averses de pluie ou de neige en plaine, localement de grêle. Les températures minimales seront de 2 à 3 degrés du Nord au Sud et de 0 à 1 degré sur l'Est et le Centre-Est. Les températures maximales seront de 4 à 10 degrés du Nord au Sud et de 2 à 5 degrés sur l'Est et le Centre-Est.

Vendredi 20 mars : un ciel nuageux persistera sur le littoral méditerranéen. Le temps instable sur les autres régions.

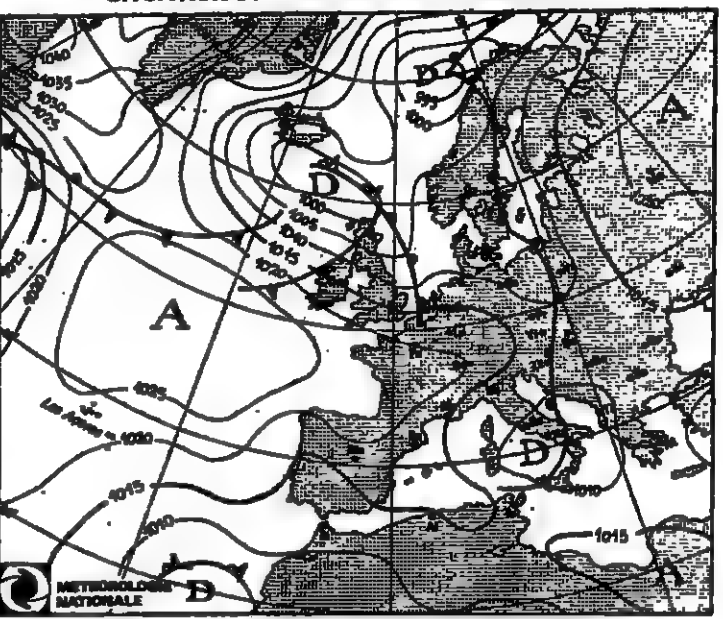
avec averses de pluie, de neige et de grêle s'atténuera dans la journée sur une moitié ouest ne donnant plus que des passages nuageux.

Les températures seront du même ordre que la veille.

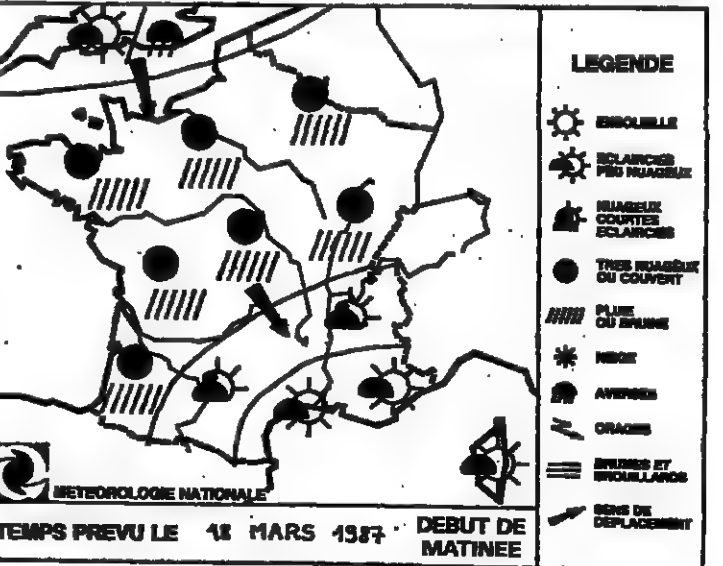
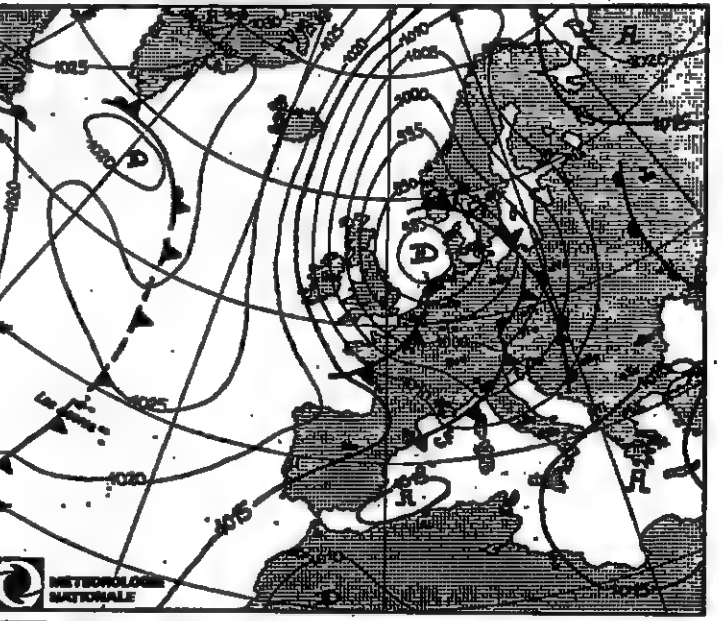
Samedi 21 mars : atténuation de l'instabilité avec encore des giboulées le matin sur le quart nord-est du pays. Ailleurs le temps sera nuageux avec éclaircies. Aggravation le soir près des côtes de la Manche avec l'arrivée d'une nouvelle zone pluvieuse. Les températures minimales seront de 0 à 5 degrés du Nord au Sud. Les températures maximales seront de 7 à 12 degrés du Nord au Sud.

Dimanche 22 mars : une bande pluvieuse étroite traversera le pays et gâtera en soirée le Massif Central, les Pyrénées et les Alpes. A l'avant de cette zone, le ciel sera voilé par des nuages élevés. A l'arrière, généralisation à nouveau de l'instabilité avec giboulées. Températures minimales en hausse de 2 à 3 degrés, hautes des températures maximales de 2 à 3 degrés sur le Nord-Ouest.

SITUATION LE 17 MARS 1987 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 19 MARS A 0 HEURE TU

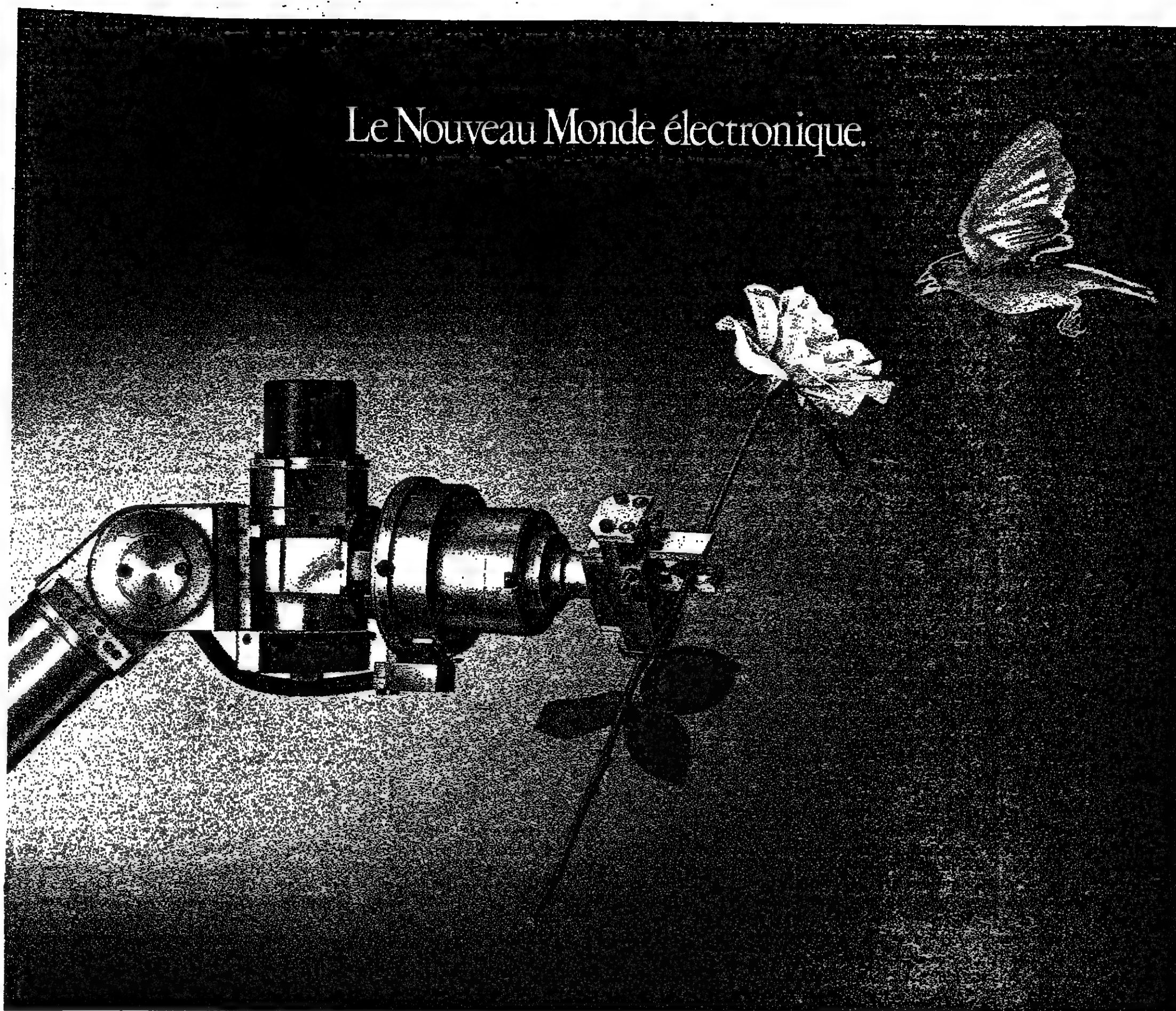


TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observé le 16-3 à 6 h TU et le 17-3-1987 à 6 h TU

FRANCE			TOURS			8 - 1			C			LOS ANGELES			18 - 9			D				
PARIS	13	2	D	D	D	TOULOUSE	9	0	D	LIEGE	18	2	D	LYONS	18	2	D	PARIS	18	2	D	
BOULOGNE	10	4	D	D	D	MARSEILLE	29	23	D	MANAGUA	17	7	D	LAHORE	17	7	D	DELHI	17	7	D	
STRASBOURG	11	2	D	D	D	ETRANGER			MEXICO			24	11	D	COCHIN	24	11	D	BOMBAY	24	11	D
LIÈGE	7	2	D	D	D	ALGER	16	9	N	MANAGUA	27	11	D	LAHORE	27	11	D	DELHI	27	11	D	
BRUXELLES	9	3	D	D	D	AMSTERDAM	6	0	N	MALAN	12	3	D	LYONS	12	3	D	PARIS	12	3	D	
AMSTERDAM	6	3	D	D	D	ATHENES	9	2	D	MONTREAL	2	9	D	BOULOGNE	2	9	D	STRASBOURG	2	9	D	
OSLO	6	3	D	D	D	MARSEILLE	17	34	D	MOSCOW	0	9	N	TOULOUSE	0	9	N	BOULOGNE	0	9	N	
STOCKHOLM	7	3	D	D	D	MONTREAL	33	23	D	NADIRU	28	18	D	STRASBOURG	28	18	D	BOULOGNE	28	18	D	
HELSINKI	8	5	D	D	D	HELSINKI	2	2	D	OSLO	8	1	D	BOULOGNE	8	1	D	BOULOGNE	8	1	D	
TALLINN	4	6	2	D	N	BRUXELLES	4	2	A	PALMABERNA	15	2	D	BOULOGNE	15	2	D	BOULOGNE	15	2	D	
VARSOVIE	6	3	D	D	D	LE CAIRE	22	13	D	PEKIN	8	1	D	BOULOGNE	8	1	D	BOULOGNE	8	1	D	
PRAGUE	11	3	D	D	D	CYPRUS	6	4	D	HONG-KONG	26	23	D	BOULOGNE	26	23	D	BOULOGNE	26	23	D	
BERLIN	4	0	D	D	D	DAKAR	28	14	D	ROME	9	0	D	BOULOGNE	9	0	D	BOULOGNE	9	0	D	
MOSCOU	10	0	D	D	D	CHENNAI	33	20	D	SINGAPOUR	27	23	D	BOULOGNE	27	23	D	BOULOGNE	27	23	D	
LENINGRAD	12	3	D	D	D	ATLANTA	14	7	N	CHENNAI	0	5	D	BOULOGNE	0	5	D	BOULOGNE	0	5	D	
SOVIETSK	7	2	D	D	D	GENÈVE	22	24	N	STOCKHOLM	20	19	D	BOULOGNE	20	19	D	BOULOGNE	20	19	D	
ALGER	11	0	D	D	D	HONGKONG	22	22	D	TOYO	0	9	D	BOULOGNE	0	9	D	BOULOGNE	0	9	D	
HAÏPHONG	14	4	D	D	D	STANBUL	4	0	N	TUNIS	15	5	D	BOULOGNE	15	5	D	BOULOGNE	15	5	D	
HANOI	9	2	N	D	D	BERLIN	13	6	D	VARSOVIE	4	2	D	BOULOGNE	4	2	D	BOULOGNE	4	2	D	
SAIGON	5	1	N	D	D	LYONS	19	10	D	PARIS	7	4	D	BOULOGNE	7	4	D	BOULOGNE	7	4	D	
MANAGUA	5	1	N	D	D	LYONS	9	3	D	VIENNE	6	2	N	BOULOGNE	6	2	N	BOULOGNE	6	2	N	

هكذا من الأصل

Le Monde • Mercredi 18 mars 1987 17



Le Nouveau Monde électronique.

Si vous êtes, quelque part sur la planète terre, l'un des millions de possesseurs d'appareils Panasonic ou Technics, vous profitez chaque jour d'un des principes fondamentaux du groupe Matsushita : contribuer au bonheur des individus grâce à des produits de très haute qualité. Pour offrir ce bien-être et ce confort, Panasonic et Technics disposent bien sûr des meilleurs chercheurs et ingénieurs qui, chaque jour, font reculer les limites de la technologie. Mais afin de maîtriser totalement la fiabilité et les performances de leurs produits, Panasonic et Technics fabriquent également leurs propres machines-outils et robots qui les assemblent ainsi que les systèmes de contrôle qui en assurent constamment la qualité.

C'est pourquoi, chaque fois que vous mettez en marche un appareil Panasonic ou Technics, vous profitez pleinement du Nouveau Monde électronique.

Panasonic
Technics

Société

REPÈRES

Espace

Premier essai du propulseur de la navette soviétique

L'Union soviétique aurait récemment procédé à la mise à feu du lanceur de forte puissance — quelque 2000 à 3000 tonnes de poussée — qui placera la navette spatiale soviétique sur orbite. Selon l'hebdomadaire américain *Aviation Week and Space Technology* citant des sources américaines, le premier vol de cette navette sans propulseurs autonomes qui ressemble à la navette américaine pourrait avoir lieu à la fin de cette année ou au début de l'année prochaine. Quant au lancement de la fusée géante qui l'emportera, l'hebdomadaire américain estime qu'il pourrait avoir lieu dans le courant de l'été.

Hôpitaux

Forfait double pour les aliénés

Les psychiatres des hôpitaux veulent alerter l'opinion publique sur une récente mesure gouvernementale qu'ils jugent « scandaleuse » : le doublement du forfait hospitalier pour les malades mentaux.

Une circulaire budgétaire du ministre des affaires sociales du 30 décembre 1986 enjoignant aux directeurs des établissements hospitaliers de prévoir pour l'année 1987 un doublement du forfait journalier en psychiatrie (50 F contre 25 F), indique le Syndicat des psychiatres des hôpitaux, qui s'élève, dans un communiqué, contre cette mesure « discriminatoire », dont il demande l'abrogation immédiate.

Selon le professeur Jean Ayme (hôpital Sainte-Anne), président du Syndicat des psychiatres des hôpitaux, ces dispositions prises à l'initiative de M. Philippe Séguin favorisent « le retour à l'asile et sapent tous les efforts accomplis depuis des années pour privilégier l'autonomie des malades mentaux ».

SIDA

Dépistage *a posteriori* pour les transfusés aux Etats-Unis

Les responsables américains de la santé ont lancé, le 16 mars, un appel à toutes les personnes ayant subi une transfusion sanguine aux Etats-Unis entre 1977 et 1985, leur recommandant de passer un test pour détecter l'éventuelle présence du virus du SIDA dans leur sang.

Quelques 12 000 Américains pourraient ainsi avoir été contaminés et risquent de transmettre le virus à leurs partenaires. Sur près de 32 000 Américains atteints du SIDA à ce jour, 657 l'ont été à la suite de transfusions de sang.

FAITS DIVERS

Dans la région d'Alençon

Quatre-vingts interpellations pour trafic de stupéfiants

ALENÇON de notre correspondant

Au terme de plusieurs mois d'enquêtes menées dans le département de l'Orne par la gendarmerie et la police judiciaire, quelque 80 personnes soupçonnées de trafic et d'usage de stupéfiants ont été interpellées dans la région d'Alençon. M. Robert Cardon, magistrat instructeur en charge du dossier a jusqu'à présent prononcé 82 inculpations : 16 personnes — des jeunes gens de dix-huit à vingt-cinq ans — ont été incarcérées et plusieurs autres placées sous contrôle judiciaire. De nouvelles interpellations devraient intervenir dans les prochains jours.

Selon le procureur de la République, M. Philippe Peyroux, les enquêteurs ont saisi 11 kilos de haschisch et près de 5 000 doses d'héroïne, le tout pour une valeur de 1 million de francs.

L'opération anti-drogue d'Alençon intervient quelques semaines après une série d'interpellations semblables opérées dans d'autres parties du département, à L'Aigle et à Argentan.

R. VANIER.

POINT DE VUE

L'Etat et la lutte contre le cancer

Le mauvais exemple

par Claude Roy

ANTENNE 2 a voulu démontrer, le lundi 16 mars, en consacrant deux heures et demie de grande écoute aux problèmes du cancer, que le service public pouvait et voulait encore rendre service au public. Dans la course librement ouverte à la privatisation, nous en sommes au début de la nuit. Quand on aura privatisé les prisons et les tribunaux, afin de permettre aux délinquants et aux plaideurs de choisir librement et dans la libre concurrence leur maitre central ou leurs avocats de justice, quand on aura privatisé la Comédie-Française, l'Académie française, Notre-Dame, le Louvre, Chartres et la tour Eiffel, nous regretterons une soirée comme celle-ci, même si un peu trop de muséologie s'efforçait de rendre pimpantes les thérapies des cancers et de distraire un brin le téléspectateur, après la parole des hommes de science.

Malgré le beau travail des réalisateurs et des reporters, malgré les remarquables interventions des oncologues, malgré la qualité et l'intérêt de cet appel à la connaissance du mal,

à sa prévention et à sa guérison, un détail gâchait la bonne action.

D'un côté, l'Etat a consacré pendant une soirée l'écran public à instruire, éduquer et « sensibiliser » un très vaste auditoire sur un très grave problème. On a montré ce qui est fait dans les hôpitaux de l'Assistance publique ou conventionnés pour combattre le fléau : personnel hautement qualifié, matériel ultra-moderne, etc. Ce qu'on n'a évidemment pas montré, ce sont les efforts que poursuit parallèlement l'Etat pour développer, répandre et aggraver la maladie. Pour ne prendre qu'un exemple, que je connais bien, il est incontestablement prouvé que l'usage du tabac est un facteur primordial dans le cancer bronchique. La classique enquête de Doll et Hill menée en 1954-1957 sur 40 000 médecins hommes britanniques a été corroborée depuis par d'innombrables tabous. Ce qui n'empêche pas évidemment l'Etat de profiter au maximum de son monopole du tabac, qui fait rentrer dans ses caisses un peu moins de ce qu'il dépense pour la lutte contre le cancer. Si une innocente loi a interdit la publicité pour les cigarettes et les cigares,

l'Etat donne glorieusement l'exemple (très suivi) de l'art de tourner ses propres lois, en déguisant en publicité pour les briquets la publicité pour les cigarettes.

Et comme la clinique prouve aussi que l'alcool est un redoutable facteur d'aggravation des ravages de la tabagie, qu'il agit de surcroît sur le système de la culture en personne est intervenu pour autoriser sur les antennes de la télé où elle était encore bannie, la publicité pour des boissons alcoolisées. M. Liotard a confié un jour que l'un de ses livres de chevet est le *Journal de Flaubert*. On regrette qu'à défaut de ce journal imaginaire notre ministre de la culture n'ait pas à son chevet un manuel élémentaire de cancérologie. Sa lecture l'aurait peut-être incité à s'abstenir de l'activité « culturelle » qui consiste à encourager la consommation de la tige.

On nous dira que les impératifs de la lutte contre le cancer ne sont pas ceux du monopole des tabacs ou de la publicité télévisée. On lutte contre le cancer pour empêcher les gens d'en mourir. On vend des cigarettes ou de la publicité pour gagner de l'argent. Aucun rapport en effet.

Stérilisation d'une retardée mentale en Grande-Bretagne

La mère interdite

Trois juges de la cour d'appel de Londres ont ordonné, le 16 mars, la stérilisation d'une jeune fille de dix-sept ans, retardée mentale. Selon les juges, une grossesse chez cette jeune fille — qui aura dix-huit ans en mai prochain — aurait eu « des conséquences effrayantes ».

Prénommée Jeanette, originaire de Newcastle, la jeune fille a un âge mental d'environ cinq ans. Selon son entourage, elle commençait à montrer des signes évidents de comportement sexuel. Elle est, toutefois, incapable de faire le lien entre relation sexuelle et procréation.

Les juges ont fait valoir qu'elle n'avait aucun désir de donner la vie, qu'elle aurait été incapable de s'occuper d'un enfant, et qu'une grossesse « ne lui aurait été d'aucun bénéfice ». Selon les juges, bien que la stérilisation, geste irréversible, implique la perte d'un droit fondamental, la perte d'un droit n'a « aucune

signification » pour celle qui est concernée.

Plusieurs cas similaires sont en attente de jugement en Grande-Bretagne. La décision de la cour d'appel de Londres a été très sévèrement critiquée par le docteur Dick Thompson, responsable de la Fondation pour la santé mentale, qui voit là « un très dangereux précédent ». « Où s'arrête-t-on dès lors qu'on a pris une telle décision ? », a-t-il demandé.

Certains font valoir qu'un tel jugement est dû à la prise en charge médicale des malades mentaux. Ces derniers n'étant plus internés de manière systématique, il convient de prévenir les conséquences de leur présence en dehors de l'hôpital.

L'utilisation de contraceptifs hormonaux avait été évoquée dans le cas de Jeanette, mais ces derniers seraient incompatibles avec les médicaments psychotropes qu'on lui fait prendre.



DOTATIONS
CŒUR DE LION
DU CRÉDIT LYONNAIS

1 9 8 7

Préparer aujourd'hui les progrès de la cardiologie de demain

Pour donner en France un nouvel élan à la prévention et à la recherche en cardiologie, le Crédit Lyonnais met à la disposition des jeunes chercheurs, pour la deuxième année consécutive, 5 Dotations d'un montant global de 1 million de francs.

Le Comité d'Attribution des Dotations 1987 est composé :

- d'une part des membres du Conseil Scientifique, cinq spécialistes de la pathologie cardio-vasculaire :
 - Pr Michel BERTRAND, Chef du Service de Cardiologie B et Hémodynamique de l'Hôpital Cardiologique de Lille,
 - Pr Jean-Pierre BOURDARIAS, Chef du Service de Cardiologie de l'Hôpital Ambroise-Paré de Boulogne (Hauts-de-Seine),
 - Pr Henri BRICAUD, Chef de Service à l'Hôpital Cardiologique du Haut-Lévêque-Pessac (Gironde),
 - Pr Jacques DELAVE, Chef de Service à l'Hôpital Cardio-vasculaire et Pneumologique Louis Pradel de Lyon,
 - Pr Samuel LÉVY, Chef de Service au Centre Cardio-vasculaire Jules Cantini de Marseille;
- d'autre part, de personnalités de la Direction du Crédit Lyonnais,
- et d'une personnalité extérieure : Madame Evelynne SULLEROT, Membre du Conseil Economique et Social, sociologue et écrivain.

Dossiers de candidature sur demande :



CRÉDIT LYONNAIS — COMMUNICATION
19, bd des Italiens - 75002 Paris
Tél. : (1) 42 95 23 06

DATE LIMITE DE DÉPÔT DES CANDIDATURES : 10 AVRIL 1987

سكينة المالح

SCIENCES ET MEDECINE

Les mécomptes du mouton français

Grâce à l'INRA, les troupeaux sont désormais prolifiques. Mais l'élevage s'adapte mal au Marché commun.

La production ovine française est en crise. Si les éleveurs de bovins et de porcs manifestent régulièrement leur mécontentement, les propriétaires de troupeaux de moutons et de brebis ont, eux aussi, de bonnes raisons d'être inquiets. L'augmentation régulière de la productivité ne parvient pas à rattraper la demande croissante en viande de mouton, et notre pays doit importer environ 25 % de ses besoins. Les producteurs de l'Hexagone parviennent mal à soutenir la concurrence que leur font leurs collègues européens — britanniques surtout — pour des raisons qui tiennent tout à la fois à des phénomènes monétaires et à la structure même de l'élevage français.

La recherche a déjà contribué à accroître la productivité des troupeaux, en rendant les brebis plus prolifiques, en diminuant la mortalité des jeunes agneaux, en simplifiant le travail des éleveurs. L'Institut national de la recherche agronomique (INRA) présentait ainsi au Salon de l'Agriculture, qui a eu lieu à Paris du 8 au 15 mars, tout un ensemble de techniques pour venir à la rescousse des professionnels des ovins. Mais il ne s'agit là que de solutions qui devront être adaptées à chaque région, à chaque type de troupeau, car les ovins, contrairement aux bovins, aux porcs ou aux volailles, ne peuvent se couler dans un moule unique et normalisé.

Le mouton, il est vrai, est une espèce bien singulière. Animal mythique, symbole religieux, il a été domestiqué depuis les temps les plus reculés. Il est resté, du Moyen Âge jusqu'à début de la révolution industrielle moderne, le

support de l'industrie textile. Sa morphologie lui permet d'adapter part de s'adapter aux grands espaces et de se contenter de pâturages relativement pauvres. Mais, en contrepartie, sa grande vulnérabilité aux prédateurs oblige l'éleveur à un gardiennage constant et attentif. Cela pose des problèmes en France où les renards, mais surtout les chiens errants, causent d'importants dégâts dans les troupeaux, pénalisant les éleveurs par rapport à leurs collègues écossais, australiens ou néo-zélandais.

Original, l'ovin l'est aussi par la multitude des produits qu'il offre à l'homme : ce dernier consomme sa viande (elle constitue les deux tiers des revenus des producteurs français), son lait, sa laine, parfois sa fourrure, dans certains cas même sa peau et ses cornes pour fabriquer des instruments de musique.

Des trépiés pour les brebis

C'est enfin un animal de laboratoire fort commode pour les chercheurs qui peuvent, grâce à lui, élaborer de nouvelles techniques de reproduction qui pourront être généralisées pour d'autres espèces moins aisément « manipulables » comme les bovins. C'est sans doute pour cette raison qu'en France, comme dans le monde anglo-saxon et, plus récemment, dans les pays méditerranéens, les chercheurs se sont tant intéressés au mouton. Avec pour premier souci d'augmenter la prolificité des brebis qui, dans la plupart des races, n'engendrent qu'un agneau par an. Des croisements entre

races locales et races plus prolifiques, comme les Romanov russes ayant deux ou trois agneaux par portée, ont été réalisés par des équipes de l'INRA, à l'issue d'un travail d'une vingtaine d'années dont commencent à bénéficier les éleveurs.

On cherche maintenant à mieux contrôler la reproduction. Par exemple, à synchroniser les périodes de chaleur. En utilisant des éponges imprégnées de progestérone de synthèse, on peut obtenir que la plupart des brebis d'un même troupeau soient en chaleur en même temps. Mais, pour bien maîtriser l'opération, encore faut-il mieux comprendre les interactions entre les différents mécanismes hormonaux — ceux qui font intervenir des hormones ovariennes et ceux qui passent par des hormones hypophysaires — qui interviennent dans la reproduction. Autant de recherches qui sont généralisables à d'autres mammifères.

Pour faciliter le travail des bergers, on tente d'autre part de synchroniser les horaires de mise bas à l'aide d'injections de composés hormonaux. Il ne s'agit encore que de procédés expérimentaux, de « pistes possibles » qui pourront aider à « contrôler, de bout en bout, le processus de la reproduction », dit M. Jean-Claude Flamant, directeur de l'unité de recherche sur les systèmes agraires et le développement de l'INRA à Toulouse. Car les opérations sont délicates, et « il n'est pas évident, poursuit M. Flamant, que l'on pourra aisément transférer ces méthodes chez les éleveurs ».

Mais les plus grands progrès en la matière viendront peut-être d'Australie et de Nouvelle-Zélande où l'on a découvert qu'un seul gène semblait commander le caractère prolifique de la brebis mérinos Booroola. De là est né l'espoir d'identifier ce « gène majeur » et de l'introduire dans d'autres races. L'INRA essaie actuellement de transférer ce

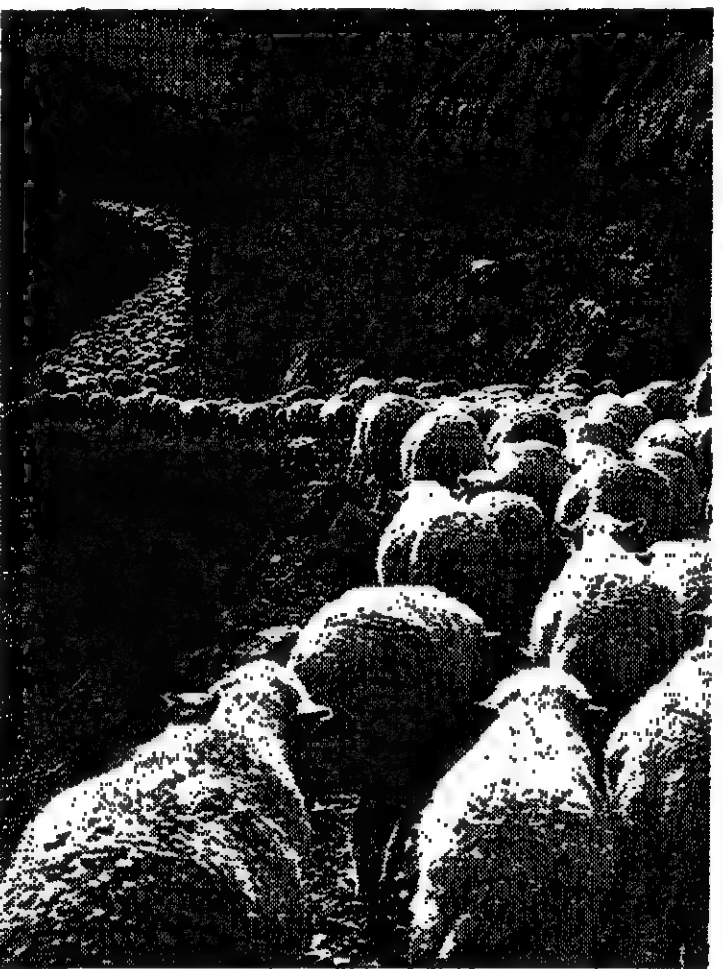
gène sur les mérinos d'Aries afin de « vérifier le bien-fondé de l'hypothèse du gène majeur, de comprendre son mode d'action, mais aussi de vérifier que son introduction ne modifie pas les autres caractéristiques génétiques de l'animal », précise M. Flamant.

La « mortalité infantile » des agneaux

A supposer que ces techniques donnent toute satisfaction, il restera, plus encore que par le passé, à multiplier les efforts pour diminuer la mortalité des jeunes agneaux. Actuellement, un million d'entre eux (soit 10 % de ceux qui naissent) meurent en

peut-être de recherches sur les mécanismes de régulation thermique de l'agneau et de sa capacité à mobiliser dans ses tissus une grande quantité de chaleur. Un processus vraisemblablement d'origine génétique qui pourrait, lui aussi, à en croire de récentes découvertes écossaises, être gouverné par un gène majeur.

Si la recherche peut contribuer à aider les éleveurs d'ovins, elle ne saurait toutefois, à elle seule, résoudre tous leurs problèmes. Car, tout bien considéré, l'affaire est si complexe qu'une brebis n'y retrouverait pas ses petits. A l'origine de la crise apparaissent en effet des facteurs économiques et de politique agricole. Les problèmes sont en fait relativement récents. Lorsque la CEE ne comp-



France chaque année, dont 750 000 dans les premières quarante-huit heures de leur existence. Cette « mortalité infantile » vient notamment de ce que l'agneau, qui naît « humide », « sèche » plus ou moins rapidement selon la qualité de sa fourrure. Elle ne fait que s'accroître à mesure qu'augmente la prolificité des brebis puisqu'elle peut atteindre 30 % lorsque la femelle met bas deux ou trois descendants. Car, dans ce cas, si la mère n'a pas le temps de sécher son agneau, ce dernier ne peut toujours faire face au surcroît de soins que réclament ces animaux exigeants. La solution au problème viendra

tait que six membres, les éleveurs français fournissent l'essentiel de la production européenne (environ les deux tiers). Ils ont bénéficié, d'autre part, d'une politique de protection du marché, grâce à laquelle ils ont connu, de 1965 à 1975, un relatif âge d'or. Mais, avec l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun, effective en 1973, puis la mise en place, en 1980, de la réglementation européenne en matière d'ovins, ils ont été confrontés à une stagnation puis à un effondrement des cours de la viande du mouton.

ELISABETH GORDON.

(Lire la suite page 21.)

LE SILLON DE L'AGROBIOLOGIE

AVEC un imperturbable optimisme, le Salon de l'Agriculture présente chaque année ce qui se fait de mieux dans le genre : les plus belles machines, les plus beaux animaux, les fournitures ou les services les plus performants. Le Salon, et c'est son rôle, n'est pas le reflet de la crise que traverse l'agriculture française et mondiale. Mais il est néanmoins l'occasion de parler de ce contexte dans lequel la plus grande ferme de France ouvre, une semaine durant, ses portes à environ un million de visiteurs.

La diminution des moyens de paiement des pays de la fait et l'augmentation des productions dans les pays traditionnellement importateurs conjugués à celle des pays développés provoquent une surproduction mondiale. Le progrès présent et futur de la génétique accroît les rendements, réduit les surfaces et les emplois nécessaires à la production. Dans le même temps, contrairement à la période 1948-1975, les autres secteurs de l'économie ne sont plus en mesure d'absorber les emplois excédentaires. Voilà, brièvement résumés, la crise agricole.

Celle-ci débouche sur un nouveau d'interrogations : comment produire moins cher, produire autre chose, produire autrement ? Comment associer le tourisme, la forêt, l'industrie et l'agriculture ? Interrogations aussi sur la dégradation de l'environnement par l'agriculture intensive, sur la qualité des produits enfin. Sur beaucoup de ces points, les méthodes biologiques d'agriculture peuvent apporter une réponse. Elles demandent plus de main-d'œuvre, ce qui est bon pour l'emploi, et moins de consommations intermédiaires, ce qui est bon pour l'environnement. Surtout, avec des produits de qualité, donc plus chers, l'agriculture biologique pourrait supporter une certaine « extensivité », c'est-à-dire une réduction des volumes.

La Commission européenne et M. Andriessen, son vice-président chargé de l'agriculture, semblent avoir compris. Ils cherchent à sortir de la spirale infernale, surproduction, baisse des prix, subventions, compression budgétaire, baisse des subventions, accroissement de la production, etc. Néanmoins, si l'agrobiologie est une voie sérieuse, elle n'est pas sérieusement prise en compte, même si elle commence à obtenir des reconnaissances officielles. En France, un cahier des charges tend à garantir le consommateur et les lycées agricoles s'ouvrent à son enseignement. Mais les blocages mentaux demeurent, qui veulent confondre cette agriculture savante et moderne avec un mode de production passéiste.

JACQUES GRALL.

Entre chien et loup

La morphologie des animaux sauvages se transforme avec leur domestication.

DU 8 au 15 mars, le vingt-quatrième Salon international de l'Agriculture de Paris a été, comme chaque année, l'occasion pour les éleveurs de présenter leurs animaux champions. Le taureau vainqueur cette année, « Royal », de la race Maine-Anjou, âgé de six ans et demi, pèse 1 878 kilos. Certes, il s'agit là d'un record. Le poids d'un taureau « moyen » est de l'ordre de 1 200 kilos. Les vaches sont les plus petites : 700 à 800 kilos en général.

Il existe toutefois des races de bovins nettement moins grosses : les jerseyaises par exemple pèsent quelque 250 kilos. Mais, dans l'ensemble, les bovins vivent dans des pays développés sont gros, car ils sont issus — depuis le dix-huitième siècle seulement — de savants croisements d'animaux sélectionnés de façon à augmenter la production de viande ou de lait. Bien entendu, la sélection s'applique à tous les animaux domestiques.

Qu'est-ce qu'un animal domestique ? Comme nous l'ont rappelé M. François Poplin, du Muséum national d'histoire naturelle, et M. Jean-Denis Vigne, chercheur au CNRS, c'est un animal qui vit entièrement sous le contrôle de l'homme, reproduction comprise. Ce qui explique que, même avant les croisements de reproducteurs sélectionnés, la seule dépendance qui vivait les animaux domestiques était la dépendance des races sauvages.

Bien entendu, les différences morphologiques n'existent pas au

début de la domestication. Il faut donc s'appuyer sur d'autres critères pour déceler celui-ci. Est évidemment domestique une espèce dont l'ancêtre sauvage n'existait pas dans la région étudiée. Ainsi en est-il du mouton d'Europe qui y a toujours été domestiqué, puisque son ancêtre, le mouton sauvage, vivait en Asie mineure. La structure démographique d'une population domestique est très différente de celle d'une population sauvage : majorité écrasante des femelles dans la première, nombre à peu près égal de mâles et de femelles dans la seconde ; surreprésentation d'une tranche d'âge précise variant en fonction de l'utilisation (lait, viande, traction...) de l'espèce domestique.

La domestication des animaux n'a pas été inventée dans une région unique. Elle s'est faite à partir des espèces ou des sous-espèces existant à l'état sauvage en divers endroits. Ainsi, les chiens, issus des loups, sont-ils apparus vers 12 000 ou 10 000 ans avant Jésus-Christ, et peut-être même avant, au Proche-Orient, en Sibérie, en Europe, peut-être aussi vers 8 000 en Chine, et à une date discutée en Amérique. Partout la domestication du chien semble due à une complicité née de la chasse. Hommes et loups ont, en effet, les mêmes tactiques : les uns et les autres courent les troupeaux de façon à isoler les individus faibles, ou jeunes, plus faciles à attraper.

A part le chien, les premières domestications d'animaux ont été directement utilitaires. Il était

plus facile aux cultivateurs débutants, plus ou moins sédentaires, par l'agriculture naissante, de prélever dans des enclos les bêtes nécessaires à leur alimentation que de partir chasser le gibier. C'est ainsi que, vers 7 000 avant Jésus-Christ, apparaissent au Proche-Orient, où l'agriculture avait commencé mille ou deux mille ans plus tôt, les moutons et les chèvres (issus des bouquetins sauvages).

Chez la plupart des espèces, la domestication a pour premier effet de réduire la taille des animaux. La vie en confinement en est la raison principale. Le même phénomène du changement de taille se produit aussi dans la nature lorsque des populations animales se trouvent, à la suite de circonstances climatiques et marines, isolées dans des îles de dimension modeste. Les grands animaux, dont la sécurité sur le continent était en partie assurée par leur taille imposante, se réduisent considérablement et spontanément pour peu que leurs prédateurs naturels n'aient pas été éliminés. Les éléphants, arrivés « normaux » à Malte ou en Sicile il y a un million huit cent mille ans, ne mesuraient plus que 90 centimètres il y a cent mille ou cinquante mille ans. Au contraire, les petits animaux qui échappaient aux prédateurs commençaient à en devenir de plus en plus petits pour mieux se cacher grandissent énormément dès qu'ils vivent dans un milieu clos dépourvu de dangers : les musarignes, qui ont quelque 7 centimètres de long chez nous, ont mesuré 40 centimètres lorsque le Monte Gargano — cet éperon adriatique de l'Italie — a été une petite île.

YVONNE REBEYROL.

(Lire la suite page 21.)

PANORAMA

LE MENSUEL CHRETIEN

HORS-SERIE

LA MORT... ET APRÈS ?

UN NUMERO CONSACRE A UNE QUESTION QUI CESSE ENFIN D'ETRE TABOU

LA MORT... ET APRÈS ?

AU SOMMAIRE

LA MORT ICI ET MAINTENANT PAR FRANCE OUIRE. Comment est-elle vécue aujourd'hui dans notre société. LA MORT A TRAVERS LES AGES.

FACE A CELUI QUI MEURT. Un entretien avec le Père Vespignen. Des témoignages de médecins et de soignants. Un reportage dans un hôpital.

UN ARTISTE DEVANT LA MORT : GEORGES ROUANET.

DIRE LA MORT A UN ENFANT ?

POURQUOI DIEU NOUS LAISSE-T-IL MOURIR ? Un entretien avec le Père Mariotte, théologien.

LA MORT DANS LES GRANDES RELIGIONS. Islam, judaïsme, bouddhisme.

LES QUESTIONS QUE L'ON SE POSE. L'enfer. Le purgatoire. L'incinération. Donner son corps à la médecine. DES LIVRES, DES REVUES, DES ADRESSES.

LE NUMERO 32 F - PARUTION LE 2 MARS 1987

Commande à adresser à Panorama Hors-Séries, 21, rue du Fg St-Antoine 75550 Paris Cedex 11

Réglement par chèque à l'ordre de Panorama. Conditions spéciales à partir de 10 exemplaires. Tél. (1) 43.07.59.63 poste 353

NEW-YORK : les cibles du SIDA

Le SIDA est devenu à New-York la première cause de mortalité chez les hommes de vingt-cinq à quarante ans. De nouveaux groupes sociaux sont atteints.

NEW-YORK
de notre envoyé spécial

« Je ne pouvais croire ce qu'il disait. » On retrouve plusieurs fois cette phrase dans la confession écrite par Lorenzo Lowens, un jeune sans-abri de dix-neuf ans, accusé d'avoir assassiné, l'an dernier, un de ses amis, Kenneth Grice. « Après une relation sexuelle, il m'a révélé qu'il avait le SIDA. Je lui ai dit : « Tu te fesses de moi. » Et, presque en souriant, il m'a répondu : « Crois-en ce que tu veux... » Ensuite, il est allé se rhabiller calmement ; je suis allé dans la cuisine ; j'ai pris un couteau et je l'ai frappé... »

Le tribunal de Hempstead, dans la banlieue de New-York, retient son souffle. L'avocat de Lorenzo Lowens, John Lewis, explique : « Mon client a tué Grice en proie à une extrême détresse émotionnelle. » Les représentants des grandes associations homosexuelles américaines sont là. C'est le premier procès au cours duquel le SIDA est utilisé comme système de défense. Un éducateur trouve « scandaleuse » l'attitude de la défense : « Si le tribunal accepte ce type d'argument, il s'agit alors d'un précédent légal et social très dangereux. M. Owen n'a pas seulement commis un acte de violence, il a accompli un geste totalement disproportionné avec ce qui a pu le motiver. » D'autres experts sont moins formels, estimant que le fait de transmettre, en parfaite connaissance de cause, une mala-

die comme le SIDA peut être considéré comme un crime. « Les responsabilités sont partagées », déclare, pour sa part, le représentant d'une association homosexuelle.

Ce procès, dont on ne connaît le verdict que dans plusieurs jours, divise l'opinion publique new-yorkaise. Une ville qui, au gré des révélations de la presse et des publications scientifiques, découvre chaque jour davantage l'étendue de l'épidémie de SIDA. A New-York, 9 891 cas ont été officiellement recensés (31 834 sur l'ensemble du territoire américain). Pour la seule municipalité de New-York, le coût du SIDA a été évalué en 1986 à 258 millions de dollars. L'an prochain, il sera de l'ordre de 335 millions de dollars. Le maire, M. Edward Koch, a déclaré qu'en 1991 quarante mille cas de SIDA auront été dénombrés.

Bonite épidémie

Jusqu'à présent, les New-Yorkais pensaient que le SIDA ne concernait que des minorités bien précises : les homosexuels et les toxicomanes, principalement. Mais aujourd'hui d'autres sont atteints aussi : les jeunes, les personnes âgées, les personnes d'origine hispanique, de couleur, les personnes d'origine hispanique. Chez ces derniers, la moitié des victimes du SIDA étaient hétérosexuelles. En outre,

une femme noire court, semble-t-il, quinze fois plus de risques qu'une femme blanche. Le risque pour une femme d'origine hispanique serait onze fois plus élevé. Enfin, 91 % des enfants atteints de SIDA sont, à New-York, des non-blancs. Globalement, Noirs et Hispaniques représentent 20 % de la population et 39 % des patients atteints du SIDA.

Pendant longtemps, la municipalité, l'établissement médical et même les dirigeants des différentes communautés ont feint d'ignorer ces chiffres. Aujourd'hui, des associations telles que l'Hispanic Aids Forum tirent la sonnette d'alarme. Elles sont pourtant parfaitement conscientes du danger qui les guette : il ne faudrait pas, disent certains responsables, que, sous prétexte de vastes campagnes d'information et de prévention très ciblées en direction des Noirs et des hispaniques, on en arrive à accroître la marginalisation de ces deux communautés. Le danger d'une recrudescence du racisme est évidemment présent dans tous les esprits.

Ces deux communautés n'ont pas encore vraiment pris conscience du danger qui les menace et des moyens permettant de l'éviter. Après Greenwich Village et le Upper West Side, deux quartiers homosexuels bien connus, c'est à Harlem et à Lower East Side, deux ghettos noirs, que le SIDA a causé le plus grand nombre de victimes. A New-York, les trois quarts des toxicomanes utilisant des drogues par voie intraveineuse sont noirs ou d'origine hispanique ; environ la moitié de ces cent cinquante mille personnes seraient séropositives.

Les autorités sanitaires n'ont pas la partie facile. De l'exclusion à l'indifférence, les écueils sont nombreux. Cette forte progression de l'épidémie parmi les toxicomanes se retrouve indirectement dans les statistiques publiées par la direction de l'administra-

tion pénitentiaire. Le SIDA est devenu aujourd'hui la première cause de mortalité dans les prisons de l'Etat de New-York (qui compte trente-sept mille prisonniers) : cent vingt-quatre prisonniers en sont morts l'an dernier, contre trois en 1982. Dans certaines prisons new-yorkaises, la situation est devenue à ce point difficile que, ces deux dernières années, cinquante condamnés atteints de SIDA ont été libérés sur parole. Il s'agissait le plus souvent de gens très malades, soit de prisonniers dont on pouvait penser qu'une fois sortis ils n'auraient pas un comportement dangereux.

Les artistes et le mal du siècle

Outre ces groupes à risques, ce sont les milieux artistiques qui ont jusqu'à présent payé le plus lourd tribut à l'épidémie de SIDA. Une double page dans le numéro de mars du mensuel *Vanity Fair* vant tous les commentaires : cinquante photos alignées, les uns à côté des autres, cinquante noms de personnalités du monde des arts et du show-business, toutes mortes du SIDA. « *Aids in memoriam* : a lost generation ». Des gens célèbres, d'autres moins, parmi lesquels les deux directeurs de l'Opéra de New-York, Ronald Bentley et David Hicks ; Rock Hudson, bien sûr, mais aussi, selon l'auteur, Klaus Nomi, Michel Foucault et Thierry Le Luron. Et ce n'est qu'un début, assure le célèbre magazine : « *A New York, le SIDA est devenu la cause de mortalité numéro un pour les hommes de vingt-cinq à quarante ans. Toutes les professions, de Wall Street aux Redskins de Washington, sont touchées. Mais c'est dans le domaine artistique que l'impact est le plus visible. Les vies sont publiques ; les morts aussi.* »

FRANCK NOUËL

BELGIQUE : LE TEST OU LA BOURSE

BRUXELLES
de notre correspondant

« Pourquoi seulement les étudiants du tiers-monde ? Et puis, ceux qui ont découvert le SIDA, on va les renvoyer au pays ? Quand je pense que cette mesure a été décidée par le ministre de la coopération... » Elango Shungu, une Zaïroise de vingt-neuf ans, rédactrice en chef de *Tam tam*, le mensuel des Africains de Bruxelles, ne sait trouver les mots pour exprimer sa colère envers la décision prise début mars par les autorités belges : l'obligation pour tous les étudiants étrangers bénéficiant d'une bourse décernée par le ministère belge de la coopération de se soumettre à un test du SIDA.

Près de 1 500 étudiants, presque tous africains, et principalement zaïrois, sont concernés. L'ambassadeur du Zaïre à Bruxelles et le gouvernement rwandais ont déjà protesté, mais pour le moment sans résultats. « Cette mesure, explique M. André Kampinaire (libéral flamand), le secrétaire d'Etat à la coopération, avait été prise en 1985 mais jamais vraiment appliquée. Déjà, tous les étudiants devant passer une visite médicale. Nous y avons ajouté le dépistage du SIDA. »

Mesure discriminatoire ? Pas du tout, estime le secrétaire d'Etat. Il précise d'une part que tous les étudiants étrangers sont concernés, quel que soit leur pays d'origine, et que, d'autre part, l'ensemble des coopérants belges — ils sont 5 000 environ — sont également concernés. « Ils doivent aussi passer une visite médicale de ce type. Pour M. André Kampinaire, cette visite sera désormais obligatoire dans le pays d'origine, mais le gouvernement belge n'a pas encore décidé si l'étudiant sera de nouveau

contrôlé une fois arrivé à Bruxelles.

Pour Wivina Demester (social-chrétienne flamande), secrétaire d'Etat à la santé publique, l'application de cette mesure « devra tenir compte de tous les aspects humains et faire partie d'un plan plus large ».

Ces décisions sont loin de convaincre les étudiants zaïrois. A Bruxelles, au Matongu, du nom d'un quartier de Kinshasa et où se retrouvent tous les Zaïrois de la capitale belge, la décision de début mars a été ressentie comme une agression. « Déjà, précise l'un d'entre eux, pour résider en Belgique, les règles sont de plus en plus sévères. Maintenant on va renvoyer ceux qui seraient atteints du SIDA. Pour quel faire ? Pour aller mourir au Zaïre ou ailleurs ? »

Conséquence apparemment illogique : au Matongu, plus personne n'est en vie. Il y a un an, on plaçait encore le SIDA, c'était le « Syndrome inconnu pour Décourager les Amoureux ». Aujourd'hui, la communauté africaine se repose sur elle-même et, pis, semble vouloir taire le mal. « A force de lire Black = SIDA dans le métro, de nous voir montrer du doigt et accusés de tous les péchés, explique Elango Shungu, on en arrive au résultat que le SIDA n'est plus considéré comme une maladie mais comme une sorte de tare, qu'il faut donc cacher. Il y a des lettres anonymes qui ont circulé dans le quartier avec les noms de ceux qui seraient atteints du SIDA. »

Autre résultat pour certains : « Qui dit obligation dit aussi fraude, explique un étudiant rwandais, car maintenant nous avons tous peur de ces visites médicales et de leurs conséquences éventuelles : le retrait de notre bourse et notre renvoi au pays. Alors, il faudra bien tricher ! »

JOSÉ-ALAIN FRALON

NISSAN VICTORIEUX DE SA CLASSE

Neuvième Rallye Paris Dakar

Pour éprouver la qualité et la fiabilité d'un véhicule, il est difficile de trouver mieux que les treize mille kilomètres du Rallye Paris Dakar. Seuls les plus solides s'en sortent et viennent à bout de cette étonnante épreuve.

Cette année, le Nissan Patrol n'a pas seulement terminé le rallye, mais il finit le premier de sa classe et 9ème au classement général. Courant en groupe 6, classe 2, prototype diesel sur quatre roues motrices, il est de plus le seul diesel à figurer parmi les 10 premiers. Faisant suite à d'autres victoires en rallyes dans le monde entier, ce résultat remarquable prouve une fois encore que lorsqu'il s'agit de qualité et de fiabilité, peu supportent la comparaison avec Nissan.

Résultats du Rallye Paris Dakar (groupe 6, classe 2, prototype diesel à roues motrices)

Rang	Le véhicule	Le pilote	Les points
1	NISSAN PATROL	Peter Terrence	6820/41
2	Toyota Land Cruiser	Isidore	7520/44
3	Toyota Land Cruiser	Isidore	8647/43
4	Renault 3000	Isidore	8620/43
5	Miniature Peugeot	Segnerich	8621/38
6	Toyota Land Cruiser	Segnerich	10715/50
7	Toyota Land Cruiser	Segnerich	10735/41
8	Daewoo Rocky	Segnerich	10822/38
9	Toyota Land Cruiser	Segnerich	11025/50
10	Miniature Peugeot	Segnerich	11122/50



NISSAN

Soyez un gagnant — conduisez un Nissan

Société RICHARD: B.P. 103-46-48, rue Maxouris PARLY II - 78153 LE CHESNAY. TEL. (1) 39.54.90.54

هذا ان ان ان ان

Entre chien et loup

(Suite de la page 19.)

L'animal sauvage à l'origine de nos vaches est l'aurochs (1), un très gros bovin (2 mètres environ au garrot, 1 500 ou 2 000 kilos), difficile donc à « manier ». Sa domestication (en Grèce du Nord probablement) a pourtant commencé dès 7000 avant Jésus-Christ, avant de se pratiquer en Mésopotamie vers 6000 et en Europe vers 5000. Les bovins domestiqués ont rapetissé avant que l'homme s'emploie, depuis peu, à les faire grandir.

Le porc a été probablement parmi les premiers animaux domestiqués (à partir du sanglier). Mais il ne s'est pas différencié de son ancêtre, au point que les os de l'un et de l'autre se confondent et que porc et sanglier sont parfaitement interféconds (2).

Mis à part leur cuir, qui était utilisé dans le vêtement bien avant la domestication, les animaux ont d'abord été élevés pour l'alimentation. D'ailleurs, les premiers moutons, tout comme leur ancêtre mouflon, n'avaient pas de laine, mais des poils raides. Ce n'est que vers 2500 avant Jésus-Christ qu'apparaissent au Proche-Orient des espèces permettant le filage et le tissage de la laine.

L'idée de se faire aider par les animaux dans les travaux quotidiens est venue sensiblement après la domestication à but alimentaire. Le bœuf a été sans doute le premier animal de trait. L'âne a une origine discutée : vient-il de l'âne sauvage de Somalie, de l'hémione, de l'onagre ou de l'hémippe de Syrie ?

Le cheval, par sa capacité d'être attelé à un char léger et de

porter un cavalier, a révolutionné l'art de la guerre, d'abord dans les steppes du sud de la Russie (vers 2500 avant Jésus-Christ) d'où il a été répandu dans tout l'Ancien Monde. Le chameau en Asie centrale et le dromadaire au Proche-Orient ont dû être utilisés, eux aussi, pour le transport des choses et des hommes à partir du troisième millénaire avant Jésus-Christ.

On n'en finirait pas d'énumérer les espèces animales qui ont été domestiquées. Mais il est curieux de noter le sort actuel des vaches et des porcs qui ont été pour ainsi dire les premiers animaux à être élevés pour l'alimentation humaine : les premières, omniprésentes en Inde, sont absolument taboues pour les hindous. Quant aux seconds, en consommation et même en élevage est complètement

interdit aux juifs et aux musulmans.

YVONNE REBEYROL.

(1) L'aurochs européen, encore abondant au Moyen Âge, disparut peu à peu avec le défrichage des forêts, son habitat naturel. Malgré les efforts des rois de Pologne qui essayèrent de sauver l'espèce, le dernier aurochs mourut en 1627.

(2) L'interfécondité est le critère majeur de l'appartenance à une même espèce. Au niveau du genre, l'interfécondité est parfois possible, si elle est suscitée par l'homme, mais elle n'existe pas dans le monde sauvage. En outre, les produits nés « grâce » à l'homme du croisement d'espèces différentes, sont en général stériles : tels le mulet (âne-jument) ou le bardot (cheval-ânesse). Les espèces âne et cheval appartenant au même genre *Equus*.

Les mécomptes du mouton

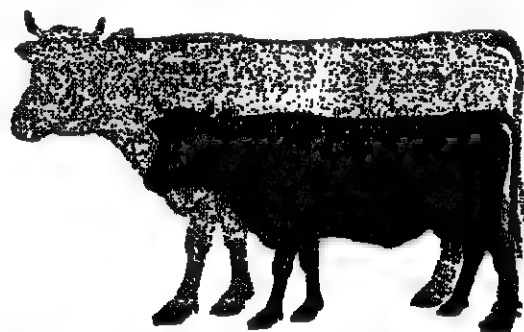
(Suite de la page 19.)

Une chute qui s'explique par la forte productivité britannique, par la parité des monnaies, mais aussi par la structure même de l'élevage ovin français. Ce dernier repose en effet sur une multitude de races locales, sur une multitude de systèmes d'élevage - des systèmes transhumants, voire nomades en montagne, aux bergeries intégrales sans pâturage, - sur divers types de produits attendus (viande, lait), sur une juxtaposition aussi de grands, de moyens et de petits troupeaux. C'est dire qu'il ne saurait y avoir de solutions généralisables à tous les éleveurs et que l'objectif d'un établissement comme l'INRA est plutôt de proposer « une boîte à outils », selon les termes de M. Flamant.

C'est dire aussi qu'à côté des solutions techniques proprement

dites il faut tenter « d'y voir plus clair » dans la diversité des systèmes de gestion des troupeaux mis en œuvre par les éleveurs. C'est ce que font les organismes concernés - le Centre national du machinisme agricole, du génie rural, des eaux et des forêts (CEMAGREF), l'Institut technique de l'élevage ovin et caprin (ITOVIC), l'INRA et le ministère de l'Agriculture - qui, chacun dans son domaine, analyse les exploitations existantes pour identifier les facteurs technico-économiques conduisant à des élevages efficaces et rentables. Ainsi se met peu à peu en place un « outil permanent d'auscultation », selon M. Flamant, qui permettra peut-être aux éleveurs d'ovins de « sortir de leur morosité ».

ÉLISABETH GORDON.



La sélection réfléchie des animaux d'élevage n'a guère commencé qu'au dix-huitième siècle. Pour s'en convaincre, il suffit de visiter le remarquable musée de Stockholm où sont rassemblés les « objets » retirés de l'épave du Wase, ce navire amiral de la flotte suédoise qui coula dans le port le jour même où il partait de son chantier de construction en 1628, et qui a été retiré de son flanc de vase préservatrice en 1961.

La squelette d'une des vaches déjà embarquées comme source de viandes fraîches a été réassemblé et la silhouette de l'animal a été dessinée. Mais derrière elle a été aussi dessinée la silhouette d'une vache suédoise moderne. D'après les spécialistes suédois, la vache du dix-septième siècle ne devait guère peser que 200 kilos, alors que le poids de son arrière-arrière-petite-fille, choisie comme modèle pour se profiler derrière elle, était de 575 kilos.

Ces deux silhouettes sont inspirées du musée du Wase. La plus petite (en noir) est celle d'une vache de 200 kilos vivant vers 1500 avant Jésus-Christ, la plus grosse celle d'une charolaise actuelle pesant en moyenne 600 kilos.

Demain

UNE BACTÉRIE QUI DÉVORE LE CAOUTCHOUC

L'Institut de recherche sur la fermentation de l'AIST (Agency of International Science and Technology), au Japon, effectue actuellement des recherches sur une bactérie qui pourrait dégrader les déchets de caoutchouc. Des essais ont été effectués sur des bandes de caoutchouc de 0,5 mm de large et 15 cm de long, qui ont été dissoutes en quatre semaines. Les caoutchoucs contenant du soufre de carbone semblent également « comestibles » pour cette bactérie, qui mettrait alors huit semaines pour les digérer. Si les travaux de l'Institut se révèlent concluants, il serait dorénavant possible de détruire les ustensiles en caoutchouc (gants, etc.) utilisés dans des environnements contaminés.

★ « Spécial Japon », 16, avenue Bugesand, 75116 Paris. Tél. : 47-27-28-58.

UN SUPER-ISOLANT AU CEA

Un super-isolant, baptisé le Platist, réalisé dans les laboratoires de recherche du CEA (Commissariat à l'énergie atomique) et breveté en 1978, pourrait avoir bientôt d'autres utilisations que les techniques de pointe. Ce super-isolant, constitué d'un tube et d'un film aluminisés, était utilisé initialement pour obtenir une isolation exceptionnelle en faible épaisseur dans les cryostats des aimants supraconducteurs. Les grands appareils de physique et les cryostats embarqués sur engins constituent actuellement l'essentiel de son marché.

Mais ses performances devraient intéresser d'autres secteurs. Des contacts ont été ainsi pris avec Pasteur Vaccins pour étudier l'application du Platist à la conservation des vaccins dans les pays chauds. Il s'agirait d'équiper des bidons semblables à ceux utilisés pour l'insémination artificielle, le vide y étant maintenu à tempé-

rature de - 5 à + 5°C par des absorbants physicochimiques et un dégazage soigné.

TAMIS SYNTHÉTIQUES

La récupération des métaux, lorsqu'ils sont à l'état de traces dans les eaux usées, pose un problème sérieux aux industriels soucieux de pollution. Des biochimistes québécois viennent, à ce propos, de mettre au point une gamme de matières synthétiques qui permettent de capter sélectivement les métaux en solution jusqu'à élimination totale ou presque. La firme française d'Andrézieux-Bouthéon (Loire), qui a passé un contrat avec la société québécoise, peut aujourd'hui proposer trente compositions « à la carte », qu'il s'agisse d'éliminer le cadmium des eaux de rinçage en traitement de surface, de supprimer le plomb après lavage dans l'industrie des accumulateurs, d'éliminer des métaux radioactifs dans les circuits des centrales nucléaires, voire de récupérer l'argent des bains de traitement photographique.

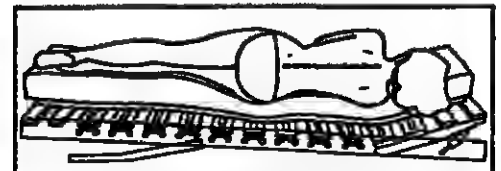
UN LEURRE POUR MOUCHE TSE-TSE

Après quatre ans d'efforts, les chercheurs du laboratoire d'entomologie de l'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique) à Seibersdorf, en Autriche, ont réussi à réaliser un aliment synthétique pour les mouches tse-tse. Composée d'hémoglobine et d'albumine dissoutes dans une solution de glucose et de sels minéraux, cette nourriture semble bien acceptée par plusieurs espèces de mouches tse-tse. Mais le composé trouvé reste encore trop cher par rapport au sang animal, nourriture habituelle de la mouche tse-tse. Pourquoi nourrir cet insecte vecteur de la « maladie du sommeil » ? Pour pouvoir lâcher ensuite, dans les zones infestées, de grandes quantités d'insectes mâles, rendus stériles par irradiation.

NE JOUEZ PAS AVEC VOTRE DOS.



Sept personnes sur dix souffrent du dos. Le tiers de votre vie se passe dans votre lit. Le lit, le « parking » pour votre dos, l'endroit rêvé pour récupérer, retrouver toute sa santé, rétablir son équilibre physique et mental. Les beaux refrains que voilà ! Dans la foulée on n'hésitera pas non plus à vous parler sommier d'avant-garde, matelas de haute technologie - le tout avec l'assurance du grand spécialiste. Mais il est temps que ce jeu s'arrête ! Votre dos, ce ne sont pas des osselets... et sa santé mérite plus que de simples affirmations. Voyons les faits. Qui a créé des centres de recherche et fondé un centre de documentation sur la physiologie du sommeil ? Qui a inventé un nouveau système de couchage pour répondre aux exigences que ces recherches ont fait apparaître ? Qui a continuellement amélioré, modifié, développé ce sommier à lattes ? Lattoflex qui n'a jamais pris votre colonne vertébrale pour un jouet. Alors, ne jouez plus avec votre dos. Faites confiance à ceux qui savent et ne se contentent pas de copier (mal) sans comprendre et d'affirmer sans savoir ce qui convient vraiment à votre dos.



Et, pour que vous soyez conseillé avec le même sérieux, la même compétence, nous avons formé un réseau de distributeurs spécialisés : les Litologues. Pour que vous ne jouiez plus jamais avec votre dos.

Lattoflex

L'INVENTEUR DU SOMMIER À LATTES. Pour obtenir la liste des Litologues, veuillez vous adresser à Technosom France - 7, rue Sainte Anne, 75001 Paris. Tél. : (1) 40.20.92.92.

Les scientifiques parlent...

Un ouvrage sous la direction d'Albert Jacquard



avec la collaboration de



Jean Bernard



Jean-Bourgeois-Pichat



Cornelius Castoriadis



Jean-Claude Kaplan



Richard Lewontin



André Lichnerowicz



Claude Ménard



Hubert Reeves



Alain Touraine

DEBAT SUR LE THEME: LES SCIENTIFIQUES DANS LA CITE EN LA PRESENCE DE

Michel Cresson, Jean-Bourgeois-Pichat, Jean-Claude Kaplan, Richard Lewontin, André Lichnerowicz, Claude Ménard, Hubert Reeves, Alain Touraine

Samedi 21 mars 1987 de 16 à 20 heures

Salle Gutenberg, Grand Palais

Hachette

SECTEURS DE POINTE

L'ingénieur maison

Des conventions pour faciliter l'embauche des jeunes ingénieurs et développer les secteurs de pointe dans l'entreprise.

INCITER les entreprises à embaucher des jeunes ingénieurs formés à la recherche, tel est l'objet des conventions CIFRE créées en 1982, et qui ont atteint maintenant un rythme de croisière de 360 par an.

Le principe de cette formule est le suivant : une entreprise confie à un jeune diplômé un travail de recherche appliqué correspondant à ses besoins. Ce travail s'effectue en liaison avec un laboratoire universitaire et permet au bénéficiaire de préparer une thèse. Pendant les trois ans que dure la convention, l'entreprise reçoit une subvention de 80 000 F par an versée par l'Association nationale de la recherche technique (ANRT) (1), qui dépend du ministère de la recherche et de la technologie.

Plus de la moitié des conventions signées en 1985 l'ont été avec des entreprises de moins de 500 salariés, notamment dans les secteurs de l'informatique (23 %), de la biologie et de la santé (14 %), de la chimie (9 %), de l'agronomie (9 %). Si la région parisienne vient largement en tête, cette domination est plus sensible au niveau des entreprises (41 %) que des laboratoires (26 %), pour lesquels les régions Rhône-Alpes (15 %) et Provence-Côte-d'Azur (10 %) jouent un rôle non négligeable.

L'origine des ingénieurs recrutés est très variée, 36 % sont des universitaires ; les autres proviennent des grandes écoles d'ingénieurs, des écoles de chimie, d'arts et métiers, d'agronomie, ou d'industries nationales polytechniques. On trouve aussi des gestionnaires, des pharmaciens, un médecin et un architecte. 30 % sont des femmes.

Le bilan que l'on peut faire de l'expérience de la première génération paraît largement positif. Près des deux tiers des ingénieurs de la première promotion ont été embauchés à l'issue de la convention dans la même entreprise ou dans une autre. Cette proposition devrait augmenter pour les générations suivantes la part de ceux qui s'orientent dans des organismes publics de recherche (13 %) devant diminuer.

Pour les ingénieurs, cette formule mixte « laboratoire-entreprise » représente un atout appréciable. « C'est une formation réelle sur un problème concret avec obligation de résultat », explique un polytechnicien travaillant dans une entreprise spécialisée dans les lasers. Cela permet l'apprentissage de la vie professionnelle au sein de plusieurs milieux différents et permet de se rendre compte que le seul bagage acquis en grande école ne donne pas les connaissances scientifiques suffisantes pour prendre des décisions. De plus en plus, la survie d'une entreprise dépendra de son aptitude à se développer. Il faut avoir fait de la recherche pendant un certain temps pour en prendre conscience. Beaucoup d'entreprises de haute technologie aux Etats-Unis et au Japon sont dirigées par des équipes comprenant des personnes qui possèdent une thèse. »

« Contrôler la qualité »

Un ingénieur agronome, travaillant dans une société de semences potagères et florales, explique que la convention CIFRE l'a aidé à choisir un sujet de thèse intéressant une entreprise, et celle-ci à préparer le spécialiste dont elle avait besoin. Il lui aurait été impossible de recruter un biologiste chevronné, étant donné leur petit nombre sur le marché.

La convention CIFRE peut inciter des entreprises à se risquer dans des secteurs très étroits ou très concurrentiels, qu'elles ne peuvent pas affronter par leurs seuls moyens comme l'a fait cette entreprise de détection électronique qui a pu ainsi déposer un brevet et devenir leader dans sa spécialité. Dans plusieurs cas, les conventions CIFRE ont débouché sur des créations d'entreprises (biotechnologie, électrochimie, matériaux nouveaux, intelligence artificielle, système informatique, opto-électronique, électronique).

Certes, il y a des cas d'échec, lorsque des ingénieurs délaissent le travail en entreprise au profit

de leur recherche en laboratoire, ou lorsque des entreprises peu convaincues au fond de l'intérêt de la recherche veulent utiliser leurs jeunes recrues pour d'autres tâches.

Mais, selon M. de Montgolfier, délégué général de l'ANRT, ces bavures, qui n'excèdent pas 10 %, tendent à diminuer, l'agence faisant un gros effort pour bien préparer les dossiers et prévenir les malentendus. Ce soin explique, selon M. de Montgolfier, que la quasi-totalité des dossiers présentés soient acceptés et que le nombre global des conventions n'ait pas augmenté.

Si un développement est maintenant envisageable, il a été préférable d'attendre que le système soit bien rodé : « Jusqu'à maintenant on a plutôt freiné pour bien contrôler la qualité et les sorties », explique-t-il. Nous n'avons pas favorisé l'explosion de la demande. Il peut arriver que l'agence recoure à des experts pour faire des recommandations, lorsque les propositions des entreprises leur paraissent mal ajustées. Ces recommandations n'ont jamais un caractère impératif, les entreprises restant toujours maîtresses de leur décision.

Pour M. de Montgolfier, le rôle de l'agence est de gérer les conventions de la façon la plus légère et économique possible, sans intervenir dans les choix des partenaires — même s'il souhaite que les conventions contribuent d'abord à développer la technologie des petites et moyennes entreprises ou des filiales, s'il est content de constater le développement de domaines nouveaux et importants comme l'agro-alimentaire, et s'il veut encourager les recherches sur les problèmes difficiles comme la gestion de la production, le contrôle de la qualité ou l'optimisation des processus. « Nous nous rendons de l'investissement et des pouvoirs que nous confère le fait de distribuer de l'argent. »

Une sagesse qui tranche — dans ses intentions du moins — avec les pratiques habituelles des bureaux parisiens.

F. G.

(1) ANRT-Service CIFRE, 101, avenue Raymond-Poincaré, 75116 Paris. Tél. : 45-01-72-27.

Les conventions sont accordées tout au long de l'année. Mais, les diplômés arrivant sur le marché à la rentrée scolaire, les entreprises ont intérêt à présenter leur dossier au cours du deuxième trimestre.

Du Big Bang à la mission Giotto, des révélations passionnantes sur la découverte de l'univers.

Jean-Loup Bertaux

DE L'AUTRE CÔTÉ DU SOLEIL



SCIENCES D'AUJOURD'HUI

Albin Michel

Jean-Loup Bertaux, un des plus jeunes et plus brillants astronomes français, consulte dans le monde entier.

PRIME PAR LA Fondation Apple pour le livre

INFORMATIONS

30

CHIEFS DE PROJET

INGENIEURS

INGENIEURS

Parifon

T.MIS

INGENIEURS

JEUNE RESPONSABLE

SORTIR DU RANG

CHEF DE PROJET

Albin Michel

كتاب من الأصل

هكذا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

... Le Monde • Mercredi 18 mars 1987 23

SPECIAL

SECTEURS
DE POINTE

INGÉNIEURS

Nantes
JEUNE RESPONSABLE
ETUDES INFORMATIQUES
LES MUTUELLES DE LOIRE ATLANTIQUE
Cet important organisme fédéral, d'un effectif global de 700 personnes, a pour vocation la centralisation de quelque 200 mutuelles du département totalisant 600.000 adhérents, et la gestion d'une trentaine d'établissements sanitaires (cliniques, pharmacies, centres optiques et dentaires, maisons de retraite, etc.). Il recherche aujourd'hui, au sein de son département informatique, englobant environ 30 personnes, le Responsable du service ETUDES. En position d'adjoint au Directeur de l'organisation et de l'informatique, et en autorité sur une douzaine de collaborateurs (chefs de projets et analystes programmeurs), il assurera la liaison avec les services utilisateurs et devra être rapidement à même de mener à leur terme, dans une grande autonomie, les différents projets et développements qui lui seront confiés. Ce poste doit motiver un jeune informaticien (homme ou femme), impérativement diplômé de l'enseignement supérieur (ENS, INSA, MIAGE ou équivalent) justifiant d'une première expérience d'encadrement dans un environnement temps réel et bases de données sur grands systèmes (IBM 3090, BULL DPS 8, etc.) programmés en langage COBOL. Des connaissances en micro-informatique constitueraient un atout. La fonction requiert, outre des compétences techniques, un esprit de synthèse et une bonne autorité naturelle. Merci d'adresser votre dossier (lettre, CV, photo et rémunération actuelle sous référence M 21650 B à :

EGOR OUEST ATLANTIQUE
15, rue Charles Monselet - 44000 NANTES

egor

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GRECE BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPON

IMAGERIE MEDICALE :
L'INFORMATIQUE AU SERVICE
DE LA SANTE

Groupe International présent dans 93 pays, avec environ 70% de son CA à l'export, THOMSON-CGR est un des leaders mondiaux de l'imagerie médicale. Dans un secteur très porteur, nous créons, réalisons et développons des équipements médicaux de haute technologie. Notre ambition de renforcer notre position internationale repose sur la maîtrise technologique et la compétence de nos équipes. Notre Direction Technique et Scientifique implantée récemment à BUC renforce son potentiel. Vous êtes

INGENIEURS INFORMATIENS GRANDES ECOLES

INGENIEURS LOGICIEL

Vous justifiez d'une expérience industrielle de 2 à 5 ans en logiciel temps réel, et êtes motivés par les technologies modernes.

Nous vous proposons de participer au développement des logiciels de nos scanners, dans l'un des domaines suivants :

- systèmes d'acquisition rapide de données,
- processeurs spécialisés de traitement du signal,
- processeurs d'images,
- disques optiques numériques.

Réf.DUB/LMA

INGENIEUR SYSTEME
(DATA GENERAL AOS)

Vous justifiez de 2 à 5 ans d'expérience sur la gamme MV. Vous souhaitez évoluer vers un poste à responsabilité valorisant vos compétences en organisation et en génie logiciel.

Nous vous proposons un poste d'Ingénieur Système dans un environnement réseau multiconstrucleur (VAX, MV, stations de travail 68000).

Réf.DUB/LMB

L'envergure et la diversité de nos projets vous assureront de larges perspectives d'évolution.



THOMSON-CGR

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) en précisant la référence du poste choisi à Françoise LÉMAIRE - THOMSON-CGR - 283, rue de la Minière - 78530 BUC.

isteria
Un des premiers Groupes d'Informatique en Europe
850 M.F. de C.A.
1 600 personnes

isteria BANQUES
Dans le cadre de notre développement, nous recherchons :

30 INFORMATIENS DE VALEUR

- CHEFS DE PROJET
- INGENIEURS 2 à 3 ans d'expérience
- INGENIEURS débutants.

Vous serez amenés à participer ou à animer de grands projets d'informatique bancaire, dans les domaines des opérations bancaires internationales, des engagements, du contentieux, de la monétique, de la télématique,...

Vos qualités :
la responsabilité, l'autonomie, la mobilité.

Vos connaissances :
les réseaux, les systèmes de gestion de bases de données, les moniteurs transactionnels.

La connaissance du domaine bancaire sera appréciée.

Merci d'adresser vos lettres de candidatures, C.V. et prétentions à l'attention de :

Claude BOMEX
147, rue de Courcelles
75017 PARIS.

isteria BANQUES

L'informatique en action

L'INGENIERIE MONETIQUE
La réponse SEDAP

Secteur à haute compétence, la monétique fait aujourd'hui partie de notre vie quotidienne. Nouveaux modes de paiement et de circulation des valeurs, c'est un domaine dont les immenses ressources restent à exploiter.

La réponse SEDAP est un pari sur l'avenir. Société du groupe SODINFORG (grand de la monétique, introduit en Bourse au second marché), nous affirmons notre vocation d'entreprise de pointe dans le domaine de l'ingénierie monétique.

INGENIEURS DIPLOMES OU EQUIVALENT
OPTION INFORMATIQUE

Nous attendons de vous, plus qu'une simple compétence : la performance. Avec des équipes soudées, autonomes, créatives, vous aurez les responsabilités que vous attendez, et le succès en plus que nous partagerons ensemble et sans réserve.

Adressez-nous votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous la réf. MO 17 à SEDAP, Tour Gamma D, 197, rue de Bercy, 75012 PARIS.

Sedap SOCIETE EUROPEENNE D'ANALYSE ET DE PROGRAMMATION

T.MIS CONSULTANTS Filiale du groupe TECHNOLOGIES leader en matière de nouvelles technologies LOGICIEL.

project manager workbench

Notre vocation : le management et les systèmes d'information.
Notre marché : les grandes entreprises et les banques.

INGENIEURS CONSULTANTS
Jeunes diplômés Grandes Ecoles

Une première expérience réussie si possible en informatique autour des bases de données (SQL, ORACLE...) ou des langages de 4ème génération (FOCUS, RAMIS, NOMAD, SAS...) serait un atout supplémentaire. Soyez responsable au sein des grandes organisations (utilisateurs et informaticiens) de l'analyse, la conception et la réalisation de systèmes d'information et de décision. L'anglais est souhaitable. Réf. M 8701

JEUNE RESPONSABLE SUPPORT TECHNIQUE

Professionnel de la micro-informatique MS DOS, vous maîtrisez les outils de type LOTUS. Pédagogue, vous êtes capable de communiquer avec les utilisateurs et les techniciens. Prenez en charge la responsabilité du support d'un produit micro leader sur son marché aux U.S.A. et U.K. au sein d'une équipe dynamique. Réf. LM 8702

Merci de transmettre CV, photo, prétentions, sous référence choisie à :

Anne AUDY T.MIS Consultants 76, rue Roque de Fillet
92800 PUTEAUX - Tél. 47.75.86.68

SLIGOS

INGENIEUR INFORMATIEN

VOUS PENSEZ QUE VOTRE EVOLUTION
PASSE PAR UNE DIVERSITE DE PROJETS
DANS UN UNIVERS DE HAUTE TECHNOLOGIE..!

Vous êtes diplômé d'une Grande Ecole option informatique et possédez une première expérience. Vous intégrerez un département en forte expansion où vous serez confié le développement de projets :

- systèmes temps réel, automatismes industriels, robotiques,
- logiciels de base, architecture de systèmes,
- réseaux d'entreprise, messagerie, interconnexion de systèmes hétérogènes.

L'expérience de systèmes et langages tels que Unix, VMS, C, assembleur 68000, etc., sera appréciée.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo) sous réf.FDP/AS à :

Anna STAROSWIECKI - Responsable du Service Recrutement - Direction des Ressources Humaines
SLIGOS - Immeuble Ile de France - Cedex 49 - 92067 PARIS LA DEFENSE 9.

SORTEZ DU RANG : DEVEZ-NOUS NOTRE
CHEF DE PROJET "FIABILITE INDUSTRIELLE"

Merci d'adresser votre dossier (lettre, CV, photo) sous référence choisie à :

AD'COM 3, avenue des Termes 75017 PARIS qui transmettra.

REGION LYONNAISE

Grand Groupe industriel de forte notoriété internationale
recherche pour l'un de ses établissements fabriquant des produits d'appareillage (1000 personnes)

INGENIEUR METHODES CONFIRME

2 JEUNES INGENIEURS METHODES

AM, CENTRALE, IEC, ENSI MECANIQUE

Ces deux jeunes ingénieurs méthodes, débutants ou première expérience, seront initialement affectés à des missions d'organisation, l'un en fabrication, l'autre en périphérie de la Production. Intéressantes perspectives de promotion possibles. Réf. 5523-M

Merci d'adresser avec C.V. détaillé, sous référence du poste choisi à MAMREGES 3, rue d'Hauteville, 75010 Paris, qui transmettra.

SPÉCIAL

SECTEURS
DE POINTE

INGÉNIEURS

Dassault Systèmes en créant CATIA a fait la différence en matière de CFAO. Nos ingénieurs développent des outils à l'avant-garde des techniques les plus évoluées. Nous recherchons aujourd'hui, pour renforcer nos équipes des

INGÉNIEURS
DEVELOPPEMENT

Diplômé grandes écoles, débutant ou expérimenté, la CFAO vous passionne. CATIA et ses performances (robotique, bases de données, modélisation tridimensionnelle, commande numérique) vous permettront si vous avez des idées et êtes autonome de mettre en œuvre votre talent et d'affirmer notre avancée technologique.

RÉF. ICF

INGÉNIEURS
QUALITE/METHODES

Débutant ou possédant une première expérience. Vous êtes rigoureux. Vous maîtrisez parfaitement la langue anglaise. Vous êtes intéressé par les techniques de génie logiciel. Notre service QUALITE, vous propose un métier de contact et d'organisation où vous serez chargé de la mise en place et du suivi de notre plan Qualité.

RÉF. IQM

CONCEPTEURS
REDACTEURS

De formation supérieure scientifique, âgé de 30 ans environ, vous avez :
• une solide expérience rédactionnelle et pédagogique
• le souci de l'information
• un esprit de synthèse
• une maîtrise parfaite de l'anglais.

Venez rejoindre une équipe jeune, motivée, qui conçoit, développe et informatise la documentation liée au logiciel de CFAO CATIA.

RÉF. CR



Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) avec la réf. du poste choisi à DASSAULT SYSTEMES, Nicole MOUZARD.

dassault systemes 40, Bd Henri Sellier 92150 SURESNES

Conception-Devis : prenez des risques... avec sûreté!

Concevoir et réaliser des machines spéciales, capables de critères inédits de performances, de fiabilité et de prix, et faisant appel aux nouvelles technologies (calculateur - robots - système de vision artificielle) voilà notre savoir-faire.

Nous vous proposons de prendre la direction du Département Conception-Devis dans notre Entreprise située en Rhône-Alpes, filiale d'un Groupe international. Vous assistez nos Ingénieurs des ventes lors de l'établissement des propositions et produisez des devis techniques et financiers.

Ingénieur mécanicien, à l'aise avec les automatismes, vous êtes un homme d'études qui allez à l'essentiel capable de prendre des risques... Bien calculés devant solutions techniques innovantes et bon sens. Votre équipe « marche avec vous » car vous êtes convaincant et dynamique. Ecrivez vite aux consultants de SIRCA Rhône-Alpes, Le Britannia C, 20 Boulevard Eugène Deruelle, 69432 Lyon Cédex 03, sous référence 035451 M en envoyant votre CV et une photographie.



Sirca Rhône-Alpes

Membre de Syntec

jeune ingénieur recherches

X, MINES, CENTRALE, SUPELEC, ENSTA, ...

LYON

Est recherché par la Direction Technique d'un grand Groupe Industriel International pour l'ETUDE et la MISE AU POINT de produits d'appareillage haut de gamme, répondant à des spécifications ou à des exigences "clients" nouvelles.

Ce poste basé à Lyon convient à un ingénieur débutant (ou première expérience). Des missions techniques dans le monde entier pourront lui être confiées, l'Anglais est indispensable.

Merci d'écrire avec C.V. détaillé, sous référence 5515-M à I.C.A., 3 rue d'Hauteville, 75010 Paris qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising
NEW YORK PARIS

Nous sommes une importante Société Française (15 milliard de CA, 10 établissements en France) qui conçoit et réalise des équipements de pointe dans les domaines ARMEMENT et TELECOMMUNICATIONS. Notre Direction Technique, implantée en BANLIEUE SUD PARIS recherche

INGENIEUR TRES HAUT NIVEAU MISE EN PLACE «XAO»

CAO électronique
CAO mécanique
CAO câblage
PAO/documentation
PAO et test

- Responsable de la mise en œuvre du Schéma Directeur XAO, il définit et mettra en place les outils, les méthodes et les procédures à tous les stades du processus de conception et de fabrication, pour l'ensemble des établissements de la Société.
- Ingénieur Grande Ecole (ECP, ESE, ...), âgé d'environ 35 ans, il aura eu une expérience significative dans une Société Industrielle importante (électronique, mécanique, aéronautique, ...). Il parle anglais. Bon animateur, il sait résoudre et faire aboutir.

Cette fonction en prise directe sur tout un pan de la politique technique de la Société lui ouvrira des réelles possibilités d'évolution.

Pour un premier contact, merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo, prétentions), sous réf. MXAO, à A.S. Publicité, 3, rue de Liège, 75009 Paris, qui vous garantira toute discrétion.

LYON. Société industrielle française en constant développement (600 personnes et 220 MF de CA) nous concevons, produisons des biens d'équipements et de consommation industriels. Souhaitant établir un système d'information cohérent, notre Directeur Général crée la fonction de

CHEF DES SERVICES ORGANISATION ET INFORMATIQUE

Animant 7 personnes, vous optimisez l'existant (finalisation du passage sur IBM 38 et de l'implémentation d'applications de gestion générale et de production (MAPICS). Gestionnaire responsable des circuits et des traitements de l'information vous écoutez, analysez les attentes et les besoins des utilisateurs, définissez les normes et les procédures, prévoyez d'un système d'information rationnel répondant aux besoins des services utilisateurs.

Les candidats seront informés (NUAGE ou équivalent) et possè-

deront de 3 à 5 ans d'expérience en tant qu'analyste confirmé ou chef de projets ou seront ingénieurs généralistes ayant participé à la mise en place et au démarrage de systèmes informatiques et désirant évoluer vers une fonction d'organisation. La connaissance de l'IBM 38 sera un atout.

Votre dossier, adressé sous référence 8041Y.030 M, sera traité en toute confidentialité par notre conseil Job BERNARD.



17, rue Louis Guérin
69100 VILLEURBANNE



Centre d'information Agro-alimentaire

Directeur

Le 1er centre d'information européen à vocation agro-alimentaire sera opérationnel, en Vendée, en 1988. Le Président cherche son Directeur. Missions : suivre la réalisation des travaux, assurer les relations avec les fournisseurs, les partenaires, les autorités locales, les pouvoirs publics, négocier les contrats avec la clientèle des industriels intéressés, diriger l'exploitation à partir de la mise en route. Ce poste convient à un jeune ingénieur ECP, AM, INA, ENSIAA, Biotechnologie... de préférence, ayant 3 ans d'expérience industrielle, désirant s'investir dans un poste de management à fortes composantes logistique, technico-commerciale et de relations publiques. Merci d'adresser lettre man. et CV détaillé s/réf. 23782/M à Madame FOURNIAT Sélé-CEGOS Tour Chenonnois 92516 BOULOGNE Cédex.

Sélé
CEGOS

NORMANDIE

Chef du service approvisionnements

INDUSTRIE DE TRANSFORMATION
AGRO-ALIMENTAIRE

Nous cherchons pour l'un de nos établissements situé près d'une grande ville universitaire de Normandie un

JEUNE INGENIEUR AGRONOME

ayant une formation complémentaire en gestion et une première expérience. Tenant compte des besoins de la production, il assure les approvisionnements de l'usine dans les meilleures conditions de coûts et délais.

Conscient de l'importance de la qualité des rapports avec les agriculteurs fournisseurs, il sait négocier en maintenant un climat de confiance. Il sait se montrer précis dans sa gestion et analyser les résultats de ses tableaux de bord.

Des possibilités d'évolution dans le groupe sont ouvertes pour des candidats de valeur.

Les candidatures (lettre manuscrite dans laquelle la réf. 2505-M sera mentionnée, C.V., photo) seront traitées en toute discrétion par

a. j. ourin

CONSEIL DE DIRECTION
47, AV. ALBACH-LORRAINE
93100 BOULOGNE

TELECOMMUNICATIONS

LE CENTRE NATIONAL
D'ETUDES DES
TELECOMMUNICATIONS

(Ministère des Postes et Télécommunications) à ISSY-LES-MOULINEAUX, recrute deux

ingénieurs

(formation GRANDE ECOLE ou UNIVERSITAIRE, D.E.A. ou Maîtrise de Mathématiques, d'Informatique ou de Télécommunications), pour participer :

Le premier : au sein d'une équipe de recherche orientée vers la validation des logiciels :
• à la définition et au développement d'outils de génie logiciel pour la conception et la validation,
• à l'expérimentation sur des projets importants, des outils développés, en collaboration avec des partenaires industriels.

Une expérience de quelques années sur les techniques modernes de conception et de validation de logiciels complexes (temps réel, bases de données...) serait très appréciée.

Le second : à la spécification puis au développement d'un système Serveur pour de nouveaux services téléphoniques en utilisant des techniques de bases de données et de système opératoire (O.S.)

Adresser les candidatures en indiquant le ou les postes recherchés avec C.V. détaillé, références et

prétentions à :
Division "CENTRES ET LOGICIELS DE COMMUTATION" - CENTRE PARIS A
CENTRE NATIONAL D'ETUDES DES TELECOMMUNICATIONS
3840, rue du Général Leclerc - 92131 ISSY-LES-MOULINEAUX.

cnet

CHAMP D'ACTION : la logistique de production et de distribution.
DOMAINE D'INTERVENTION : • STRATEGIE INDUSTRIELLE, STRATEGIE DISTRIBUTION PHYSIQUE, • MANAGEMENT DES OPERATIONS DE PRODUCTION ET DE DISTRIBUTION, • INFORMATIQUE ET SYSTEMES D'OPTIMISATION EN LOGISTIQUE.
OBJECTIF : l'excellence dans ces domaines dans un cadre européen.
METHODES : scientifiques et pragmatiques.
TAUX DE CROISSANCE : supérieur à 30% par an.

Nous recherchons

consultants en organisation industrielle et manutention

Formation Ingénieur (Centrale, A. et M.). Vous avez une expérience opérationnelle, 2 ans ou 3, acquise dans une entreprise industrielle ou dans un cabinet de conseil. Sous la responsabilité du Chef de Projet, vous réaliserez, sur le terrain, l'étude et la mise en place des projets d'organisation des opérations logistiques.

Des déplacements de courte durée sont à prévoir.

Envoyez C.V. détaillé à J.M. RENAUD, DIAGMA CONSULTANTS, 75, rue de Courcelles, 75008 Paris.

APL
INFORMATIQUES

Une
opportunité
pour
réussir

NOTRE METIER :

Aménager et protéger des locaux informatiques. Basés à PARIS, vous intervenez dans la France entière. Vous avez 28-35 ans, de l'expérience, du dynamisme, nous vous donnons les moyens de réussir.

INGENIEURS D'AFFAIRES

Vous avez 3 à 5 ans d'expérience dans une activité similaire ou dans la vente de biens d'équipements (climatiseurs, onduleurs...).

Déclencheur, vous définissez techniquement la réalisation, gérez les sous-traitants, assurez la négociation commerciale, supervisez le projet en collaboration avec les ingénieurs travaux.

INGENIEUR COMMERCIAL PROSPECTEUR

Votre expérience commerciale (3 ans minimum), a été acquise dans l'informatique ou son environnement. Votre mission : prospecter et établir des contacts variés avec les directeurs informatiques, directeurs travaux, etc...

Adresser CV à APL INFORMATIQUES
21-23, rue de la Vanne 92120 MONTRouGE

هكذا اننا اصل

هكذا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Mercredi 18 mars 1987 25

SPECIAL

SECTEURS DE POINTE

INGÉNIEURS

Une PME dynamique, championne de l'INNOVATION, recherche un

CARRÉ D'AS

4 Responsables de Projets possédant un diplôme d'ingénieur et ayant déjà exercé pendant 1 ou 2 ans une activité similaire :

- Lyon :** analyse expérimentale des champs acoustiques : la mission comporte le développement des nouvelles méthodes de mesures et nécessite une bonne connaissance du Traitement du signal R.M. ACO
- Lyon :** mise au point de nouvelles techniques d'amortissement des structures par utilisation des matériaux (composites, polymères...). Ce poste comporte à la fois études et mises en œuvre sur le terrain. Réf. MAT
- Lyon :** conception et développement de moyens d'essais mécaniques des vibrations et application en laboratoire et sur le terrain. La fonction inclut l'encadrement d'une petite équipe. Réf. ESV
- Toulon :** dépouillement et interprétation de signaux recueillis en milieu marin sur des capteurs de vibrations ou de bruits. Il s'agit d'assurer l'interface entre les expérimentateurs et les informaticiens. Réf. INT

Pour obtenir d'autres informations appelez le 78.36.78.03 ou envoyez cv, photo et prétentions (traités confidentiellement) à

BERNARD MIGNOT CONSEIL
145, Chemin de Choulans - 69005 LYON

L'INDUSTRIE A BESOIN DE N°1



Découvrir et connaître un monde industriel mouvant, à la pointe de la technologie et de l'actualité, en évaluer les risques : une perspective passionnante pour ceux qui n'ont pas peur de prendre rapidement des responsabilités techniques importantes. Devenir un professionnel du risque, négocier les contrats à haut niveau auprès des industriels : une fonction qui appelle curiosité, esprit d'équipe et autonomie. Super Phenix, Ariane, le Tunnel sous la Manche, l'Opéra de la Bastille, Rolland Garros... vous assurez ? Nous, oui ! UAP, Tour Assur 34 F, Service Recrutement Cedex, 92083 Paris-La Défense Cedex 14.

UAP
Le succès à la clé : N°1 oblige.

responsable fabrication toulouse

ALCATEL ESPACE ALCATEL ESPACE, 900 personnes, spécialiste des Télécommunications Spatiales, recrute le Chef du Service FABRICATION, le titulaire partant à la retraite.

Il est l'interlocuteur des ingénieurs des Départements Etudes, et Equipement, qui conçoivent, et contrôlent les charges utiles ainsi que les équipements de Satellites. Pris du Directeur Industriel, il assure l'Animation Technique et Humaine de 180 personnes réparties dans les Ateliers de câblage électronique et de micro-électronique, de mécanique de précision, de contrôle mécanique, de galvanoplastie. Les Services des Méthodes et de l'Ordonnement, lui sont également rattachés. Assisté de ses INGÉNIEURS et TECHNICIENS, il a pour mission de trouver les solutions techniques, d'optimiser les performances des fabrications, dans un souci de qualité, de respect des coûts et des délais. Il établit et gère ses budgets, et dirige avec son équipe, la politique des investissements. Ces fonctions requièrent un Chef de Fabrication très confirmé, Ingénieur Grande Ecole, âgé d'au moins 40 ans. Il fait état d'un savoir-faire et d'une maîtrise technique dans les secteurs ELECTRONIQUE et MECANIQUE, et se montre à l'aise en face des exigences de production de prototypes et de petites séries. Pratique de l'ANGLAIS indispensable.

Merci d'envoyer un courrier manuscrit, CV détaillé (photo) + salaire actuel n° 14 7032, à Marie-Françoise LAUTREC LEPY "Division Recrutement" 35, rue des Couteliers 31000 TOULOUSE. Totale discrétion assurée.

marie-françoise lautrec lepy
Conseiller d'entreprise - Toulouse

THOMSON SEMICONDUCTEURS

INGENIEUR D'ETUDES pour notre département microélectronique hyperfréquences.

A partir des besoins exprimés par les clients (administrations, grands équipementiers) :

- définir un cahier des charges, concevoir et vérifier la faisabilité des études demandées,
- suivre le bon déroulement des études permettant le renouvellement des produits (fonctions hyperfréquences hybrides et/ou monolithiques).

Tels sont les aspects essentiels de la fonction d'ingénieur d'études qui s'adresse à un ingénieur électronicien possédant 2 à 5 ans d'expérience dans le domaine des études (si possible des hyperfréquences). L'anglais est indispensable.

Des évolutions intéressantes seront offertes à des candidats de valeur soit au sein du département (effectif = 220 personnes, CA = 140 Millions de Francs dont 30 MF pour les études), soit au sein de la société.

Merci d'envoyer votre dossier (lettre, CV, prétentions) en précisant la référence 91592/LM à THOMSON COMPOSANTS - DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES - 101, boulevard Murat, 76016 PARIS.

THOMSON SEMICONDUCTEURS

Le Centre National d'Etudes des Télécommunications
recherche pour son CENTRE de LANNON (A) dans le cadre d'études sur

- l'introduction des fibres optiques,
- l'informatique et base de données

INGENIEURS GRANDES ECOLES débutants ou 1ère expérience

(X, ENST, ECP, ESE, SUP, OPTIQUE ou FORMATION UNIVERSITAIRE EQUIVALENTE)

Ces postes concernent les activités suivantes :

- Conception de systèmes de transmission en fibres optiques et à ne substituer aux systèmes existants sur petites métriques entre les stations et les centres (réseaux de distribution).
- Connaissances en optronique souhaitées.
- Conception d'une méthodologie et d'outils de validation de logiciels faisant appel à des bases de données et aux techniques de génie logiciel.

Vous possédez du dynamisme, de l'enthousiasme, le sens de l'efficacité, un esprit d'initiative, le goût des relations humaines et de la communication. Vous êtes diplômés des G.E., et avez une bonne connaissance, parlée et écrite, de l'Anglais. Vous travaillerez à Lannion, ville de province au cadre de vie agréable, en bord de mer.

Si l'une de ces activités vous intéresse, adressez C.V., détail, photo et prétentions à M. TURPIN - CNET LANNON A - Division Adm. - B.P. 40 - 22501 LANNON.

Un nouveau départ : l'informatique avec CGI

La Compagnie Générale d'Informatique leader européen du progiciel, au premier rang des SSI françaises par son développement et ses résultats, propose à des

Jeunes Diplômés de l'Université

de rejoindre ses équipes pour participer à l'évolution de sa gamme de progiciels SIGA GIP. Vous avez une formation supérieure scientifique (Maîtrise, DEA...) et une première expérience professionnelle.

Vous souhaitez aujourd'hui réorienter votre carrière vers des activités évolutives. Dès votre intégration à CGI, vous recevrez une formation à ses méthodes et outils. Vous exercerez ensuite des responsabilités opérationnelles d'envergure croissante. Le développement de CGI vous assurera à terme des opportunités de carrière motivantes et diversifiées.

Ecrire, avec C.V., sous la référence CVUC/M-387, à Madame JAMET, CGI, 84, rue de Grenelle, 75007 PARIS.

CGI
Compagnie Générale d'Informatique
L'Energie Créative

jeune ingénieur ou ESC
pour développer nos positions sur les marchés internationaux

Attache au Directeur de la Division, basé région Parisienne, pour les lignes de produits que nous vous confions, vous :

- apporterez une assistance technique-commerciale à nos filiales à l'étranger,
- développerez les exportations directes
- participerez activement à l'élaboration de la stratégie de la division.

Jeune, ayant une première expérience de produits industriels avec ouverture internationale, vous maîtrisez bien l'anglais.

Adressez lettre, CV, photo, rémunération sous réf. M 212 à M. d'ADOUVILLE, 80 rue Talbot 75009 Paris.

L'un des principaux groupes industriels français

recherche

25 INGÉNIEURS

débutants ou 2-3 ans d'expérience.

Généralistes - Chimistes - Mécaniciens - Automaticiens - Informaticiens.

INGENIEURS DE PRODUCTION

Après une formation de 2 ans environ, ils se verront confier des responsabilités importantes d'encadrement en production en France ou à l'étranger.

INGENIEURS DE BUREAU D'ETUDES

Ils auront à concevoir, réaliser et mettre au point des machines d'essais ou de fabrication dans des domaines de mécanique, d'automatique ou de conduite de process.

INGENIEURS DE RECHERCHE

Au sein d'équipes pluridisciplinaires, ils seront chargés de concevoir des produits complexes, de haut niveau technologique et passeront rapidement des idées aux réalisations.

INGENIEURS INFORMATIQUES

Ils se verront confier une responsabilité globale sur des projets en informatique de gestion, en recherche opérationnelle ou en informatique scientifique. Ils utiliseront les logiciels les plus récents sur une gamme étendue de matériel.

Envoyez curriculum vitae et photo à INTERMEDIA n°646 - 9 bis, rue Lohé - 75017 PARIS, qui transmettra. Discrétion assurée.

SPÉCIAL

SECTEURS
DE POINTE

INGÉNIEURS

L'AVENIR
À CONSTRUIRE

Ceux qui cherchent une entreprise solide mais non traditionnelle. Ceux qui veulent apprendre sans retourner à l'école. Ceux qui veulent exercer de vraies responsabilités sans jamais cesser d'être opérationnels dans les techniques les plus vitales pour les entreprises de demain. Ceux qui veulent manager des activités et des équipes sans rigidités administratives. Ceux, enfin, qui veulent créer mais avec des moyens, des méthodes, des structures.

Tous, diplômés de Grandes Écoles ou de l'Université, intéressez CGI, pour inventer et construire avec elle les solutions de l'avenir. Écrire, quelle que soit votre date de disponibilité, à Madame D. JAMET, 84, rue de Grenelle, 75007 PARIS.

Compagnie Générale d'Informatique

L'énergie créative

Informatique Technique et Industrielle

QUEL RAPPORT ENTRE
L'AIRBUS A 320 ET ANSWARE ITI ?

Pour 5 de ses clients, partenaires de l'Aérospatiale, ANSWARE ITI a développé 100 années/homme de logiciels embarqués dans l'Airbus A 320.

Dernière cette réalisation, se trouvent les ingénieurs d'ANSWARE Informatique Technique et Industrielle et leur savoir-faire. Ils développent des logiciels pour des applications sur systèmes temps réel dans les domaines suivants :

- Informatique Industrielle (contrôle, automatique, ateliers flexibles, ...)
- Informatique technique (imagerie, logiciels embarqués, ...)
- techniques avancées (génie logiciel, assurance qualité, intelligence artificielle, ...).

Ingénieurs Logiciels

De formation Grandes Ecoles ou Universités, vous avez une expérience d'environ 2-3 ans en mini-ordinateurs sur matériels : DIGITAL, HP, BULL (SPS) et/ou en micro-processeurs : INTEL, MOTOROLA, ... Vous maîtrisez les langages : Assembleur, Pascal, PLM, PL 16, LTR. La connaissance de ADA ou d'UNIX et du langage C est un atout supplémentaire.

Les postes sont à pourvoir immédiatement sur Paris-Ile-de-France.

Adressez votre dossier de candidature, à M^{re} LE POITTEVIN, ANSWARE-ITI, 149 Av. Victor Hugo, 75016 Paris.



CIGIE

Alcatel ANSWARE
I.T.I.

Centre de Recherche
de la Défense Nationale
situé en Banlieue Sud (Essonne) recherche :

INGENIEUR THERMODYNAMICIEN
génie chimique, débutant

libéré des obligations militaires. Il sera chargé d'études d'échanges thermiques dans les réacteurs chimiques.

INGENIEUR MECANICIEN
(construction mécanique) débutant

libéré des obligations militaires. Il sera chargé de l'étude des procédures d'injection liquide-liquide et solide-liquide.

Envoyer curriculum-vitae et prétentions sous référence 11795 à PIERRE LICHOU S.A., 10, rue de Louvois - 75002 PARIS qui transmettra.

INGENIEURS

ARTHUR ANDERSEN
Informatique

■ PRATIQUER le métier de conseil aux entreprises au sein de notre groupe "Techniques Avancées", en rapide développement (80 personnes),

■ RECEVOIR une formation continue en France et aux États-Unis,

■ TRAVAILLER en équipes "à taille humaine" constituées en fonction des missions,

■ MAÎTRISER progressivement l'essentiel des méthodes et techniques utilisées dans notre métier (réseaux, télématique, systèmes temps réel, traitement de l'image, robotique, CAO),

■ DEVENIR en 5 ans environ responsable de missions.

C'est l'itinéraire que nous vous proposons, si vous êtes diplômé d'une grande école d'ingénieur (X, CENTRALE, SUP, TELECOM, SUPELEC, MINES, PONTS, ENSI-MAG, ENSEEHT).

Envoyer votre dossier de candidature à
Bruno CORMOULS, ARTHUR ANDERSEN & C^e
Tour GAN - Cedex 13 - 92082 LA DÉFENSE

PPB

SARET FRANCE
Société de Recherche et
d'Études Techniques

- Leader européen dans sa spécialité : le béton précontraint.
- Vocation internationale : 45 usines dans le monde utilisent déjà ses procédés.

INGENIEUR RECHERCHE
COMPOSANTS DE BATIMENT

- Responsable de projets, il conçoit, étudie, et/ou coordonne des études et des essais de production et de montage sur chantiers, de produits et de composants en béton précontraint, béton armé, béton de fibres, matériaux isolants.
- Créatif, il participe à l'orientation de la Recherche avec une équipe jeune et pluridisciplinaire composée d'ingénieurs et spécialistes en Marketing et Etudes Techniques.
- Vous avez 30 ans environ, une formation Ingénieur Grandes Ecoles + (CHEBAF ou ISBA) éventuellement.

Merci d'adresser C.V., lettre et photo sous référence M03 à
notre Conseil Pierre KUENTZ - SIPCA AFCA INTERNATIONAL
3, rue Petite Calade - 84000 AVIGNON.

en BOURGOGNE

Jeune ingénieur (Centrale, AM...)

Nous vous offrons le choix...

"Saire" la Qualité en fabrication et animer une équipe de 12 personnes ou "analyser" les problèmes techniques produits et process et animer les groupes de travail constitués pour les résoudre. Dans un cas comme dans l'autre vous devez être de "haut niveau", ingénieur généraliste ou mécanicien, débutant ou bénéficiant d'une première expérience, et vous exprimer correctement en anglais. Au cœur même de l'entreprise vous assurez les liaisons d'équipements (Japon, Allemagne, etc...) et de composants. Il s'agit d'une première fonction avant d'accéder à des responsabilités plus importantes au sein de notre entreprise, filiale dynamique d'un groupe international. Nous produisons des Biens d'Équipement Grand Public de haute technicité aux marques réputées.

ORION vous garantit une discrétion absolue et vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) sous réf. 703 520 M

35, rue du Rocher 75008 Paris

ORION
l'homme et l'entreprise

هنا من الأصل

هكذا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Mercredi 18 mars 1987 27

SPÉCIAL

SECTEURS
DE POINTE

INGÉNIEURS



GENERALE SUCRIERE
Confiance Vitalité Equilibre
GROUPE SAINT LOUIS BOUCHON

cherche pour un établissement de 200 personnes et 450 Mill.
C.A., situé à 100 km de Paris par autoroute un

ingénieur génie industriel alimentaire ou génie chimique

Intégré à une petite équipe travaillant de façon très collégiale, il aura un rôle d'ingénieur de production mais participera également à l'élaboration et au suivi des budgets d'investissement, au suivi de l'entretien, au fonctionnement de la MAO et en fait à l'ensemble des problèmes techniques concernant cet établissement.

Quelques années d'expérience en industries agro-alimentaires sont souhaitées mais un débutant possédant un tempérament d'homme de terrain apte à la communication et au travail en équipe sera accepté.

Une formation complémentaire en gestion serait appréciée. Les candidatures (lettre manuscrite, C.V., photo) sous référence 2504 M seront traitées en toute discrétion.

2. J. ourin

CONSEILS DE DIRECTION
47, AV. ALMACELOPPANE
92800 ANTONY

Un véritable tremplin pour un jeune responsable d'usine

Nous sommes un puissant groupe industriel américain, dont la notoriété repose sur la QUALITE DES PRODUITS mais aussi sur l'EFFICACITE DES PROGRAMMES DE MANAGEMENT ET D'EVOLUTION DE CARRIERE.

NOTRE REUSSITE EST LIEE A LA VALEUR DE NOS HOMMES. Nous recherchons pour l'un de nos départements en forte expansion un

Responsable d'unité de production

qui prendra en charge une unité nouvellement créée dans la

REGION LYONNAISE. VOUS SOUHAITEZ, à 30 ans environ et après une grande école d'ingénieurs, valoriser votre expérience déjà solide de la production, et votre pratique de l'anglais.

NOUS VOUS OFFRONS un poste à fortes responsabilités, dans un environnement international très porteur, en termes de formation, de rémunération et d'évolution.

REJOIGNEZ NOUS, écrivez à MERCURI URVAL, 14 bis, rue Dura, 75008 Paris, s/réf. 81 714 M portée sur la lettre et sur l'enveloppe.

Mercuri Urval

INFORMATIEN DE GESTION

Après un département chargé de la gestion des sites et des investisseurs (immobilier local) il aura une responsabilité :

- d'expert technique : il assurera l'interface entre les utilisateurs et le département informatique dont il suivra les réalisations ;
- de formateur : il conduira la sensibilisation de l'ensemble du département aux problèmes informatiques.

Il sera, de plus, associé à la mise en place d'un schéma directeur de grande ampleur devant déboucher sur la mise en place du système de gestion.

Pour ce poste motivant, nous souhaitons recruter un diplômé de l'enseignement supérieur (INSA, MIAGE...) ayant impérativement une expérience d'au moins 4 ans en entreprise ou dans une S.S.I.I.

Adresser CV, photo et prêt. s/réf. 22838 à Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

ALCATEL ESPACE

Spécialiste des télécommunications spatiales recherche pour TOULOUSE

DES INGENIEURS ELECTRONICIENS EXPERIMENTES

(Diplômés Grandes Ecoles ou Universités)

Leur domaine d'activité, pour des équipements embarqués sur satellite, seront les suivants :

- Circuits numériques rapides/Traitement du signal ;
- Antennes ;
- Hyperfréquences (Puissance et phénomènes de non-linéarité) ;
- Opto-électronique.

Au sein d'une organisation pluridisciplinaire s'appuyant sur des moyens importants (essais, simulateurs, CAO, CFAO, tests automatisés...), ils seront responsables d'équipements (technique, coûts, délais).

Merci d'adresser un dossier de candidature (lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions), en rappelant la référence 05, à la Direction du Personnel, BP 1187, 31037 TOULOUSE CEDEX.



STRATÉGIES DU FUTUR



Jeunes diplômés Grandes Ecoles

Framatome, un groupe industriel diversifié, affilié à la C.G.E., a pour vocation d'inventer en développant sans cesse de nouvelles stratégies.

Stratégies d'innovation par la recherche et l'étude d'outils à la pointe de la technologie.

Stratégies de développement par l'ouverture sur de nouveaux produits, tels que l'informatique industrielle, l'intelligence artificielle, l'informatique documentaire, l'enseignement Assisté par Ordinateur, l'Agro-Alimentaire, par la conquête de nouveaux marchés, en France et à l'étranger.

Stratégies d'entreprise, en offrant de nombreuses opportunités de carrière scientifique, gestionnaire et commerciale, favorisant l'évolution, l'esprit d'entreprise, le flux d'idées nouvelles et l'initiative des hommes.

Maîtriser, développer, gérer, exporter, toutes ces stratégies pour aller plus loin, plus loin dans le futur.

FRAMATOME, Service des Ressources Humaines CI
Direction des Affaires Sociales, Tour Fiat
Cedex 16, 92084 Paris-La Défense.



INVENTEZ ET GEREZ POUR GAGNER.

DIRECTEUR D'USINE

Votre ambition à très court terme

Vous avez une formation d'ingénieur ECP, AM, INSA ou équivalent. Votre expérience industrielle, d'une dizaine d'années dans des petites ou moyennes entreprises de transformation (petite mécanique, électromécanique) vous a permis de maîtriser l'ensemble des problèmes de production ; mais vous avez été impérativement un homme de terrain et un patron de fabrication pendant plusieurs années. Vos qualités humaines pour diriger et animer des hommes, souder des équipes et les fédérer se sont exprimées avec succès dans vos différentes missions. Vous avez été confronté au dialogue paritaire.

Aujourd'hui, vous voulez, compte tenu de votre potentiel, diriger une unité importante.

Nous vous proposons de rejoindre une société française très importante, leader dans son domaine et très performante : en taux de croissance de C.A. et de résultats. Nous vous demanderons d'abord d'assurer la fonction de responsable de production (+ ou - d'un an) afin de découvrir les spécificités de notre métier et de bien connaître nos produits (concepts, sensibilité...), avant d'assumer au sens plein les responsabilités d'un directeur d'usine et de chef d'établissement.

Notre usine (rattachée à une division de production dont vous dépendrez) compte plus de 400 personnes, elle est située dans l'Est de la France, elle fabrique des produits en grand nombre mais en petites séries, elle utilise des techniques classiques de mécanique, des procédés de soudage et de traitement de surface.

Si vous pensez avoir le profil de la personne que nous recherchons, merci d'envoyer votre dossier, sous réf. 5.034 M, à SERIFO, 47 bis, avenue Bosquet, 75007 PARIS.



BAC + 4

décollez à des milliers d'idées lumière



Leader sur le marché de l'éclairage électrique, le groupe LEGRAND crée, pour son unité de production située à Gien (150 KM AU SUD DE PARIS), le poste de

RESPONSABLE GPAO.

Rattaché directement au Responsable de cette unité de production, votre 1^{re} mission consistera à mettre en place le système de gestion de production informatisée dans un environnement MRP. (Mise en place d'une base de données et des outils informatiques nouveaux, formation des utilisateurs). Vous ferez vivre ce nouveau système ; autant dire une mission passionnante.

De formation BAC + 4 minimum, vous êtes débrouillant mais fortement motivé par la gestion de production. Vous avez peut-être

une 1^{re} expérience dans un domaine similaire, c'est un plus. Vous encadrerez une petite équipe, mettez à profit votre esprit d'organisation, de dialogue et de persuasion.

Avant d'occuper votre poste définitif, vous bénéficierez d'une formation initiale assurée par le responsable GPAO de nos usines de Normandie et de son soutien permanent par la suite.

Votre réussite dans cette fonction vous permettra, sans conteste, d'évoluer au sein de notre grand groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, à Monsieur Alain Duval LEGRAND NORMANDIE - Rue Paul-Neveu 78770 MALAINVY.

SPÉCIAL

SECTEURS
DE POINTE

INGÉNIEURS

EN PREMIERE LIGNE

La Course en tête, PROCTER & GAMBLE, c'est cela depuis toujours : une équipe unie par la volonté de conquête, le goût du challenge. Dans une telle compétition, rien ne peut être laissé au hasard. Il faut savoir mettre de son côté tous les atouts de la réussite. Un atout maître : VOUS !

JEUNES DIPLOMÉS(EES) DES MEILLEURES ÉCOLES OU AYANT UNE PREMIÈRE EXPÉRIENCE IDMS/R ABORDEZ VOTRE CARRIÈRE EN PREMIÈRE LIGNE, EN INTEGRANT NOTRE DÉPARTEMENT INFORMATIQUE.

Nos produits, nos équipes, nos outils vous supporteront. Une formation permanente et personnalisée, un environnement humain de qualité et une promotion exclusivement interne basée sur vos actions, vos résultats, votre potentiel, vous stimuleront.

De formation scientifique ou grande école de gestion, vous travaillerez sur des projets passionnants. En tant qu'INGÉNIEUR ANALYSTE DE GESTION pour analyser, concevoir, mettre en place, gérer les systèmes de gestion et d'aide à la décision et leurs bases de données interactives. En tant qu'INGÉNIEUR DÉVELOPPEMENT TECHNIQUE vous aurez à développer, implémenter et gérer les logiciels systèmes et applicatifs, nos configurations, les réseaux. Environnement IBM 4381/HP 3000, réseaux, logiciels de 4^e génération, info-centre...

Saisissez votre chance - ÉCRIVEZ-NOUS !

Nous attendons votre candidature sous réf. 3M1 (lettre et C.V.)
PROCTER & GAMBLE FRANCE,
Alain BONNIEC
Service Recrutement Cadres
96, avenue Charles-de-Gaulle
92200 NEUILLY-SUR-SEINE.

74 000 pers. et plus de 60 usines
dans le monde. En France,
1 650 pers. dont 400 cadres.
La C.A. en 1986 : 3,8 MDF

PROCTER & GAMBLE



**POUR ASSURER SON EXPANSION EN
RÉGION PARISIENNE ET OUTRE-MER.**

Société de coordination et pilotage, recherche

**INGÉNIEURS DIPLOMÉS
PONTS ET CHAUSSEES, ENSAM, ESTP ET INSA
TECHNICIENS SUPÉRIEURS
OU DUT GENIE CIVIL**
Expérience sur chantiers de 3 à 10 ans.

Qualités requises : goût, méthodes et relations humaines.
Fonction à assurer : ingénieurs d'affaires selon références et compétences.

Adressez CV manuscrit, photo et prêt. sous réf. 21727 à CONTESSE PUBLICITE - 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 tel. 71.

CONTESSE

ETABLISSEMENT FINANCIER INTERNATIONAL
recherche

**Organisateur-Concepteur
de systèmes d'information**

pour mettre en place les différentes phases d'un projet informatique : organisation, analyse de l'existant, définition des objectifs, conception et animation des équipes chargées des spécifications.

Nous souhaitons :
Formation Supérieure Scientifique ou Commerciale exigée.
Expérience de 3/4 ans d'organisation/conception de gros projets dans le domaine tertiaire (Banque ou Assurances).

Adressez C.V. détaillé en précisant votre salaire actuel, sous référence : PB 703, indiquée sur l'enveloppe, à :

CGS CARRIERES
58 Bd Gouvion-Saint-Oyr 75017 PARIS

SYSTEMES DE COMMUNICATIONS MILITAIRES

INGENIEUR CONCEPTEUR RESEAUX

Intégrée dans un puissant groupe industriel Français, leader mondial dans l'électronique professionnelle, cette importante entreprise a acquis un savoir-faire incontesté dans la définition et la construction de systèmes et réseaux de communication. Elle recherche un ingénieur concepteur réseaux.

Directement rattaché à un responsable de projets et s'appuyant sur des compétences internes ou externes à l'entreprise, il assurera, dans le cadre d'études amont, la définition d'un réseau de contrôle d'un système de transmission radio électrique depuis la conception de l'architecture jusqu'à l'évaluation des performances des solutions préconisées.

Basé en proche banlieue nord de Paris, ce poste s'adresse à un jeune ingénieur diplômé de préférence d'une grande école et familiarisé à travers une première expérience professionnelle aux différents aspects (normes, protocole, architecture) propres aux réseaux.

Une évolution en qualité d'expert réseaux au sein de l'entreprise est possible à moyen terme.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 32/1386 Z :

EGOR TECHNOLOGIES
125, av. des Champs Elysées - 75008 PARIS

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

egor



La Société Anonyme des Télécommunications fait partie du groupe G35 et représente à elle seule plus de 5 200 collaborateurs. Entreprise de recherche, de production (5 usines), et de commercialisation de produits hautement techniques (de transmission, réseaux, fibres optiques, aéronautiques...), la SAT recherche, pour des projets de gestion de production (équipement HP 3 000)

Deux Ingénieurs informaticiens

Paris réf. TN2/103

Lannion réf. TN2/104

Le premier rejoindra un service dont la mission est de coordonner, superviser les actions informatiques des centres de production notamment dans le domaine de la GPAO.

A Lannion le Chef de Projet analyse les besoins, suit la mise en place des nouveaux produits de GPAO et établit l'interface avec Paris.

Pour ces deux postes, nous demandons une formation d'ingénieur informatique. Après une première expérience pratique en informatique (2 à 4 ans), si possible sur matériel HP 3 000, ils souhaitent prendre une responsabilité complète dans le domaine de la GPAO. Notre société vous apportera si nécessaire, une formation complémentaire dans ce domaine.

Ces postes présentent de réelles perspectives d'évolution vers l'un des quatre départements informatiques de la SAT.

Merci de nous adresser lettre, CV, photo sous réf. choisie, 24, rue Eugène Flachat - 75017 PARIS. Nous vous assurons confidentialité et réponse.



Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

INGENIEUR MECANICIEN (A & M...)

**PLURIDISCIPLINAIRE
COMMUNIQUER POUR MIEUX CONCEVOIR**

Vous participerez, en tant qu'ingénieur, à la conception, à la réalisation et à la mise en œuvre de produits nouveaux. Votre rôle d'interface entre les exigences des services commerciaux et les impératifs de fabrication nécessite une bonne maîtrise de la communication, la sensibilité de la synthèse et de la décision.

Intégrez ESSILOR, premier groupe français en optique lunetterie, présent dans le monde entier, c'est participer à notre volonté d'anticiper sur les nouvelles technologies et les tendances fluctuantes de la mode.

Merci d'adresser votre CV manuscrit, lettre, photo et prétentions sous réf. 119 M à :
ESSILOR INTERNATIONAL - Service Affections
57, avenue de Condé 94106 SAINT-MAUR Cedex



ESSILOR



**SPATIAL NUCLÉAIRE
INFORMATIQUE INDUSTRIELLE
FIABILITÉ ET QUALITÉ
DES SYSTÈMES INDUSTRIELS COMPLEXES**
C.E.P. - Société de Service en forte expansion intervenant sur des projets de technologie avancée recherche

CONSULTANTS DE HAUT NIVEAU

Postes à pourvoir :

INGÉNIEURS QUALITÉ Réf. CEP/IGM 1

Profil : 2 à 3 ans dans une fonction similaire.

Mission : Établissement de spécifications qualité dans le domaine spatial.

INGÉNIEURS ASSURANCE QUALITÉ Réf. CEP/IGM 2

Profil : 3 à 5 ans dans une fonction similaire.

Mission : Conseil et formation.

INGÉNIEURS QUALITÉ / FIABILITÉ Réf. CEP/IFB

Profil : Ingénieurs Grandes Écoles - options mécanique et électricité - débutants acceptés.

Mission : Analyses critiques de conception et d'organisation fiabilité / qualité.

INGÉNIEURS QUALITÉ LOGICIEL Réf. CEP/IFB

Profil : Connaissance des concepts et méthodes d'assurance qualité et fiabilité du logiciel.

Mission : Conseil sur des projets industriels ou de haute technologie.

Adressez votre candidature (lettre + C.V. + photo + prétentions) sous référence choisie à notre Conseil CENTI-PROFILE
128, rue de Rennes, 75006 PARIS

**centi
profile**



GAMMAINTERNATIONAL

Permettre aux dirigeants de se doter des moyens et des compétences de leur époque, tel est le pari engagé par GAMMA INTERNATIONAL depuis 1978. Nous comptons parmi les 1^{ères} Sociétés de Conseil en France, avec 120 personnes, un développement annuel de 30 à 40 % et un profit de 19 % avant impôts. Nos prévisions de croissance sont de : 300 % pour les 4 ans à venir et nous investissons de 12 à 16 % par an dans la recherche, essentiellement dans le développement des systèmes d'information et des systèmes experts. L'information stratégique et l'organisation, la conception de systèmes, la formation à la conception et à la gestion sont les trois principaux départements que nous souhaitons renforcer.

INGÉNIEURS

X. MINES, CENTRALE...

Vous avez 3 à 5 ans d'expérience informatique acquise en entreprise ou dans une société de conseil. Vous souhaitez, dans un environnement stimulant où la capacité d'innovation est forte, démontrer vos capacités d'entrepreneur en accompagnant voire en dirigeant les activités de nos clients. Adressez-nous votre dossier de candidature, nous l'examinerons avec la plus grande attention : GAMMA INTERNATIONAL, Madame RAINON, 3, place de Valois 75001 Paris, sous réf. 047.

INGE
SY S 1

Jeud
en me

FORMATIQUE
EMPS REEL

INGENIEUR
GRANDE ÉCOLE

Débute
et si vous
carrière intern

هذا احدث الاصدار

هكذا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

SPECIAL

SECTEURS DE POINTE

INGÉNIEURS

CESIA

Le CESIA - Conseil en Systèmes d'Information des Administrations - est une équipe spécialiste du Conseil en Informatique. Nous préparons les administrations de demain. Nous osons relever les défis.

INGENIEURS SYSTEMES

De formation grande école + expérience de 2 à 3 ans minimum des systèmes BULL DPS 7, GICOS 7 - BM DOS/NE. Connaissance requise du 486 XT.

Votre compétence s'ajoute à votre dynamisme et à votre sens pédagogique développé.

Notre conviction partagée : la passion d'entreprendre, la certitude de gagner ensemble.

Les candidatures sont à adresser au CESIA Direction des Ressources Humaines, 50 B rue Lecourbe 75015 Paris.

BATISSEZ AVEC NOUS UNE BANQUE POUR DEMAIN



Soyons clairs, ce qui nous intéresse, au CREDIT DU NORD, chez vous,

INGENIEURS GRANDES ECOLES

c'est votre volonté de réussir. Votre ferme intention d'élargir chaque jour votre territoire de responsabilités.

Bien sûr, pour réaliser vos ambitions au Crédit du Nord, vous pourrez tous vous appuyer sur une organisation et des outils technologiques déjà très avancés. Le Crédit du Nord change et évolue. Il se prépare quotidiennement aux réalités futures en se dotant de moyens techniques à la mesure des perspectives nationales et internationales du monde de demain.

Mais si vous rejoignez le Crédit du Nord, vous réussirez parce que vous en avez la volonté. Parce que, pour vous, réussir, c'est gagner chaque jour de nouveaux enjeux personnels et professionnels. Parce que, pour y parvenir, vous recherchez une banque qui vous ressemble et qui vous ouvre l'ensemble de ses métiers.

Pour un premier poste à la Direction Informatique du Crédit du Nord, contactez la Direction du Personnel, 6, boulevard Haussmann, 75009 PARIS.

Crédit du Nord

association française de normalisation

Jeune ingénieur en mécanique

participez à la normalisation européenne

Nous recherchons pour le CEN (Comité Européen pour la Normalisation) un Ingénieur pour une période de 2 à 3 ans. Placé sous l'autorité du secrétaire général du CEN, ou de ses proches collaborateurs, il travaillera dans le secteur de la normalisation en mécanique. Il assurera l'ensemble des activités de ce secteur (détermination des politiques, participation aux réunions, édition de documents). Cet ingénieur devra être titulaire d'une grande école ou d'un diplôme universitaire en mécanique, à son langage anglais et si possible, avoir une bonne connaissance de l'allemand. Il devra accepter de voyager fréquemment dans toute l'Europe de l'Ouest. Ce poste offre à l'ingénieur une expérience unique. Le salaire proposé est d'environ 300 kF. Merci d'adresser votre candidature, cv et photo sous réf. 4581 à M. G. Bony, Direction du Personnel et des Relations Humaines, AFNOR, Tour Europe Cedex 7, 52000 Paris La Défense.

INFORMATIQUE TEMPS REEL

IMPORTANTE SOCIETE REGION PARISIENNE recherche

INGENIEUR CHEF DE PROJET GRANDE ECOLE (ECP, ESE, ENSAE, ENST...)

Ayant de préférence quelques années d'expérience en informatique temps réel (COULD si possible). En collaboration avec les équipes d'essai, il participera à la définition de nouvelles applications logicielles et à l'évolution des logiciels existants (modifications d'environnement, simulation, exploitation graphique...). Il aura pour mission d'adopter les méthodes de développement et la documentation ; il aura un rôle de conseil dans l'élaboration de la stratégie de développement des systèmes informatiques de l'usine. Ce poste implique un goût certain pour le travail en équipe. Le candidat à fort potentiel aura de réelles perspectives d'évolution. Il devra être âgé d'environ 30 ans. Merci d'envoyer votre dossier de candidature sous réf. 22489 à CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE APPLIQUEE A L'IMAGE

THOMSON, premier chercheur industriel français, investit plus de 10% de son CA en R/D et dépose plus de 600 brevets par an. Au sein du Groupe, les Laboratoires Electroniques de Rennes, situés dans une région pilote pour le développement des télécommunications, ont pour mission de conforter l'avance technologique dans le domaine de l'image.

INGENIEURS DE RECHERCHE ESE, ENST...

Vous êtes débutant ou justifiez d'une première expérience. Nous vous proposons de mettre en œuvre à la fois votre savoir technique et votre créativité pour innover dans les domaines suivants :

- études et développement en architecture et logiciel d'intelligence artificielle (système Prolog, machines parallèles...),
- études d'application imagerie utilisant les techniques d'intelligence artificielle.

Notre environnement technique exceptionnel, notre structure en petites équipes responsables de projets complets, stimuleront vos compétences. Maîtrise de l'anglais indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature avec photo sous la réf. 91578/LM à Françoise JOULAUD - THOMSON-CSF - LER, Avenue de Belle-Fontaine 35510 CESSON-SEVIGNE.

THOMSON-CSF

Débutants, et si vous pensiez carrière informatique ?

Groupe parisien de sociétés de services et d'ingénierie en informatique, nous avons su depuis plus de vingt ans conquérir une excellente réputation auprès de grands organismes du secteur public et privé, tout en demeurant une entreprise à dimension humaine. Aujourd'hui, nous recherchons de jeunes collaborateurs possédant plusieurs années d'études supérieures scientifiques ou en gestion, déchargés des obligations militaires et libres rapidement. Vous n'avez pas de connaissances particulières en informatique, nous vous formerons intégralement à la technique et à nos méthodes et vous permettrons de connaître une véritable évolution au sein de notre groupe. Pour un premier contact, merci d'adresser une lettre manuscrite avec CV détaillé + photo sous réf. M 1703 à A.S. PUBLICITE, 3, rue de Liège 75009 Paris, qui transmettra.



Directeur technique

pour la société GIEPAC BOUCCOCHES à BEAUNE 21. Directement rattaché au Directeur Général et membre à part entière de l'équipe de Direction, vous gérerez et organiserez l'ensemble de la production (100 personnes) dans un esprit de constante amélioration. Vous superviserez l'entretien et les travaux Neufs, vous participerez à l'élaboration des budgets et des plans d'investissements et de développement. Vous aurez la charge en particulier d'une installation lourde. Ingénieur généraliste de formation (A à M ou équivalent), vous justifierez de plusieurs années d'expérience industrielle où vous avez développé des qualités d'organisateur et d'animateur. réf. P 11 LM

Notre Conseil Français Petit vous remercie de lui adresser votre candidature (lettre, CV, présentations) en précisant la référence du poste qui vous intéresse, à CDPA, Développement des Ressources Humaines, 62 rue de Miromesnil, 75008 Paris. Tél. 42 89 10 08.

CDPA

Adjoint au directeur technique

pour la Société NADAC à ETAMPES 91. Rattaché au directeur technique, vous prenez en charge l'ensemble de la fabrication (100 personnes) dans un contexte d'innovation et d'évolution technologique importante. Ingénieur de formation, âgé d'une trentaine d'années, vous justifiez d'une première expérience industrielle. Nous vous offrons la possibilité de faire la preuve de vos qualités techniques et humaines en évoluant dans une usine en pleine expansion. Pour ce poste, l'évolution de notre Groupe vous permettra de donner toute la mesure de votre potentiel. réf. P 12 LM

Paris
Dijon
Besançon

SPÉCIAL

SECTEURS
DE POINTE

INGÉNIEURS



LUCHAIRE

vous croyez à l'informatique personnelle, prenez en main nos micros !

Nous sommes un Groupe (4500 p., 2000 MF de CA) à la pointe des techniques : aéronautique, automobile, armement... Notre direction informatique (40 p., Paris) gère l'ensemble des développements : nous disposons au siège d'un IBM 4381 sous MVS et mettons en place des moyens décentralisés à tout niveau.

Venez prendre en main, promouvoir et développer notre micro-informatique (informatique personnelle, messagerie, bureautique...). Interlocuteur des utilisateurs et des correspondants informatiques locaux, vous gérez notre parc (déjà 70 micros), organisez la formation, êtes attentif à l'évolution des matériels et des logiciels. Vous vous appuyez sur un technicien pour les installations.

Gestionnaire (ESC) formé à l'outil informatique, informaticien (Mise en œuvre ou ingénieur) ouvert à la gestion, vous avez une expérience de deux à trois ans et voyez dans ce poste de larges possibilités d'évolution.

Ecrivez à notre consultante,
Mme E. PRIMAULT (réf. 5000 LM)
à "Nouvelles Technologies".



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE 75008 PARIS
LYON GRENOBLE LILLE NANTES

MEMBRE DE SYNTEC

ROCHE

Produits ROCHE

chef de projet de haut niveau

Vous prendrez la responsabilité du développement de projets d'envergure dans le domaine de la gestion.

Ingénieur Grande Ecole, vous avez une bonne expérience du management d'équipes et du développement d'applications sur grands systèmes IBM (CICS, DL1) et la pratique de la gestion de production assistée par ordinateur. Anglais courant indispensable.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions au
Département du Personnel - 52, bd du Parc
92521 NEUILLY SUR SEINE Cedex.

ROCHE

la réussite en flèche

INGÉNIEURS

GRAND GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS avec plus de 10000 salariés en France et aux Etats-Unis, nous recherchons des ingénieurs expérimentés et un taux de croissance constant.

Aujourd'hui, vous avez dans votre spécialité, la vision, l'ambition et la mobilité pour prendre très rapidement en compte les évolutions technologiques et d'adaptation - des RESPONSABILITES OPERATIONNELLES.

INGENIEUR BUREAU D'ETUDE

De formation ingénieur grande école, vous souhaitez vous investir et évoluer au sein d'un bureau d'étude spécialisé en industrie lourde très automatisée et très exigeante en travailleur.

Basé à Paris, vous effectuerez des déplacements dans nos différentes usines. A moyen terme, votre fort potentiel vous permettra d'acquiescer notre dimension technique.

INGENIEUR ELECTRICIEN/ELECTRONICIEN

Issu d'une grande école d'électricité, vous recherchez l'opportunité de travailler dans un bureau d'étude spécialisé en industrie lourde très automatisée.

A moyen terme, nous vous confierons en poste d'ingénieur Spécialiste dans le Groupe.

Si vous êtes dynamique, impliqué et entreprenant, rejoignez un Groupe tourné vers l'avenir, qui a toujours su optimiser et mettre en œuvre le potentiel de ses collaborateurs, en adressant votre lettre manuscrite, C.V. et photo avec l'indication du poste visé, sous la référence 4637/LM, à :

G Communiqué

71, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui vous enverra le dossier de candidature.

Ingénieurs concepteurs et chefs de projet logiciel

Nous sommes une Société de Services et Ingénierie Informatique dont la compétence vient de nos 45 ingénieurs issus de Sup Télécom, Supélec, Sup Aéro, Centrale, et leur maîtrise du monde du logiciel dans les domaines des Hautes Technologies :

SYSTEMES TEMPS REEL, GENIE LOGICIEL, SYSTEMES EXPERTS.

Rejoignez-nous !

Nous vous confierons des missions variées soit en Conseil et Assistance Technique auprès de Grands Groupes Industriels, soit sur nos propres développements d'outils et produits logiciels.

Adressez votre dossier de candidature sous réf. PN 87/MO1, à François Phulpin - 72-78, Grande Rue - 92310 SEVRES.

APSIDE
TECHNOLOGIES

SYSTEMES DE COMMUNICATIONS MILITAIRES

INGENIEURS D'ETUDES SYSTEMES

Cette entreprise comptant environ 3000 personnes est membre d'un important groupe industriel Français. Spécialisée dans la conception et la maîtrise d'œuvre de systèmes de communications principalement militaires, elle est un des fers de lance de la technologie française à travers le monde. Elle souhaite intégrer deux ingénieurs d'études systèmes.

Epaillés par de puissants moyens informatiques, ces ingénieurs prendront en charge pour différentes équipes projets la responsabilité de la conception (analyse des spécifications, évaluation des différentes solutions et de leurs performances respectives, validation des sous-ensembles, ...) de systèmes ou sous-systèmes de communications.

Ces postes sont basés en proche banlieue nord de Paris. Ils conviendront bien à des ingénieurs électroniciens ESE, ISEP, ESIEE... ayant acquis une première expérience d'au moins trois ans en étude de systèmes électroniques temps réel. Des compétences en traitement du signal seraient un atout apprécié.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 32/1386 Y à :

EGOR TECHNOLOGIES
125, av. des Champs Elysées - 75008 PARIS

egor

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPON



MATRA DATASYSTEME poursuit son expansion dans l'informatique technique et scientifique haut de gamme. Décidés à renforcer notre présence sur nos marchés-cibles, nous recherchons des candidats capables de réaliser les objectifs ambitieux qui sont les nôtres :

Jeunes Ingénieurs Technico-Commerciaux

Vous assurez les prestations avant-vente (présentations, démonstrations, étude de cahiers des charges, conseils à nos clients...) et assistez techniquement nos ingénieurs commerciaux lors de la vente de systèmes complexes. Après une formation supérieure (école de commerce ou d'ingénieur...) votre première expérience (environ 3 ans) chez un constructeur informatique a mis en œuvre vos compétences techniques et commerciales : vous avez plus particulièrement abordé les domaines gestion et télécommunication, et maîtrisez systèmes d'exploitation et domaines applicatifs.

Vous avez une dizaine d'années d'expérience dans ce métier ? Vous avez alors acquis le degré de compétence technico-commerciale que nous recherchons pour fournir à nos propres équipes une assistance dans les domaines plus pointus (formation des ITC, interventions expertes, aide au démarrage de nos filiales internationales...).

La maîtrise de l'anglais et/ou de l'espagnol est nécessaire.

Si ce défi vous intéresse, envoyez votre dossier (lettre manuscrite, sous référence choisie, CV, photo et prétentions) à : DRH MATRA DATASYSTEME - 1 avenue Népce 78180 MONTKIRY-LE-BRETONNEUX

MATRA DATASYSTEME
L'INFORMATIQUE SIGNÉE MATRA

GOULD

Electronique

GOULD ELECTRONIQUE, filiale française du groupe américain GOULD, qui conçoit, fabrique et commercialise des instruments de MESURE et de CONTRÔLE électroniques (systèmes d'enregistrement, oscilloscopes numériques, analyseurs logiques), recherche pour son Service Après Ventes

AGENTS TECHNIQUES ELECTRONICIENS

Les candidats devront :
- être titulaires du DUT ou BTS ou d'un diplôme AFPA électronique,
- avoir une expérience minimum de 2 ans de maintenance,
- connaître l'anglais technique.

Les postes à pourvoir comprennent l'installation et la maintenance de systèmes et/ou d'appareils de mesure à base d'enregistreurs et d'oscilloscopes en milieu industriel ou médical.

Ces postes basés en région parisienne, peuvent entraîner des déplacements en intervention sur toute la FRANCE.

Les candidatures avec CV et prétentions devront parvenir à :
GOULD ELECTRONIQUE - Service du Personnel
57, rue Saint Sauveur - 91160 Balainvilliers

SETEL
Société d'Electronique,
d'Informatique et de Télécommunications

recherche pour :
Paris - Toulouse - Bordeaux

INGÉNIEURS D'AFFAIRES (R&I)

Nous vous demandons 5 ans d'expérience chez un constructeur ou une SSII. Votre future mission implique de bonnes connaissances de l'informatique, du planning ou de la gestion de projet.

INGÉNIEUR INFORMATICIEN (R&I II)

Vous avez 3 à 5 ans d'expérience. Vous aurez pour mission de coordonner les tâches de support d'exploitation de systèmes bureautiques et informatiques de gestion. Connaissances approfondies sur MS DOS, VMS, PRIMOS.

TECHNICIEN INFORMATICIEN (R&I II)

Vous avez 3 à 5 ans d'expérience et maîtrisez D BASE III et FRAMEWORK.

Vous connaissez de plus le planning et/ou la gestion de projet. Nos produits sont performants, notre savoir-faire est reconnu et nous nous développons sans cesse.

Rejoignez-nous !
Adressez pour cela votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et salaire actuel) en précisant le poste et la région choisis à :

SETEL - Z.I. DE FLOURENS - 31130 BALMA.

3,5 mil

Ingénieur électro

هكذا من الأدلة

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Mercredi 18 mars 1987 31

SPÉCIAL

SECTEURS
DE POINTE

INGÉNIEURS

Voilà un concept essentiel qu'il faut faire vivre avec des moyens adaptés aux particularités de l'entreprise. Laboratoire pharmaceutique français de taille moyenne nous avons choisi la souplesse des matériels d'une part (3 IBM 36 répartis entre siège et usine, micro, bureautique), et des hommes d'autre part (deux analystes programmeurs et l'appel à des prestataires lorsque nécessaire). Pour faire vivre cette organisation informatique et la modéliser pour répondre aux besoins des utilisateurs, nous recherchons notre

Responsable de l'organisation informatique

Agé d'au moins 28 ans, de formation supérieure (École d'ingénieurs ou de Gestion avec option informatique) vous aurez acquis une première expérience, des systèmes en intervenant par exemple comme consultant senior dans un grand Cabinet d'Audit Informatique et/ou de Gestion. Si vous vous sentez davantage l'homme d'un projet informatique d'entreprise qu'un technicien strict, il faut nous rencontrer. La rémunération est motivante. Notre évolution laisse entrevoir d'intéressantes perspectives.

ENJEUX Entrez en contact M/M. 2230M avec ENJEUX, 20, rue de l'Hotel de Ville 92200 NEUILLY qui nous avont chargé de cette recherche.

PUBLIVIA



2^{ème} Pôle français en communication d'Entreprise, 5.000 personnes, 2,5 Milliards de Francs de C.A., 1^{er} fabricant européen de postes téléphoniques et leader en radiotéléphonie, nous investissons plus de 10% de notre C.A. en étude pour développer nos lignes de produits en commutation et télématique. Notre Direction Technique renforce son équipe et souhaite intégrer: (H/F)

Chef de Projet Logiciel

Sur une ou plusieurs affaires dans les domaines de la commutation et des réseaux de radiotéléphonie. Vous serez la responsabilité technique, d'organisation de projet et d'animation d'une équipe chargée de développer des logiciels de communication ou d'exploitation de réseaux.

Ingénieur Grande Ecole, (ENST - ESE - ENSI...) votre expérience professionnelle (minimum 5 ans) confirme votre compétence en Informatique Industrielle temps réel et si possible en télécommunication et réseau de transmission de données.

Vous avez de l'imagination et de la rigueur et vous savez créer autour de vous un véritable esprit d'équipe, pour réussir dans une fonction également très ouverte sur d'autres services.

Ref.NK3013

Jeunes Ingénieurs

en Informatique Industrielle

Vous participez à la réalisation de logiciels dans le domaine des réseaux de radiotéléphonie et de communication. Ingénieurs Grandes Ecoles, nous vous offrons l'opportunité d'acquérir des compétences dans un environnement jeune et sur des technologies avancées et évolutives. Des connaissances en informatique temps réel, transmission de données ou réseau seraient appréciées. Anglais souhaité.

Ref.NK3014

Merci de nous adresser votre dossier de candidature (avec photo et prétentions) en précisant la référence à Nicole KAMERZAC D.P.R.H. - rue Jean-Pierre Timbaud - B.P. 26 - 78392 BOIS D'ARCY CEDEX

MATRA COMMUNICATION

3,5 milliards
transférés tous les matins avant 9h

Le 1^{er} gamme française :
de produits informatiques hautement performants.

Recherche jeunes ingénieurs

Nous sommes une jeune société à taille humaine, (30 personnes - 15 M. FF de C.A.)

- Vous souhaitez participer à l'aventure des communications en développant vos talents des applications pointes :

- Liaison TRANSPAC
- Carte à Mémoires
- Serveur VIDEOTEXT
- Connexion 4341

- Vous êtes jeune diplômé SUPLEEC, TELECOM...

- Nous vous offrons un environnement technique performant, une rémunération motivante et de réelles possibilités de carrière.

- Merci d'envoyer votre CV et une lettre de motivation à :

SYBEL 36, rue Voltaire, 75002 PARIS.

INFORMATIQUE

SOCIÉTÉ DE TELECOMMUNICATION PROFESSIONNELLE en expansion, nous recherchons pour notre laboratoire d'études un

Ingénieur électronicien

De formation Grandes Ecoles (ESE, ENST, ISEN, ESIEE, ISEP...), débutant ou avec une première expérience, vous prendrez en charge les études et la conception d'équipement de télécommunication et de télématique mettant en œuvre des micro-processeurs (8061 - 2 86 - 88 000 - TMS 320).

Au sein d'une structure légère, autonome, vous prendrez très rapidement des responsabilités de Chef de projet.

Pour ce poste basé en banlieue Ouest, à La Verrière (100 m de la gare), merci d'adresser votre dossier de candidature (C.V., photo et prétentions) au Secrétaire Général

SI SEGMA INDUSTRIES
14, rue Gabriel-Péri
92120 MONTROUGE

Société d'assistance
domestique militaire
RECHERCHE

1 INGÉNIEUR MÉCANICIEN

ARTS ET MÉTIERS - POLYVALENT

- Connaissances résistance matériaux, aérodynamique, thermique, informatique et expérience d'ingénieur d'études.
- Age 30 ans environ, 5 ans d'expérience.
- Lieu d'activité : BOURGES.
- Salaire : 200.000 F.

2 INGÉNIEURS MÉCANICIENS

ARTS ET MÉTIERS

- Expérience d'ingénieur d'études.
- Connaissances en résistance des matériaux, hydraulique, thermique, informatique, électromécanique.
- Age : 30 ans environ, 5 ans d'expérience.
- Lieu d'activité : BOURGES.
- 1 RÉGION PARISIENNE.

Adresser curriculum vitae sous n° 2.412 M
LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, Paris-7.

DEMAIN : LA PRODUCTIQUE

Rationaliser les méthodes, introduire la GPO et la MAO, optimiser les outils de production par l'automatisation et la robotisation, nos consultants élaborent aujourd'hui les systèmes industriels de demain.

Qu'il s'agisse d'améliorer les performances d'une chaîne de conditionnement ou de prévoir l'implantation d'un site informatique, ils interviennent bien en amont des projets, pour transformer les besoins du client en solutions industrielles.

INGENIEURS CONSULTANTS JUNIOR

Vous avez déjà une première expérience réussie en production ou dans le conseil. Votre approche concrète et pragmatique s'appuie sur une analyse globale des systèmes de production. Nous vous proposons une rémunération motivante et un développement de carrière à la mesure de vos ambitions au sein de l'un des tout premiers groupes européens.

SODETEG
La maîtrise des systèmes

Merci d'écrire à Jean-Louis VIDOT, sous réf.1042/LM, BP 15,
92352 LE PLESSIS ROBINSON CEDEX.

THOMSON

Responsable des études et développement informatiques

secteur bancaire

290 000 +

Paris. Le service informatique (100 personnes) d'un important organisme financier recherche le responsable des études et du développement (H/F).

Relevant du Directeur informatique, il prendra en charge la réalisation et le développement des applications concernant le financement de logements. Il aura la responsabilité d'un budget et du management de trente personnes réparties en trois groupes de projets. Il s'assurera de la qualité des applications grâce à la mise en place d'outils méthodologiques.

Le candidat, âgé d'une trentaine d'années, de formation supérieure, a une expérience confirmée de grands projets et du management d'une importante équipe. Le poste requiert des qualités d'expression écrite et orale, une personnalité affirmée, de la diplomatie et le sens de la délégation.

Merci d'adresser C.V., lettre manuscrite et photo à Henri BOUET sous la référence LD88/M.



SEMA-SELECTION

10, rue Barbès 92120 MONTROUGE Cedex.

Paris - Lille - Lyon - Marseille - Toulouse



CREDIT LYONNAIS

Notre informatique est résolument tournée vers les méthodes les plus modernes de traitement d'important réseau privé, réseaux locaux, ordinateurs individuels, machines tolérantes aux pannes, bases de données... Dans cet environnement, à la pointe de l'informatique, nous recherchons :

2 INGENIEURS SYSTEMES

CICS (SOUS MVS)

Pour participer à des développements système concernant la mise en place du Moniteur CICS. Ces postes conviendront à des candidats de formation supérieure, ayant une pratique des INTERMES CICS et des développements SYSTEME TEMPS REEL dans un environnement IBM MVS/XA. Réf. 61.32/6/839

2 INGENIEURS LOGICIELS DE BASE

respectivement STRATUS Réf. 61.34/10/841 et TANDEM Réf. 61.35/11/842

Pour participer à des développements proches du système sur les matériels STRATUS et TANDEM intégrés dans le Réseau du Crédit Lyonnais. Ces postes peuvent être ouverts à des ingénieurs débutants motivés par les problèmes de transmission dans un réseau performant.

1 INGENIEUR RESEAU (X25)

Pour participer à l'évolution et à la montée en charge du réseau privé du Crédit Lyonnais : étude des spécifications, tests de nouvelles fonctionnalités, etc... Ce poste conviendrait à un ingénieur Grande Ecole (Télécom, Supélec ou équivalent) ayant une première expérience de 1 à 2 ans dans les Réseaux, et connaissant les protocoles de transmission X 25 (possibilité d'étudier les candidatures d'ingénieurs débutants). Réf. 61.31/12/838

Tous ces postes sont basés à : PARIS LA DEFENSE.

Adresser C.V. + photo + salaire actuel, sous référence respective à Mme JACOB, ADEQUATION, 62-64 avenue Emile Zola, 75015 Paris.



SPÉCIAL

SECTEURS
DE POINTE

INGÉNIEURS

créer des outils informatiques au service du bâtiment

Société d'assistance aux maîtres d'ouvrage, en France comme à l'étranger, nous intervenons dans les domaines les plus variés : équipement hospitalier, logement, loisirs, tourisme. Notre service Développement cherche pour Paris un

jeune ingénieur bâtiment TCE

Vos 3 à 5 premières années d'expérience, en études de prix ou en travaux, ont confirmé votre passion de la construction et éveillé votre intérêt pour l'informatique ; aujourd'hui, vous avez la trentaine, parlez bien l'anglais, et vous sentez l'énergie de pouvoir faire progresser notre métier.

Venez bâtir, dans notre équipe motivée, des outils modernes de conception et de réalisation d'ouvrages, y appliquer la CFAO, la visualisation, etc., optimiser la productivité des hommes du bâtiment.

Notre consultante, Mme E. PRIMAULT,
vous remercie de lui écrire (réf. 4998 LIM)



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES

MEMBRE DE SYNTec

Ingénieur mécanicien, plasturgiste confirmé, ayant le goût de la gestion...

Une opportunité de carrière sur OYONNAX

DIRECTEUR
D'ETABLISSEMENT

Notre groupe spécialisé dans les articles de mode, est un des leaders mondiaux dans le domaine des ornements de coiffure, (330 personnes - C.A. 120 MF dont 65% à l'exportation).

Notre établissement industriel d'OYONNAX utilise les techniques modernes de l'injection plastique. La fabrication de nos articles offre la sensibilité propre aux métiers de création à la compétence technique, spécifique au site d'OYONNAX mondialement connu.

Rattaché au PDG du Groupe, votre fonction est polyvalente : elle recouvre les aspects INDUSTRIELS (plasturgie, achats, amélioration de la productivité, prix de revient, qualité...), ORGANISATIONNELS (planification, gestion des cotisations, des stocks...), HUMAINS (encadrement de 55 personnes, développement des compétences, méthodes participatives).

Vous ne serez pas seul pendant la période d'intégration, l'assistance dont vous aurez besoin vous sera apportée par notre Groupe. Ensuite, à vous de gérer et développer en toute autonomie et en bonne intelligence avec les autres unités du Groupe. Nous vous offrons une rémunération motivante et une réelle opportunité de carrière.

Vous êtes un ingénieur mécanicien (Arts et Métiers, INSA, IDN...) de plus de 33 ans, avez une expérience reconnue en injection plastique et exercez une responsabilité industrielle et d'encadrement. De plus, si vous parlez l'anglais, You're the best !

Veuillez adresser votre candidature (C.V., lettre manuscrite et prétentions) sous référence 221 63/M à notre conseil, Christine DEFECHÉ, S&L-CEGOS, Tour Chénouet 92156 BOULOGNE CEDEX.

S&L
CEGOSINGENIEUR 200 000 F+
recherche emballages

Dans le DEPARTEMENT RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT, avec des objectifs de qualité et d'efficacité, 95 personnes dont 30 cadres, se consacrent à une recherche appliquée dans le domaine des produits, des emballages et des procédés de fabrication. Les ingénieurs se voient confier très rapidement des sujets de recherche pour l'avenir de l'entreprise.

Ils disposent de ressources importantes leur permettant de mettre en œuvre leurs projets.

La communication est directe et facilitée par un travail d'équipe, les ingénieurs de ce département sont en relation étroite avec les autres départements, en particulier les Achats, le Marketing, la Fabrication ainsi que les fournisseurs.

MISSION. — Vous développerez notre avance technologique dans le domaine des emballages, en particulier celui des semi-rigides stérilisables. Vous aurez à promouvoir vos projets auprès des fournisseurs et des responsables de l'entreprise.

PROFIL. — Vous avez : - le niveau ingénieur, de préférence spécialisé Chimie ou Ecole de l'Emballage et du Conditionnement - une expérience professionnelle réussie d'au moins 2 ans, soit dans le domaine de la fabrication ou de la transformation du plastique, soit dans l'élaboration ou l'utilisation des emballages plastiques - une pratique aisée de l'anglais.

Vous ferez de courts déplacements dans les usines, dans les autres Sociétés du Groupe MARS en France et à l'étranger, chez les fournisseurs.

En fonction de vos résultats, dans un environnement qui privilégie l'initiative et l'innovation, vous pourrez évoluer vers d'autres fonctions dans la Société ou dans les unités du Groupe MARS. Le poste est basé dans la région d'ORLÈANS (90 minutes de Paris).

Envoyez-nous avec curriculum vitae + photo à UNISABI - Département du Personnel (SB) - B.P. 7 - 45560 SAINT-DENIS-DE-L'HOTEL.

PAL - CANIGOU - FROLIC - LOYAL - ROMRON - KITEKAT - WHISKAS - BIEQUES - SHEBA

unisabi

Responsable des études télétransmissions

Filiale d'un important groupe spécialisé dans la sous-traitance électronique, nous sommes une PME leader sur un marché spécifique : TELEGESTION, GESTION TECHNIQUE CENTRALISÉE et CONTRÔLE D'ACCÈS.

Nous concevons et nous réalisons des SYSTÈMES INFORMATIQUES « clés en main » (matériels et logiciels) destinés à une clientèle de grands groupes industriels et tertiaires.

Notre structure adaptée au développement de systèmes de très haute technologie, bénéficie des moyens techniques et humains de notre groupe. Pour assurer le développement et le management opérationnel de notre bureau d'études (20 ingénieurs et techniciens), nous créons le poste de responsable des études.

En accord avec la Direction Générale, vous participez aux décisions technologiques (politique nouveaux produits, optimisation des logiciels existants).

- Maître d'œuvre de l'ensemble de nos applications, vous prenez en charge l'analyse

des spécifications, l'élaboration des solutions ainsi que la coordination des réalisations.

- Garant de la planification de nos projets, vous êtes bien sûr responsable de votre budget.

Vous êtes diplômé d'une grande école d'ingénieurs et vous possédez une expérience réussie d'au moins 5 ans dans la conduite de projets « temps réel ».

Vous avez évolué dans un environnement à base de calculateurs : INTEL, DIGITAL ou APOLLO, de préférence sous UNIX.

La connaissance de notre secteur d'activité serait un atout.

Réelle opportunité pour un candidat de valeur de devenir le patron de nos développements et de rejoindre

notre Direction. Poste basé en banlieue Sud-Ouest.

INFORAMA
carrières

Si cette opportunité vous intéresse, merci d'écrire à notre Conseil : INFORAMA - 7 rue Pasquier - 75008 PARIS, sous réf. 1525.

LYON-LILLE-MARSEILLE-PARIS-PAU-TOULOUSE

EUROSOFT
SYSTEMES

Groupe indépendant d'ingénierie informatique aux activités diversifiées, recherche pour sa division SECTEUR - TERTIAIRE :

INGENIEUR-
CONCEPTEUR

spécialisé dans l'informatique bancaire pour s'intégrer dans une équipe chargée de la mise en œuvre du nouveau système informatique d'une grande banque de la région parisienne.

Le candidat recherché aura une formation ingénieur ou maître informatique et devra justifier d'une expérience de 4 à 5 ans sur des applications bancaires (Dépôts - prêts ou titres).

Merci d'adresser lettre manuscrite + CV, sous réf. MB 154, au service recrutement EUROSOFT, 35, Boulevard Henri Sellier - 92150 SURESNES.

DES HOMMES NOUVEAUX POUR DES TECHNIQUES DE POINTE

URGENT

Société d'ingénierie en informatique recherche pour son agence d'AIX-EN-PROVENCE un

Ingénieur
INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

ayant une expérience en intelligence artificielle pour projet FAO (esprit).

Anglais indispensable. Italien souhaité.

TITN

Téléphoner au (16) 42.24.41.48 ou écrire : 7, rue Louis-Armand - 13762 LES MILLES Cedex.

OUTRE MER

IMPORTANTE SOCIÉTÉ RECHERCHE POUR MISSION LONGUE DURÉE EN FAMILLE :

INGENIEUR ELECTRONIQUE

Âgé d'environ 35 ans, vous êtes diplômé d'une école d'électronique et vous maîtrisez deux techniques parmi les domaines suivants :

- LA VIDEO
- LA RADIO
- COURANTS FAIBLES ET RF

Nous vous assurerons éventuellement une formation complémentaire avant votre départ.

Vous êtes un animateur possédant un sens aigu des contacts humains et votre rigueur, votre disponibilité, votre sens de l'organisation vous permettront de mener une équipe de techniciens de maintenance.

Vous possédez le Permis B et vous maîtrisez l'anglais.

Merci d'envoyer CV, photo et présentations sous référence MCL en précisant le numéro 22865 à CONTESSÉ PUBLICTÉ 20, avenue de l'Opéra 75001 PARIS qui transmettra.

CERICS Centre Européen de Génie Logiciel

De grandes entreprises (BULL, THOMSON...) offrent une trentaine de bourses d'études à des jeunes :

DIPLOMES
GRANDE ECOLE

X, CENTRALE, MINES... ou universitaires équivalents pour accéder aux fonctions d'INGENIEUR CONCEPTEUR DE LOGICIEL.

A l'issue d'une formation de 9 mois, en étroite association avec l'INRIA, le CERICS délivre un : MASTERE SPECIALISE EN GENIE LOGICIEL. Label de la Conférence des Grandes Ecoles.

Adressez votre candidature à CERICS BP 48 Sophia-Antipolis 06561 Valbonne Cedex tél. 93.95.45.00

هذا هو الأصل

هكذا من الأدل

REPRODUCTION INTERDITE

SPECIAL

SECTEURS
DE POINTE

INGÉNIEURS

Le Monde • Mercredi 18 mars 1987 33

SLTI
Informatique

recherche
dans le cadre de son expansion pour la conception
et le développement d'importants projets de
TELECOMMUNICATIONS
et d'INFORMATIQUE INDUSTRIELLE
(Transmission Satellite, RNIS, Traitement d'Image)

**DES INGÉNIEURS OU UNIVERSITAIRES
DIPLOMÉS EN INFORMATIQUE**

Justifiant d'expérience dans les
SYSTÈMES TEMPS RÉELS.
La connaissance des Systèmes d'Exploitation
RDOS-AOS, UNIX, VMS,
Microprocesseurs 386, 68020,
serait très appréciée, ainsi que les protocoles
de communication X.25, X.21 et S.

Envoyer C.V. à l'attention de M. MERED - SLTI s.a.
11 bis, rue de Strasbourg, 75116 PARIS.
Tél. : (1) 45-90-93-31.

Grande entreprise publique
recherche

pour développer le potentiel de son service informatique
dans les domaines scientifiques et d'aide à la décision.

CINQ INGÉNIEURS DÉBUTANTS

ou ayant 1 à 2 ans d'expérience professionnelle
de formation scientifique générale de haut niveau
(grande école ou université).

Ces ingénieurs pourront développer leur compétence dans
l'un des cinq domaines suivants :

- systèmes experts ;
- analyse numérique, mécanique des fluides ;
- statistique, analyse de données ;
- architecture informatique grand système (série
IBM 30, 90, 200 VE, VM, MVS) ;
- assistance technique grand et moyen systèmes
(UNIX, GKS) ;
- Postes à pourvoir au proche banlieue parisienne.

Envoyer C.V. détaillé + lettre manuscrite
LE MONDE PUBLICITÉ sous n° 8-416.
5, rue de Montmarty, PARIS-7.

**POUR UN PROJET D'ACCELERATEUR
EUROPÉEN, IN 2 P 3**

Cherche

Ingénieur mécanicien

(grandes écoles : A et M). 30 ans environ, expér. en
étude et réalisation projets importants. Ajustage
direction d'un bureau d'études et montage de la
machine, techniques soudures : Mécanique générale
de précision, motorisations, vide, champs magné-
tiques et électrique élevés, calculs sur ordinateurs.

ANGLAIS ECRIT ET PARLÉ

Env. C.V. à L.P.N. B.P. n° 1.91406 ORSAY.

Importante société nationale
recherche

INGÉNIEURS DÉBUTANTS

DIPLOMÉS D'UNE GRANDE ÉCOLE
(BSE, INPG, ENSRECH, IDN...)

désireux exercer leur activité dans les domaines suivants :

- Développement et suivi d'applications transactionnelles
de gestion ;
- Développement et suivi de programmes scientifiques et
d'applications graphiques.

Lieu de travail : Paris-La Défense.

- Conception d'applications transactionnelles distribuées
de gestion technique.

Lieu de travail : Saint-Denis (93).

Envoyer C.V., photo sous n° 8413 M
LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montmarty, Paris-7.

IMPORTANTE ENTREPRISE
GÉNIE THERMIQUE ET
CLIMATIQUE
Rueil-Malmaison
recherche un

**INGÉNIEUR EN
ÉLECTRICITÉ ET
RÉGULATION**

Le candidat retenu devra avoir
une première expérience des
automatismes programmables
et/ou de l'informatique indus-
trielle en complément d'une
formation d'ingénieur du type
INGÉNIEUR-ÉLECTRICIEN.

La fonction nécessite une
bonne pratique de l'anglais.
Le poste sédentaire est situé au
siège de la société.

Merci d'adresser C.V., photo et
présent. s/réf. 22.701
à Connaissance Publique
20, av. de l'Opéra
75001 Paris, où transmettra.

SERVICE ET DÉVELOPPEMENT
INFORMATIQUES

recherche

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

ENST, ESE, ENSIMAG, INSA,
ENSI, DEA, MAGE

Pour assurer des développ. en :

- LOGICIELS DE BASE ;
- LOGICIELS SYSTÈMES ;
- LOGICIELS D'APPLICATION
TEMPS RÉEL ;
- TELECOM, RÉSEAU ;
- CA, CFAO, IA.

Ecrire à S.D.I.
Tour Gallieni 1
78-80, avenue Gallieni
93174 BAGNOLET CEDEX.

LE CENTRE SCIENTIFIQUE
ET TECHNIQUE DU BATIMENT

recherche

**JEUNE INGÉNIEUR
GRANDE ÉCOLE**

Bonnes connaissances et expé-
rience en informatique indus-
trielle, qualité d'expres-
sion écrite et orale exigées.

Lieu de travail :

MARNE-LA-VALLÉE

Aptitude au travail en équipe.

Adresser C.V., présentations au

CENTRE SCIENTIFIQUE ET
TECHNIQUE DU BATIMENT
Service TERS/IA
B.P. 02
77421 MARNE-LA-VALLÉE
Cedex 2.

CONNECTEZ-VOUS

SUR UNE CARRIÈRE

HAUTE FRÉQUENCE

**CONCEPTEUR SYSTEME RADIO DEBUTANT
TELECOM, SUPELEC**

Au sein d'une petite équipe d'ingénieurs réunie pour le projet, vous participez à la conception de réseaux radio à
intégration de service, à intelligence répartie.
Vous êtes débutant ou justifiez d'une première expérience (1 ou 2 ans) dans le traitement du signal appliqué aux
télécommunications.

Maîtrise de l'anglais nécessaire.

Poste basé en proche banlieue Nord-Ouest de Paris.

Le développement de nos activités, notre politique active de gestion des ressources humaines vous garantissent une
évolution de carrière à la mesure de vos ambitions.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 91539/LM à Xavier PERLEAUX - THOMSON-CSF
Service Recrutement des Cadres - Division TELECOMMUNICATIONS -
66, rue du Fossé-Blanc, BP 156 - 92231 GENNEVILLIERS CEDEX

THOMSON-CSF

**l'Informatique
du futur.**



INVENTEZ ET GEREZ POUR GAGNER.



INGEVISION

AVEC INGECON, solution
intégrée pour la conception
d'installation industrielle,
INGEVISION prend une place importante sur le marché de l'ingénierie
assistée par ordinateur et cherche pour son service Développement :

Ingénieur UNIX

Vous êtes Ingénieur Informaticien ou Ingénieur Généraliste avec une
spécialisation en informatique et avec une expérience de 2 à 3 ans
du développement de logiciel sous UNIX sur stations de travail auto-
nomes 32 bits.

Votre connaissance de VMS (DEC) ainsi que du langage C consti-
tuent des atouts supplémentaires.

Nous vous proposons une mission de rigueur et de créativité dans la
responsabilité du lancement de l'activité portage de l'ensemble des
logiciels développés sous environnement UNIX.

Ingénieurs base de données

Vous êtes Ingénieurs ou Universitaires et avez effectué une spéciali-
sation base de données.

Nous vous proposons au sein d'une équipe, après formation à notre
produit, la poursuite du développement du S.G.B.D. dans les domai-
nes graphiques et alpha-numeric.

Si vous êtes intéressés par l'un de ces postes, merci d'adresser votre
dossier de candidature (lettre, C.V. + photo) à FRAMATOME, sous
référence BS/63010, Département Recrutement, Place de la Coupole,
Tour Fiat, Cedex 16, 92084 Paris-La Défense.

FRAMATOME

DECOLLEZ AVEC TELESYSTEMES RESEAUX !

Logiciels de communication, réseaux privés, ingénierie de réseaux... telle est la gamme de nos
compétences !

40 % d'augmentation du CA en 1986, 50 % de croissance des effectifs.

Ces résultats illustrent bien notre performance en matière d'ingénierie de Réseaux et de Systèmes de
Communication.

120 spécialistes de haut niveau, un partenariat d'entreprises, des réalisations importantes dans tous les
secteurs de l'économie... Voici le contexte privilégié que nous vous proposons.

INGENIEURS D'AFFAIRES

de formation école d'ingénieurs possédant 7 à 8 ans d'expérience en SSII et/ou chez un constructeur.
Culture réseaux indispensable. Maîtrise de la négociation des grands comptes. Ces postes sont basés à
Paris, l'un pour le secteur "partenariat", l'autre pour le secteur international.

Réf. I.A.M.S

INGENIEUR COMMERCIAL

de formation école d'ingénieurs ou de commerce, avec 3 à 5 ans d'expérience de la vente en SSII et/ou constructeur, et si possible une connaissance en
communication d'entreprise.

Réf. I.C.M.S

INGENIEUR DEVELOPPEMENT

de formation école d'ingénieurs, 0-2 ans d'expérience. Culture électronique et informatique.

Réf. I.M.S

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

de formation école d'ingénieurs, possédant 5 à 7 ans d'expérience en SSII, constructeur ou dans le domaine industriel. Avant-vente, réponses aux
appels d'offres, support technique réseaux.

Réf. I.T.M.S

Ces postes sont à pourvoir au sein de notre filiale CIREL à BORDEAUX.

Si vous souhaitez décoller avec nous, envoyez dès à présent votre dossier de candidature
sous référence choisie à :

TELESYSTEMES - Direction du Personnel 115, rue du Bac 75007 PARIS. Tél. 45.44.38.98

**Telesystemes
Réseaux**



Filiale Biotechnologie de RHÔNE-POULENC

spécialisée dans les techniques séparatives, recherche

**DIRECTEUR
COMMERCIAL
FRANCE**

- Formation supérieure technique ou
commerciale
- Expérience confirmée d'une animation
de réseau de vente, de préférence
dans le secteur Biotechnologie
- Anglais courant.

Adresser
CV + photo + prétentions à

**INGENIEUR
TECHNICO-COMMERCIAL
FRANCE**

- Formation d'ingénieur
- Première expérience de la vente,
connaissance du secteur
Biotechnologie appréciée
- Anglais courant
- Grande disponibilité : déplacements.

**TECHNICIEN
CHROMATOGRAPHIE
INDUSTRIELLE**

- Formation DUT ou BTS de Biochimie
- Expérience en chromatographie
liquide
- Anglais apprécié
- Déplacements à prévoir.

IBF Service du Personnel
35, avenue Jean Jaurès, 92390 VILLENEUVE-LA-GARENNE

SPÉCIAL

SECTEURS
DE POINTE

INGÉNIEURS

DYNAMISME EN 3 DIMENSIONS

RECHERCHE - DEVELOPPEMENT - INTERNATIONAL



CGEE ALSTHOM, 25000 personnes dont 6000 ingénieurs présent dans le monde entier (40 % du C.A. à l'export) est réputée pour ses activités de contrôle industriel d'équipementier et de services dans tous les domaines électriques.

Un savoir-faire unique de constructeur et d'assemblage, une politique active en recherche et développement CGEE ALSTHOM : c'est avant tout la qualité du service et la compétitivité.

INGENIEURS GRANDES ECOLES

ESE - ENST - INPG...

EXPERIMENTES ET DEBUTANTS

C'est le moyen de vous accomplir dans des secteurs de pointe, où vous pourrez rapidement acquies un poste à haute responsabilité et mener à bien des projets, de leur conception à leur réalisation.

Dans les domaines : du contrôle de process, systèmes, contrôle industriel, automatisme, ingénierie, informatique temps réel.

Vous êtes entrepreneur, vous êtes prêt à voyager en FRANCE et à l'étranger, vous parlez l'anglais et si possible une autre langue.

Alors rencontrons-nous, en écrivant à :

T. de BEAUREPAIRE, CGEE ALSTHOM - 13, rue Antonin Raymond - 92309 LEVALLOIS PERRET Cedex.



CGEE ALSTHOM



En direct sur les nouvelles technologies

2^{ème} Pôle français en communication d'Entreprise, 5.000 personnes, 2,5 Milliards de Francs de C.A., 1^{er} fabricant européen de postes téléphoniques et leader en radiotéléphonie, nous investissons plus de 10 % de notre C.A. en étude pour développer nos lignes de produits en communication et télématique.

La Direction Industrielle, située à QUIMPER, recherche : (H/F)

Ingénieur Méthodes et Automatisation

Dans le cadre de notre politique d'automatisation de nos fabrications, vous participez aux évaluations et aux choix des solutions « productiques » pour des produits électroniques de grandes séries, intégrant des nouvelles technologies : projet de robotisation d'assemblage et de maintenance, systèmes de montage en surface de composants.

Vous savez créer autour de vous un dialogue permanent avec les Bureaux d'Etudes, les services technologies et fabrications ; dans votre approche des problèmes, vous savez intégrer les aspects techniques et économiques.

Ingénieur G.E. à dominante électronique (E.C.L., L.D.N., E.N.S.I. A et M...), vous avez une 1^{ère} expérience industrielle dans un Service Méthodes ou Industrialisation pour des produits électroniques de grandes séries.

Merci de nous adresser votre dossier de candidature (avec photo et prétentions) en précisant la référence NK 3012 à Nicole KAMERZAC Service Recrutement - rue Jean-Pierre Timbaud - B.P. 26 - 78392 BOIS D'ARCY CEDEX

MATRA COMMUNICATION



2 400 MF de CA - 90 % à l'export - 13 filiales à l'étranger - 1 700 personnes.

Notre Direction Organisation et Informatique est à l'image du groupe : elle bouge ! Depuis ANNECY, notre équipe pilote les applications informatiques vers les sites français et étrangers via une vingtaine de HP 3000 et un réseau international.

Nous structurons notre développement et créons le poste de :

responsable technique informatique

Venez définir et mettre en œuvre notre « politique système » ; vous animez et organisez le service (7 p.) qui a en charge le système, le réseau, l'exploitation et les méthodes.

Ingénieur diplômé, vous avez acquis, en 7 à 8 ans, sur des sites comparables en matériels ou dimension, une solide expérience de la fonction. Animateur clairvoyant, vous avez une bonne hauteur de vue, tout en sachant rester efficace dans le quotidien.

Venez mettre en valeur ces qualités. Nous vous offrons en retour l'environnement stimulant d'une entreprise qui va de l'avant.

Notre consultante, Mme M.-H. GASCHIGNARD, vous remercie de lui écrire (réf. 1242 LM)

ANNECY
SALOMON

ALEXANDRE TIC SA
7, RUE SERVIENT 69003 LYON
PARIS - GRENOBLE - LILLE - NANTES

A technologies de haut vol, informaticiens d'envergure.

Notre groupe est un des fleurons de l'industrie française. La réputation technologique de nos produits explique nos succès commerciaux à l'exportation. Nous détenons 25% du marché mondial dans notre secteur d'activité.

Notre informatique est à l'image de notre entreprise : puissante et à la pointe des techniques avec quatre IBM 30 XX et un réseau de plus de 1000 terminaux.

Dans le cadre de notre schéma directeur, nous recherchons :

Un responsable méthodes de conception.

Ref. MC 730

Ingénieur diplômé, vous êtes Chef de Projet confirmé ou Consultant. Vous avez l'expérience d'une méthodologie dans un environnement gros systèmes IBM. Au sein de notre Direction Informatique, venez rejoindre notre groupe Etude des Systèmes d'Information (une équipe de 9 personnes aux compétences particulières et complémentaires).

Votre mission est d'optimiser la méthode AXIAL et de proposer des outils de conception de systèmes. Dans ce but, vous animez des groupes de travail avec les utilisateurs des Directions de l'entreprise. Vous évaluez chez eux une compétence méthode et établissez les études préalables des projets afin de répondre au mieux à leurs besoins. Vous évaluez l'intérêt des futurs développements pour l'entreprise en collaboration avec nos spécialistes de l'Analyse de la valeur. Vous faites l'audit et le bilan des projets mis en place.

Dans ce rôle de Consultant interne, votre capacité à « vendre » vos solutions trouvera à s'exprimer.

Un responsable réseau

Ref. RS 731

De formation Ingénieur, vous avez de très bonnes connaissances techniques IBM. Depuis 3/4 ans, vous développez vos compétences réseau. Vous avez envie de donner une nouvelle dimension à votre fonction, d'évoluer dans une configuration dans où votre goût de l'innovation pourra s'exprimer.

Responsable de l'équipe réseau, vous assurez le contrôle et le développement de notre réseau de télétraitement en conduisant notamment des projets dans une configuration hétérogène IBM et DEC.

DATAID
SELECTION

Si ces postes, basés en banlieue Sud de Paris, vous motivent...

Merci d'adresser votre dossier de candidature, en précisant bien la référence du poste choisi, à notre Conseil DATAID SELECTION - 48, avenue Raymond Poincaré 75116 PARIS.

CHEF DE PROJET RESPONSABLE QUALITE

Chef de Projet confirmé, votre solide expérience (+ 10 ans) acquise en informatique temps réel, vous a convaincu de l'efficacité de la démarche assurance-contrôle qualité.

Ardent défenseur de son utilité, vous savez motiver, convaincre votre environnement.

Importante société d'Ingénierie Informatique filiale d'un grand groupe industriel, nous vous proposons un poste opérationnel d'organisation et de contrôle à tous les stades du processus de développement, pour une équipe travaillant en technologie de pointe dans le domaine des communications OSI.

Une évolution vers un poste de direction pourra être proposée à un candidat de valeur.

Poste basé à Aix-en-Provence.

Envoyez C.V., lettre, photo et prétentions s/réf. 10016, qui seront transmis par :

Pierre Lichau s.a.
10, rue de Louvain - 75002 PARIS

GROUPE BANCAIRE

recherche dans le cadre de l'extension de ses activités financières

1 DIPLOME GRANDE ECOLE H/F

X - CENTRALE - ENSAE

pour prendre en charge, au sein du département des affaires financières le poste de « RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT », axé essentiellement sur :

- la recherche et l'élaboration de modèles d'arbitrages,
- le développement du marché des options.

Envoyer CV, photo, lettre manuscrite et prétentions à N. 5801 PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 Paris 11 tr.



Spécialiste en systèmes mécaniques d'étanchéité dynamiques crée un poste

d'ingénieur technico-commercial

pour le secteur électro-nucléaire France et étranger

Il sera chargé :

- de l'action technique de promotion de nos systèmes auprès des prescripteurs, constructeurs et utilisateurs, ainsi que des études marketing et techniques en vue de la qualification de nouveaux systèmes,
- de la négociation et de la vente de ces systèmes,
- du suivi des affaires prospectées et traitées jusqu'à leur conclusion.

Vous êtes ingénieur de formation mécanique (ENSM, ENSAM, ENSTA...), trilingue anglais/allemand, vous avez environ 30 ans et une expérience réussie d'ingénieur technico-commercial.

Nous vous offrons la possibilité d'enrichir votre expérience dans un secteur de pointe et dans l'ambiance dynamique d'une PMI en plein essor.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous réf. IFM à notre Conseil :

COREP
Tour Défense 2000 - 92800 PUTEAUX



IMPORTANTE SOCIETE D'ACTIVITES SPATIALES OUTRE-MER

recherche un

INGENIEUR INFORMATICIEN CHEF DE PROJETS

Ingénieur de haut niveau, il sera responsable d'un groupe de control process industriel. Justifiant d'une expérience de 5 à 10 ans, il aura la direction d'une forte équipe d'ingénieurs et de techniciens informaticiens.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 91553M à HAVAS CONTACT-1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS qui transmettra.

USINE DE CONSTRUCTION ELECTRIQUE

(1 000 personnes) recherche pour

BUREAU DE CALCUL

INGENIEUR FORMATION ELECTRIQUE

débutant ou avec quelques années d'expérience

Envoyer lettre manuscrite, CV, avec photo sous réf. 21712 à Contesse Publi-cité - 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01.

CONTESSÉ

هذا من الأصل

هنا من ألاف

REPRODUCTION INTERDITE

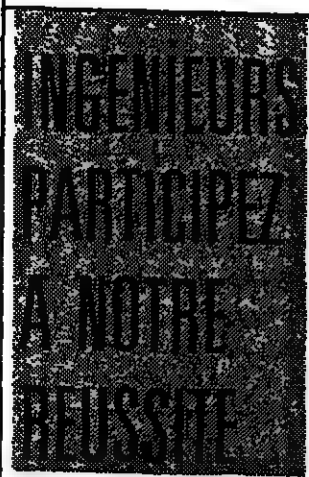
... Le Monde • Mercredi 18 mars 1987 35

SPECIAL

SECTEURS
DE POINTE

INGÉNIEURS

SECTEUR INDUSTRIEL



(Expansion 1986 : 50%)
Société d'informatique spécialisée en
TELECOMMUNICATIONS
LOGICIEL DE BASE
CARTE A MEMOIRE
VIDEOTEX

recherche en création de postes
1) des ingénieurs CONFIRMES
2) des ingénieurs DEBUTANTS ayant une première expérience acquise au cours de stages
Pour concevoir et réaliser des logiciels TEMPS REEL sur microcalculateurs et microprocesseurs.
La QUALITE des relations dans notre entreprise, l'INTERET des projets qui nous sont confiés permettent d'offrir un travail enrichissant, compatible avec les aspirations de chacun.
Envoyer C.V. et prétentions sous référence M 10, à JEAN TASSON - 6 bis/8, rue Firmin Gillot, 75015 PARIS.

CONNECTEZ-VOUS

SUR UNE CARRIERE
HAUTE FREQUENCE

Réseaux Intégrés de Communication, Traitement du Signal, Circuits VLSI : quelques-uns des domaines dans lesquels la DIVISION TELECOMMUNICATIONS de THOMSON-CSF impose sa compétence et son avance technologique. Architectes et maîtres d'œuvre de grands réseaux et de systèmes complexes de télécommunications, intégrant informatique et électronique de pointe, nous parions résolument sur l'avenir dans un environnement international.
Export : 50 % de notre CA. (USA, Moyen-Orient, Asie...)
R et D : 20 % du CA.

C'est ce contexte de hautes performances que nous proposons à des ingénieurs passionnés de technique, désireux d'exercer des responsabilités motivantes, faisant largement appel à leur capacité d'engagement personnel et à leur esprit d'innovation.

INGENIEUR TRAITEMENT DU SIGNAL DEBUTANT

Au sein d'une petite équipe d'ingénieurs réunie pour le projet, vous participez à la conception et à l'évaluation de nouvelles liaisons numériques simulées (Fortran, logiciel temps réel) sur processeurs de signal pour équipements d'analyse de signaux.

Vous êtes débutant et diplômé de l'ENST option Systèmes et Traitement du Signal (modulation, codage, analyse spectrale, reconnaissance de signaux).

Maîtrise de l'anglais nécessaire.

Poste basé en proche banlieue Nord-Ouest de Paris.

Le développement de nos activités, notre politique active de gestion des ressources humaines vous garantissent une évolution de carrière à la mesure de vos ambitions.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 91556/LM à Xavier PERLEAUX - THOMSON-CSF Service Recrutement des Cadres - Division TELECOMMUNICATIONS - 66, rue du Fossé-Blanc - BP 156 - 92231 GENNEVILLIERS CEDEX

THOMSON-CSF

CAP GEMINI SOGETI

premier groupe européen de services informatiques

Haute technicité, maîtrise d'œuvre de grands projets caractérisés CAP SOGETI LOGICIEL qui recherche pour assurer son développement des

Ingénieurs expérimentés et Chefs de projets

de haut niveau.

Télématique, Bureautique, Réseaux, Bases de Données...
sont autant de domaines dans lesquels vous pourrez assurer des missions diversifiées : Etudes, schémas directeurs, encadrement et maîtrise d'œuvre de projets.

Nous recherchons des candidats diplômés Grandes Ecoles ou Enseignement Supérieur. Nous attachons une très grande importance à votre expérience confirmée et vos compétences dans un des domaines cités pour vous permettre d'évoluer rapidement au sein de CAP SOGETI LOGICIEL et dans le groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, à C. RENARD, 129 rue de l'Université, 75007 Paris.

CAP SOGETI LOGICIEL

La Qualité ...

L'Atout de votre Réussite.

2^{ème} Pôle français en communication d'Entreprise, 5.000 personnes, 2,5 Milliards de Francs de C.A., 1^{er} fabricant européen de postes téléphoniques et leader en radiotéléphonie, notre diversification nous a permis d'occuper une place de premier plan dans tous les domaines de la communication : commutation, télématique, radio-communications.

Nous recherchons pour notre Direction de la Qualité, (H/F)

Chef de Service Qualité-Conception

Vous êtes responsable de la qualification de l'ensemble des nouveaux produits que nous développons.

Vous serez directement impliqué pour : définir la politique qualité, coordonner et mettre en œuvre les actions qualité relatives à la conception et au développement et à l'industrialisation des nouveaux produits ; participer à l'élaboration des cahiers des charges et assurer la qualification des produits sur les aspects matériel, logiciel et stabilité ; animer et organiser l'activité d'une équipe d'ingénieurs et de techniciens.

Ingénieur Electronicien de formation, votre compétence s'appuie sur une expérience de l'ordre de 7 à 10 ans dans des fonctions d'études et de développement sur des produits complexes et si possible dans l'environnement télécommunication.

Vous souhaitez, par ailleurs, élargir votre champ d'action dans l'entreprise et valoriser vos qualités de relation, d'organisation et d'animation d'équipe. Anglais souhaité.

Merci de nous adresser votre dossier de candidature (avec photo et prétentions) en précisant la référence NK 3007 à Nicole KAMERZAC D.P.R.H. - rue Jean-Pierre Timbaud - BP 26 - 78392 BOIS D'ARCY CEDEX

MATRA COMMUNICATION

Soyez des hommes d'affaires à part entière chez SG2 Systèmes.

SG2 systèmes, filiale du groupe SG2, occupe une place prépondérante dans les Etudes Informatiques auprès des entreprises du secteur tertiaire.
Le nouvel essor de nos activités dans les domaines

BANQUE FINANCE

nous conduit aujourd'hui à recruter des

INGENIEURS COMMERCIAUX

Rompus à la négociation de haut niveau, après une expérience de 3 à 5 ans chez un constructeur ou une SSI, vous possédez en outre une culture financière et une bonne connaissance du milieu bancaire.

Nous vous proposons de devenir nos hommes d'affaires en vendant une gamme de prestations sophistiquées avec l'assistance d'une équipe de spécialistes.

Vos compétences et votre talent de négociateur vous permettront d'évoluer rapidement avec des responsabilités motivantes. Si ce profil vous correspond, adressez-nous votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV détaillé), sous la référence M 02 à :

SG2 SYSTEMES
55, quai de Grenelle - 75015 PARIS

DES CHALLENGES TECHNIQUES ?

... C'est notre spécialité depuis plus de 20 ans dans le domaine des systèmes mini-micro temps réel, dédiés à l'informatique des communications, de l'image, du vocal, de la productique...

Car nous aimons la créativité, la remise en question de l'acquis sans exclusion de l'indispensable rigueur méthodologique et du souci de la qualité.

Société d'Ingénierie Informatique, nous recherchons

INGENIEURS LOGICIEL

Diplômés d'une grande école, votre 1ère expérience vous a permis de "roder" vos compétences en matière de microprocesseurs (68.000), minicalculateurs (Vax...) et vous aimez vous confronter à des domaines nouveaux dans des contextes variés ?

Ecrivez-nous :

TITN - Ariane CHARTIER
1, 5 rue Gustave Eiffel - 91420 MORANGIS

TITN

1^{er} fabricant d'aliments préparés pour animaux familiaux, société française du groupe international MARS Inc. : 5 usines, 5 milliards de francs de CA, 88 % de volume à l'export. Une croissance continue - 1 100 personnes, 54 ans d'âge moyen.

JEUNES DIPLOMES H/F

PASSEPORT MULTI-FONCTIONS

Nous vous proposons l'accès en deux ans à des fonctions clés du management de l'entreprise en vous offrant de conduire trois missions concrètes dans au moins deux départements de la société.

- **INGENIEURS AGEN-ADMINISTRATIFS** : Recherche et Développement / Production
- **INGENIEURS OPERATIONALS** : Etudes Industrielles / Production
- **INGENIEURS DE COMMERCIALISATION** : Marketing, Vente / Finances ou achats

Par la suite, de larges possibilités d'évolution vous seront offertes dans la société. Nous privilégions la mobilité géographique et fonctionnelle. Nous aimons le travail en équipe, la communication facile et directe. Nous valorisons l'initiative et l'innovation. Ces postes sont à pourvoir dans un environnement agréable, proche d'Orléans, à 1 h 30 de Paris.

Envoyez à UNISABI - Service du Personnel
B.P. N° 7 - 45650 St-Denis de l'Hôtel
sous référence PML

unisabi

Le Monde

1 000 personnes - 900 MF

recherche

dans le cadre de l'expansion de son système d'information (environnement IBM 4341 VM CICS DL1)

un Chef de projet

Rattaché au Responsable Informatique et au sein d'une équipe de 5 personnes, il aura pour mission l'élaboration du cahier des charges, de sa conception jusqu'au suivi de sa réalisation. Il sera l'interface entre la Direction Informatique et les utilisateurs.

SON PROFIL :

- Environ 35 ans.
- Une formation MIAGE ou école d'ingénieurs.
- La connaissance de l'environnement IBM sur moyens et gros systèmes, acquise au cours de quelques années d'expérience dans un poste similaire (de préférence en SSII).
- Des qualités d'homme de dialogue et un esprit d'équipe sont indispensables pour la réussite dans le poste.

Si vous souhaitez être un de ceux qui participeront à la croissance de notre informatique, nous vous remercions d'adresser votre lettre manuscrite, C.V. et prétentions à : MADISEARCH, sous la référence KB875A 68, rue Anatole France, 92300 LEVALLOIS-PERRET.

MADISEARCH

GROUPE MADITECH

SPÉCIAL

SECTEURS DE POINTE

INGÉNIEURS



SFENA: UN REGARD NEUF SUR LES HAUTES TECHNOLOGIES

**De l'Avionique à l'Informatique
en passant par le Laser et le Test...**

la SFENA innove. Elle a acquis une avance technologique et une notoriété mondiale dans les domaines d'avant-garde : Espace, Avionique, Informatique, Test Automatique... Pour atteindre de nouveaux objectifs, clés d'un développement futur dans les secteurs de l'informatique, de l'électronique et de l'automatisme, la SFENA mise sur les hautes compétences de ses ingénieurs et techniciens.

C'est avec leur méthode, leur potentiel et leur ouverture au dialogue qu'ils font progresser les technologies.

Vous êtes passionné par l'un de ces domaines, alors devenez-en le spécialiste dans une société qui porte un regard neuf sur l'avenir.

Ecrivez à SFENA, Gestion des Cadres, Aéroport de Villacoublay, B.P. 59, 78141 Vélizy-Villacoublay Cedex.



SFENA

TANT QU'IL Y AURA DES HOMMES INNOVERONT

**SERVICE ET DÉVELOPPEMENT
INFORMATIQUES**

MIAGE + DEA
INGÉNIEURS GDES ÉCOLES

**Développement et Support
d'Application de Gestion**

Développement de Gestion de
Production
www.gpi.com.br

Ecrits : S.D.I.
Tour Gallieni
78/80, avenue Gallieni
93174 BAGNOLET CEDEX.

INGÉNIEUR ÉCONOMISTE

GRANDE ÉCOLE D'INGÉNIEURS
de Génie Civil (ENPC, MINES,
ESTP, NSA...)
+ formation complémentaire
en économie (minimum niveau
maîtrise).

Bonne connaissance des pratiques du bâtiment : sans des relations, qualité de rédaction.

هكذا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

SPÉCIAL

SECTEURS
DE POINTE

INGÉNIEURS

SNEF ELECTRIC-FLUX

Société de 2200 personnes, spécialisée dans les travaux d'installations électriques - régulation - automatismes - 20 agences en France, 700 millions de CA, filiale du groupe DUMEZ, recherche pour ses services, agences et filiales

Automatisme et informatique Ingénieurs automaticiens Chefs de projets

Réseaux locaux, systèmes de contrôle - commande - Automates programmables. Expérience de la conduite de projets et de l'encadrement d'une équipe en environnement industriel. Référence 101
MARSEILLE - TOULON - BREST

Contrôle et régulation Ingénieurs d'affaires

Spécialisés dans les travaux de mesure, d'instrumentation et d'automatisation de processus industriels. Référence 102
MARSEILLE - LYON - DUNKERQUE - LE HAVRE

Electricité secteur tertiaire Ingénieurs d'affaires

Spécialisés dans les travaux d'installation électrique, courants forts et courants faibles. Expérience en climatisation agréée. Référence 103
MARSEILLE - TOULOUSE - DUNKERQUE - ROUEN - PARIS

Contrôle et régulation électricité secteur tertiaire Chef de projet exportation

Anglais courant. Mobilité indispensable. Référence 104
MARSEILLE

Ces postes offrent de réelles possibilités d'évolution au sein du groupe. Pour un premier contact, adressez-nous votre dossier en précisant la référence choisie à SNEF ELECTRIC FLUX, 87 avenue des Appalaches, 13018 MARSEILLE. Les entretiens auront lieu à Paris et Marseille. Discretion assurée.

Le Monde • Mercredi 18 mars 1987 37

Le Monde
CADRES



venez diriger notre usine de Chambéry

N° 1 national sur le marché de la menuiserie industrielle avec 640 MF, nous continuons à augmenter notre part de ce marché. Si à 35 ans au moins, vous avez déjà animé une unité de production et souhaitez devenir le patron d'un centre de profit comprenant 2 établissements de 110 salariés, vous le pouvez.

Vous bénéficiez d'un outil de production très moderne (CN, FAO), destiné à des fabrications spéciales sur commande et animez d'excellents professionnels. Vous alliez rigueur d'organisation, souplesse d'adaptation et sens de l'innovation technologique. Vous participez aux commissions de développement technologique du groupe.

Ecrivez à notre consultant, Mme G. GROUZET, (réf. 1236 LM)



ALEXANDRE TIC S.A.
7, RUE SERVIENT 69003 LYON
PARIS - GRENOBLE - LILLE - NANTES

MEMBRE DE SYNTec

Le département du VAL-DE-MARNE

ORGANISE

Un concours normal et un concours spécial (Option Informatique) « Programmeur et Pupitre » pour le recrutement de Secrétaires Administratifs du Cadre Départemental à partir de :

14 AVRIL 1987

CONDITIONS :

- être âgé au 1^{er} juillet de l'année du Concours de 17 ans au moins et de 45 ans au plus (sauf dérogations exceptionnelles prévues par dispositions particulières en vigueur) ;
- être titulaire du Baccalauréat de l'enseignement du second degré, ou d'un titre ou diplôme équivalent ;
- être de nationalité française.

DATE LIMITE DE CLOTURE DES INSCRIPTIONS : VENDREDI 27 MARS 1987, à 16 h.

délai de rigueur, le cachet de la poste faisant foi.

POUR TOUTS RENSEIGNEMENTS, S'ADRESSER A :

Bâtiment du Département du Val-de-Marne
Direction du personnel Départemental
Bureau de recrutement
4^e étage - Bureau 405
Avenue du Général-de-Gaulle
94011 CRETEIL CEDEX
Tél. : 49-99-94-06, poste 24.05.

BANQUE PRIVÉE

QUARTIER VANDOME
rech. pour son Service
BACK-OFFICE/TRESORERIE
CLASSE II ou III
Titulaire Bac G2,
Bonne connaissance de l'anglais
et français écrits.
MATIE - P.U.A. souhaitée.
Adress. C.V. + photo + prêt, à
FRANCAIP - Réf. 14488,
17, rue de la Banque,
75002 PARIS.

SIETAM SYSTEMES

recherche

INGÉNIEURS

DÉBUTANTS OU 1^{re} EXPÉRIENCE POUR MISE AU POINT D'INSTALLATIONS INDUSTRIELLES METTANT EN ŒUVRE DES AUTOMATES PROGRAMMABLES, COMMANDES NUMÉRIQUES ROBOTISÉES, appliquées à des systèmes de manutention. • Déplacements France et étranger. • Anglais nécessaire.

Adress. C.V. + photographies à : SIETAM SYSTEMES
Service Recrutement / Réf. 1368,
42-44, av. du Pd-Kennedy,
91170 VILLY-CHATELON.

ALLOCATAIRE DE GESTION
LUT. DU HAVRE
(38-47-28-47)

UN ALLOCATAIRE DE GESTION ET COMMERCIAL

Voir S.O.E.N. n° 9 du 5-3-87.

Conditions avant 8 h 30 (lettre + C.V.) à : Ractorm de Rouen,
28, rue Fontaine,
76037 ROUEN CEDEX.

Dans le cadre du développement de ses activités LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE INTERDÉPARTEMENTALE VAL-D'OISE, YVELINES rech.

CONTRÔLEUR BUDGÉTAIRE

Formation ESCA, maîtrise Sciences-Eco, DECS ou équivalent. Le candidat retenu devra faire preuve d'une exp. de 2 ans minimum dans une société à établissements multiples.

La poste est à pourvoir à Versailles.

Adress. lettre manuscrite + CV + photo à C21
Service du personnel
21, avenue de Paris
78011 VERSAILLES.

LE LABORATOIRE LURE

rech. pour ses accélérateurs de particules (linéaire) et armement de précision.

2 INGÉNIEURS DE RECHERCHE ÉLECTRONIQUES

(LOGIQUE et ANALOGIQUE) formation Grandes Ecoles et quelques années d'expérience pour : - étude module de canon à électrons en impulsion, trois courbes électromagnétiques.

RESPONSABILITÉS IMPORTANTES À TERME

Exp. av. CV à M. MARIN Laboratoire LURE bte 209 CENTRE UNIVERSITAIRE PARIS 92 91406 ORSAY Cedex.

TRÈS BON JOURNALISTE Connaissances des problèmes de presse, de publicité et (surtout) de l'économie, est demandé par entreprise de presse parisienne.

Ecrire sous le n° 8420 LE MONDE PUBLICITE 5, rue de Montreuil, Paris-7.

ENTREPRISE DE NETTOYAGE RÉGION BRETAGNE

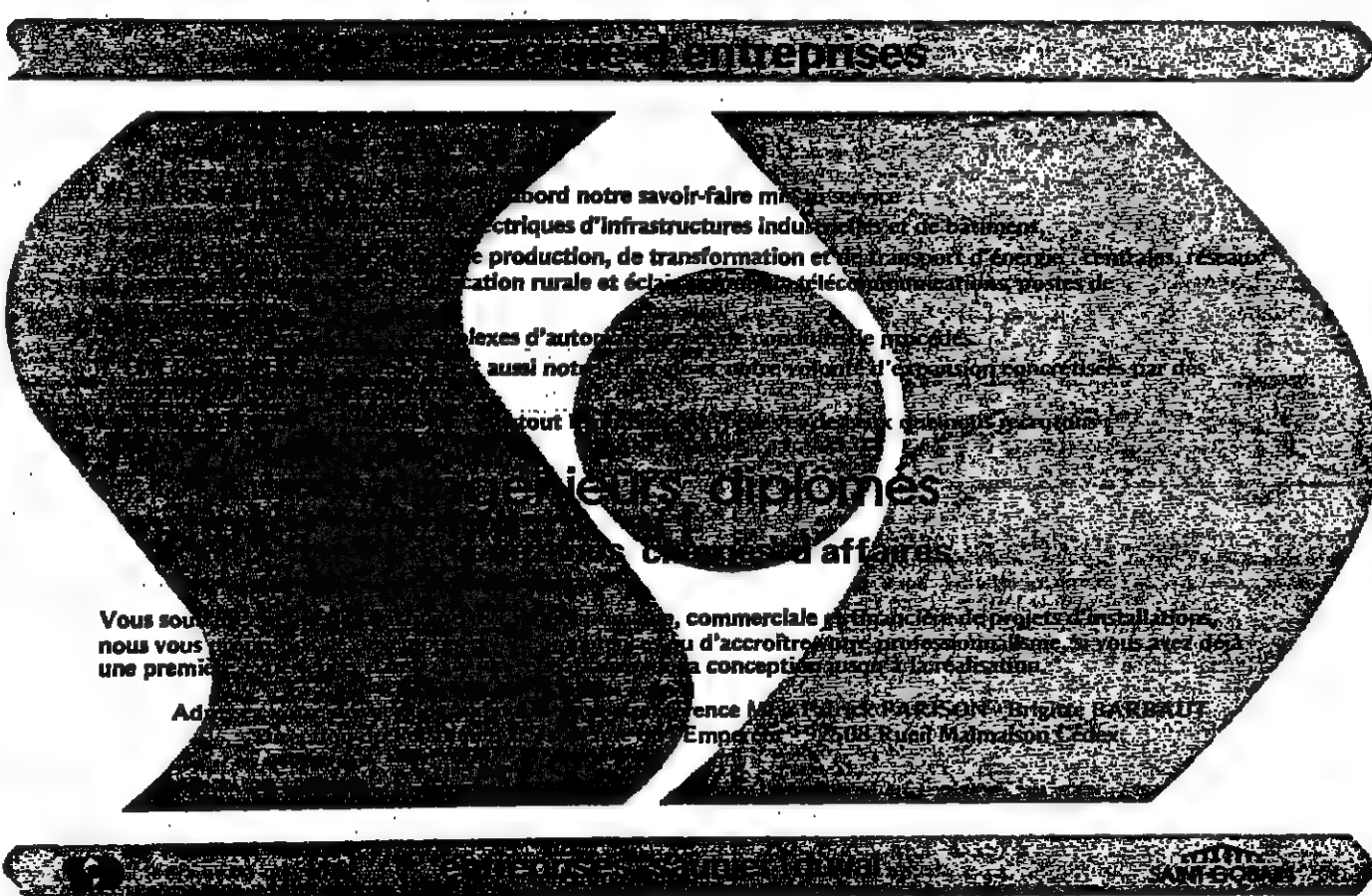
CHEF D'EXPLOITATION

Expér. indispensable pour évoluer, Exp. CV à J. B. 1, rue de la Pépinière, B.

GENIOUS SYSTEMES rech.

INGÉNIEURS

LOGICIEL T.R. SOLAR, UNIC, G. Tél. : 47-85-53-55.



Ingénieurs grandes écoles parlons business !

X, Centrale, Mines, ESE, Sup'aéro, Telecom...
Débutants ou 1^{re} expérience

Dans un premier temps, vous prendrez connaissance avec l'entreprise en participant activement à la réalisation pratique d'une application de pointe. Cette première initiation sera suivie par une formation complète à nos techniques de vente au sein d'une Division Grands Comptes Industriels. Ingénieur d'affaires opérationnel, vous pourrez alors prendre en charge la responsabilité commerciale d'une ou plusieurs entreprises multinationales françaises ou étrangères. Cette fonction, à fort potentiel d'évolution, implique

naturellement au sein de notre entreprise, un intérêt financier direct aux affaires et une option d'actionariat à terme de deux années. Membre de Syntec, nous sommes un groupe très diversifié, spécialisé en ingénierie informatique technique et industrielle pour des applications de haute technologie civile ou militaire. Mais rencontrons-nous sans tarder, vous nous parlez de vos aspirations, nous vous parlerons de votre avenir chez Inforama dont le développement régulier et constant constitue la première motivation de ses équipes.

Robert Guillaumot étudiera votre candidature adressée sous référence LM 5583, à Inforama, 7 rue Pasquier, 75008 Paris.



LYON-LILLE-MARSEILLE-PARIS-PAU-TOULOUSE

VEPRO CONSEIL 16^e

recherche

RESPONSABLE DE CLIENTÈLE

Junior ou Senior pour le département Merchandising

- expérience de 3 à 5 ans en marketing
- formation supérieure
- une très bonne connaissance de la distribution moderne, des approches merchandising, et de l'exploitation des panels.

Les fonctions intègrent de façon permanente réflexion et action auprès d'entreprises importantes, d'univers variés, et permettent d'évoluer dans un marketing de pointe.

Adresser lettre de candidature avec photo à : J. MARIE
38 rue Boissière 75116 PARIS

BANQUE DE DÉPÔTS

recherche pour son siège à PARIS 9^{ème}

cadre comptable

Formation supérieure

Minimum 5 ans d'expérience (comptabilité générale ou contrôle de gestion ou consolidation). Adresser lettre manuscrite, Curriculum-Vitae et photo, sous référence 97.210, à :

PUBLICITE ROGER BLEY
101, rue Réaumur - 75002 Paris, qui transmet.

Le Monde EMPLOI

L'expansion des services

QUELLE ressemblance y a-t-il entre une femme de ménage, un restaurateur, un informaticien et un épicière ? Une seule peut-être, mais plutôt rassurante pour les personnes concernées. Tous les quatre ont en effet choisi de travailler dans l'un des cinq secteurs d'activité de services dont les effectifs ont cru le plus fortement durant ces huit dernières années.

Ce hit-parade de l'emploi dans les services n'est que l'un des aspects de la véritable fresque sur l'évolution de services que vient de publier Claude Fontaine (1). Elle a été rendue publique le 17 mars dans le cadre de la première Journée nationale des services, organisée à Paris par M. Georges Chavanes, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, chargé du commerce, de l'industrie et des services.

Baptisé « L'expansion des services », un quart de siècle en France et dans le monde développé, elle retrace, statistiques précises à l'appui, l'évolution de l'offre et de la demande de services en France et aux États-Unis depuis vingt-cinq

ans. Sa réalisation a duré plus de dix-huit mois, elle a été financée par le ministère de la recherche et de l'enseignement supérieur (programme mobilisateur technologie, emploi, travail) et le CNPF.

La centaine de pages consacrée à l'emploi débouche sur un constat plutôt optimiste : l'emploi dans les services continue de croître. En effet, plus des trois quarts des créations d'entreprises ont lieu dans le secteur des services, où l'on trouve déjà plus de 70 % des entreprises françaises, si l'on inclut les transports et télécommunications et le commerce. Résultat de 1973 à 1984, l'emploi dans les services a augmenté globalement en France de 1,5 % équilibrant les pertes d'emploi dans l'agriculture et l'industrie. Certes, cette évolution n'est globalement tassée depuis 1979. Mais la tendance reste à la hausse (+0,08 % de 1979 à 1984). Une tendance d'ailleurs confirmée par l'APEC (Association pour l'emploi des cadres) qui estime que, en 1986, 46 % des recrutements ont concerné des emplois du tertiaire (2).

L'emploi continue de croître dans les services, équilibrant les pertes enregistrées dans l'agriculture et dans l'industrie.

Ces chiffres globaux recouvrent en fait des réalités beaucoup plus disparates selon les secteurs analysés. Comme le précise M. Claude Fontaine, « l'expansion des services n'est pas un processus homogène, que chaque partie progresserait au même rythme que le tout, mais la résultante d'évolutions de sens et

ment de traitements en interne. Ces entreprises ont en effet elles aussi augmenté leur proportion d'emplois qualifiés qui est passée de 8,3 % à 13,1 % durant la même période.

De nombreuses études récentes confirment ce phénomène. Celle de l'APEC à nouveau : l'analyse des réponses aux questions posées à son

métiers des transports (+14 % hors conducteurs d'engins industriels), les emplois de bureau (+10 %), l'ensemble des contremaîtres, ouvriers professionnels, spécialistes et manœuvres (+8 %) et les métiers agricoles (-3 % ; mais +12 % pour les jardiniers).

En France comme aux États-Unis on devrait donc assister à un accroissement plus rapide des emplois les plus qualifiés.

Il est un point, en revanche, sur lequel les modèles américains et français semblent diverger : c'est celui des salaires. En 1983, aux États-Unis, le salaire moyen dans l'ensemble des services (administrations incluses) était inférieur à 17 % à celui de l'industrie, alors que cet écart n'est que de 1 % en France. Mais à nouveau les écarts de salaires sont relativement importants d'une catégorie de services à une autre. On n'est guère étonné d'apprendre que les « organismes financiers » procurent les salaires les plus élevés (de 3,4 % supérieurs à ceux de leurs homologues de l'industrie, pour un cadre supérieur, 9,7 % pour un cadre moyen, et 15,8 % pour un employé). En revanche, les salaires sont particulièrement bas dans l'hôtellerie-restauration (près de 30 % de moins pour un cadre supérieur, 27 % de moins pour un cadre moyen et 22 % pour un employé).

Pour arriver à pourvoir ces postes à responsabilité, les entreprises doivent recruter à l'étranger. « Les banques, les assurances, la Sécurité sociale, les postes et télécommunications ont en effet dans le passé recruté de nombreux jeunes sans qualification », note M. Pierre Stroebel. Aucune formation permanente ne sera suffisante pour pourvoir ces entreprises en personnel d'encadrement suffisant.

Ce constat apparaît clairement dans l'étude sur « L'impact des transformations des services financiers sur le travail, les qualifications et la formation », réalisée par MM. Olivier Bertrand et Thierry Noyelle sous l'égide de

POCDE/CERI (4). Ils observent « une croissance rapide du nombre de spécialistes se distinguant des cadres traditionnels », dans des techniques parfois très pointues, du domaine de l'informatique bien sûr, mais aussi du marketing, de la stratégie, de la formation et de certaines opérations financières. A contrario, « au niveau intermédiaire (employés qualifiés, petits cadres, personnel d'agence), on assiste surtout à une diversification des qualifications liée notamment au passage des tâches administratives à celles de commercialisation ». Ces employés doivent donc être beaucoup plus polyvalents et capables d'endosser des tâches tant administratives que commerciales.

Pour répondre à cette demande, les systèmes de formation devront s'adapter. A côté des écoles d'ingénieurs et des écoles de commerce, on dans leur prolongement, vont devoir s'ouvrir des filières de formation spécialisées dans les services. L'École supérieure de commerce de Lyon vient de montrer la voie en créant un master spécialisé (MS), diplôme de 3^e cycle, sur le management des sociétés de services aux entreprises (voir encadré).

L'étude de M. Claude Fontaine pourra inciter d'autres universités ou écoles à suivre cet exemple.

ANNIE KAHN.

Le travail considéré comme un sport

UNE société qui vend du papier vient de recruter sept attachés commerciaux. Parmi eux, quatre sportifs de haut niveau ont été sélectionnés. Un karatéka, un ancien nageur, un footballeur et un tennismen. Une entreprise de semi-conducteurs a embauché un marathonien pour occuper un poste technique, et pas seulement à cause de son BTS en électronique. Une autre société d'informatique a parlé sur Earl Ferguson, un ex-roi des salles de gymnastique et grand frère de l'école.

Ces quelques exemples, récents, ont tous un point commun. Un cabinet de recrutement a créé il y a peu de mois un nouveau département spécialisé : « Job sport ». Parce qu'il a été avéré que le profil des athlètes de compétition pouvait correspondre aux besoins de l'entreprise. Mais aussi pour faire face, comme ses concurrents, à la baisse des candidatures de qualité, devenues trop rares pour une demande toujours plus forte.

Pourquoi explorer cette voie ? « Si l'entreprise comme sur les stades, le sportif présente bien des avantages », proclame M. Bruno Scudeller, le consultant à l'origine du projet. « Pensez, il y aura un champion dans l'équipe ! »

Sportif lui-même, « mais malheureusement pas de haut niveau », M. Scudeller consacre ses loisirs à la préparation des champions du monde de karaté, Emmanuel Fréchaud et Sophie Berger. « Voilà des gens, dit-il, admiratifs, qui jouent leur carrière sportive sur un combat de trois minutes tous les deux ans et qui, pour cela, s'entraînent tous les jours, acceptant des sacrifices. »

D'où l'idée. Les qualités mises en évidence dans leur spécialité, ils pourraient tout aussi bien les employer dans la vie professionnelle, pour peu que l'on cherche un tempérament avant une formation. Le plus souvent, ils connaissent pourtant des problèmes d'intégration dans la vie active, n'ayant ni expérience ni diplômes. Beaucoup ont abandonné leurs études ou ne les ont pas prolongées. A l'inverse, les employeurs recherchent parfois désespérément des battants, des gagnants, principalement pour leurs équipes commerciales. Ils peuvent être séduits par ces puissants caractères, très motivés, qui ont le sens du groupe et le goût de l'effort.

« L'école peut venir en plus, s'ajoute M. Scudeller. Un ancien sportif peut apporter son charisme qui joue sur sa capacité à convaincre. Il produira une identification, parmi ses collègues, qui influencera à son tour la clientèle. « Un gain de temps », prétend-il.

Côté athlète, la proposition a été plutôt bien accueillie dès qu'elle a été connue. Elle permet d'envisager une solution pour l'avenir. Une association comme l'AFIS (Association française pour l'insertion des sportifs), dirigée par l'épistémologue Philippe Riboud, y trouve un complément à sa propre activité. « Même l'INSEP (Institut national du sport et de l'éducation physique) connaît des difficultés pour ceux qui, ayant pourtant beaucoup travaillé, ne pourront devenir professeurs. Or leur motivation devrait leur permettre de s'adapter. »

Le besoin d'être rassuré

Quant aux fédérations sportives, poursuit M. Scudeller, elles y voient l'occasion de répondre à une préoccupation qu'elles ne savent pas assumer. « Tout sportif a besoin d'être rassuré sur l'issue de sa carrière, et les fédérations y trouvent un élément sécurisant. » Un partenariat se développe avec elles.

Côté entreprises, ce sont, bien entendu, les directeurs du personnel qui sont ou ont été sportifs eux-mêmes qui réagissent le mieux. Mais tous sont cependant sensibles à l'argumentaire. « A un niveau donné de sport, il faut être stratège ou technicien, fait observer M. Scudeller. On devient très pro, très méthodique et organisé. Rien n'est laissé au hasard. » Ces qualités sont appréciées, d'autant que l'athlète, par ses contacts, est « un homme de communication, qui sait faire de la relation publique. »

Par ses voyages, avec la nécessité de s'adapter dans divers milieux et de conserver en même temps son objectif, le sportif a développé des aptitudes qui peuvent attirer l'entreprise. « Il présente une personnalité forte, forgée pour la compétition, conclut M. Scudeller. Elle ne demande qu'à s'exprimer dans la vie professionnelle. » Le travail considéré comme un sport. Mais, en pratiquant le sponsoring, les entreprises elles-mêmes n'ont-elles pas montré la voie ?

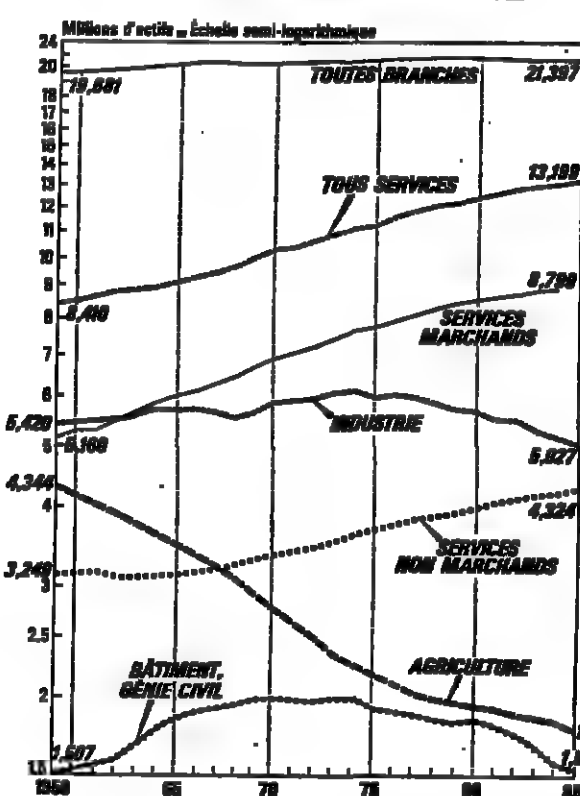
ALAIN LEBLAU.

• Les métiers du journalisme. — Avec la multiplication des nouveaux médias, les métiers du journalisme devront aussi évoluer. Odile Conseil, professionnelle du secteur, analyse avec précision toutes les facettes de cette profession fascinante : ses filières de formation, ses spécialités. Les quelques dizaines de journalistes interviewés (rédacteurs, secrétaires de rédaction, dessinateurs, photographes...) témoignent de la diversité de cette profession.

• Les métiers du journalisme. Odile Conseil, collection « L'Étudiant pratique », 52 F.

• La carrière des jeunes. — « Quelle évolution de carrière pour les jeunes ? » Pour mieux répondre à cette question, le CEREQ (Centre d'études et de recherches sur les qualifications) lance une enquête auprès de 25 000 jeunes sortis de l'enseignement supérieur en 1984, toutes disciplines confondues (sauf les étudiants en médecine ou en pharmacie). Une étude dont le budget a été évalué à 3,7 millions de francs. Près de 40 % de la population concernée seront ainsi contactés par courrier. Les résultats de l'enquête seront publiés fin 1988.

ÉVOLUTION DES EMPLOIS PAR BRANCHES D'ACTIVITÉ



d'intensité différentes. Un secteur a ainsi vu ses effectifs salariaux diminuer de plus de 70 % : il s'agit des sociétés de location de machines agricoles ; alors que le record à la hausse (+408 %) est obtenu par les établissements pour adultes handicapés. Un point extrême, mais qui n'en symbolise pas moins l'extension de l'emploi dans le secteur de la santé et de l'action sociale : +50 % dans les établissements hospitaliers spécialisés, +83 % et +112 % dans les cabinets de médecins et d'audioprothésistes, +115 % chez les vétérinaires, +260 % dans les services d'ambulances à domicile, où le nombre de non-salariés a aussi augmenté.

Selon M. Pierre Stroebel, chargé de mission au ministère de la recherche, l'un des deux commanditaires de cette étude, cette « explosion » de l'emploi dans le secteur de la santé devrait se poursuivre : « Ce phénomène lié aux évolutions sociodémographiques, allongement de l'espérance de vie et augmentation du nombre et du pouvoir d'achat des personnes âgées et retraitées, semble peu dépendant des mécanismes de marché. » Il est en revanche très lié aux décisions qui seront prises en matière de couverture sociale.

Le secteur des « services marchands aux entreprises », constitué, selon M. Pierre Stroebel, le second axe de développement de l'emploi pour les années à venir. Une tendance qui apparaît clairement dans l'étude de M. Claude Fontaine mais où les disparités sont également très fortes. On observe ainsi une baisse de 13 % à 17 % chez les architectes et les géomètres et de 32 % dans le travail temporaire. Augmentation, en revanche, on s'en serait douté, dans les sociétés d'étude et de conseil en informatique (+207 %), et les services divers aux entreprises (surveillance-gardiennage, transport de fonds, cabinets d'études divers), hausse de 55 % à 75 % dans la publicité (55 % pour les régies), de 44 % chez les experts-comptables.

Dans ces secteurs, ce sont les emplois les plus qualifiés qui se sont le plus développés. Ainsi les cadres supérieurs, cadres techniques, techniciens et agents techniques représentaient 24,2 % des effectifs dans les entreprises de services privées ou semi-privées en 1983, contre 19,6 % en 1969. Et cette hausse ne peut être entièrement attribuée à un plus grand recours à la sous-traitance de la part des entreprises industrielles au détri-

ment de 3 445 entreprises sur leurs intentions de recrutement en 1987 montre qu'elles sont plus nombreuses à vouloir accroître leur nombre de cadres (17,1 %) qu'à le diminuer (9,9 % d'entre elles) ; alors que le phénomène est inverse pour le reste des salariés.

Même tendance observée aux États-Unis cette fois par Wassily Léontief et Faye Duchin, auteurs d'un livre sur l'impact de l'informatique sur l'emploi (3). Ils estiment, en effet, que l'on aura besoin de trois fois plus d'ingénieurs et de techniciens d'ici à l'an 2000 que d'employés peu qualifiés. A tel point que la baisse du nombre des employés de bureau et de cadres administratifs moyens sera beaucoup plus importante que celle habituellement prévue. Ils ne représentent que 10 % des recrutements à effectuer, alors qu'ils constituaient 28 % des effectifs employés en 1978.

Ces considérations sont à l'analyse des projections effectuées par le Bureau of Labor Statistics, emanation du département du travail américain, et publiées en novembre 1985, ont pu laisser croire que le développement de l'emploi tertiaire dû à la multiplication des emplois peu qualifiés (emplois MacDo, par exemple, pour définir les vendeurs de hamburgers).

Écarts de salaires

« Conclusion hâtive », estime M. Claude Fontaine. La tendance qui se dégage de ces projections est différente sinon inverse : pour un accroissement global de 15 % du nombre des actifs, celui des techniciens (de l'industrie ou des services) augmenterait de 29 % (dont +50 % pour les techniciens en électricité et en électronique, +72 % pour les programmeurs, +98 % pour les assistants d'hommes de loi), celui du personnel de direction et de ses auxiliaires de 22 % (dont +35 % pour les experts-comptables et +32 % pour les spécialistes de gestion de personnel), tout comme celui des spécialistes hautement qualifiés de formation universitaire, parmi lesquels les ingénieurs en électricité et en électronique (+53 %), les ingénieurs systèmes en informatique (+69 %), les juristes (+35 %), les infirmières diplômées (+33 %), les médecins et chirurgiens (+23 %) ; puis viennent les professions commerciales (+20 %), les métiers de services divers (+19 %) et avec une croissance moindre que la moyenne, les

Des formations spécifiques

« On ne gère pas une société de services comme une entreprise industrielle, selon des modèles hérités du dix-neuvième siècle », affirme Pierre Elgier. Pour ce professeur à l'université d'Aix-en-Provence, coauteur avec Eric Langeard d'un livre sur le marketing des services (1), « la fabrication, le marketing et la commercialisation d'un service obéissent à des règles spécifiques, essentiellement dues au fait que le consommateur d'un service participe étroitement à sa fabrication ».

Cette forte interaction entre le client et son fournisseur ont des incidences non seulement sur la fabrication et la vente des prestations, mais aussi sur la gestion du personnel en contact permanent avec le client. Le développement stratégique d'une entreprise de services et sa gestion financière se démarquent également de celles d'une société industrielle : on ne peut par exemple comptabiliser les actifs d'une société de services, constitués essentiellement de savoir-faire, aussi facilement que des équipements industriels.

Ces spécificités nécessitent donc un enseignement adapté, que très peu d'universités et de grandes écoles dispensent aujourd'hui en France. Précurseurs en la matière, Pierre Elgier et Eric Langeard ont créé, il y a six ans, le premier diplôme d'études supérieures spécialisées (DESS) de « management des activités de services », dans le cadre de l'Institut d'administration des entreprises d'Aix-en-Provence (2). Mais il n'est ouvert qu'à une quinzaine

d'étudiants par an ; ceux-ci n'ont pas, pour la plupart, d'expérience en entreprises.

En revanche, le master spécialisé consacré au « management des sociétés de services aux entreprises », qui vient d'être créé par l'École supérieure de commerce de Lyon (3), est plus spécialement destiné aux cadres travaillant déjà dans des sociétés de services. Ce programme assurera une formation en alternance : les cours ayant lieu deux soirs par semaine, les participants pourront en effet continuer d'exercer leurs fonctions dans leurs entreprises.

Ce master comprend : un programme de deux cent cinquante heures de cours sur le marketing des services, les systèmes d'organisation et d'animation, l'exploitation et la gestion interne, la stratégie et le développement, les méthodologies d'études et de recherches ; — un travail d'application en entreprise, projet individuel encadré par un professeur du programme sur un thème choisi avec l'entreprise.

Pour l'année 1987-1988, les cours se dérouleront de septembre 1987 à mars 1988, et le travail d'application se fera entre avril et décembre 1988.

(1) *Servation, le marketing des services*, par Pierre Elgier et Eric Langeard ; éd. McGraw-Hill ; mars 1987.
(2) IAE d'Aix-en-Provence, boulevard des Camus, 13540 Payriard ; tél. : 42-92-10-50.
(3) ESC Lyon, 23, avenue Guy de Collongue, 69132 Collongue Cedex ; tél. : 78-33-81-22.

« Le Guide du premier emploi »

Destiné aux jeunes — à tous les jeunes, — le *Guide du premier emploi* a été conçu pour être pratique. Outre les conseils sur la manière de rédiger un CV, de préparer un entretien d'embauche ou encore de vivre psychologiquement cette période de recherche, assez habituels dans ce type d'ouvrage, Jean Gall fournit une liste exhaustive de toutes les possibilités offertes. Rien n'y manque pour ceux :

qui n'ont pas la chance de sortir du système scolaire bardés de diplômes, ni le descriptif des différents dispositifs jeunes, ni les stages, ni les TUC.

Quantité d'adresses sont données, qui devraient faciliter une exploration systématique en tirant profit de toutes les formules de sortie.

• *Le Guide du premier emploi*, par Jean Gall. Éditions Marabout, n° MS 740, 370 pages.

AFFAIRES

Hachette rejoint « le Monde » dans son projet d'imprimerie

A peine terminée la bataille du redressement, le Monde s'est lancé, l'an dernier, dans celle du développement. Celui-ci passait, entre autres, par l'acquisition d'un matériel d'impression ultramoderne, nous permettant de conserver le format auquel nos lecteurs sont attachés, d'améliorer la lisibilité de nos articles, d'utiliser la couleur tant pour la publicité que pour les cartes et les graphiques, de diviser le journal en plusieurs cahiers, en vue de faciliter une diversification thématique ou régionale.

L'investissement nécessaire à l'achat de ce matériel et du terrain à Ivry-sur-Seine, où il sera déployé, est très important : de l'ordre de 300 millions de francs. L'assainissement des comptes de l'entreprise, au cours des deux derniers exercices, nous permet d'en assurer seuls, si nécessaire, le financement grâce à divers emprunts et à un crédit fournisseurs : c'est la condition du maintien de notre indépendance. Mais il va de soi qu'il y a tout intérêt à ce que nos nouvelles rotations ne tournent pas uniquement le temps d'imprimer le Monde, soit de quatre à cinq heures par jour. Il y a place à Ivry pour sortir également un grand quotidien du matin, ou plusieurs petits, ainsi que des hebdomadaires.

C'est dans cette perspective que se sont engagés avec le groupe Presse Hachette, désireux de lancer un quotidien populaire du matin, les négociations qui ont abouti à la signature le 18 mars de l'accord faisant l'objet du communiqué commun ci-dessous. Il va de soi que cet accord est purement industriel et que le

groupe Presse Hachette n'entre pas dans le capital de la SARL Le Monde, lequel reste inchangé, mais dans celui de la filiale Le Monde-Imprimerie, société anonyme dont l'assemblée générale de la SARL a approuvé à l'unanimité, le 12 mars, la création. Le seul objet de la nouvelle société est l'impression de journaux. Le Monde détendra 80 % des actions et en assurera la présidence et la direction.

Précisons que si l'accord est conclu dans la perspective du lancement par Hachette, à la fin de 1988, d'un nouveau quotidien populaire du matin, il n'interdit bien naturellement d'autres publications. Ainsi se trouverait assurée une rentabilité optimale de cet investissement qui porte, on l'a bien compris, sur le long terme. Au moment où il a été décidé, l'ampleur des sommes engagées, le pari technologique qu'il impliquait, pouvaient le faire paraître audacieux. Tout indique aujourd'hui qu'il était parfaitement raisonnable.

A. F.
[Le Monde-Imprimerie est une société anonyme au capital de 50 millions de francs à laquelle la SARL Le Monde transfère le terrain acheté à Ivry-sur-Seine, les bâtiments et les matériels qui y seront installés.]
En cas de non-lancement ou de cessation de parution du quotidien projeté par le groupe Presse Hachette et en l'absence de solutions de substitution acceptables par les deux parties, Le Monde rachètera les 34 % de capital, et les financements apportés par Hachette seront transformés en prêts à long terme.]

Le communiqué commun

Hachette et le Monde ont publié, le mardi 17 mars, le communiqué suivant :

« Le groupe Presse Hachette vient de signer un accord industriel avec le Monde, aux termes duquel il s'associe à hauteur de 34 % au capital de la nouvelle société Le Monde-Imprimerie SA, destinée à exploiter l'usine dont la construction démarre à Ivry-sur-Seine.

Cette imprimerie, dont la première rotative sera opérationnelle à l'automne 1988, assurera l'impression du Monde - quoti-

dien du soir - et donnera au groupe Presse Hachette les moyens lui permettant d'assurer le lancement de son projet de quotidien national du matin (projet Omega).

« Équipée de deux rotatives Wifag ultra-modernes, cette imprimerie permettra l'impression en couleurs, sur cahiers séparés, l'automatisation et la programmation de la production et de la distribution. Elle sera l'une des plus modernes d'Europe, et la plus performante de la région parisienne. »

Luchaire étudie la proposition d'OPE lancée par Epéda

La société Epéda-Bertrand-Faure (EBF - 3,5 milliards de francs de chiffre d'affaires), premier producteur européen de sièges automobiles, a lancé une offre publique d'échange sur les titres de la société Luchaire (voir nos dernières éditions d'hier). Avec l'appui du groupe Worms et de la BNP, EBF souhaite prendre le contrôle de Luchaire. La direction de cette dernière, qui prendra sa décision lors d'un conseil de surveillance avant la fin de la semaine, ne semble pas accueillir défavorablement cette offre. Il est vrai que Luchaire, dont le chiffre d'affaires (1,8 milliard de francs en 1986) se partage entre les équipements automobiles (échappements, amortisseurs), l'armement et l'aéronautique, risque d'avoir du mal à consolider le redressement opéré depuis quelques années. L'activité armement est en perte de vitesse (245 millions de chiffre d'affaires prévu en 1987 alors qu'il en fallait 620 millions pour tourner normalement), notamment en raison de la diminution des commandes de l'Etat français. C'est ce qui a

poussé la société à s'orienter vers l'exportation. Elle a été mise en cause l'année dernière pour la livraison de munitions à l'Iran.

Da côté d'EBF, on insiste sur le renforcement dans l'activité automobile que favoriserait le rapprochement avec Luchaire. Mais celui-ci permettrait aussi à EBF de poursuivre sa diversification, amorcée en 1982 avec le rachat des bagages Delsey, et d'accroître son potentiel technologique et industriel. EBF, par le biais de cessions de blocs (notamment avec le groupe Worms), se trouve potentiellement détenteur de près de 20 % du capital de Luchaire. L'offre d'échange pourrait se faire sur la base d'une action Epéda contre quatre actions Luchaire. Le capital de Luchaire - qui avait fait l'objet de rumeurs d'OPA en 1986 - est actuellement détenu par le groupe AXA (16 %), le groupe Worms (10 %), une holding du groupe Suez, Pestholt (6,8 %), et le GAN (6,8 %), le reste étant dans le public.

C. B.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SOVABAL

Le conseil d'administration de Sovabail, Société du groupe Sovac, s'est réuni le 12 mars 1987 pour arrêter les comptes de l'exercice 1986.

ACTIVITÉ

An cours de l'exercice, la société a conclu 33 opérations nouvelles pour un montant global de 203,4 millions de francs, contre 161,5 millions de francs en 1985 (+ 26 %). Les investissements de 1986 se répartissent en 146,3 millions de francs de crédit-bail et 57,1 millions de francs de location simple.

Le montant brut hors TVA des engagements en fin d'exercice se trouve ainsi porté à 1 644 millions de francs, contre 1 470,3 millions de francs à fin 1985, en progression de 12 %.

Le montant des prélois et loyers

hors taxes encaissés au cours de l'exercice s'établissent à 259,3 millions de francs, contre 240 millions de francs, en hausse de 8 %.

RÉSULTAT

Après 80,7 millions de francs (contre 67,1 millions de francs en 1985) d'amortissements et provisions assimilées, le bénéfice net comptable s'établit à 83 048 765 francs, contre 76 200 778 francs, en augmentation de 9 %.

Le conseil proposera à l'assemblée générale des actionnaires, qui sera réunie le 30 avril 1987, la distribution d'un dividende global de 69 550 000 francs représentant 85,55 % du bénéfice net devant être distribué, soit un dividende par action de 53,50 F, contre 51 F pour l'exercice précédent (+ 5 %), auquel s'ajoutera un crédit d'impôt de 0,0907 F.

Du personnel privé pour les services publics locaux

M. Yves Galland, ministre délégué chargé des collectivités locales, a annoncé, le 12 mars, une série de mesures pratiques visant à améliorer le fonctionnement des services publics locaux, qu'ils soient assurés par les communes elles-mêmes, sous la forme de régie, ou qu'ils soient exploités par des sociétés privées.

« Le cadre juridique et législatif actuel est, dans l'ensemble, satisfaisant, a déclaré le ministre. Sa plume laisse aux élus une vraie liberté de choix dans le mode de gestion, et je n'envisage pas de le modifier. »

Le ministre veut, toutefois, améliorer l'information financière des élus locaux, qui ne connaissent pas toujours de façon précise les coûts de revient des services qu'ils offrent aux citoyens. D'ici à la fin de l'année, un guide de comptabilité analytique sera mis au point, et un service d'information et de comparaison par minute va être lancé sous le nom de COLOG. Un modèle de contrat de concession ou d'affermage des canaux scolaires va être élaboré et envoyé aux maires. Par ailleurs, le ministre a indiqué que, à la suite d'un avis rendu par le Conseil d'Etat, la formule de la gestion déléguée à une société privée pourrait s'appliquer désormais aux services publics administratifs et pas simplement aux services industriels et commerciaux (ordures, eau, assainissement, éclairage, espaces verts).

M. Galland s'est enfin engagé à assouplir les règles d'emploi du personnel en cas de gestion déléguée. Le recrutement d'agents de droit privé sera possible dans les services publics locaux à caractère industriel ou commercial. De même, seront élargies les facultés pour les maires de recruter du personnel contractuel.

La plupart de ces dispositions seront étudiées à partir du 9 avril par le Parlement, dans le cadre de l'examen du projet de loi sur la fonction publique territoriale.

F. Gr.

Le japonais Fujitsu contraint de renoncer à Fairchild

Le protectionnisme américain s'étend aux hautes technologies

Les études se sont donc multipliées et l'on découvre que la stratégie de type « rouleau compresseur » des Japonais avait provoqué des ravages.

Alors que les Américains exagèrent, il y a encore dix ans, une écrasante supériorité dans les puces, le cœur de toute l'électronique, les trois premiers constructeurs mondiaux en 1986 avaient pour nom : Nippon Electric Co (NEC), Hitachi et Toshiba. Parmi les dix premiers : six japonais et seulement trois américains (Motorola, Texas Instruments et Intel).

Le quasi-monopole des Etats-Unis s'est réduit, et il ne contrôlait plus que 50 % de la production mondiale de semi-conducteurs, les Japonais en ont pris désormais 43 %. Si les groupes américains maîtrisent encore les microprocesseurs, ils sont, en revanche, en train de perdre la bataille des mémoires, des produits qui ont la vertu, selon les professionnels, de

« tirer la technologie vers l'avant ». L'avenir est donc plus menaçant encore.

Les appels alarmistes ont alors convergé vers Washington, au Congrès et à la Maison Blanche. A la suite d'enquêtes, les fabricants américains ont convaincu les autorités que la percée japonaise s'expliquait, entre autres, par des prix de dumping, et des négociations s'engageaient avec Tokyo. Le gouvernement japonais céda, et le ministre du commerce extérieur et de l'industrie (MITI) contraignait les groupes nippons à n'exporter leurs puces qu'au-dessus d'un prix plancher fixé par les Américains. Mais, complexe, cet accord n'a eu, dans la réalité, que peu d'effet. Les géants nippons, pour le contourner, se sont engagés, notamment, dans une phase d'investissements directs aux Etats-Unis : la reprise de Fairchild par Fujitsu s'inscrivait dans ce cadre.

L'accord donc, même s'il est respecté, ne suffit plus à redonner du souffle aux fabricants d'outre-Atlantique. Désormais, ils réclament la mise en œuvre de mesures plus globales : d'ordre protectionniste, comme le blocage des investissements japonais, et d'ordre structurel (aide accrue, allègement des procédures antitrust, assouplissement des règles d'exportation vers les pays de l'Est, etc.). La panoplie est large.

Même si ces mesures entrent en contradiction totale avec le libéralisme affiché de M. Reagan, la question posée semble suffisamment grave et stratégique pour qu'une quasi-unanimité se fasse, du Pentagone au ministère du commerce en passant par la CIA, en faveur d'une redéfinition complète, morceau par morceau, de la politique industrielle américaine en matière de haute technologie.

ERIC LE BOUCHER.

Redistribution des cartes en France

La crise persistante dans l'industrie mondiale des composants, où la reprise se fait toujours attendre, accélère les redistributions des cartes pour les deux fabricants français Thomson et Matra. On repartira aujourd'hui d'un rapprochement entre l'italien SGS et le français Thomson-Composants et de l'annonce d'un troisième partenaire dans le tandem Matra-Harris.

Accrochant les rumeurs circulant depuis le début de l'automne sur une alliance franco-italienne, le quotidien la Repubblica a annoncé que la société SGS, qui détient la STET - le holding d'Etat qui contrôle SGS - a donné son accord à la création d'une filiale commune entre les deux groupes. Selon le journal italien, Thomson et SGS en seraient actionnaires chacun à 40 %, le reste du capital étant encore ouvert. Les deux groupes mettront en commun leurs activités dans la mesure où la puissance, à coups d'annonces spectaculaires, avec un seul objectif : mettre au point des composants toujours plus performants et toujours moins chers.

Alors que le projet avait toujours été démenti jusqu'ici par le groupe français, on se contente maintenant d'un « sans commentaires » à Paris. Il est vrai que le rapprochement avait notamment été esquisse il y a quelques mois sur la question de savoir qui assurerait le management de la nouvelle entité.

Cette opération, si elle se confirme, concerne deux entreprises qui se connaissent déjà : en effet, elles ont décidé en décembre de développer en commun des mémoires puissantes de 4 mégabits dans le cadre d'Eurolite.

Elle répond toutefois à la logique industrielle, dans un secteur où les coûts de recherche sont extrêmement élevés et où les industriels doivent impérativement innover pour survivre. Les grands groupes mondiaux - japonais en tête - se sont d'ailleurs lancés dans une course à la puissance, à coups d'annonces spectaculaires, avec un seul objectif : mettre au point des composants toujours plus performants et toujours moins chers.

Le nouvel ensemble né du rapprochement se hisserait au deuxième rang européen dans les composants derrière Philips (sixième fabricant mondial), SGS, sixième européen, et Thomson-Mostek (dixième européen), plébiscité donc plus lourd sur le marché mondial.

La situation est légèrement différente pour Matra-Harris : le partenaire américain, associé à 50/50 avec Matra, souhaite depuis plusieurs mois abaisser sa participation dans cette société, redevenue déficitaire en 1986. Aussi négocie-t-il l'entrée d'un nouveau partenaire. Le rumeur a longtemps couru qu'il pourrait s'agir de SGS. Mais le projet d'accord entre Matra et le suédois Ericsson pour reprendre la CGCT (Compagnie générale de constructions téléphoniques) prévoit aussi une coopération dans les composants.

Si ces deux opérations devaient aboutir, il s'agirait d'un revirement fondamental pour l'industrie française, contrainte désormais de s'allier.

F. V.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

L'Eni - Ente Nazionale Idrocarburi - fait savoir qu'il a mandaté la BANQUE PARIBAS pour l'assister dans la privatisation du

Groupe Lanerossi

Les activités du groupe par sociétés et secteurs d'activité se répartissent comme suit :

Société	Branches d'activité	Lieu	Nombre d'employés (31.12.86)	Chiffre d'affaires en millions de Lires
1. LANEROSI SpA	- Feignage et filature de laine - Tissage de laine - Couvertures - Tissus d'ameublement - Moquettes	Vicenza Piovene Schio Schio (Vicenza) Pievebelvicino (Vicenza) Marano Vicentino (Vicenza)	1.429 999 177 90 227	141,4 116,0 17,3 5,6 31,3
2. MARLANE SpA	- Filature et tissage de laine	Praia Mare (Cosenza)	523	27,8
3. I COTONI DI SONDRIO SpA	- Filature et Tissage de coton - Vêtements de travail	Sondrio Berbenno (Sondrio)	955	97,7
4. LEOLEMODA SpA	- Confection	Arezzo Rassina (Arezzo)	2.615	169,8

Les sociétés intéressées par l'acquisition de l'une ou de toutes les sociétés ci-dessus, peuvent se mettre en rapport avant le 31/3/87 avec la Banque PARIBAS, 3, rue d'Antin - 75002 PARIS - France - M. Philippe DUTEL - Tél. : (1) 42.98.07.02 qui donnera toutes indications sur les modalités de la mise en vente.



Economie

CONJONCTURE

Des résultats encore médiocres

Le commerce extérieur français enregistre un déficit de 400 millions de francs en février

Avec un déficit de 400 millions de francs en données corrigées des variations saisonnières (2,4 milliards en données brutes), le commerce extérieur de la France fait moins piètre figure en février qu'en janvier. Le premier mois de 1987 s'était en effet soldé par un solde négatif de 2,5 milliards de francs.

Nul pourtant ne pavoise, même si le recul des exportations en janvier est effacé par la progression de 8,9 % des exportations qui atteignent 73,8 milliards de francs. Les importations, après avoir pratiquement stagné, ont repris une courbe ascendante plus marquée de 5,8 % sur un mois pour représenter 74,3 milliards de francs.

Grâce aux bons résultats de décembre 1986, la moyenne des trois derniers mois se situe toujours un peu au-dessus de l'équilibre avec 260 millions d'excédent mensuel. Cette tendance reste pourtant insuffisante pour espérer un redressement rapide. Elle paraît même particulièrement décevante en période de stagnation de la consommation et de faible progression de l'investissement. Le ministre du commerce extérieur, M. Michel Noir, l'a reconnu en estimant que cette tendance à la simple stabilisation

« autour de l'équilibre » devrait être « la caractéristique de l'ensemble du premier semestre ». Le ministre de l'économie, M. Edouard Balladur, renchérit pour sa part en jugeant que les résultats de février n'étaient pas « encore satisfaisants ».

Le tassement du solde agro-alimentaire, sensible tout au long de 1986, s'est confirmé le mois dernier avec un excédent limité à 2 milliards de francs contre 2,4 milliards en janvier. La facture pétrolière, particulièrement lourde durant le premier mois de 1987 (8 milliards de francs), en raison de la vague de froid et d'un phénomène de stockage, retrouve un niveau plus acceptable de 6,5 milliards. On imagine pourtant mal, dans un avenir proche, un allègement de ce poste. La « manne pétrolière » de 1986 est bel et bien tarie comme en témoigne la hausse de 2,4 % du coût, en France, de la tonne de brut importée en février. Et, même décalée dans le temps, la baisse des coûts du gaz ne sera que d'une aide limitée.

Mais c'est une fois de plus le caractère anémique de l'excédent industriel qui suscite les inquiétudes les plus vives. Avec 1,4 milliard de francs en février, ce solde positif paraît bien médiocre comparé à la moyenne mensuelle de 3 milliards

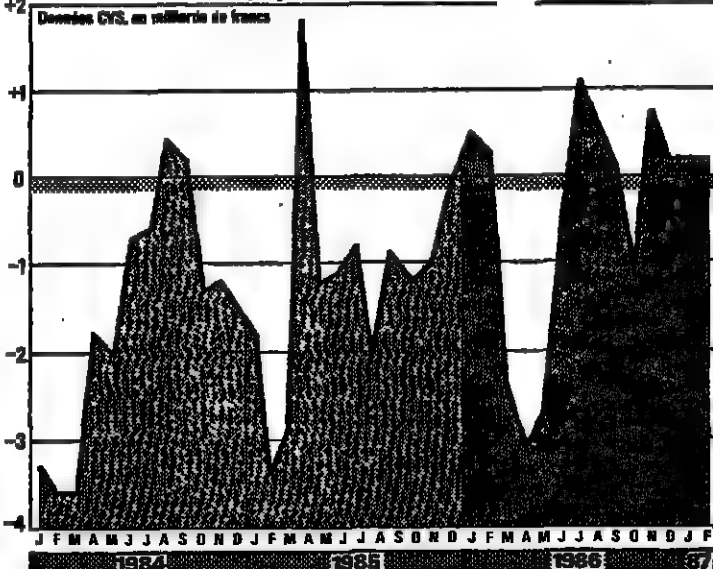
enregistrée l'an dernier et franchement préoccupant comparé à celle de 7 milliards de 1985. Le léger rebond du mois dernier par rapport à l'excédent de 800 millions de janvier recouvre quelques signes d'encouragement.

Le secteur automobile retrouve un excédent « naturel » de 1 milliard de francs après avoir plongé et

Au moment où la concurrence entre pays industriels devient de plus en plus acharnée, la position de la France ne s'améliore guère dans les pays de l'OCDE. Le déficit avec le Japon s'est légèrement amoindri à 1,7 milliard de francs en février contre 1,9 milliard un mois auparavant; il retrouve un cours plus normal de 300 millions de francs avec

BALANCE COMMERCIALE

(Moyennes mensuelles sur 3 mois)



enregistré un solde positif de 45 millions seulement en janvier. Les biens d'équipement professionnels, excédentaires de 430 millions de francs après un maigre 57 millions un mois auparavant, tirent également assez bien leur épingle du jeu en dépit de la vente d'un seul Airbus en février contre deux chaque mois en moyenne l'an dernier. Dans ce secteur, les exportations se situent sensiblement au-dessus des résultats de 1986.

Il n'empêche que le solde industriel français aurait été négatif de 1,1 milliard de francs sans l'appoint militaire. Dans la mesure où, comme les grands contrats, les commandes militaires se sont amoindries, leurs retombées positives au fil des mois seront de plus en plus discrètes, rendant d'autant plus nécessaire une relève de l'industrie civile qui s'annonce délicate.

Les Etats-Unis après le curieux excédent de 500 millions du premier mois de l'année. Par contre, il se creuse avec l'ensemble de la CEE et atteint 5,6 milliards contre 4,5 milliards en janvier et 4,3 milliards en février 1986.

Une détérioration imputable essentiellement à l'agro-alimentaire et qui recouvre des résultats très divers. Le déficit avec l'Italie finit un bond de 740 millions pour atteindre 800 millions de francs. Au moins les échanges prennent-ils un tour plus satisfaisant avec la RFA : les exportations de la France vers ce partenaire cible ont progressé de 16,8 % en février. Une lueur d'espoir qui rend d'autant plus nécessaire l'effort décidé par M. Noir sur d'autres marchés comme l'Espagne et surtout l'Italie.

FRANÇOISE CROUGNEAU.

La hausse des prix de détail s'est nettement ralentie

La hausse des prix de détail, qui avait été forte en janvier, s'est nettement ralentie en février : + 0,1 ou + 0,2 % selon les premières estimations de l'INSEE. Faut-il voir dans ce bon résultat un retour à la normale après le dérapage de janvier (+ 0,9 %) ? Ou bien le calme du mois dernier n'est-il que passager ?

En janvier, la moitié de l'augmentation des prix avait été provoquée par la hausse des produits pétroliers. En février, ceux-ci ont baissé, de façon importante pour le fioul, légèrement pour l'essence. Il y a donc là, dans des variations qui échappent totalement à l'explication du résultat de février. Mais le gouvernement n'est pas resté inactif. Il a obtenu qu'EDF baisse ses tarifs domestiques de 0,5 % à compter du 1^{er} février, alors que l'entreprise publique demandait une hausse d'au moins 1,7 %. GDF a été également prié d'anticiper une baisse d'abord prévue en avril : celle-ci a eu lieu le 12 février (- 3,2 %).

On peut dire grosso modo que, sans la baisse des cours du pétrole et sans les interventions des pouvoirs publics sur les tarifs d'EDF-GDF, la hausse de février aurait été deux fois plus forte. Echaudé par la mésaventure de janvier, qui avait vu la libération des prix des services peser lourdement sur l'indice, le gouvernement est intervenu dans d'autres domaines pour obtenir que des hausses soient retardées. Il en a été ainsi pour l'automobile (prévue pour la mi-février, l'augmentation n'interviendra que le 20 mars) et d'une certaine façon pour le tabac (la hausse demandée pour le 1^{er} février n'a pas eu lieu). Enfin, le ministre de l'économie est intervenu auprès des supermarchés pour qu'ils baissent les prix de la viande, les cours à la production ayant fléchi depuis des mois.

Que l'action gouvernementale ait pesé sur les prix, cela est évident, et

de bonne guerre pourrait-on dire, aucun pouvoir ne pouvant s'en dispenser complètement, fût-ce au prix de certaines contradictions avec le principe de liberté (les constructeurs d'automobiles, très endettés, subissent un manque à gagner en retardant les hausses). En revanche, le bon résultat de février, dont les détails ne seront connus que dans dix jours laisse deviner une évolution assez sage des prix alimentaires et des prix des produits manufacturés. Une question se pose encore : comment ont évolué les tarifs des services après leur spectaculaire dérapage de janvier ?

AL V.

Le Conseil économique et social vote le projet d'avis sur l'avenir de la planification

Le Conseil économique et social a approuvé, mercredi 11 mars, le projet d'avis présenté par M. Velichkovitch sur la réforme de la planification, par 163 contre 19 (la CGT ainsi que MM. Philippe Haeghe, Claude Quin et Raymond Minot) et une abstention (M. Jean-Claude Delorme).

Le projet d'avis recommande la maintien du commissariat général au Plan et d'une planification quinquennale, et souhaite la création d'une commission centrale pour remplacer le Conseil national de la planification.

Dans son intervention, au cours de la séance plénière, M. de Charette, ministre de la fonction publique et du Plan ne s'est pas montré favorable à une durée de cinq ans et a regretté que le Conseil n'ait pas retenu l'idée d'un Conseil des sages. Il soulignait, en tout cas, que le dispositif restait assez souple et ouvert que possible.

L'Elysée, Matignon... et M. Balladur

(Suite de la première page.)

« L'Elysée ne souhaite pas être impliqué dans les affaires domestiques », résume l'un des principaux décideurs au pouvoir. Le refus de signer les ordonnances était donc plus un geste de communication qu'un acte marquant une volonté d'influencer la politique économique.

Et comme sur le seul sujet qui se trouve aux confins du domestique et de l'international — le monétaire — il y a convergence de vues entre l'Elysée et Matignon, l'attitude de M. Mitterrand n'a été en aucune manière l'action économique du gouvernement.

Cependant, il n'y a pas dans la cohabitation que l'attitude du président de la République vis-à-vis du gouvernement. Il y a aussi un système qui risquerait en permanence d'être remis en cause, du moins le croyait-on dans les premiers mois de cette innovation. Au printemps 1986 on trouvait plus d'observateurs pour parler sur une rupture à l'occasion du budget 1987 que sur la poursuite de l'expérience jusqu'à son terme naturel du printemps 1988.

La nécessité d'être rapidement efficace a donc, mené M. Jacques Chirac à concentrer les pouvoirs Rue de Rivoli. Sans doute faudrait-il faire la part de ce qui est dû à la coexistence et de ce qui tient au caractère propre du premier ministre et à sa volonté de s'occuper personnellement de la politique et du médiatique. Mais le fait est que, véritable vice-premier ministre, M. Edouard Balladur a obtenu l'arbitrage du budget 1987 et dispose de plus de pouvoirs qu'aucun de ses prédécesseurs.

« Nous avons une machine à réformer extraordinaire », affirme-t-on ainsi au ministère de l'économie et des finances, où l'on souligne que tous les changements intervenus en un an (privatisation, libération des prix, des changes et du crédit, réforme de la Bourse, participation) n'auraient pu être réalisés s'il y avait eu comme par le passé deux ou trois centres de décision dans l'Etat. On est loin, il est vrai, du pouvoir socialiste de 1981-1982, où un arbitrage n'était jamais considéré comme définitif et où une décision de la Rue de

Rivoli ou de Matignon pouvait trouver appel à l'Elysée.

Mais l'omnipotence du ministre d'Etat à son prix : absence de concertation, élan certain ministères libéraux rarement favorisés par les arbitrages (comme M. Madelin en a-t-il gagné ?), laxisme, dit-on à gauche, où l'on estime que la nécessité pour le ministre des finances d'intégrer à son niveau la dimension politique des problèmes l'amène à être moins rigoureux que par le passé.

En outre, dans ce système, les interventions — rares — du premier ministre sont toujours décisives. Ainsi en a-t-il été pour les subventions aux agriculteurs ou pour l'augmentation des tarifs des médecins, voire pour la promesse différée — admettons — à ceux qui seront au pouvoir après 1988 — de consacrer 30 milliards de francs aux rapatriés d'Algérie. Autant de décisions propres à satisfaire une clientèle, mais qui ont été des potions difficiles à avaler pour M. Balladur.

Question de rythme

Autre inconvénient prêt à la cohabitation et à ses aléas possibles, le risque de devoir être à même de présenter un bilan à tout moment n'a pas été sans conséquences sur le tempo des réformes. La libération des prix aurait dû être réalisée soit plus lentement en mettant les services en liberté surveillée, soit très vite pour profiter de la baisse des prix du pétrole, affirmant ainsi les critiques de gauche et de droite.

On a beau répondre Rue de Rivoli qu'une libération rapide « quand tout le monde avait encore en tête un rythme d'inflation de 5 % l'an » aurait été « une folie » et qu'« aucun élément politique n'a influé sur la tactique réformatrice », on peut rester sceptique. Ne serait-ce que parce que si nul ne doute que la mise en harmonie de la politique économique française avec celle de ses principaux partenaires économiques (par diverses libérations) a un coût, celui payé en début d'année pour les prix malgré le bon score de février apparaît excessif. Et que, dès lors,

cette réforme semble pouvoir être remise en cause en cas d'alternance politique — et l'on croit les critiques de M. Rocard — preuve qu'elle n'a pas été assez mûrie.

D'autres exemples viennent appuyer l'idée d'un rythme dépendant de la coexistence. La hâte avec laquelle M. Balladur a poussé à la baisse des taux d'intérêt pour tenter d'obtenir une relance rapide des investissements est de ceux-là et aurait même, murmure-t-on, provoqué un désaccord entre le ministre d'Etat et le gouverneur de la Banque de France, M. Camdessus. La conséquence, tout le monde la connaît : il a fallu arrêter cette baisse à la fin de l'été, ralentir la libération des changes et finalement remonter les taux sous la pression des attaques monétaires à la fin de l'année.

Le débat avorté sur le financement de la Sécurité sociale, à l'occasion de la première dévaluation d'avril 1986, est parfois mis aussi sur le compte de la cohabitation. Certains membres du gouvernement proposent alors, parmi les mesures d'accompagnement, de rétablir le prélèvement social de 1 % sur les revenus que M. Bérégovoy avait supprimé au début de 1985. M. Balladur préfère, plutôt que de freiner ainsi la flamme de consommation qui s'épanouissait et déséquilibrait le commerce extérieur, manifester sa rigueur sur les salaires de la fonction publique. Comme dans le même temps le ministre supprimait l'impôt sur les grandes fortunes, un impôt peu efficace mais symbolique, non seulement le problème du financement de la Sécurité sociale resta entier mais le sentiment d'un gouvernement attaché aux privilèges se développait.

Deux domaines hors du consensus

Il ne faudrait pourtant pas conclure de ces quelques exemples que la cohabitation n'a eu que des effets négatifs. Dans un pays où les évolutions sont difficiles sans un minimum de consensus, elle a rendu encore plus ardue cet accord de base des Français — PC excepté — sur la réforme engagée depuis 1983 par les socialistes et qui repose sur

une sagesse macro-économique accompagnée d'une libéralisation de l'économie. Et la coexistence n'est sans doute pas étrangère au fait que la politique sociale elle-même a été loin d'être aussi dure — sans parler de la forme — que la voulaient les ultra-libéraux. N'en est-on pas revenu, sous l'influence des mauvais indices du chômage, au traitement social du problème ?

Deux domaines, il est vrai, échappent au consensus : les privatisations et la protection sociale. Les socialistes avaient beaucoup investi, idéologiquement, dans les nationalisations. Leur est donc difficile d'accepter que leur politique soit délaissée aussi rapidement. Mais la libéralisation largement engagée par M. Bérégovoy du marché financier, le renvoi des sociétés nationales en Bourse par le biais des certificats d'investissement, auraient sans doute obligé le PS, s'il était resté au pouvoir (ou s'il y revient), à s'interroger sur les structures. Il est notable que la synthèse des divers courants du parti réalisée avant le congrès de Lille ne comporte aucune renationalisation systématique (sauf celle de TF 1).

En matière de sécurité sociale, tout le monde en convient, l'assainissement n'est pas fait. Mais la rupture n'est pas tant à l'intérieur des milieux dirigeants : après tout, si l'on veut garder le système actuel, il n'y a guère d'autres moyens de résorber les déficits que d'augmenter les cotisations et de réduire les prestations. C'est le pays qui ne semble pas prêt à des mesures qui vont bien au-delà du timbre des lettres envoyées à la Sécurité sociale (décision déjà impopulaire).

Ainsi que s'engage dans la majorité un débat sur une certaine relance grâce à l'argent des privatisations (M. Balladur vient de préciser que cet argent pourra être consacré à doter des entreprises publiques qui développent de grands programmes d'investissement, d'équipements et de recherche), il y a peu de chances que la seconde mitemps de la cohabitation voie avancer le règlement de ce problème de la protection sociale.

BRUNO DETHOMAS.

Du 14 au 21 mars

Semaine de la

CRAVATE

et du

MOUCHOIR

Cravate soie doublée 56 F
les trois 160 F

Mouchoir coton
initiale brodée, les six 79 F

le plaisir d'acheter
avec la carte

MADÉLIOS

Place de la Madeleine, Paris

Plus vite,
moins cher!

309 GTI-130 CV

Nouvelle gamme 309-3 portes
en livraison rapide

Pour un meilleur prix
téléphonez-nous
avant de commander
votre PEUGEOT!

NEUBAUER

C'est 1000 PEUGEOT
en livraison immédiate

NEUBAUER

c'est la garantie du prix et du service!

227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎43.21.60.21
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34

الأسواق

Economie

TRANSPORTS

Les Etats-Unis veulent réduire l'encombrement de leurs aéroports

L'administration fédérale de l'aviation civile réunit, cette semaine, les représentants d'une centaine de compagnies américaines pour tenter de mettre fin aux retards qui affectent de plus en plus souvent les vols aux heures de pointe.

En 1986, un vol sur quatre n'est pas arrivé à l'heure parce que les compagnies veulent toutes faire décoller et atterrir leurs appareils aux heures les plus rentables et les plus chargées. Deux aéroports se trouvent dans une situation particulièrement critique : celui d'Atlanta-Hartsfield qui devrait théoriquement supporter soixante-trois atterrissages entre 9 h et 9 h 30 et celui de Chicago-O'Hare où trente-six vols sont annoncés à 9 h 15 précises par les horaires officiels des compagnies.

Les négociations promettent d'être serrées, chaque exploitant souhaitant conserver un maximum de vols dans ces créneaux horaires très demandés par la clientèle voyageant pour des motifs professionnels.

Dans l'attente d'une harmonisation, la FAA a pris la décision — contestée — de réduire de 22 à 15 kilomètres la distance séparant deux avions volant à deux dans le même couloir aérien. — (AFP.)

SOCIAL

Grève sur le tas chez Vallourec à Decazeville

Une partie des salariés de l'entreprise Vallourec à Decazeville (Aveyron) — fabrique de tubes en acier pour le pétrole et le gaz, 280 salariés — se sont mis en grève sur le tas depuis le samedi 14 mars, au moins jusqu'à la réunion du 20 mars du prochain comité d'établissement. Lors de cette réunion, un plan social doit être présenté pour accompagner la fermeture de l'usine fixée au 30 avril.

Lors d'un vote qui a eu lieu sur proposition de la CGT et de la CFDT, il y a eu 211 votants et 210 suffrages exprimés sur 278 inscrits : 111 (52,6 %) se sont prononcés pour la grève et 99 (46,91 %) ont voté contre. Quelques jours auparavant, M. Sainjon, secrétaire général de la fédération de la métallurgie CGT, avait appelé à l'occupation des entreprises sidérurgiques du bassin de Decazeville. Pour la direction, « l'arrêt de la Société d'exploitation de la sidérurgie de Decazeville (SESD-Groupes Asco-Metal de Saurat), prévu le 30 mars (...), condamnerait définitivement tout espoir de maintenir Vallourec-Decazeville ».

Suppressions d'emploi dans la division appareillage électrique d'Alsthom

Le groupe Alsthom va supprimer 420 emplois en France dans sa division appareillage électrique. Cette décision est provoquée par des annulations de projets à l'étranger et l'insolvabilité de certains pays, ainsi que par la baisse du dollar, et, en France, par des réductions de programmes importantes à EDF et à la SNCF. Alsthom a réalisé en 1986 un chiffre d'affaires de 4 milliards de francs dans ce secteur et figure au premier rang mondial des constructeurs d'appareillage électrique haute et moyenne tension.

Trois unités du groupe seront touchées : le plan prévoit 230 suppressions d'emploi sur 1 600 à Villeurbanne (Rhône), 130 sur 950 à Aix-les-Bains (Savoie) et 60 sur 550 à Chalon-sur-Saône (Saône-et-Loire). Les sites de Mâcon (Saône-et-Loire), 1 000 salariés et de Saint-Quentin (Aisne, 750 salariés) ne doivent pas être touchés. Le plan social doit être présenté au cours d'un comité central d'entreprise le jeudi 19 mars à Paris.

● Plan européen de liquidation de 1 million de tonnes de beurre. — La Communauté européenne, malgré l'opposition de l'Espagne et du Portugal, a formellement adopté, lundi 16 mars à Bruxelles, un plan de liquidation d'une partie de la « montagne de beurre » communautaire. Moyennant une avance de 3,2 milliards d'ECU, la CEE devra débourser en deux ans 1 million de tonnes de vieux beurre entassé dans les stocks communautaires. La Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) devra rembourser cette avance en quatre ans. Les pays ibériques, qui ont adhéré à la CEE en 1986, estiment n'avoir aucune responsabilité dans l'accumulation des stocks de beurre. — (AFP.)

● M. Carl Icahn soupçonné de délits d'initié. — La SEC (Security Exchange Commission), organe de contrôle des marchés financiers américains, vient d'ouvrir une enquête sur les activités boursières de l'homme d'affaires Carl Icahn, patron de la TWA. Celui-ci est soupçonné d'avoir eu partie liée avec Yvan Bossek dans un certain nombre de délits d'initié. Dans le dossier qu'il vient de constituer, M. Icahn indique qu'il ne cherche plus à prendre le contrôle de USAir, dont il détient 15 % du capital, sensible décision pourtant, il avait lancé une OPA hostile de 1,6 milliard de dollars sur cette compagnie.

REPÈRES

Production industrielle

Recul de 0,5 % en janvier au Japon

La production industrielle japonaise a baissé de 0,5 % en janvier et non de 0,7 % comme l'avait indiqué, dans des estimations préliminaires, le ministère de l'Industrie et du Commerce international (MITI). La chute de la production des machines électriques est à l'origine de ce phénomène, qui pourrait être de courte durée. Le MITI prévoit, en effet, une hausse marginale de 0,3 % en février et le ministère des finances annonce le redémarrage de l'activité économique pour le deuxième trimestre. Ce nouveau départ restera malgré tout très inégal. La majorité des grandes entreprises interrogées par le ministère envisagent une amélioration de la tendance durant la période juillet-septembre, après une relative stabilisation en avril-juin. Mais les petites et moyennes entreprises, moins résistantes au choc qu'a représenté la flambée du yen en face du dollar, ne prévoient aucune reprise.

Confiance des consommateurs

Amélioration aux Etats-Unis

L'indice de confiance des consommateurs américains, calculé par le Conference Board (centre de recherche économique du monde des affaires) a progressé de 6,3 points en janvier. Les intentions d'achat de biens durables restent faibles : stabilisation pour les automobiles, baisse de 1,3 point pour les logements. Mais les autres indicateurs ont progressé, 25 % des ménages interrogés qualifiant de « bon » le climat actuel et à venir des affaires, contre 22 % seulement en janvier. Plus de 29 % envisagent une amélioration de la conjoncture dans les six mois à venir, contre 16 % en janvier, mais 45 % se plaignent des difficultés du marché de l'emploi.

Production

Meilleure utilisation des capacités américaines

L'industrie américaine a tourné à 79,8 % de ses capacités de production en février, le rythme le plus élevé enregistré depuis un an, annonce la

Réserve fédérale. En février 1986, ce rythme avait, en effet, atteint 80,2 % avant de fléchir régulièrement. L'impulsion du mois dernier est venue, pour l'essentiel, de l'automobile et de ses secteurs situés en amont, comme la métallurgie. La situation s'est également légèrement améliorée dans les secteurs minier et pétrolier, pour s'établir à 75,3 % de la capacité de production utilisée. Cette dernière resta malgré tout inférieure dans ce secteur de 4,1 points à son niveau de février 1986.

Aéroports

La Grande-Bretagne privatise

Le gouvernement britannique privatisera, cette année, British Airports Authority, établissement public qui gère les aéroports londoniens de Heathrow, Gatwick et Stansted, ainsi que les principaux aéroports écossais. L'offre publique de vente devrait porter sur un capital d'environ 1 milliard de livres sterling (9,8 milliards de francs). Chaque membre du personnel recevra 100 livres (980 F) d'actions gratuites et se verra proposer deux actions gratuites pour chaque action qu'il achètera. Au maximum, chaque employé pourra recevoir 400 livres (3 920 F) d'actions gratuites.

M.S. Mastère Spécialisé en ESSEC GESTION MARKETING

- M.S. UN STANDARD NATIONAL ET INTERNATIONAL délivré par la conférence des grandes écoles.
- PROGRAMME INTENSIF de 13 mois, réservé aux titulaires d'un diplôme d'INGÉNIEUR, de GRANDE ÉCOLE, de second cycle universitaire.
- SPECIALISATION PROFESSIONNELLE en Communication, Gestion de Produit, Vente et Distribution

Date limite de dépôt de candidature : 30 mai 1987

Informations : Claire DELORME Tél: (1) 30.38.38.00
M.S. en GESTION MARKETING de l'ESSEC B.P. 105 - 95021 Cergy-Pontoise
ESSEC - Établissement d'Enseignement Supérieur Privé

TITULAIRES D'UN DEUG L'ASSEMBLÉE NATIONALE est prête à vous former pendant trois ans en vue du concours de sténographe des débats

Ces fonctionnaires de haut niveau (carrières comparables à celle des administrateurs civils de l'Etat), hommes ou femmes, sont chargés de la rédaction du compte rendu intégral des débats parlementaires.


Des bourses d'études sont accordées en fonction des progrès accomplis.

Les candidats devront produire, au moment du concours, un diplôme national du second cycle d'études supérieures.

Les étudiants intéressés par cette préparation peuvent obtenir tous renseignements au :

Service du personnel de l'Assemblée nationale
233, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris
Tél. : 42-87-87-05

Une réunion d'information sera organisée à l'Assemblée nationale entrée 126, rue de l'Université, le SAMEDI 4 AVRIL 1987, à 10 heures



ALGERIE - الجزائر

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES INDUSTRIES
CHIMIQUES ET PÉTROCHIMIQUES

Entreprise Nationale de Raffinage et de Distribution des Produits Pétroliers (NAFTAL)

DIRECTION AVIATION MARINE
AÉROPORT HOUARI BOUMEDIÈNE

AVIS DE VENTE INTERNATIONAL N° AVM/DIM/01/87

L'entreprise NAFTAL Direction Aviation Marine met en vente au plus offrant deux (2) barges fluviales de 3 000 tonnes chacune avec un lot de pièces de rechange.

Les soumissionnaires intéressés peuvent retirer le cahier des charges et visiter les barges à l'adresse ci-dessous :

— NAFTAL
Département Distribution Marine
8, rue de Foix, ALGER-P.O.R.T.

Les soumissions doivent parvenir dans un délai de soixante (60) jours à compter de la date de parution du présent avis.



Améliorer un processus de production, renforcer le contrôle d'un réseau de distribution, prendre une décision financière... en un mot, rendre votre entreprise plus compétitive et assurer son expansion. Pour cela, il vous faut un Système d'Information performant. Le choix ne dépend pas que de vous-même. Le conseiller de la société d'informatique que vous avez retenue, doit vous assurer le succès, par une maîtrise des technologies de pointe et par une réelle compréhension de vos objectifs professionnels. Hewlett-Packard s'y engage. Quelle que soit la nature de vos besoins, quel que soit votre

secteur d'activité, de l'industrie à la finance, nous avons toujours des solutions, adaptées à la structure de votre organisation. Avec elles, l'information vitale est accessible par tous, à chaque instant et en tous lieux. Ces solutions, évolutives, et reposant sur des logiciels compatibles entre eux, garantissent la pérennité de votre investissement initial.

Près de 30.000 utilisateurs de Systèmes d'Informatique de Gestion ont choisi HP pour maîtriser leur croissance. Pour fournir des solutions répondant à vos besoins, pour former votre personnel, pour vous aider à planifier le développement de votre entreprise, nous sommes toujours avec vous.

J'AI CHOISI L'INFORMATIQUE HP POUR ALLER DE L'AVANT...



HEWLETT PACKARD

HCM

HP France 01040 Evry Cedex, Tél. : (1) 60.77.83.83.

Ces actions ayant déjà été placées,
cette annonce paraît
seulement à titre d'information

MOULINEX S.A.

FF 316 237 500

Incluant 2 928 125 actions ordinaires
détenues par SCOVILL INC.

auprès d'investisseurs internationaux
hors de France
par
JAMES CAPEL & CO LONDON

Téléphone : 19-44-1-621-00-11

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE SOFAL

Le conseil d'administration, réuni le
13 mars 1987, a arrêté le bilan et les
comptes de l'exercice 1986.

L'exercice 1986 a été notamment
caractérisé par une activité exception-
nellement forte — ayant conduit à une
croissance des encours supérieure à
20 % — et par une baisse des taux
importants; le cumul de ces deux phé-
nomènes, partiellement non récurrents,
a entraîné une amélioration des marges
d'exploitation. Il explique, pour l'essen-
tiel, la hausse des résultats.

Après F 73 154 466 d'impôts, contre
F 53 194 527 en 1985, et F 40 000 000

de dotations aux provisions fiscalement
non déductibles, contre F 20 000 000, le
bénéfice net, hors plus-values à long
terme, s'élève à F 46 881 589, contre
F 32 501 973 l'année précédente.

Compte tenu de F 14 768 983 de
plus-values nettes à long terme (contre
F 18 999 021), le bénéfice net de l'exer-
cice s'établit en définitive à
F 61 650 572, contre F 51 500 995.

Le conseil proposera à l'assemblée
générale de porter le dividende net à
F 45, contre F 40 en 1986, et celui-ci
sera payable, comme l'an passé, au gré
de l'actionnaire, en numéraire ou en
actions.

NORD-SUD DEVELOPPEMENT

Société d'investissement à capital variable

RECTIFICATIF AU COMMUNIQUÉ DE PRESSE

L'assemblée générale ordinaire des
actionnaires se réunira sur première
convocation le jeudi 23 avril 1987 et non
le vendredi 24 avril 1987 comme men-
tionné sur le communiqué de presse.
Siège social :
5, avenue de l'Opéra, 75001 PARIS.

Le Carnet des Entreprises



● CRÉDIT FONCIER INTERNATIONAL

Le conseil du Crédit Foncier International,
filiale belge du Crédit Foncier et Immobilier, a
décidé lors de sa dernière séance :

— de nommer M. Claude Altmayer, vice-
président directeur général du Crédit Foncier
et Immobilier, président du conseil d'adminis-
tration, en remplacement de M. Maurice Gon-
tier, démissionnaire de ce poste tout en res-
tant administrateur de la société, et de
proposer à la prochaine assemblée, la nomi-
nation de M. Dominique Chetillon comme admi-
nistrateur ;

— d'entamer à Bruxelles les démarches néces-
saires en vue de l'introduction en bourse
d'études et investissements immobiliers,
sociétés dont il détient le capital à parité égale
avec le groupe Blaton. Cette filiale a réalisé en
1986 un chiffre d'affaires consolidé de
629 000 000 FB et un bénéfice de
127 000 000 FB. Parmi ses principaux actifs
figurent, à Bruxelles, d'importants immeubles
loués à long terme à l'État belge et occupés
par des organismes de la Communauté écono-
mique européenne ou du Parlement européen.
L'introduction à la cote officielle de la Bourse
de Bruxelles devrait pouvoir être réalisée au
cours du mois de mai prochain.

Marchés financiers

PARIS, 18 mars ↓

L'effritement

Le petit jeu du Yo-Yo a repris
lundi rue Vivienne et, à la très légère
reprise enregistrée à la veille du
week-end, a succédé de l'effritement.

Dans la matinée, déjà, le marché
n'avait pas montré beaucoup de
vigueur. Il ne devait pas retrouver
son tonus au cours de la séance
principale. En clôture, l'indicateur
instantané accusait un très faible
repli de 0,3 % environ. Dans la gra-
ville générale, quelques points de
fermeté sont néanmoins apparus à
la cote : Schneider, Dumez, Lyon-
naise des Eaux, Roussel-Uclaf,
Penas, voire CSE.

Mais les glissements de cours,
fractionnaires le plus souvent, ont
été légion. Les écarts de rendement
ont été réduits, certains ont même
plutôt augmenté (Opé, Cotelec, UCB,
Via Banque, Nord-Est), de même
que les pétroles, ELF en tête. Al-
lure, Europe 1 a aussi donné un peu
de la bande. Peugeot, en revanche,
a tenu le drapé haut.

D'une façon générale, les affaires
n'ont pas été très étoffées. D'après
les professionnels, en prévision de la
prochaine liquidation du 23 mars,
les investisseurs procèdent aux ajus-
tements d'usage.

La cote du mois de mars sera de
moyenne plutôt élevée, pour l'in-
stant, une hausse moyenne des cours
de 6,8 %. Mais il y avait peu à ven-
dre.

Espère-Bertrand Faure lance une
OPE sur Luchaire, pour se diversifier
sans doute, mais également pour
renforcer son activité sous-traitance
automobile. Les cotations des deux
titres ont été suspendues.

Calme plat également sur le mar-
ché obligataire, où les profession-
nels s'ennuyent ferme. De l'effritement
s'agit-il également des emprunts sur
toutes les séries de produits, de
même que sur le MATIF.

NEW-YORK, 16 mars ↓

Repli

Wall Street a évolué, le
16 mars, sur une note irrégu-
lière, dans un marché cahoté où
quelque 135 millions de titres
ont été échangés. En clôture,
l'indice Dow Jones des trente
valeurs industrielles cédait
10,22 points, à 2248,44. On
comptait 1 014 valeurs en baisse,
550 en progression et 400
inchangées.

Autour du Big Board, les
investisseurs redoublaient de
prudence à l'approche de la
séance de vendredi, qui verra
l'expiration d'une série d'options
relatives aux indices boursiers.
Les observateurs indiquaient
lundi que rien dans la conjonc-
ture américaine n'était actuelle-
ment en mesure de soutenir la
tendance. Certains s'inquié-
taient en apprenant que la SEC,
organe de contrôle des marchés
boursiers des États-Unis, venait
d'ouvrir une enquête sur les ac-
tivités de l'homme d'affaires amé-
ricain Carl Icahn. Parmi les
valeurs les plus traitées, on
notait American Motors
(3,936 millions de transac-
tions), Texas Utilities (2,85 mil-
lions), OAK Industries (1,7 mil-
lion), et USX Corp.
(1,4 million).

VALEURS	Cours de 15 mars	Cours de 16 mars
Alcoa	43 3/4	42 5/8
A.T.T.	29 3/8	29 1/8
Boeing	52 1/4	51 1/2
Chrysler	38 3/8	37 7/8
Du Pont de Nemours	87 1/2	87 1/2
General Motors	76 1/8	75 1/2
IBM	82 5/8	82 3/8
Intel	79 3/4	79 1/4
International Harvester	105 1/8	104 1/2
Johnson & Johnson	77 7/8	77 1/8
U.S. Steel	53 1/4	53 1/4
Union Carbide	144 7/8	144 7/8
U.S. Corp.	63 5/8	63 1/2
Westinghouse	45 1/4	45 1/4
Yale	71 1/8	70 1/4
Schaeffler	37 5/8	37 1/8
Texas	34 5/8	34 1/8
U.S. Steel	53 1/4	53 1/4
Union Carbide	28 7/8	28 3/4
U.S. Corp.	28 3/8	28 3/4
Westinghouse	72 5/8	71 3/8

CHANGES

Dollar : 6,1050 F ↓

Le tassement du dollar s'est
poursuivi, mardi 17 mars, sans rai-
son apparente. A Paris, le dollar
acheminé s'est très légèrement
raffermi, et le taux de l'argent au
jour le jour s'est tenu à 8 1/4 %
pour des raisons purement techni-
ques.

FRANCFORT 16 mars 17 mars
Dollar (en DM) .. 1,848 1,838

TOKYO 16 mars 17 mars
Dollar (en yen) .. 152,30 151,40

MARCHÉ MONÉTAIRE
(offres privées)
Paris (17 mars) .. 8 1/4 %
New-York (16 mars) .. 6 1/4 %

INDICES BOURSIERS

PARIS
(INSEE, base 100 : 31 déc. 1966)
13 mars 16 mars
Valeurs françaises .. 389,7 385,1
Valeurs étrangères .. 394,6 395,6
C* des agents de change
(base 100 : 31 déc. 1961)
Indice général .. 442,3 439,3

NEW-YORK
(indice Dow Jones)
13 mars 16 mars
Industrielles .. 2258,66 2248,44

LONDRES
(indice Financial Times)
13 mars 16 mars
Industrielles .. 1 681,4 1 576,4
Mines d'or .. 348,1 338,3
Fonds d'Etat .. 89,87 89,87

TOKYO
16 mars 17 mars
Nikkei .. 21 454 21 547,9
Indice général .. 190,46 187,75

MATIF

Notionnel 10 % — Cotation en pourcentage du 16 mars
Nombre de contrats : 15 119

COURS	ÉCHÉANCES			
	Mars 87	Juin 87	Sept. 87	Déc. 87
Dernier	107,65	107,60	107,65	107,50
Précédent	107,80	107,55	107,55	107,45

AUTOUR DE LA CORBEILLE

PROGRESSION DES
RÉSULTATS DE GUERBET.
— Les résultats consolidés
(provisoire) du groupe Guer-
bet en 1986 ont progressé de
19,2 %, tandis que le chiffre
d'affaires gagnait 13 %. Le
groupe note une progression de
sa rentabilité grâce à une per-
cution aux États-Unis et aux bons
résultats d'ensemble de ses
filiales à l'étranger.

VENT EN POULE POUR
CARDIF. — Filiale de la Com-
pagnie bancaire, Cardif SA a

poursuivi, en 1986, son déve-
loppement dans l'assurance et
la collecte de l'épargne. Le
chiffre d'affaires, constitué par
les primes d'assurance reçues,
s'est élevé à 4,39 milliards de
francs, en hausse de 23 %.
Compte tenu des primes excep-
tionnelles comptabilisées en
1985, la progression est, en
réalité, pour 1986, de 38 %. Le
bénéfice consolidé a augmenté
de 78 %, pour se situer à
86,1 millions de francs.

L'EUROPE DES VILLES RÊVÉES

Amsterdam
Athènes
Berlin
Budapest
Copenhague
Dublin
Edimbourg
Florence
Genève
Lisbonne
Londres
Rome
Séville
Stockholm
Venise
Vienne

Vacances volées, week-ends in-
finies... 16 petits guides pour les
villes les plus romantiques d'Eu-
rope. L'imaginaire d'un écrivain
(Julien Green à Florence, Michel
Du Castella à Séville...) et la pré-
cision d'un guide pratique.
En librairie - 39 F

autrement
EDITIONS

EMPRUNTS ECUREUIL

EMPRUNT DE 1300000000 DE FRANCS AU TAUX FIXE DE 8,70 %

NOMINAL :	5 000 F
PRIX D'ÉMISSION :	4 815 F
JOUISSANCE :	6 AVRIL 1987
DURÉE :	12 ANS
INTÉRÊT ANNUEL :	8,70% SOIT 435 F PAR OBLIGATION
TAUX DE RENDEMENT AU RÈGLEMENT :	9,22 %
TAUX DE RENDEMENT ACTUARIEL BRUT :	9,22 %
AMORTISSEMENT NORMAL : EN TOTALITÉ A LA FIN DE LA 12 ^e ANNÉE SAUF RACHAT EN BOURSE.	

EMPRUNT DE 600000000 DE FRANCS A TAUX RÉVISABLE ANNUEL

PRIX D'ÉMISSION :	4 858 F
JOUISSANCE :	6 AVRIL 1987
DURÉE :	12 ANS
INTÉRÊT ANNUEL : 9 % pour la première année puis, pour les suivantes, 90 % du taux de rendement moyen au règlement des emprunts non indexés garantis par l'État et assimilés, publié par l'INSEE pour le mois de février précédant la révision. Taux d'intérêt minimum garanti : 5,5 %.	
AMORTISSEMENT NORMAL : EN TOTALITÉ A LA FIN DE LA 12 ^e ANNÉE SAUF RACHAT EN BOURSE.	

Une note d'information (visa COB n° 87-80 du 12/03/87) peut être obtenue
sans frais au guichet de votre Caisse d'Épargne Ecureuil. BALO du 18 mars 87.



L'AMI FINANCIER
Caisse d'Épargne Ecureuil

مكتبة الأمل

Marchés financiers

BOURSE DE PARIS

16 MARS Cours relevés à 17 h 33

Règlement mensuel										Règlement mensuel									
Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Précéder cours	Dernier cours	% + -	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Précéder cours	Dernier cours	% + -	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Précéder cours	Dernier cours	% + -		
4320	4.5 % 1873	1226	1226	1226	.....	4405	4.5 % 1873	1226	1226	1226	.....	4405	4.5 % 1873	1226	1226	1226	.....	
1186	B.L.P.P. T.P.	1226	1226	1226	.....	4405	B.L.P.P. T.P.	1226	1226	1226	.....	4405	B.L.P.P. T.P.	1226	1226	1226	.....	
2176	C.C.F.T. T.P.	1226	1226	1226	.....	4405	C.C.F.T. T.P.	1226	1226	1226	.....	4405	C.C.F.T. T.P.	1226	1226	1226	.....	
2810	Lat. Lys. T.P.	1116	1116	1116	.....	4405	Lat. Lys. T.P.	1116	1116	1116	.....	4405	Lat. Lys. T.P.	1116	1116	1116	.....	
2006	Remont. T.P.	2100	2100	2100	.....	4405	Remont. T.P.	2100	2100	2100	.....	4405	Remont. T.P.	2100	2100	2100	.....	
2176	Rhone-Pon. T.P.	2216	2216	2216	.....	4405	Rhone-Pon. T.P.	2216	2216	2216	.....	4405	Rhone-Pon. T.P.	2216	2216	2216	.....	
1282	Thomson T.P.	1212	1212	1212	.....	4405	Thomson T.P.	1212	1212	1212	.....	4405	Thomson T.P.	1212	1212	1212	.....	
516	Ancor	548	548	541	- 1.28	4405	Ancor	548	548	541	- 1.28	4405	Ancor	548	548	541	- 1.28		
2010	Argentea Havas	2070	2070	2070	.....	4405	Argentea Havas	2070	2070	2070	.....	4405	Argentea Havas	2070	2070	2070	.....	
1960	Alp. Ligne	2070	2070	2070	.....	4405	Alp. Ligne	2070	2070	2070	.....	4405	Alp. Ligne	2070	2070	2070	.....	
695	Alp. Ligne	2070	2070	2070	.....	4405	Alp. Ligne	2070	2070	2070	.....	4405	Alp. Ligne	2070	2070	2070	.....	
1240	Alcatel	2736	2736	2746	+ 0.37	4405	Alcatel	2736	2736	2746	+ 0.37	4405	Alcatel	2736	2736	2746	+ 0.37		
1960	Al. Suprem.	2280	2280	2286	+ 0.26	4405	Al. Suprem.	2280	2280	2286	+ 0.26	4405	Al. Suprem.	2280	2280	2286	+ 0.26		
2460	Al. Suprem.	2280	2280	2286	+ 0.26	4405	Al. Suprem.	2280	2280	2286	+ 0.26	4405	Al. Suprem.	2280	2280	2286	+ 0.26		
360	Alphon. et	435.30	435.30	435.30	.....	4405	Alphon. et	435.30	435.30	435.30	.....	4405	Alphon. et	435.30	435.30	435.30	.....	
2460	Alphon. et	435.30	435.30	435.30	.....	4405	Alphon. et	435.30	435.30	435.30	.....	4405	Alphon. et	435.30	435.30	435.30	.....	
1520	Alphon. et	435.30	435.30	435.30	.....	4405	Alphon. et	435.30	435.30	435.30	.....	4405	Alphon. et	435.30	435.30	435.30	.....	
1250	Alphon. et	435.30	435.30	435.30	.....	4405	Alphon. et	435.30	435.30	435.30	.....	4405	Alphon. et	435.30	435.30	435.30	.....	
1000	Alphon. et	435.30	435.30	435.30	.....	4405	Alphon. et	435.30	435.30	435.30	.....	4405	Alphon. et	435.30	435.30	435.30	.....	
510	Alphon. et	435.30	435.30	435.30	.....	4405	Alphon. et	435.30	435.30	435.30	.....	4405	Alphon. et	435.30	435.30	435.30	.....	
1000	Alphon. et	435.30	435.30	435.30	.....	4405	Alphon. et	435.30	435.30	435.30</							

Comptant (sélection)

Second marché (collection)

VALEURS			% du tot.	% du coupo	VALEURS			Cours prix.	Dernier cours	VALEURS			Cours prix.	Dernier cours	VALEURS			Cours prix.	Dernier cours	VALEURS			Cours prix.	Dernier cours					
Obligations										Étrangères																			
4,5 % 1973/1981	7689				Classe III	545	590 d	Navis (Nat. de)	196		Ain Manonville	1110	1110	Doville	968	980	Nobis	350	358										
5,75 % 1977	122 57	105			Classe IV	1400	1310	OPF Pabst	576	570	Aspen	715	715	Dovre-Ammersaal	554	585	Nordde-Datras	800	850										
9,00 % 78/83	902	8 658			Cathédral (St)	2200	2210	Opang	400	400	B.P.P.	1200	1275	Dovre-Old. convert.	3080	314	Chem-Luxemb.	800	815										
Exp. 4,00 % 77	122 57	105			Classe V	615	620	Orléans R.C.T.	3095	3060	B.P.P.	1200	1275	Chem-Luxemb.	355	355	Chem-Luxemb.	800	815										
10,80 % 78/84	105 26	9 458			Classe VI	3651	3651	Osney	1100	1100	Bolton Technol.	1300	1275	Chem-Luxemb.	355	355	Chem-Luxemb.	800	815										
12,25 % 80/88	106 40	10 438			Classe VII	3581	3581	Osney	1100	1100	Bolton	761	750	Chem-Luxemb.	355	355	Chem-Luxemb.	800	815										
13,00 % 80/87	105 05	9 747			Classe VIII	3330	3345	Osney	1100	1100	Collette de Lyne	1400	1410	Chem-Luxemb.	355	355	Chem-Luxemb.	800	815										
13,50 % 81/88	105 20	9 747			Classe IX	3330	3345	Osney	1100	1100	Collette de Lyne	1400	1410	Chem-Luxemb.	355	355	Chem-Luxemb.	800	815										
14,75 % 81/88	105 20	9 747			Classe X	3330	3345	Osney	1100	1100	Collette de Lyne	1400	1410	Chem-Luxemb.	355	355	Chem-Luxemb.	800	815										
15,75 % 82/80	116 82	7 827			Classe XI	3330	3345	Osney	1100	1100	Collette de Lyne	1400	1410	Chem-Luxemb.	355	355	Chem-Luxemb.	800	815										
16 % jan 82	120 90	12 518			Classe XII	3330	3345	Osney	1100	1100	Collette de Lyne	1400	1410	Chem-Luxemb.	355	355	Chem-Luxemb.	800	815										
16,50 % oct 83	119 25	9 580			Classe XIII	3330	3345	Osney	1100	1100	Collette de Lyne	1400	1410	Chem-Luxemb.	355	355	Chem-Luxemb.	800	815										
17,50 % oct 83	122 70	9 587			Classe XIV	3330	3345	Osney	1100	1100	Collette de Lyne	1400	1410	Chem-Luxemb.	355	355	Chem-Luxemb.	800	815										
18,25 % oct 84	114 15	9 587			Classe XV	3330	3345	Osney	1100	1100	Collette de Lyne	1400	1410	Chem-Luxemb.	355	355	Chem-Luxemb.	800	815										
					Classe XVI	3330	3345	Osney	1100	1100	Collette de Lyne	1400	1410	Chem-Luxemb.	355	355	Chem-Luxemb.	800	815										
					Classe XVII	3330	3345	Osney	1100	1100	Collette de Lyne	1400	1410	Chem-Luxemb.	355	355	Chem-Luxemb.	800	815										
					Classe XVIII	3330	3345	Osney	1100	1100	Collette de Lyne	1400	1410	Chem-Luxemb.	355	355	Chem-Luxemb.	800	815										
					Classe XIX	3330	3345	Osney	1100	1100	Collette de Lyne	1400	1410	Chem-Luxemb.	355	355	Chem-Luxemb.	800	815										
</																													

SICAV (selection)

16/3

[illegible]

Droits et bons

Cote des changes

Marché libre de l'or

[illegible]

e : coupon détaché
o : offert
a : droit détaché
d : demandé
● : prix précédent
★ : marché continu

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
2 Le débat sur la défense et le contrôle des armements. 3 Finlande : les résultats des élections législatives. 4 La presse d'opposition au Chili.	8 Le PS, parti des présidentiels. — Propos et débats. 9 Les « états généraux » du libéralisme. — Bibliographie : Une femme, Simone Veil, de Michel Sarazin.	10 Les prisons aux États-Unis : une privatisation au stade expérimental. 11 Paris en embouteillages. 18 Un point de vue de Claude Roy sur l'Etat et la lutte contre le cancer.	12 Richard III, de Shakespeare, vu par Francis Huster. 14 « Digressions », par Bernard Frank. COMMUNICATION 14 Le bilan d'un an de gouvernement Chirac dans l'audiovisuel.	39 Affaires : le japonais Fujitsu contraint de renoncer à Fairchild. 40 Le déficit du commerce extérieur français. 42-43 Marchés financiers.	Radio-télévision 16 Annonces classées 23 à 37 Carnet 11 Météorologie 18 Mots croisés 16 Loto, Suspense 16 Spectacles 15	● Economie : deux bons chiffres pour E. Balladur. ● Les dossiers chauds du Monde. ● Otages : les médias doivent-ils se taire ? Actualité, Immobilier, Météo, Bourse, Télémarketing, Loisirs. 36.15 Tapez LEMONDE

Les otages du Liban

L'OJR silencieuse sur le sort de Jean-Louis Normandin
Nombreuses interventions en faveur du technicien d'Antenne 2

Le sort de Jean-Louis Normandin reste des plus mystérieux. L'Organisation de la justice révolutionnaire (OJR), qui a menacé de « prononcer une sentence de mort » à l'encontre du technicien d'Antenne 2, ne s'était toujours pas manifestée mardi 17 mars en fin de matinée. L'ultimatum qu'elle avait fixé samedi — demandant au gouvernement de désavouer certains propos de M. Mitterrand sur la politique française au Proche-Orient — a expiré lundi soir sans qu'aucune information ait été diffusée depuis sur la situation de Jean-Louis Normandin retenu en otage au Liban depuis le 8 mars 1986.

A Paris comme à Beyrouth, on se refuse à attacher trop d'importance à ces détails de principe contenus dans les menaces de l'OJR. La distribution des communiqués de l'organisation est rarement d'une ponctualité rigoureuse, et il peut être hasardeux de chercher à interpréter ses silences — dans un sens ou dans un autre.

On relève, en revanche, avec plus d'optimisme, que les interventions en faveur de Jean-Louis Normandin se sont multipliées ces dernières vingt-quatre heures. Certaines laissent supposer que des contacts directs ont été pris avec les ravisseurs pour les inciter à la « cession », cependant que Paris sollicitait la médiation de certains Etats.

Ainsi, après une première démarche du chef spirituel du Hezbollah (intégristes chiites pro-iraniens), Cheikh Fadallah, un autre dignitaire chiite libanais, Cheikh Mohammed Mehdi Chamseddine, est intervenu lundi en faveur du jeune Français. Dans une interview au quotidien libanais *Al-Chark* (pro-

syrien), il indique avoir effectué « des négociations ardues » pour sauver la vie de Jean-Louis Normandin. « Je ne peux pas être sûr de leurs résultats », dit-il, « mais j'espère qu'ils aboutiront à le sauver ». On ne m'a rien promis, mais je peux conclure de ce qui m'a été dit, ainsi que des contacts établis par d'autres parties, que l'otage français sera probablement épargné.

En France, Anis Naccache, chef du commando qui a tenté d'assassiner M. Chapour Bakhtiar, ancien premier ministre du Liban, en juillet 1980 à Paris, a lancé un appel à l'OJR. Il « prie et conjure l'OJR, au nom de notre lutte commune, d'épargner la vie de l'innocent Normandin », a indiqué son avocat, lisant un télégramme de M. Naccache. La libération de ce dernier fait souvent partie des revendications des ravisseurs de certains otages occidentaux au Liban. Même démarche de la part de Mgr Hilarion Capucci, ancien archevêque grec-catholique de Jérusalem, qui a déjà proposé sa médiation dans l'affaire des otages ; lui aussi exhorte l'OJR à ne pas mettre ses menaces à exécution.

Le secrétaire général des Nations unies, M. Javier Perez de Cuellar, s'est, pour sa part, déclaré « concerné » par les menaces de l'OJR : « Rien ne peut justifier que la vie d'un civil innocent soit ainsi utilisée à des fins politiques », a-t-il souligné dans un communiqué, cependant que le président Reagan appelait à la libération de tous les otages du Liban.

A Paris, la consigne officielle est au silence. On se refuse à comment, dans un sens ou dans un autre,

les silences de l'OJR. Le porte-parole du Quai d'Orsay avait rappelé, lundi, que le « gouvernement poursuivait des contacts intensifs avec tous ceux avec lesquels il est en rapport depuis le début de l'affaire des otages et en particulier avec l'Iran ». Dès samedi, le ministère des affaires étrangères avait répondu à l'OJR en faisant valoir, dans un communiqué publié alors que M. Chirac était en visite officielle en Afrique, que la France entendait « poursuivre avec l'Iran le processus (de normalisation) engagé il y a onze mois ». La tonalité de ce texte tranchait quelque peu avec les déclarations faites vendredi à Matignon et soulignant la volonté de la France de refuser tout compromis avec le terrorisme. Sans doute pour dissiper tout risque de malentendu, le ministre des affaires étrangères, M. Jean-Bernard Raimond, a fait parvenir, dimanche, un message à son homologue iranien, M. Velayat, dans lequel il ferait allusion aux responsabilités de l'Iran.

● Démarche de l'archevêque de Cantorbéry auprès de l'Iran. — Le Dr Robert Runcie a proposé ses services au président du Parlement iranien, M. Ali Akbar Hashemi Rafsanjani, pour aider à retrouver un diplomate iranien enlevé au Liban en 1982, ont annoncé, le lundi 16 mars, les services de l'archevêché. L'archevêque a fait cette proposition dans une lettre à M. Rafsanjani en janvier, après que le président du Parlement iranien ait offert son aide pour retrouver M. Terry Waite, l'envoyé spécial de Mgr Robert Runcie, détenu à Beyrouth. (AFP.)

PHILIPPINES

M^{me} Aquino annonce la dissolution des milices armées

MANILLE

La présidente Aquino a ordonné, lundi 16 mars, le démantèlement de toutes les « bandes armées parallèles » utilisées comme « forces de l'ordre » indépendantes dans les localités reculées du pays. Si la dissolution de ces groupes, dont le Civil Home Defence Force (corps de défense civil), est exigée par le Front national démocratique insurgé comme préalable à tout accord de paix, la décision présidentielle s'inspire officiellement de la nouvelle Constitution. Celle-ci prévoit, en effet, la mise en place d'une police nationale.

En fait, la réorganisation des forces de l'ordre vise à dépolitisier une armée révoltée et ambitieuse.

En outre, les relations entre le pouvoir civil et les autorités militaires pourraient « être harmonisées », selon un responsable militaire, à la suite de l'annonce du départ « prochain » du secrétaire exécutif de M^{me} Aquino, le très controversé Jovito Arroyo, à qui certains reprochent une trop grande influence sur la présidente. M. Arroyo demeure le dernier des « compagnons de route progressistes » de M^{me} Aquino. M. Arroyo serait victime de l'influence croissante de l'équipe regroupée autour des ministres des finances, M. Jaime Ongpin, et du commerce, M. José Concepcion. (KIM GORDON-BATES.)

La candidature d'Hachette à TF 1

Le Crédit agricole remplace la BNP

La Caisse nationale de crédit agricole va remplacer la BNP dans le tour de table du groupe Hachette, candidat à l'achat de TF 1. La « banque verte » reprend, ainsi la totalité de la participation (3,5 %) initialement détenue par la BNP.

Cet établissement bancaire avait, en effet, été écarté par la Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL) au moment où elle avait déclaré (le 11 mars) les groupes de MM. Jean-Luc Lagardère et Francis Bouygues « aptes » à continuer de concourir pour l'acquisition de la totalité du capital de la Une. La CNCL avait jugé que la BNP, en tant que conseiller du gouvernement pour la privatisation de TF 1, ne pouvait figurer parmi les partenaires de Hachette (le Monde du 11 mars).

A. Rd.

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36-15 + ISLM

LATREILLE
QUINZAINE DE L'IMPERMEABLE jusqu'au 28 mars
62 rue St André-des-Arts 6
Tél. 43 29 44 10
Catalogue sur demande

PUBLICATION JUDICIAIRE

Sur assignation de la société OFFILIB, 48, rue Gay-Lussac à Paris 5^e, le Tribunal de Commerce de Paris, par jugement définitif du 20 octobre 1986, aux motifs « qu'il ressort des pièces versées aux débats... que M^{me} ROSELLINI, pour le compte de la LIBRAIRIE LE FRANÇOIS, fait clairement allusion aux relations commerciales établies les années précédentes, donc dans le cadre d'OFFILIB, afin que ces relations nouées avec la première entreprise se renouvellent et voire s'accroissent avec son nouvel employeur... dans le but de tenter un transfert de la clientèle d'OFFILIB à la LIBRAIRIE LE FRANÇOIS... agissant d'un acte de concurrence déloyale... condamne la société LIBRAIRIE LE FRANÇOIS à payer à la société OFFILIB dix mille francs à titre de dommages et intérêts pour concurrence déloyale, ordonne la parution du présent jugement dans deux journaux au choix de la société OFFILIB... »
M^{me} MENDELSON, avocat au Barreau de Paris.

A B C D E F G

Sur le vif

De toutes les couleurs

J'ai plein de trucs marrants à vous raconter, là, aujourd'hui, enfin... marrants... Si, quand même assez ! Vous savez que la SIDA, les British n'en dorment pas. Ça les obsède, ça les panique. Au point que, l'autre jour, le duc d'Edimbourg s'est lancé devant un auditoire stupéfait — je ne sais plus où qu'il inaugurait — dans la promotion de la capote anglaise. Anglaise, façon de parler. Il s'agissait, en réalité, de la capote taïwanaise. Non, non, je vous jure, j'invente pas !

Et pourquoi taïwanaise ? Parce que là-bas on se... gante de noir pendant les périodes de deuil. Là-bas, dans les cafés, les supermarchés, les universités, les distributeurs automatiques crachent des préservatifs de toutes les couleurs. Assurée à votre tour ou à votre situation de famille. Vous avez le choix : blanc pour une jeune épouse, rose pour une Lolita à peine pubère, bleu pour un partenaire gay, rouge pour une fouguese quadragénaire.

Moi, ça qui me frappe, c'est ce retour, la trouille du SIDA aidant, au sens des convenances. Un peu de savoir-vivre, je vous en prie ! Si vous venez de perdre votre femme, avez au moins la décence de vous garnir de caoutchouc rayé noir et jaune avant de sauter celle du copain !

Et attendez, c'est pas fini. Faut tout prévoir, vous le savez. Surtout à la télé. Le direct, ça ne s'improvise pas. Bon, alors, la BBC vient d'organiser une simulation de la mort de la reine. Elle va très bien, merci. Sa mère, l'adorable Queen Mum, aussi, mais bon, ça va... Images de la foule tassée par le chagrin et pendue aux grilles de Buckingham Palace. Défilé des ministres à l'écran. Micro-trottoir tendu à des ménagères en larmes. Ouais, ça va, ça roule, ça baigne, pas de problème.

Et voilà que brusquement un des responsables de la chaîne bondit hors de son fauteuil et brame : Vous vous foutez de moi ou quoi ? La présentatrice ! Sa cravate ! Plante de palmiers verts sur fond aux pour annoncer le décès de Sa Majesté ! Terminé, ça ! Toute catastrophe, accident grave ou drame national sera désormais souligné à l'écran par le port obligatoire de la cravate noire.

Et si, par hasard, une naissance dans la famille royale s'inscrivait au sommaire du journal juste après le naufrage de Zbrugge, comment faire ? Arborer une cravate sombre à pois roses ou bleus selon que c'est une fille ou un garçon.

CLAUDE SARRAUTE.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 17 mars

Baisse : - 0,15 %

La Bourse de Paris est en baisse ce mardi matin 17 mars, l'indice de tendance étant de - 0,15 %. Les principales hausses sont : TRT (+ 1,92 %), V. Via Banque (+ 1,35 %), Sommer-Alibert (+ 1,34 %), Beghin-Say (+ 1,18 %), Ecco (+ 1,15 %). Sont en baisse : Seb (- 2,74 %), Locafrance (- 2,14 %), Darty (- 2,05 %), Sovac (- 1,51 %) et UCB (- 1,32 %).

Valeurs françaises	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours
Accor	541	540	538
Agropar	2070	2070	2070
Air Liquide	695	695	695
Banque	1076	1073	1070
Bouygues	2748	2748	2748
Bouygues	1240	1238	1240
B.S.N.	4890	4895	4895
Candover	3810	3815	3850
Chargers S.A.	1920	1910	1925
Chap. Mitterrand	681	681	685
Elf (S.N.)	1485	1485	1487
ELF-Agip	334	338	337
Enfer	3620	3620	3620
Leclerc-Capelle	1489	1489	1494
Michèle	3180	3180	3180
Midi (S.N.)	1559	1559	1560
Midi-Henry	2489	2485	2483
Navig. Méditerranée	1225	1225	1225
Oréal (L.)	4200	4210	4210
Paroiss-Ricard	1085	1085	1085
Peugeot S.A.	1429	1432	1435
Solel	447	448	447 50
Sovac	678	670	670
Sovac Parier	762	761	761
Télécom	3405	3410	3415
Thomson-C.S.T.	1815	1821	1823
Total-C.F.P.	468 90	468	467
T.A.T.	2188	2200	2220
Vallo	685	649	650

La « Catho » de Lille poursuivra ses expériences de procréation artificielle

La faculté catholique de médecine de Lille poursuivra ses expériences de fécondation in vitro et propose un dialogue aux responsables de l'Etat ou qui viennent réprover cette méthode de procréation artificielle.

Tout en rappelant leur « engagement chrétien et ecclésial fondamental », les responsables de l'Université catholique de Lille (UCL) écrivent que : « L'application immédiate de l'instruction de la Congrégation pour la doctrine de la foi (...) porterait de graves problèmes moraux aux responsables de l'UCL, vis-à-vis des nombreux couples qui sont déjà engagés dans ce processus, et qui, du fait de cette suppression, verraient fortement compromis, sinon définitivement écartés, l'espérance d'un parent responsable : vis-à-vis du corps médical et hospitalier qui s'est engagé dans cette activité, convaincu en conscience non seulement de ne pas faire œuvre illicite, mais d'offrir aux couples concernés un service humain infiniment précieux ; vis-à-vis de milieux scientifiques, médicaux, bio-éthiques, dans lesquels l'UCL est insérée. Sa crédibilité et son témoignage de présence d'Église requièrent ouverture, liberté académique, poursuite d'une recherche de qualité... »

« Notre préoccupation d'appartenance ecclésiale nous incite à demander à la Congrégation pour la doctrine de la foi d'accepter d'ouvrir sur cette question particulière un dialogue avec nous-mêmes et les autres universités catholiques concernées ».

● Libération de huit dissidents soviétiques. — Huit dissidents soviétiques ont été libérés des camps de travail et de prison au cours des derniers jours, a annoncé, le mardi 17 mars, à Moscou, M^{me} Elena Bonner. Selon l'épouse de M. Andreï Sakharov, parmi les personnes libérées figurent notamment : deux contestataires actifs dans les années 70, M. Mikhail Rivkin (trente-deux ans) et M. Alexei Smirnov (trente-six ans).

M^{me} Galina Barats, épouse du dissident Vassili Barats, lui-même libéré le mois dernier, et qui avait fondé avec son mari le Comité pour le droit à l'émigration, enfin, M. Ivan Kovalev et son épouse Tatiana Oesipova, tous deux anciens membres du groupe de surveillance des accords d'Helsinki, et qui seraient autorisés à émigrer. La père de Ivan Kovalev, M. Sergueï Kovalev, est toujours détenu. (AFP.)

Le numéro de « Monde » daté 17 mars 1987 a été tiré à 517 720 exemplaires

TAPIS PERSANS FAITS MAIN
exclusivement réalisés à 50%
exemple : Jochanaan laine 194 x 194 = 3 500 F
MAISON DE L'IRAN
65, Champs-Élysées (8^e)

LES ENSEIGNANTS AMATEURS D'APPLE CHOISSENT LES - 35 % D'INTERNATIONAL COMPUTER LES DEVIENNENT DES FRUITS SECS.

Un Macintosh Plus 14.990 F TTC

Offre exclusivement réservée aux établissements d'enseignement et aux enseignants



INTERNATIONAL COMPUTER

La micro sans frontières 26, rue du Renard Paris 4^e 42.72.26.26

la Règle à Calcul
COMPATIBLE AMSTRAD
DISPONIBLE
1/2 JOURNÉE D'INITIATION GRATUITE
GARANTIE 1 AN
SIX VERSIONS PC 1512 MONOCHROME OU COULEUR DISQUETTE 360 Ko DISQUE DUR + SOURIS
REGLE A CALCUL 67, bd St-Germain BP 300 75228 PARIS cedex 05 : (0) 43.25.66.86
Tél. 1940 201 324 F

هذا هو الأصل